

THE WORLD BANK GROUP ARCHIVES

PUBLIC DISCLOSURE AUTHORIZED

Folder Title: Broches, M. Aron - Articles and Speeches (1951 - 1982) - Volume 3

Folder ID: 1651420

Fonds: Records of Office of External Affairs (WB IBRD/IDA EXT)

Digitized: February 24, 2014

To cite materials from this archival folder, please follow the following format:

[Descriptive name of item], [Folder Title], Folder ID [Folder ID], World Bank Group Archives, Washington, D.C., United States.

The records in this folder were created or received by The World Bank in the course of its business.

The records that were created by the staff of The World Bank are subject to the Bank's copyright.

Please refer to <http://www.worldbank.org/terms-of-use-archives> for full copyright terms of use and disclaimers.



THE WORLD BANK
Washington, D.C.

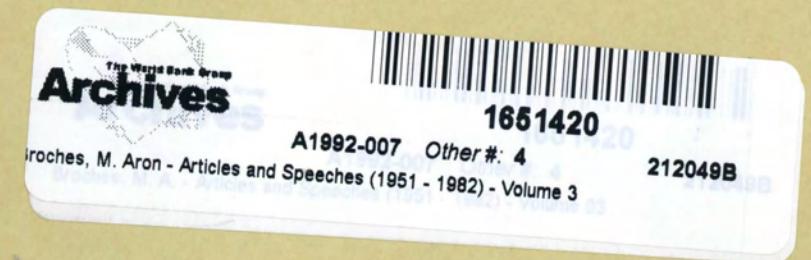
© 2012 International Bank for Reconstruction and Development / International Development Association or
The World Bank
1818 H Street NW
Washington DC 20433
Telephone: 202-473-1000
Internet: www.worldbank.org

PUBLIC DISCLOSURE AUTHORIZED

BROCHES, M. A - ARTICLES and speeches (1967 - 1982)

B1
H05

DECLASSIFIED
WBG Archives



PUBLICATIONS DE
L'INSTITUT ROYAL DES RELATIONS INTERNATIONALES

REVUE : CHRONIQUE DE POLITIQUE ETRANGERE

6 numéros par an, ± 120 pages chacun; *Abonnement tous pays*: 400 fb; n° séparé : 150 fb; vol. relié : 1.000 fb.

Elle assemble et analyse les documents juridiques, économiques et politiques ainsi que les déclarations qui sont à la base des relations internationales. Son objectivité scientifique jouit d'un crédit international notoire.

Numéros spéciaux; 1958, n° 4/6 : *Problèmes de l'Afrique Noire*, 304 p., 300 fb; 1959, n° 5/6 : *La Zone de libre-échange*, 365 p., 300 fb; 1960, n° 1 : *Le Désarmement*, 166 p., 150 fb; 1960, n° 3 : *Les recours en annulation et en cas de carence dans le droit de la C.E.C.A. à la lumière de la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés*, 112 p., 150 fb; 1960, n° 4/6 : *La Crise Congolaise : janvier 1959-août 1960*, 566 p., 300 fb; 1961, n° 1/3 : *Evolution politique de l'Afrique; la Communauté « française »; la République de Guinée; l'indépendance de la Somalie sous tutelle*, 485 p., 300 fb; 1961, n° 5/6 : *Evolution de la Crise Congolaise de septembre 1960 à avril 1961*, 602 p., 300 fb; 1962, n° 4/6 : *L'O.N.U. et le Congo, avril 1961 à octobre 1962*, 784 p., 300 fb; 1963, n° 1/2 : *Les difficultés financières des Nations Unies et les obligations des Etats membres*, 1963, 292 p., 300 fb; 1963, n° 4/6 : *Décolonisation et indépendance du Rwanda et du Burundi*, 280 p., 300 fb; 1964, n° 1 : *Conclusion de l'opération de l'O.N.U. au Congo*, 130 p., 150 fb; 1964, n° 3/5 : *La politique raciale de la République d'Afrique du Sud*, 416 p., 300 fb; 1965, n° 4 : *L'Union économique belgo-luxembourgeoise : expériences et perspectives d'avenir*, 100 p., 150 fb; 1965, n° 5/6 : *Stanleyville : août-novembre 1964*, 256 p., 300 fb; 1966, n° 5 : *Les accords d'association successifs avec les Etats africains et malgache associés et leur fonctionnement*, 156 p., 150 fb; 1967, n° 1 : *Congo de janvier 1965 à mars 1966*, 102 p., 150 fb.

INTERNATIONALE SPECTATOR, TIJDSSCHRIFT VOOR INTERNATIONALE POLITIEK
avec la Nederlandsch Genootschap voor Internationale Zaken, La Haye, 22 n° ± 1.700 p. par an.

Abonnement : 350 fb.

AUTRES PUBLICATIONS

Les conséquences d'ordre interne de la participation de la Belgique aux organisations internationales, par une Commission d'étude de l'I.R.R.I., 1964, 354 p., 400 fb; Le rôle proéminent du Secrétaire général dans l'opération des Nations Unies au Congo, par F. Van Langenhove, 1964, 249 p., 300 fb; Fin de la Souveraineté Belge au Congo, Documents et Réflexions, par W. Ganshof van der Meersch, 1963, 679 p., 400 fb; Consciences tribales et nationales en Afrique Noire, par F. Van Langenhove, 1960, 465 p., 400 fb; La Belgique et l'aide économique aux pays sous-développés, 1959, 529 p., 460 fb; La crise du système de sécurité collective des Nations Unies, 1946-1957, par F. Van Langenhove, 1958, 272 p., 250 fb; La Belgique et les Nations Unies, 1958, 372 p., 150 fb; La Situation de l'Allemagne en 1955, par A. Grosser, Rapport d'un Congrès international organisé par l'I.R.R.I., 1955, 133 p., 50 fb; Aspects de l'industrialisation en Afrique Centrale, par R. Bertieaux, 1953, 318 p., 300 fb; La Communauté européenne du charbon et de l'acier, 1953, 338 p., épuisé; Les Aspects économiques du Réarmement, 1951, 236 p., 240 fb; Les Unions économiques, par J. Van der Mensbrugge, 1949, 396 p., 350 fb; Problème des relations internationales : L'Espagne, 1948, 122 p., 80 fb.

Payable aux n°s de C.C.P. de l'I.R.R.I., 88, avenue de la Couronne, Bruxelles 5 :
Bruxelles: 0.20; Berne: III 19585; Paris: 0.03; 's-Gravenhage: 82.58; Roma: 1/35590; Köln: 160.860;
Kinshasa : C.C.P. B. 201 de la Banque du Congo (notre Cpte 954.915).

LE FINANCEMENT
DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
ASPECTS POLITIQUES, JURIDIQUES
ET ECONOMIQUES

PAR

ARON BROCHES

Jurisconsulte de la Banque mondiale
et secrétaire général du
Centre international pour le règlement
des différends relatifs aux investissements

EXTRAIT DU N° 4 DU VOLUME XX, 1967 DE LA
CHRONIQUE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE
INSTITUT ROYAL DES RELATIONS INTERNATIONALES
88, AVENUE DE LA COURONNE, BRUXELLES 5

L'INSTITUT ROYAL DES RELATIONS INTERNATIONALES
EST UNE FONDATION SCIENTIFIQUE INDÉPENDANTE
CRÉÉE À BRUXELLES EN 1947

L'Institut est une fondation scientifique indépendante créée en 1947 sous forme d'établissement d'utilité publique. Il a pour objet l'étude de la politique étrangère, de l'économie internationale et du droit des gens; les problèmes que posent les relations internationales pour la Belgique ainsi que pour le Grand-Duché de Luxembourg retiennent particulièrement son attention. Il ne relève d'aucune doctrine et s'interdit de professer aucune opinion relativement aux affaires nationales ou internationales.

Il a constitué un *Centre interuniversitaire de recherche* qui groupe des professeurs des quatre universités et des experts en vue d'études et de publications scientifiques. L'Institut organise des *conférences* réservées à ses membres, possède une importante *bibliothèque* ainsi qu'un centre de documentation spécialisés accessibles au public. Il publie bimestriellement la *Chronique de Politique Etrangère* et bimensuellement la revue *Internationale Spectator, Tijdschrift voor Internationale Politiek* ainsi que divers *ouvrages scientifiques* dont la liste figure au dos de la présente publication.

Conseil d'administration :

Baron SNOY et d'OPPUERS, président, secrétaire général hre du ministère des Affaires économiques; prof. Pierre ANSIAUX, vice-président trésorier, sénateur, bâtonnier de l'Ordre des avocats près la Cour de cassation; prof. Louis CAMU, président de la Banque de Bruxelles; prof. Fernand DEHOUSSE, ancien ministre; prof. baron Charley del MARMOL; prof. Omer DE RAEYMAEKER; August DE SCHRYVER, ministre d'Etat; prof. Charles de VISSCHER, président d'honneur, ancien juge à la Cour internationale de Justice; prof. Gaston EYSKENS, ministre d'Etat; prof. Henri FAYAT, ancien ministre; John GOORMAGHTIGH, secrétaire général, directeur du Centre européen de la Dotation Carnegie; prof. Léon GYSELYNCK, ancien président de l'Association belge des Banques; prof. Henri JANNE, ancien ministre; prof. Victor LAROCK, ancien ministre; baron MUÜLS, ambassadeur hre de Belgique; prof. Pierre PESCATORE, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères du Luxembourg; prof. Henri ROLIN, ministre d'Etat; prof. Jean van HOUTTE, ministre d'Etat; prof. Fernand VAN LANGENHOVE, président d'honneur, ambassadeur hre de Belgique; prof. vicomte van ZEELAND, ministre d'Etat; prof. Pierre WIGNY, ministre de la Justice et de la Culture française.

Comité d'honneur :

Prof. André de GUCHTENEERE, directeur général de la Caisse générale d'Epargne et de Retraite; prof. Paul LALOUX, président du conseil d'administration de la Société Royale Asturienne des Mines; Pierre MAJERUS, ambassadeur du Luxembourg à Rome.

Directeur général : prof. Emmanuel COPPIETERS, dr. econ., juris, master sc. econ.

LE FINANCEMENT
DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
ASPECTS POLITIQUES, JURIDIQUES
ET ECONOMIQUES *

par

Aron BROCHES

C'est un honneur pour moi de pouvoir m'adresser, ce soir, aux membres éminents de l'Institut Royal des Relations Internationales. L'Institut, je le sais, s'est toujours vivement intéressé au problème de l'aide au développement économique des pays pauvres. L'étude publiée sous vos auspices en 1959 a représenté une contribution majeure à l'examen de cette question en Belgique et a été à l'origine d'un important courant de réflexions sur l'orientation future à donner à votre politique nationale d'aide aux pays étrangers.

Il est certain que la décolonisation presque totale qui a suivi la Seconde Guerre mondiale pose des problèmes spéciaux à la Belgique et à d'autres pays dont la politique étrangère de développement économique était et reste en partie axée sur les territoires avec lesquels ils avaient des liens historiques. Mais ces problèmes ne sont désormais qu'un des aspects du problème fondamental auquel nous devons tous faire face et qui consiste à combler le fossé économique entre pays riches et pays pauvres. Aucun de vous, je suppose, ne me contredira si j'affirme que ce problème n'est en aucune manière résolu, car je me borne à constater un fait. Mais j'irai plus loin, en ajoutant que nous sommes actuellement plus éloignés de la solution que nous ne le prévoyions il y a dix ou vingt ans, et ce en dépit des sommes considérables qu'ont dépensées les pays d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale en faveur du développement économique de ce que l'on appelle le tiers monde et des grands efforts humains qu'ils ont déployés.

Monsieur le Président, je ne suis pas économiste, et je suis soulagé de penser qu'un grand nombre de ceux qui sont présents dans cette salle ne le sont pas non plus. Nous autres non-économistes, nous pourrions être

* Conférence, en néerlandais, donnée à l'Institut Royal des Relations Internationales, le 4 avril 1967, par M. A. BROCHES, jurisconsulte de la Banque mondiale et secrétaire général du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements. (Cette conférence est publiée en néerlandais dans *Internationale Spectator*).

tentés de déclarer, en apportant une légère variante à une formule célèbre, que le développement économique est une chose trop sérieuse pour être confiée à des économistes; mais je n'aurai aucun mal à résister à cette tentation. En effet, je suis convaincu que la connaissance de plus en plus approfondie des problèmes économiques liés à l'effort de développement est indispensable à la réalisation de notre objectif. Je ferai observer cependant que le financement du développement ne peut plus être considéré comme une question purement économique ou technique. Il s'agit d'un problème central de politique mondiale qui, en tant que tel, mérite une étude approfondie aboutissant à l'adoption d'une politique de développement mûrement réfléchie et nettement définie.

Je voudrais, ce soir, examiner cette question avec vous assez en détail, car il devient de plus en plus urgent, j'en suis convaincu, que les pays développés révisent entièrement leur conception de l'aide au développement. Ce que j'ai à dire repose sur l'expérience d'une institution qui, depuis plus de vingt ans, se préoccupe exclusivement du problème du développement, à savoir la Banque mondiale.

Vous n'ignorez pas que la Belgique est l'un des membres fondateurs de la Banque mondiale. La Belgique est aussi membre de ses deux filiales, la Société financière internationale et l'Association internationale de développement (I.D.A.).

Le Groupe de la Banque mondiale, comme on désigne collectivement les trois institutions, a fourni au total plus de 12 milliards de dollars pour le développement économique des pays membres. Les prêts de la Banque elle-même et de l'Association internationale de développement ont été concentrés sur des projets hautement prioritaires destinés à renforcer l'infrastructure des pays en voie de développement et, en particulier, à améliorer leurs communications et accroître leur capacité de production d'énergie électrique. Ces dernières années, la Banque et l'I.D.A. ont en outre prêté de plus en plus d'attention à l'éducation et à l'agriculture. La pénurie de personnel qualifié de toutes catégories crée un grave goulot d'étranglement qui retarde la croissance des pays en voie de développement et, du moins dans certains domaines, il est évident qu'aucun progrès ne sera possible tant qu'on n'aura pas porté remède à cette situation. On ne saurait, à cet égard, surestimer la valeur de l'assistance technique que votre pays fournit à l'Afrique, notamment en lui envoyant du personnel enseignant.

Les besoins d'éducation et de formation ne sont nulle part plus urgents que dans l'agriculture; en l'occurrence, il ne s'agit pas seulement d'aug-

menter la production mais, de façon plus immédiate, de sauver bien souvent des populations de la famine. La Société financière internationale qui, vous vous en souvenez sans doute, a été créée pour compléter l'œuvre de la Banque en favorisant la croissance de l'industrie privée dans les pays en voie de développement, consacre elle aussi une grande partie de ses efforts à l'aide au secteur agricole. Depuis quelque temps déjà, la S.F.I. joue un rôle de premier plan, en tant que représentante du Groupe de la Banque mondiale, dans des pourparlers visant à créer dans les pays en voie de développement de nouvelles usines d'engrais, en association avec des entreprises locales et avec des compagnies pétrolières et des sociétés de produits chimiques d'Amérique du Nord, d'Europe occidentale et du Japon.

On affirme souvent que les efforts déployés par le Groupe de la Banque mondiale et d'autres institutions en faveur du développement économique n'ont guère eu de résultats concrets. Mais il faut replacer la situation dans une juste perspective. Dans bien des pays, on a déjà beaucoup fait pour supprimer certains obstacles fondamentaux qui entravent la croissance économique. On peut désormais espérer que plusieurs pays en voie de développement deviendront relativement indépendants de l'aide étrangère au cours des dix à quinze prochaines années.

Néanmoins, on ne saurait nier sérieusement que, dans l'ensemble, les progrès réalisés par les pays en voie de développement n'ont pas été aussi rapides que nous l'espérions. Vous savez en effet combien on a été déçu, tant dans ces pays-là que dans les pays développés, par les résultats de l'aide au développement économique. Six années de la « Décennie du développement » ont déjà passé et il est désormais évident que l'objectif de 5 % fixé pour la croissance annuelle de la production des pays en voie de développement pendant les années 1960 ne sera pas atteint, à moins que, pour reprendre les termes du récent rapport intérimaire de l'O.N.U. sur la Décennie du développement, la communauté mondiale ne soit prête à donner un nouvel élan massif au développement.

Dans le cadre de l'effort général de développement prévu pour les années 1960, l'Assemblée générale des Nations unies a décidé en 1961 que le courant annuel d'assistance internationale et d'aide financière au développement allant des pays développés aux pays en voie de développement devrait atteindre dès que possible 1 % du revenu national des pays développés. Or, le montant de l'aide officielle des pays industriels est resté pratiquement statique au cours des cinq dernières années. Qui plus est, les pays industriels ont connu pendant le même temps une vague

de prospérité sans précédent, de sorte que la part de leur revenu national consacrée au développement n'a cessé de décroître, tombant d'environ 0,85 % en 1961 à 0,61 % en 1965. En outre, les conditions de l'aide sont devenues plus rigoureuses; les montants accordés sous forme de dons plutôt que de prêts ont diminué, alors que la situation exigeait justement l'inverse. Le service de la dette impose déjà à de nombreux pays en voie de développement une charge extrêmement lourde et l'endettement supplémentaire qu'ils peuvent assumer aux conditions traditionnelles est très limité. Le service de cette dette représente actuellement, pour l'ensemble des pays en voie de développement, une charge totale qui n'est pas loin d'atteindre 10 % de leurs recettes annuelles d'exportation. Dans certains pays, ce pourcentage est nettement plus élevé.

La conséquence, c'est que le fossé économique entre les pays riches et les pays pauvres du monde ne cesse de s'élargir, l'écart étant particulièrement grand si l'on considère le revenu par habitant. En cinq ans seulement, la population totale des pays en voie de développement s'est accrue de plus de 200 millions d'habitants, chiffre supérieur à celui de la population de tous les pays de la Communauté économique européenne réunis. De plus, au taux actuel de croissance, la population mondiale aura doublé d'ici l'an 2000, tandis que l'augmentation de loin la plus considérable se produira justement là où les ressources font le plus défaut, c'est-à-dire en Asie, en Amérique latine et en Afrique. Dans le tiers monde, qui compte plus de 2 milliards d'habitants, le revenu individuel est actuellement inférieur à 12.500 francs belges par an. Dans 40 pays membres de la Banque mondiale vivent 750 millions de personnes qui ont un revenu inférieur à 6.000 francs belges par an. Si la tendance actuelle persiste, le revenu par habitant des populations du tiers monde progressera si lentement qu'en l'an 2000 il sera supérieur de 1.000 francs belges à peine à celui d'aujourd'hui. D'ici là, en revanche, les habitants des pays riches peuvent espérer devenir encore beaucoup plus fortunés qu'ils ne le sont déjà.

Le rang de priorité peu élevé que les pays développés accordent à leurs activités d'aide est de plus en plus un motif de déception pour les pays en voie de développement, déception qui, à mon avis, est généralement justifiée. Evidemment, les pays en voie de développement ne peuvent escompter recevoir une assistance extérieure satisfaisante s'ils ne prouvent pas de façon concrète que la croissance économique est au premier plan de leurs préoccupations et qu'ils sont prêts à mettre en œuvre la politique nécessaire à cette fin. Il existe sans aucun doute des pays dont la conduite laisse, à cet égard, beaucoup à désirer, même pour un observateur peu

exigeant, des pays affaiblis par une instabilité politique persistante et d'autres dont le gouvernement n'a pas un sens des responsabilités assez développé pour adopter des mesures peu populaires mais nécessaires.

Mais il serait totalement erroné de penser que tous les pays en voie de développement entrent dans cette catégorie. Au contraire, depuis quelques années, ces pays ne cessent d'améliorer leur connaissance et leur compréhension des problèmes du développement et de faire des efforts pour répartir judicieusement leurs ressources. Ils sont également devenus plus conscients de l'importance de la production alimentaire et de la nécessité d'appliquer une politique démographique.

Certes, les pays en voie de développement ont encore des efforts à faire pour accroître leur épargne, en particulier dans le secteur public. Certes, une plus grande modération s'impose en ce qui concerne les dépenses gouvernementales non productives. Mais il faut se garder de sous-estimer l'importance relative de l'épargne intérieure des pays pauvres. C'est l'épargne intérieure, en effet, qui sert à financer 86 % des investissements de l'ensemble de ces pays. Contrairement à l'impression générale, donc, l'assistance étrangère ne représente qu'un pourcentage relativement faible. Il s'ensuit qu'en chiffres absolus, l'assistance extérieure par habitant est également d'un montant peu élevé. Je me demande combien, parmi vous, se rendent compte que le montant annuel de l'aide étrangère fournie aux pays africains n'atteint, d'après les renseignements les plus récents, que 240 francs belges par habitant, que le montant correspondant pour l'Amérique latine n'est que de 170 francs belges et que, pour l'Asie, il est seulement de 130 francs belges.

Il faut bien admettre que ces montants sont très modestes, mais on est aussitôt conduit à se demander si les pays en voie de développement seraient capables d'utiliser efficacement une aide plus importante. Indubitablement, si l'on considère l'ensemble des pays en voie de développement, il faut répondre à cette question par l'affirmative.

Le nombre de projets soigneusement étudiés et prêtés au financement que soumettent ces pays ne cesse d'augmenter. En 1965, vous vous en souvenez peut-être, la Banque mondiale a estimé que jusqu'à 1970, les pays en voie de développement pourraient utiliser avec profit, outre l'aide extérieure qu'ils recevaient déjà, 3 à 4 milliards de dollars de plus par an, somme d'ailleurs modeste par rapport aux 40 à 50 milliards de dollars dont s'accroît chaque année le revenu global des pays développés. Nous ne voyons aucune raison de réviser cette estimation.

Devant cet état de choses, M. George Woods, président de la Banque mondiale, a soulevé, au mois de juillet de l'année dernière, la question d'une nouvelle reconstitution des fonds de l'Association internationale de développement. Cette filiale de la Banque mondiale a été créée en 1960 pour essayer de répondre plus particulièrement aux besoins des pays en voie de développement qui sont capables d'utiliser de façon productive plus de capitaux qu'ils ne peuvent se permettre d'en emprunter aux conditions courantes. Le crédit de l'I.D.A. est accordé à des conditions favorables (prêts remboursables généralement en 50 ans, ne portant pas intérêt et assortis d'un délai de grâce initial de 10 ans avant le remboursement de la première échéance) pour que le développement de ces pays très pauvres puisse se poursuivre. J'insiste sur le fait que les projets financés par l'I.D.A. doivent satisfaire aux mêmes critères économiques, techniques et administratifs élevés que les projets de la Banque mondiale et que la politique de développement des pays désireux de bénéficier des ressources restreintes de l'I.D.A. doit répondre à des normes strictes. Contrairement à la Banque mondiale, qui a un important capital souscrit et qui a la ressource d'emprunter sur les marchés financiers, l'I.D.A. est tributaire des contributions des gouvernements des pays membres et notamment des gouvernements des pays industriels. Lors de sa création, l'I.D.A. a été dotée d'environ 750 millions de dollars de ressources librement utilisables. En 1964, un accord a été passé au sujet d'une première reconstitution des ressources. Les pays riches ont mis à la disposition de l'I.D.A. un nouveau montant de 750 millions de dollars destiné à faire face aux besoins de crédit pour les trois années à venir. Ces trois années ont passé et la capacité de crédit de l'I.D.A. est de nouveau épuisée.

M. Woods propose maintenant une nouvelle reconstitution des ressources afin de permettre à l'I.D.A. de multiplier la portée de ses activités actuelles. Pour obtenir les sommes nécessaires, considérablement plus élevées que les précédentes, nous dépendons principalement de l'appui de sept pays qui ont versé jusqu'ici 85 % des ressources de l'I.D.A., à savoir les Etats-Unis, le Canada, le Japon, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne et l'Italie. Des problèmes de balance des paiements et des difficultés budgétaires ont retardé la conclusion d'un accord. Une interruption regrettable de la continuité des opérations de l'I.D.A. est malheureusement devenue inévitable. Nous espérons que cette interruption sera brève.

Si importante qu'elle soit, la reconstitution des ressources de l'I.D.A. ne peut offrir qu'une solution partielle aux problèmes devant lesquels nous nous trouvons. Comme je l'ai déjà dit au début de mon exposé,

j'estime que les pays industrialisés doivent procéder à une réévaluation générale de leur aide au développement. Ils devraient s'interroger sur les buts qu'ils cherchent à atteindre dans leurs relations avec les pays en voie de développement et déterminer la place à donner à ces relations parmi l'ensemble de leurs objectifs nationaux. Il leur faudra ensuite examiner si les moyens et les méthodes d'aide actuellement utilisés sont conformes à ces buts. Cet examen de conscience les conduira, j'espère, à définir de nouveaux buts et une nouvelle conception de l'aide au développement qui stimuleront l'assistance aux pays sous-développés.

Un certain nombre de points qui devraient en tout cas être inclus dans une telle réévaluation me viennent immédiatement à l'esprit. Je songe, en premier lieu, au montant de l'aide au développement et aux conditions auxquelles elle est accordée. J'espère qu'à l'issue de cet examen, les pays développés reconnaîtront notamment que cette aide est insuffisante et que la première obligation de la politique économique de tout pays avancé doit être d'affecter au développement une fraction appropriée du revenu national; cette dépense ne doit pas être considérée comme un poste résiduel susceptible d'être réduit au cas où l'on se heurterait à des problèmes de balance des paiements ou à des difficultés budgétaires. Ensuite, il importe de se rendre compte que ce n'est pas le montant brut de l'aide qui compte, mais son montant net. A l'heure actuelle, l'assistance fournie par les pays développés doit augmenter simplement pour empêcher le montant net de l'aide financière au développement de diminuer. En même temps, il est bon de ne pas perdre de vue la charge globale du service de la dette. Lorsque le service de la dette impose à un pays un fardeau trop lourd, par suite d'échéances trop courtes et de taux d'intérêt trop élevés, cela a pour effet non seulement d'accroître ses besoins bruts d'assistance mais d'aggraver d'année en année l'incertitude dans laquelle il se trouve de pouvoir obtenir une aide suffisante.

Cela m'amène à une question voisine, la nécessité, pour les pays développés, de souscrire des engagements à long terme plutôt que de fournir leur aide sur une base annuelle. Les pays donateurs attendent à juste titre des pays bénéficiaires qu'ils établissent des plans de développement à long terme et, dans certains cas, font de cette planification une condition de leur aide. Mais les pays en voie de développement ne sauraient établir de plans d'avenir valables s'ils ne connaissent pas le montant de l'aide étrangère sur laquelle ils peuvent compter pendant la période de planification.

Un autre point à inclure dans une réévaluation des politiques de développement concerne le rôle que les institutions multilatérales ont à jouer dans ce domaine. Pour le moment, plus de 80 % de l'aide au développement est fournie dans le cadre d'accords bilatéraux, mais le volume de l'aide offerte par l'intermédiaire d'organisations multilatérales a nettement tendance à augmenter. Je suis convaincu que le maintien de cette tendance ne peut qu'accroître l'utilité de l'aide étrangère. Prenons l'exemple du Groupe de la Banque mondiale. Les institutions qui en font partie n'ont qu'un objectif: accélérer la croissance économique. On ne leur demande pas en outre de développer des exportations ou de gagner les gens à telle ou telle politique étrangère.

Permettez-moi de vous présenter encore, ce soir, deux autres avantages spécifiques du multilatéralisme; ce faisant, il va sans dire que je pense tout particulièrement au Groupe de la Banque mondiale. Contrairement à la plus grande partie de l'aide bilatérale, l'aide multilatérale n'est généralement pas liée à des achats à un pays donné. La Banque mondiale exige d'ordinaire que le montant des prêts soit dépensé sur des marchés où les biens et services requis peuvent être obtenus aux conditions les plus avantageuses. L'expérience nous a appris que cette politique aboutit à des économies considérables. Le deuxième avantage est que le Groupe de la Banque mondiale est mieux placé pour influer sur le comportement économique des pays en voie de développement. Comme l'assistance de la Banque n'est pas régie par des considérations politiques ou commerciales et que les pays bénéficiaires sont en général désireux de maintenir avec elle de bonnes relations, celle-ci jouit d'une position plus forte pour veiller à ce que les pays développés fassent honneur à leurs engagements, notamment en ce qui concerne leur politique de développement.

Si les avantages de l'action multilatérale sont indéniables, il n'en demeure pas moins que la majeure partie de l'aide continue à être fournie sur des bases bilatérales. Aussi la Banque a-t-elle été amenée à rechercher une méthode qui conférerait à l'aide bilatérale certains des avantages de l'approche multilatérale. De là, la création d'un certain nombre de groupes consultatifs au sein desquels les institutions et les pays donateurs peuvent coordonner l'aide au développement qu'ils accordent à un pays donné.

Jusqu'à présent, des groupes consultatifs de ce genre ont été constitués sous les auspices de la Banque mondiale pour dix pays, à savoir la Thaïlande, la Malaisie, le Pérou, la Corée, la Colombie, l'Inde, le Nigeria, le Pakistan, le Soudan et la Tunisie. La Belgique fait partie de chacun de ces groupes. L'organisation d'un groupe consultatif pour le Maroc est actuellement

en cours de préparation. Assurant la présidence de ces groupes, la Banque se charge de procéder périodiquement à des enquêtes approfondies sur les résultats obtenus et sur les problèmes qui se posent, ainsi que sur les besoins en aide des pays en voie de développement considérés. En fonction de ces études, la Banque adresse des recommandations aux pays bénéficiaires ainsi qu'aux membres des groupes sur les secteurs et les projets qui, à son avis, méritent de faire l'objet d'un financement extérieur par priorité. Enfin, la Banque présente des observations sur l'aide demandée par le pays, formulant des recommandations sur le montant, la nature et les conditions de l'aide qu'elle juge appropriées. Les conditions de l'aide sont presque aussi importantes que son montant. Il faut avant toute décision prendre dûment en considération l'endettement du pays bénéficiaire; un prêt consenti à des conditions inopportunies ne peut aboutir en effet qu'à des crises de la balance des paiements. C'est là un problème dont aucun des pays accordant une aide ne saurait venir à bout séparément; il exige, de par sa nature même, d'être envisagé selon une perspective internationale.

On peut dire que, dans l'ensemble, les groupes consultatifs ont été une réussite et que, de plus en plus, on voit en eux un élément capital de l'appareil international d'aide au développement. Les groupes consultatifs présentent un avantage particulier pour les petits pays donateurs puisqu'ils leur permettent de contribuer à l'aide au développement sans avoir à créer eux-mêmes des rouages administratifs à cet effet. Aussi certains de ces pays ont-ils décidé de fournir la majeure partie, sinon la totalité de leur aide dans le cadre des groupes consultatifs.

Enfin, je voudrais aborder le rôle des banques régionales de développement dans l'ensemble des activités internationales de développement. Depuis quelques années, trois banques régionales nouvelles ont été créées : la Banque interaméricaine, la Banque africaine et la Banque asiatique de développement. Dans la mesure où ces banques parviendront à réaliser leur objectif, c'est-à-dire à favoriser le développement des régions qu'elles desservent en mobilisant des ressources qui risqueraient autrement de ne pas être employées à des fins productives, il faut se féliciter de leur assistance et de leur activité. Mais il convient de veiller à ce qu'elles ne fassent pas double emploi avec les organisations internationales existantes.

J'ai passé en revue un certain nombre de points qui devraient retenir l'attention des pays riches lors d'un réexamen de leur politique d'aide: montant de l'aide et conditions auxquelles elle est fournie, coordination de l'aide (par l'intermédiaire des groupes consultatifs par exemple), aide

liée opposée à l'aide non liée et rôle des banques régionales de développement. Le temps me manque pour m'arrêter sur d'autres questions, comme le crédit de fournisseur et le financement supplémentaire, dont la Banque mondiale a entrepris l'étude à la demande de l'U.N.C.T.A.D.

Manifestement, il serait fort utile que les pays exportateurs de capitaux parviennent à un accord sur ces problèmes. C'est la raison pour laquelle M. Woods a invité tous les pays développés à réunir une conférence au sommet sur l'aide au développement, qui serait d'abord soigneusement préparée par de hauts fonctionnaires. Les participants à cette conférence internationale devraient comprendre des ministres des Affaires étrangères, des Finances et de l'Aide au développement. L'objet de la conférence serait de définir la place d'une politique de développement énergique et efficace dans le cadre des relations internationales, compte tenu des divers facteurs en jeu et de telle sorte que cette politique soit acceptable pour tous. En se mettant d'accord sur une telle politique, les pays développés contribueraient de façon fructueuse à l'étude dont ces problèmes pourraient faire l'objet dans un cercle plus large, notamment au sein de l'U.N.C.T.A.D., comme l'a suggéré M. Prebisch. Bien entendu, cette étude porterait également sur un certain nombre de problèmes de politique commerciale qui sortent du cadre de mon exposé.

Je me suis borné jusqu'ici à parler de l'aide extérieure officielle aux pays en voie de développement; je voudrais maintenant en venir au rôle de l'investissement privé étranger, dont l'importance quantitative saute aux yeux. Selon les chiffres pour 1965 que l'O.C.D.E. a réunis, l'aide publique nette aux pays en voie de développement s'est élevée à 6,3 milliards de dollars et l'investissement privé extérieur à 3,9 milliards de dollars. Même si l'on en déduit l'investissement dans la production pétrolière, le solde de quelque trois milliards de dollars montre que cette contribution n'est nullement à dédaigner.

Son importance qualitative est tout aussi manifeste. Grâce à l'aide directe d'investisseurs privés étrangers, les pays en voie de développement peuvent obtenir une partie des connaissances techniques et des spécialistes de la gestion des entreprises et de l'administration dont ces pays ont un besoin si urgent. En 1963, je me suis adressé en ces termes à la Conférence mondiale de la paix mondiale par la primauté du droit:

« Dans le passé, il était peut-être justifié dans une certaine mesure, de considérer que les investissements internationaux étaient une question intéressant surtout les pays exportateurs de capitaux et leurs ressortissants.

Aujourd'hui, il est universellement admis que cette question est d'une importance capitale pour le développement économique des pays en cours de développement. Les investissements internationaux sont devenus un des traits principaux de la coopération entre nations riches et nations pauvres, et le développement de ces investissements est une question d'un intérêt urgent pour les pays importateurs aussi bien que pour les pays exportateurs de capitaux. Ceci est particulièrement vrai des investissements étrangers privés qui, s'ils sont judicieusement réalisés, peuvent apporter une contribution importante au développement de l'économie des pays qui en bénéficient.

» Malheureusement cependant, le flux de capitaux privés vers les régions qui en ont besoin n'a pas l'importance voulue. Et il ne fait aucun doute qu'un des obstacles les plus sérieux au mouvement des capitaux privés est la crainte de l'investisseur que ses capitaux ne soient exposés à des risques politiques tels que l'expropriation pure et simple sans indemnité équitable, les interventions gouvernementales assimilables à l'expropriation qui privent l'investisseur du contrôle ou des bénéfices de ses investissements, et la non-observance par le gouvernement importateur de capitaux des engagements contractuels sur la foi desquels les investissements ont été réalisés ».

Ce n'est guère la peine de dire à un auditoire belge que ces craintes ne sont pas toujours imaginaires. Et il ne fait pas de doute que les exemples de risques politiques patents ébranlent la confiance des investisseurs non seulement à l'égard du pays en cause mais de l'ensemble du monde en voie de développement. Il est de fait, et nous ne pouvons l'ignorer, que les investissements extérieurs réalisés par le passé, dans des conditions d'inégalité réelle ou prétendue, sont particulièrement vulnérables dans l'état actuel du monde. Cela est vrai non seulement des investissements faits sous le régime colonial en Afrique et en Asie avant la Seconde Guerre mondiale, mais au même titre des investissements réalisés en Amérique latine.

Certes, on peut citer des exemples où les pays en voie de développement ont pris, à l'égard des investissements étrangers, des mesures qui paraissent inexcusables, quelles que soient les circonstances; mais, à mon avis, il ne faut pas pour autant en conclure que cette manière d'agir est nécessairement typique du traitement qui attend à l'avenir les nouveaux investissements étrangers dans les pays en voie de développement. Puisque les circonstances ont changé, il est indispensable, et selon moi il devrait être possible, sur ce point, de créer entre pays industrialisés et pays en voie

de développement des relations nouvelles et meilleures. A l'heure actuelle, c'est trop souvent dans un climat de méfiance mutuelle et d'équivoque que pays en voie de développement et investisseurs privés abordent la négociation. Les pays en voie de développement, et tout particulièrement ceux qui viennent d'accéder à l'indépendance, savent qu'ils ont besoin de l'investisseur étranger, mais en même temps supportent difficilement de ne pouvoir se passer de lui. Les investisseurs étrangers s'en aperçoivent et, de leur côté, avant d'accepter d'investir dans un pays en voie de développement, insistent souvent pour obtenir un rendement élevé de leur capital et la possibilité de le rapatrier rapidement; ils partent en effet de l'idée que leur investissement ne manquera pas un jour d'être exproprié. Les pays en voie de développement, quant à eux, n'hésitent pas à consentir des conditions très favorables aux investisseurs étrangers, parce que eux aussi, consciemment ou inconsciemment, semblent penser qu'à une certaine date de l'avenir, l'investissement leur reviendra. Et le cercle vicieux se crée. Ne croyez-vous pas que le moment est venu pour les pays industrialisés et les pays en voie de développement de réfléchir sérieusement aux moyens de remédier à cette situation et de mettre au point une manière nouvelle d'envisager l'investissement étranger dont les uns et les autres tireraient avantage? Les investisseurs étrangers doivent reconnaître que les temps ont changé, que l'époque de « l'Etat dans l'Etat » est révolue. Les investisseurs privés ont admis qu'il était raisonnable, dans des cas spéciaux, de réviser les conditions de leurs investissements actuels dans les pays en voie de développement, conditions qui avaient été fixées à une époque éloignée, où les circonstances étaient bien différentes de ce qu'elles sont aujourd'hui. Je pense également qu'il faudrait envisager davantage le recours à l'entreprise en association, c'est-à-dire l'entreprise à laquelle participent, en même temps, des capitaux extérieurs et des capitaux nationaux qui partagent équitablement les revenus. Mais je tiens à éviter tout malentendu. Si je demande instamment aux investisseurs de ne pas prendre d'attitude rigide et si je doute qu'il soit fondé et possible de revendiquer aveuglément des droits acquis, quelles que soient les circonstances, je tiens à affirmer le plus vigoureusement possible que l'investisseur a droit à être traité avec justice et équité, ce qui n'est malheureusement pas toujours le cas.

Il ne fait aucun doute que le flux de capitaux privés vers les pays en voie de développement augmenterait beaucoup, si l'on pouvait convaincre l'investisseur privé de surmonter sa peur de voir, dans nombre de ces pays, son investissement menacé d'expropriation sans indemnisation équitable, ou victime d'une décision arbitraire du gouvernement. Le

sachant, nous avons été amenés à nous demander si la Banque, profitant de sa réputation d'intégrité et d'impartialité, ne pourrait trouver un moyen de contribuer à écarter cet obstacle à l'investissement privé international. Nous ne sommes certes pas la seule organisation à nous attaquer à ce problème, ni la première à y chercher une solution.

La méthode la plus directe, mais sans aucun doute également la plus difficile, consisterait à fixer pour le traitement des investissements extérieurs certaines règles que les pays s'engageraient à respecter, les violations étant soumises à un tribunal international d'une forme ou d'une autre. Vous n'ignorez certainement pas les travaux que la Chambre de commerce internationale a consacrés peu avant 1950 à la préparation d'un code de l'investissement, ni tout ce que fait l'O.C.D.E. depuis les dernières années 1950 pour élaborer un projet de « Convention sur la protection des biens étrangers ». Aucun de ces efforts n'a encore été couronné de succès et, dois-je le dire, je n'en suis pas surpris. N'oublions pas que ces tentatives d'élaboration de principes juridiques sont essentiellement le fait du groupe des pays exportateurs de capitaux, et que tout naturellement (et loin de moi ici l'idée de critiquer) ils ont en vue au premier chef les droits et intérêts légitimes des investisseurs. De par leur nature et leur origine, ces textes ne devraient pas être considérés comme définitifs; ils constituent plutôt un point de départ, très utile d'ailleurs, d'où engager ce dialogue entre riches et pauvres dont j'ai souligné la nécessité il y a quelques minutes. Rien ne témoigne mieux de l'unité de ces efforts que de constater que, ces dernières années, un certain nombre de pays européens, la Belgique notamment, ont pu conclure avec des pays en voie de développement des accords bilatéraux qui protègent valablement les intérêts des investisseurs. Avec le temps, un réseau toujours plus dense de ces accords bilatéraux peut préparer la voie à une synthèse multilatérale.

La Banque mondiale, pour sa part, a choisi une démarche différente. Ses objectifs immédiats étaient plus modestes, mais semblaient capables d'être atteints dans un délai relativement bref. Notre attente n'a pas été déçue. Je veux parler de la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats; élaborée sous les auspices de la Banque mondiale, cette Convention est entrée en vigueur le 14 octobre 1966. Elle a été signée par 52 Etats, dont 30 ont déjà déposé leurs instruments de ratification. La Convention crée un Centre qui offre des moyens de conciliation et d'arbitrage pour régler les différends relatifs aux investissements qui pourraient surgir entre Etats et investisseurs étrangers. Le Centre international pour le règlement

des différends relatifs aux investissements est une institution internationale autonome. J'ai eu l'honneur d'être élu secrétaire général du Centre à la séance inaugurale de son conseil administratif.

Sur la base de l'expérience que nous avons acquise, notamment lorsque la Banque mondiale a aidé des gouvernements et des investisseurs privés à régler les différends relatifs aux investissements qui les opposaient, compte tenu également des possibilités que nous entrevoyons d'obtenir actuellement un accord général, nous avons conclu que la démarche qui offrait les plus grandes chances de succès consistait à aborder le problème du climat défavorable à l'investissement sous l'angle de la procédure; il s'agissait de créer un mécanisme international auquel les intéressés pourraient avoir recours en toute liberté pour le règlement des différends. C'est pourquoi la Convention ne fixe pas de normes pour le traitement par les Etats des biens appartenant à des étrangers, pas plus qu'elle ne prescrit les règles de conduite pour les investisseurs étrangers dans leurs relations avec les Etats où ils ont investi. En d'autres termes, l'objet de la Convention n'est en aucune façon de porter jugement sur les différends relatifs aux investissements, mais de fixer la procédure à suivre pour les régler. A cette fin, elle définit les règles selon lesquelles sont constitués, sous l'égide du Centre, les commissions de conciliation et les tribunaux d'arbitrage, dont la composition est laissée, au premier chef, aux parties au litige.

J'ai dit que c'est volontairement que les parties ont recours aux moyens créés par la Convention. La Convention n'institue pas un système de conciliation et d'arbitrage obligatoire. Comme dans le cas de la Cour internationale de Justice, la compétence du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements repose sur le consentement des parties. Le simple fait qu'un Etat ait ratifié la Convention n'oblige pas cet Etat ou l'un de ses ressortissants à saisir le Centre d'un différend quelconque. Mais, et c'est là un point de la plus haute importance, une fois qu'un Etat contractant et un investisseur qui est ressortissant d'un autre Etat contractant ont d'un commun accord décidé d'avoir recours au Centre, aucune des parties ne peut retirer son consentement unilatéralement. La Convention contient en outre des dispositions destinées à empêcher que la procédure n'échoue par refus de coopération de la part d'une partie; elle prévoit notamment que conciliateurs ou arbitres peuvent être nommés par le président de la Banque en sa qualité de président de droit du conseil administratif du Centre, et que le tribunal peut rendre sa sentence même si une partie fait défaut. Enfin, la sentence arbitrale

est obligatoire pour toutes les parties et ne peut faire l'objet d'un recours; tout Etat contractant, que lui ou l'un de ses ressortissants soit ou non partie au différend, est tenu de reconnaître les sentences rendues aux termes de la Convention comme s'il s'agissait d'un jugement définitif d'un tribunal national et d'assurer l'exécution des obligations pécuniaires imposées par la sentence dans les mêmes conditions. Cette dernière disposition, comme beaucoup d'entre vous le reconnaîtrez, s'inspire largement des dispositions du traité de Rome relatives aux décisions de la Cour européenne de Justice.

Du point de vue de l'investisseur, la caractéristique principale de la Convention est qu'une fois obtenu le consentement du gouvernement hôte, l'investisseur aura directement accès aux moyens de conciliation et d'arbitrage sans que son propre gouvernement ait à intervenir. Pour l'Etat hôte, la Convention a l'avantage de stipuler qu'une fois que l'investisseur et le gouvernement hôte sont convenus de soumettre un différend à l'arbitrage, le gouvernement de l'investisseur n'est pas habilité à reprendre l'affaire en son nom, sauf si le gouvernement hôte n'a pas donné effet à la sentence rendue contre lui. Cette disposition qui s'écarte du droit international actuel a, selon moi, le grand avantage de contribuer à retirer les différends relatifs aux investissements de la sphère politique intergouvernementale. Elle accentue aussi cette tendance de plus en plus fréquente à reconnaître à l'individu la qualité de sujet de droit international.

La pierre de touche du succès du Centre ne sera pas le nombre des cas qui lui seront soumis, mais l'acceptation par les Etats et les investisseurs de saisir le Centre de leurs litiges lorsque leurs différends ne pourront être réglés à l'amiable par la négociation. Cette acceptation pourra se manifester de plusieurs manières: l'une peut être l'insertion dans l'accord sur l'investissement d'une clause prévoyant le recours au Centre pour les différends auxquels l'accord pourrait éventuellement donner lieu; une autre, la conclusion d'un compromis une fois que le différend a survécu en fait. On peut concevoir aussi que les pays en voie de développement désireux d'attirer les investissements privés institutionalisent par une législation générale leur engagement de soumettre au Centre certaines catégories de différends relatifs aux investissements. Enfin, il vaudrait peut-être la peine d'examiner la possibilité de rendre les procédures prévues par la Convention applicables dans le cadre des accords bilatéraux relatifs aux investissements que la Belgique et d'autres Etats sont en train de conclure avec les pays en voie de développement.

La Convention est le premier accord international traitant spécifiquement et de manière constructive du problème des différends entre Etats

et investisseurs étrangers. Le fait qu'elle ait été très bien accueillie dans les pays importateurs de capitaux est un signe politique qui permet d'espérer qu'elle sera utile. La Convention a été signée par trente-huit de ces pays et vingt-six ont déjà déposé leurs instruments de ratification. Parmi les pays exportateurs de capitaux, quatre seulement des quatorze signataires ont ratifié la Convention à la date où je vous parle. J'espère que les dix autres, parmi lesquels figure la Belgique, comprendront à quel point il est urgent d'accélérer la procédure législative.

Avant de quitter les problèmes de l'investissement privé, je voudrais dire quelques mots d'une autre tâche qu'a entreprise la Banque à la demande de l'O.C.D.E. et de l'U.N.C.T.A.D., à savoir la création d'un système multilatéral d'assurance des investissements.

Le projet envisagé couvrirait les risques non commerciaux des nouveaux investissements privés effectués dans un pays en voie de développement. Les risques ainsi assurés sont l'expropriation, la confiscation ou toute autre intervention de l'Etat qui retirerait à l'investisseur assuré la possibilité d'administrer son investissement ou le priverait des bénéfices qu'il pourrait en retirer; les restrictions que pourrait imposer le gouvernement hôte à la conversion ou au transfert de sa propre monnaie dans une autre monnaie; les conflits armés ou les troubles intérieurs. Le seul risque non commercial qui ne serait pas couvert par l'assurance serait le risque de dévaluation ou de dépréciation de la monnaie. L'avant-projet du système qu'a rédigé le personnel de la Banque a été soumis vers la fin de l'année dernière à l'examen des gouvernements membres pour qu'ils présentent leurs observations. Cet avant-projet ne constitue pas une proposition définitive, mais uniquement une base de discussion et d'étude. Les administrateurs de la Banque en reprendront l'examen prochainement.

Dans la première partie de mon exposé, j'ai insisté sur la nécessité pour les pays industrialisés de mettre au point une politique mûrement réfléchie en ce qui concerne l'aide officielle au développement. Dans le domaine de l'investissement privé, je crois qu'il incombe surtout aux pays en voie de développement de se faire une idée nette de ce qu'ils veulent. A la Banque, notre manière de voir est qu'il ne nous appartient pas de dire aux pays en voie de développement qu'ils doivent accepter des capitaux privés étrangers qui s'associeront à leurs efforts de développement, ni de leur fixer qu'il serait raisonnable de payer pour obtenir cette association. Mais nous ne pouvons nous empêcher de penser que nombre de pays peu développés fondent l'attitude qu'ils adoptent à l'égard de l'investissement privé étranger sur des faits du passé qui n'ont plus cours, bien plus

que sur la réalité actuelle. Le pays dont on sait qu'il accueille volontiers l'investissement privé aura certainement accès sur la longue période à une masse de capital beaucoup plus importante que son voisin qui a recours uniquement aux fonds de sources officielles.

Mais, ceci dit, il est évident que, même dans les circonstances les plus propices, le capital privé ne peut aider que dans des secteurs limités de l'économie et qu'on ne saurait se passer des sommes massives provenant des gouvernements. Comme je l'ai dit au début, les pays riches n'ont aucune raison de se complaire dans une satisfaction béate. J'ai fait un sombre tableau de l'état actuel du développement; agir autrement eût été vous induire en erreur. L'effort international de développement risque fort de se ralentir faute d'un soutien suffisant de la part des pays riches. Comme le président de la Banque mondiale l'a fait remarquer dans l'allocution qu'il prononça à l'Assemblée annuelle de l'an dernier, il est vraiment ironique de constater ce fait au moment même où les possibilités d'accélérer le rythme du développement sont plus grandes qu'à aucune époque du passé. Même si les pays développés augmentent leur aide, il faudra, non pas des années, mais des dizaines d'années, pour relever à un niveau acceptable le niveau de vie des pays en voie de développement les plus pauvres. L'Inde, par exemple, a pour objectif, dans son quatrième plan quinquennal, d'augmenter sa production de 5,5 %, taux de croissance considérable selon les critères occidentaux. Or, même si elle parvient à cet objectif, chose certainement impossible sans une aide extérieure accrue, le revenu par habitant de l'immense population de l'Inde ne sera que d'environ 70 dollars par an. Ce fait donne une idée de l'énorme tâche à laquelle nous devons nous atteler. Mettons-nous donc au travail sans délai car il n'y a pas un moment à perdre.

FIN DE LA SOUVERAINETE BELGE AU CONGO

DOCUMENTS ET REFLEXIONS

par W. GANSHOF VAN DER MEERSCH

*Ancien ministre des Affaires générales en Afrique, Professeur à l'Université de Bruxelles
1963, 679 p., 400 fb.*

L'auteur expose, dans l'ouvrage, la situation qui existait au Congo en mai 1960, tant en ce qui concerne les groupements ethniques et les partis qu'au point de vue de l'administration et au point de vue judiciaire. Il en étudie les causes (Ch. 5).

Le problème du maintien de l'ordre public — si important pour les Etats en voie de développement, accédant à l'indépendance — fait l'objet d'un exposé complet portant sur les services qui en avaient la charge comme sur les événements eux-mêmes (Ch. 22).

D'importants développements sont consacrés au régime institutionnel du futur Etat, à ses origines et à ses caractères, ainsi qu'aux élections législatives et provinciales et aux délicates opérations de mise en place des hautes institutions politiques et administratives de la République du Congo (Ch. 6 à 10, 20 et 21).

L'ouvrage comprend les documents originaux relatifs aux négociations avec les leaders congolais — spécialement avec MM. Kasa-Vubu et Lumumba — la nomination du premier gouvernement du Congo et l'élection du chef de l'Etat (Ch. 11 à 16).

L'évolution des hautes institutions politiques du Congo est analysée depuis le 30 juin 1960 jusqu'au début de l'année 1962 (Ch. 23).

L'auteur fait aussi l'historique des tentatives de création de gouvernements dissidents dans plusieurs provinces du Congo belge au cours des mois de mai et de juin 1960 (Ch. 24).

Il consacre un chapitre à la Force publique, son rôle, son organisation et son commandement, ainsi qu'aux causes qui ont provoqué, en juillet 1960, dans ses rangs, la grave mutinerie qui pesa si lourdement sur les deux premières années d'existence de la République du Congo (Ch. 22).

L'auteur a maintenu dans la *Fin de la Souveraineté belge au Congo* le plan adopté dans *Congo mai-juin 1960*, publié en janvier 1961. L'exposé a été entièrement revu et considérablement complété. De nombreux documents originaux y ont été ajoutés. Les événements eux-mêmes, d'autre part, ont été étudiés dans leurs prolongements, à la fois sur le plan congolais et sur le plan international.

L'ouvrage est accompagné d'illustrations, de cartes, de graphiques et d'annexes; il comporte aussi d'importants extraits du rapport de la Commission d'Information, ainsi que des données précises concernant la nature, la durée et les limites des opérations de protection de la population européenne en juillet 1960 (Ch. 22).

Il consacre de nouveaux développements à l'étude de la sécession katangaise et à ses origines, ainsi qu'à la situation dans le Kasai (Ch. 26-27).

L'aperçu qu'il donne des problèmes politiques qui ont marqué la difficile période que constituait le passage de la Colonie du Congo belge à l'Etat du Congo indépendant repose sur de très nombreux documents originaux. Il présente un intérêt historique exceptionnel concernant des événements dont l'ignorance a eu des répercussions internationales graves.

La personnalité de l'auteur, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Bruxelles et avocat général à la Cour de cassation de Belgique, est une garantie scientifique notable.

Payable aux n° de C.C.P. de l'I.R.R.I., 88, avenue de la Couronne, Bruxelles 5:
Bruxelles : 0.20; Paris : 0.03;

Kinshasa : C.C.P. B. 201 de la Banque du Congo (notre cpte 954.915)
Editeur pour l'étranger : Martinus Nijhoff, La Haye

LA CRISE CONGOLAISE, SON EVOLUTION ET L'OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO

Première partie : LA CRISE CONGOLAISE :

1er JANVIER 1959-15 AOUT 1960

(Chronique de Politique Etrangère 1960, n° 4-6)

LE CONGO ET LES PROBLEMES DE LA DECOLONISATION

A. Accession à l'indépendance; B. Option de la décolonisation; C. Abandon des préalables l'indépendance; D. Décolonisation en Afrique; E. Causes attribuées à la crise congolaise.

Suivi de 87 documents et d'un index; 611 pages.

Deuxième partie : EVOLUTION DE LA CRISE CONGOLAISE
DE SEPTEMBRE 1960 A AVRIL 1961

(Chronique de Politique Etrangère 1961, n° 5-6)

A. La situation au 1er septembre 1960; B. La crise politique congolaise de septembre 1960; C. Les relations belgo-katangaises; D. L.O.N.U. et l'aide technique belge au Congo; E. Relations entre l'O.N.U. et le Congo (4^e trimestre 1960); F. La crise politique congolaise (4^e trimestre 1960); G. Les événements du mois de janvier 1961; H. Les relations belgo-congolaises; I. Conclusion

Suivi de 122 documents et d'un index; 600 pages.

Troisième partie : L'O.N.U. ET LE CONGO :
AVRIL 1961 A OCTOBRE 1962

(Chronique de Politique Etrangère 1962, n° 4-6)

A. Tananarive (9-11 mars 1961); B. De Tananarive à Coquihaville (13 mars au 24 avril 1961); C. Coquihaville (24 avril au 25 mai 1961); D. De la fin de la conférence de Coquihaville à la réunion du Parlement à Lovanium (25 mai au 15 juillet 1961); E. Réunion du Parlement à Lovanium (25 juillet au 2 août 1961); F. Programme du gouvernement Adoula et rétablissement de l'unité sauf pour le Katanga; G. Le problème katangais (2 août 1961 au 20 septembre 1962); H. Après le cessez-le-feu (20 septembre au 5 décembre 1961); I. Le second conflit armé O.N.U.-Katanga (5 au 20 décembre 1961); J. Entrevue de Kitona (20 décembre 1961); K. De Kitona au début des négociations Adoula-Tshombe (20 décembre 1961 au 15 mars 1962); L. Entretiens Adoula-Tshombe à Léopoldville et Plan Thant (mars à octobre 1962); M. Politique étrangère et intérieure du Congo; N. Conclusion.

Suivi de 37 documents et d'un index; 764 pages.

CONCLUSION DE L'OPERATION DE L'O.N.U. AU CONGO

(Chronique de Politique Etrangère 1964, n° 1)

Cette dernière partie comprend trois documents importants et de nombreuses annexes concernant la dernière phase de l'opération des Nations unies au Congo; 100 pages.

STANLEYVILLE : AOUT-NOVEMBRE 1964

(Chronique de Politique Etrangère 1965, n° 5-6)

1. Développements du mouvement insurrectionnel — 2. Situation des ressortissants étrangers — 3. Actions politiques du gouvernement belge — 4. Intervention belgo-américaine — 5. L'opération de Stanleyville et l'O.N.U.

Suivi de 38 documents et d'un index; 256 pages.

CONGO DE JANVIER 1965 A MARS 1966

(Chronique de Politique Etrangère 1967, n° 1)

1. La réduction de la rébellion — 2. Le plan Adoula — 3. Le contentieux belgo-congolais — 4. Constitution de la CONACO — 5. Amélioration de la position internationale du Congo — 6. Les élections constitutionnelles — 7. Signes d'affrontement Kasavubu-Tshombe — 8. Remaniement et renvoi du cabinet Tshombe — 9. Le gouvernement Kimba (13 octobre-25 novembre 1965) — 10. Les derniers jours du cabinet Kimba — 11. Le lieutenant-général Mobutu au pouvoir — 12. Attitude des partis, des institutions et de la population à l'égard du gouvernement constitué par le général Mobutu — 13. Programme et mesures prises par le gouvernement Mobutu à son accession au pouvoir pour le redressement de l'économie et des finances publiques — 14. Le gouvernement Mobutu et les provinces — 15. Ouverture de la session ordinaire et mise en garde adressée au Parlement.

Suivi de 15 documents et d'un index; 102 pages.

Prix des six volumes : 1.500 fb.

Payable aux n° de C.C.P. de l'I.R.R.I., 88, avenue de la Couronne, Bruxelles 5:
Bruxelles : 0.20; Paris : 0.03; Berne : III 19585; Roma : 1/35590; Köln : 160.860; 's-Gravenhage : 82.58;

Kinshasa : C.C.P. B. 201 de la Banque du Congo (notre cpte 954.915).

LES CONSEQUENCES D'ORDRE INTERNE DE LA PARTICIPATION DE LA BELGIQUE AUX ORGANISATIONS INTERNATIONALES

PAR UNE COMMISSION D'ETUDE INTERUNIVERSITAIRE
DE L'INSTITUT ROYAL DES RELATIONS INTERNATIONALES

1964, 354 pages, 400 fb.

COMITE DE REDACTION :

Baron SNOY et d'OPPUERS, Baron de GRUBEN, Prof. P. de VISSCHER, Prof. H. ROLIN, D. RYELANDT,
Lieutenant Général A. SERVAIS, P.E. TROUSSE, Prof. E. COPPIETERS.

PREFACE par :

Prof. E. COPPIETERS, directeur général de l'I.R.R.I.

INTRODUCTION par :

le Baron SNOY et d'OPPUERS, président de la Commission, secrétaire général hre du ministère des Affaires économiques.

I. PROBLEMES RELATIFS AU POUVOIR EXECUTIF, p. 27 à p. 76.

Bon de GRUBEN, Le rôle du Chef de l'Etat; Les Ministres — A. DUMORTIER, L'administration publique — F. MEYERS, Prof. L. DUQUESNE de la VINELLE, Le fonctionnaire belge dans l'administration nationale et dans les organisations internationales — C. DE STRYCKER, E. DE BRABANDERE, Les établissements publics et les organismes paraétatiques.

II. PROBLEMES RELATIFS AU POUVOIR LEGISLATIF, p. 81 à p. 159.

M. WAELBROECK, L'ingérence des organisations internationales dans les domaines relevant du pouvoir législatif ou réglementaire — G. DELEIXHE, L'obligation de légitérer impartie aux Parlements nationaux par des organisations internationales — E. BUBBA, Les attributions des Assemblées parlementaires internationales — J. LE BRUN, Le contrôle politique des Chambres sur le fonctionnement des organisations internationales — Prof. J. TEMMERMAN, Le contrôle parlementaire des dépenses relatives à des organisations internationales — A. DUMORTIER, Les charges budgétaires résultant de la participation belge aux activités des organisations internationales.

III. PROBLEMES RELATIFS A LA FONCTION JURIDICTIONNELLE, p. 163 à p. 225.

J. MASQUELIN, Prof. F. RIGAUX, Introduction — Le problème de la hiérarchie des normes — G. JANSEN-PEVTSCHIN, A. VANWELKENHUYZEN, J. VELU, Les effets de la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales sur la compétence et le fonctionnement des juridictions belges — P.E. TROUSSE, La Cour de Justice des Communautés européennes et les juridictions nationales.

IV. PROBLEMES RELATIFS A LA DEFENSE NATIONALE, p. 227 à p. 266.

Lt. Gén. A. SERVAIS, La structure et les fonctions des commandements nationaux et interalliés; Le problème général de la défense après la deuxième guerre mondiale; L'évolution de la notion de défense nationale — Lt. Col. M. BIEVA, Les problèmes d'infrastructure — Col. M. MINETTE, La production des biens d'équipement militaire — Gén. F. HONTOT, L'infrastructure, le matériel militaire, la standardisation, les aides extérieures — A. MAES, La défense civile — Col. V. WERNER, La subordination interalliée — F. DEBROUX, La nature et la portée des obligations stipulées par les traités internationaux relatives à la sécurité; La valeur juridique, au regard du droit interne, des engagements pris dans le cadre des organisations internationales; Le statut des forces belges à l'étranger et des forces étrangères en Belgique.

V. PROBLEMES RELATIFS AUX ORGANISMES ET AUX ACTIVITES NON-ETATIQUES, p. 269 à p. 307.

M. P. HERREMANS, Les partis politiques et les syndicats ouvriers — C. DE BIEVRE et E. DE BRABANDERE, Les milieux patronaux — Prof. A. MOLITOR, Les institutions scientifiques — J. DESMARETS, La presse.

CONCLUSION, par le Baron de GRUBEN, p. 309 à p. 325.

ANNEXES, p. 327 à p. 349.

Liste des conventions et traités multilatéraux auxquels la Belgique est partie, contenant une clause d'attribution de juridiction — Liste des organisations internationales dont la Belgique fait partie — Liste des principaux sigles usités dans l'ouvrage.

INDEX, p. 351 à p. 354.

Payable aux n°s de C.C.P. de l'I.R.R.I., 88, avenue de la Couronne, Bruxelles 5 : Bruxelles : 0.20;
Paris : 0.03; Kinshasa : C.C.P. B.201 de la Banque du Congo (notre cpte 954.915).
Editeur pour l'étranger : Martinus NIJHOFF, Lange Voorhout, 9, La Haye

LES CONSEQUENCES D'ORDRE INTERNE DE LA PARTICIPATION DE LA BELGIQUE AUX ORGANISATIONS INTERNATIONALES

PAR UNE COMMISSION D'ETUDE INTERUNIVERSITAIRE
DE L'INSTITUT ROYAL DES RELATIONS INTERNATIONALES

1964, 354 pages, 400 fb.

COMITE DE REDACTION :

Baron SNOY et d'OPPUERS, Baron de GRUBEN, Prof. P. de VISSCHER, Prof. H. ROLIN, D. RYELANDT,
Lieutenant Général A. SERVAIS, P.E. TROUSSE, Prof. E. COPPIETERS.

PREFACE par :

Prof. E. COPPIETERS, directeur général de l'I.R.R.I.

INTRODUCTION par :

le Baron SNOY et d'OPPUERS, président de la Commission, secrétaire général hre du ministère des Affaires économiques.

I. PROBLEMES RELATIFS AU POUVOIR EXECUTIF, p. 27 à p. 76.

Bon de GRUBEN, Le rôle du Chef de l'Etat; Les Ministres — A. DUMORTIER, L'administration publique — F. MEYERS, Prof. L. DUQUESNE de la VINELLE, Le fonctionnaire belge dans l'administration nationale et dans les organisations internationales — C. DE STRYCKER, E. DE BRABANDERE, Les établissements publics et les organismes paraétatiques.

II. PROBLEMES RELATIFS AU POUVOIR LEGISLATIF, p. 81 à p. 159.

M. WAELBROECK, L'ingérence des organisations internationales dans les domaines relevant du pouvoir législatif ou réglementaire — G. DELEIXHE, L'obligation de légitérer impartie aux Parlements nationaux par des organisations internationales — E. BUBBA, Les attributions des Assemblées parlementaires internationales — J. LE BRUN, Le contrôle politique des Chambres sur le fonctionnement des organisations internationales — Prof. J. TEMMERMAN, Le contrôle parlementaire des dépenses relatives à des organisations internationales — A. DUMORTIER, Les charges budgétaires résultant de la participation belge aux activités des organisations internationales.

III. PROBLEMES RELATIFS A LA FONCTION JURIDICTIONNELLE, p. 163 à p. 225.

J. MASQUELIN, Prof. F. RIGAUX, Introduction — Le problème de la hiérarchie des normes — G. JANSEN-PEVTSCHIN, A. VANWELKENHUYZEN, J. VELU, Les effets de la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales sur la compétence et le fonctionnement des juridictions belges — P.E. TROUSSE, La Cour de Justice des Communautés européennes et les juridictions nationales.

IV. PROBLEMES RELATIFS A LA DEFENSE NATIONALE, p. 227 à p. 266.

Lt. Gén. A. SERVAIS, La structure et les fonctions des commandements nationaux et interalliés; Le problème général de la défense après la deuxième guerre mondiale; L'évolution de la notion de défense nationale — Lt. Col. M. BIEVA, Les problèmes d'infrastructure — Col. M. MINETTE, La production des biens d'équipement militaire — Gén. F. HONTOT, L'infrastructure, le matériel militaire, la standardisation, les aides extérieures — A. MAES, La défense civile — Col. V. WERNER, La subordination interalliée — F. DEBROUX, La nature et la portée des obligations stipulées par les traités internationaux relatives à la sécurité; La valeur juridique, au regard du droit interne, des engagements pris dans le cadre des organisations internationales; Le statut des forces belges à l'étranger et des forces étrangères en Belgique.

V. PROBLEMES RELATIFS AUX ORGANISMES ET AUX ACTIVITES NON-ETATIQUES, p. 269 à p. 307.

M. P. HERREMANS, Les partis politiques et les syndicats ouvriers — C. DE BIEVRE et E. DE BRABANDERE, Les milieux patronaux — Prof. A. MOLITOR, Les institutions scientifiques — J. DESMARETS, La presse.

CONCLUSION, par le Baron de GRUBEN, p. 309 à p. 325.

ANNEXES, p. 327 à p. 349.

Liste des conventions et traités multilatéraux auxquels la Belgique est partie, contenant une clause d'attribution de juridiction — Liste des organisations internationales dont la Belgique fait partie — Liste des principaux sigles usités dans l'ouvrage.

INDEX, p. 351 à p. 354.

Payable aux n°s de C.C.P. de l'I.R.R.I., 88, avenue de la Couronne, Bruxelles 5 : Bruxelles : 0.20;
Paris : 0.03; Kinshasa : C.C.P. B.201 de la Banque du Congo (notre cpte 954.915).
Editeur pour l'étranger : Martinus NIJHOFF, Lange Voorhout, 9, La Haye

APRIL 1967

IBRD-IFC-IDA CERTAIN LEGAL REFERENCES

1. Davidson Sommers, A. Broches, Georges R. Delaume: "Conflict Avoidance in International Loans and Monetary Agreements," from the symposium on The Preventive Law of Conflicts issue of Law and Contemporary Problems, Duke University School of Law, Durham, North Carolina, published Summer 1956.
2. A. Broches and Shirley Boskey: "Theory and Practice of Treaty Registration with Particular Reference to Agreements of the International Bank," published in the Netherlands Tijdschrift voor International Recht (Netherlands International Law Review), April and July 1957 issues.
3. A. Broches: "International Legal Aspects of the Operations of the World Bank," Academy of International Law, "Recueil des Cours" 1959 (A.W. Sijthoff, Leyden)
4. Nurick, Lester: "The World Bank, The IFC and Foreign Investment." Federal Bar Journal, October 1959.
5. A. Broches: "Choice-Of-Law Provisions in Contracts with Governments," in publication, International Contracts: Choice of Law and Language, published for the Parker School of Foreign and Comparative Law, Columbia University in the City of New York, by Oceana Publications, Inc., Dobbs Ferry, New York, 1962.
6. Lester Nurick: "The International Bank for Reconstruction and Development and the International Development Association," and R.B.J. Richards, William Diamond and Robert B. Glynn: "The International Finance Corporation," in Section V, "Financing of International Business Transactions," from A Lawyer's Guide to International Business Transactions, 1963, published by Joint Committee on Continuing Legal Education of the American Law Institute and the American Bar Assn., 133 S. 36th St., Philadelphia, Pa.
7. G.R. Delaume: "Jurisdictional aspects of international loans," Columbia journal of transnational law, New York, 3:3-18, 1964.
8. Scott, Hugh N.: Comments: The Enforceability of Loan Agreements between the World Bank and its Member Countries, "The American University Law Review, Vol. 13, No. 2, June 1964.
9. Georges Delaume: "Legal Aspects of International Loans," to be published by Oceana Publications, Inc., Dobbs Ferry, New York, as part of a series of the Parker School of Foreign and Comparative Law, Columbia University in the City of New York, 1967.

OTHER

E.J.M. Wells

1. E.J.M. Wells, "Guarantees in International Economic Law," International and Comparative Law Quarterly, 426 (1955)
2. Dr. W.J. Feuerlein: "The Financing of the Electric Power Plant at Chorrera del Guayabo, El Salvador," (in connection with Loan No. 22, El Salvador), published as a chapter in Hanson, Public Enterprise, p. 145 (1956).
3. McDaniels, John F., editor: "International Financing and Investment," Oceana Publications, Dobbs Ferry, 1964. Contains edited remarks of 36 speakers at conference on Legal Problems of International Financing held at Yale Law School, March 1-3, 1962. Extensive bibliography (pp. 567-720)
4. The United Nations publishes "Agreements between the United Nations and the Specialized Agencies and the International Atomic Energy Agency," and a Legislative Series, "Legislative Texts and Treaty Provisions concerning the Legal Status, Privileges and Immunities of International Organizations" The United Nations Treaty Series publishes texts of Bank loan and IDA credit agreements.

INTERNATIONAL DEVELOPMENT
ASSOCIATION

INTERNATIONAL BANK FOR
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT

INTERNATIONAL FINANCE
CORPORATION

5/23/67

Mr Clements has
draft of 1st part
and last part in
English & will
have copies made for
us.

Middle part was
drafted (rough) by
Mr Broches and
Mr Graves may have
this.

LE FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Aspects politiques, juridiques et économiques

Conférence de M. A. BROCHES

le Jurisconsulte de la Banque Mondiale et
Secrétaire Général du Centre International
pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements

devant

L'INSTITUT ROYAL DES RELATIONS INTERNATIONALES

à Bruxelles, le 4 avril 1967

C'est un honneur pour moi de pouvoir m'adresser ce soir aux membres éminents de l'Institut Royal. L'Institut, je le sais, s'est toujours vivement intéressé au problème de l'aide au développement économique des pays pauvres. L'étude publiée sous vos auspices en 1959 a représenté une contribution majeure à l'examen de cette question en Belgique et a été à l'origine d'un important courant de réflexion sur l'orientation future à donner à votre politique nationale d'aide aux pays étrangers.

Il est certain que la décolonisation presque totale qui a suivi la Seconde Guerre Mondiale pose des problèmes spéciaux à la Belgique et à d'autres pays dont la politique étrangère de développement économique était et reste en partie axée sur les territoires avec lesquels ils avaient des liens historiques. Mais ces problèmes ne sont désormais qu'un des aspects du problème fondamental auquel nous devons tous faire face et qui consiste à combler le fossé économique entre pays riches et pays pauvres. Aucun de vous, je suppose, ne me contredira si j'affirme que ce problème n'est en aucune manière résolu, car je me borne à constater un fait. Mais j'irai plus loin, en ajoutant que nous sommes actuellement plus éloignés de la solution que nous ne le prévoyions il y a dix ou vingt ans, et ce en dépit des sommes considérables qu'ont dépensées les pays d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale en faveur du développement économique de ce que l'on appelle le Tiers Monde et des grands efforts humains qu'ils ont déployés.

Monsieur le Président, je ne suis pas économiste, et je suis soulagé de penser qu'un grand nombre de ceux qui sont présents dans cette salle ne le sont pas non plus. Nous autres non-économistes, nous pourrions être tentés de déclarer, en apportant une légère variante à une formule célèbre, que le développement économique est une chose trop sérieuse pour être confiée à des économistes; mais je n'aurai aucun mal à résister à cette tentation. En effet, je suis convaincu que la connaissance de plus en plus approfondie des problèmes économiques liés à l'effort de développement est indispensable à la réalisation de notre objectif. Je ferai observer cependant que le financement du développement ne peut plus être considéré comme une question purement économique ou technique. Il s'agit d'un problème central de politique mondiale qui, en tant que tel, mérite une étude approfondie aboutissant à l'adoption d'une politique de développement mûrement réfléchie et nettement définie.

Je voudrais ce soir examiner cette question avec vous assez en détail, car il devient de plus en plus urgent, j'en suis convaincu, que les pays développés

révisent entièrement leur conception de l'aide au développement. Ce que j'ai à dire repose sur l'expérience d'une institution qui, depuis plus de vingt ans, se préoccupe exclusivement du problème du développement, à savoir la Banque Mondiale.

Vous n'ignorez pas que la Belgique est l'un des membres fondateurs de la Banque Mondiale. La Belgique est aussi membre de ses deux filiales, la Société Financière Internationale et l'Association Internationale de Développement (IDA).

Le Groupe de la Banque Mondiale, comme on désigne collectivement les trois institutions, a fourni au total plus de 12 milliards de dollars pour le développement économique des pays membres. Les prêts de la Banque elle-même et de l'Association Internationale de Développement ont été concentrés sur des projets hautement prioritaires destinés à renforcer l'infrastructure des pays en voie de développement et, en particulier, à améliorer leurs communications et accroître leur capacité de production d'énergie électrique. Ces dernières années, la Banque et l'IDA ont en outre prêté de plus en plus d'attention à l'éducation et à l'agriculture. La pénurie de personnel qualifié de toutes catégories crée un grave goulot d'étranglement qui retarde la croissance des pays en voie de développement et, du moins dans certains domaines, il est évident qu'aucun progrès ne sera possible tant qu'on n'aura pas porté remède à cette situation. On ne saurait, à cet égard, surestimer la valeur de l'assistance technique que votre pays fournit à l'Afrique, notamment en lui envoyant du personnel enseignant.

Les besoins d'éducation et de formation ne sont nulle part plus urgents que dans l'agriculture; en l'occurrence, il ne s'agit pas seulement d'augmenter la production mais, de façon plus immédiate, de sauver bien souvent des populations de la famine. La Société Financière Internationale qui, vous vous en souvenez sans doute, a été créée pour compléter l'œuvre de la Banque en favorisant la croissance de l'industrie privée dans les pays en voie de développement, consacre elle aussi une grande partie de ses efforts à l'aide au secteur agricole. Depuis quelque temps déjà, la SFI joue un rôle de premier plan, en tant que représentante du Groupe de la Banque Mondiale, dans des pourparlers visant à créer dans les pays en voie de développement de nouvelles usines d'engrais, en association avec des entreprises locales et avec des compagnies pétrolières et des sociétés de produits chimiques d'Amérique du Nord, d'Europe occidentale et du Japon.

On affirme souvent que les efforts déployés par le Groupe de la Banque Mondiale et d'autres institutions en faveur du développement économique n'ont guère eu de résultats concrets. Mais il faut replacer la situation dans une juste perspective. Dans bien des pays, on a déjà beaucoup fait pour supprimer certains obstacles fondamentaux qui entravent la croissance économique. On peut désormais

espérer que plusieurs pays en voie de développement deviendront relativement indépendants de l'aide étrangère au cours des dix à quinze prochaines années.

Néanmoins, on ne saurait nier sérieusement que, dans l'ensemble, les progrès réalisés par les pays en voie de développement n'ont pas été aussi rapides que nous l'espérions. Vous savez en effet combien on a été déçu, tant dans ces pays-là que dans les pays développés, par les résultats de l'aide au développement économique. Six années de la "Décennie du développement" ont déjà passé et il est désormais évident que l'objectif de 5% fixé pour la croissance annuelle de la production des pays en voie de développement pendant les années 1960 ne sera pas atteint, à moins que, pour reprendre les termes du récent rapport intérimaire de l'ONU sur la Décennie du développement, la communauté mondiale ne soit prête à donner un nouvel élan massif au développement.

Dans le cadre de l'effort général de développement prévu pour les années 1960, l'Assemblée générale des Nations Unies a décidé en 1961 que le courant annuel d'assistance internationale et d'aide financière au développement allant des pays développés aux pays en voie de développement devrait atteindre dès que possible 1% du revenu national des pays développés. Or, le montant de l'aide officielle des pays industriels est resté pratiquement statique au cours des cinq dernières années. Qui plus est, les pays industriels ont connu pendant le même temps une vague de prospérité sans précédent, de sorte que la part de leur revenu national consacrée au développement n'a cessé de décroître, tombant d'environ 0,85% en 1961 à 0,61% en 1965. En outre, les conditions de l'aide sont devenues plus rigoureuses; les montants accordés sous forme de dons plutôt que de prêts ont diminué, alors que la situation exigeait justement l'inverse. Le service de la dette impose déjà à de nombreux pays en voie de développement une charge extrêmement lourde et l'endettement supplémentaire qu'ils peuvent assumer aux conditions traditionnelles est très limité. Le service de cette dette représente actuellement, pour l'ensemble des pays en voie de développement, une charge totale qui n'est pas loin d'atteindre 10% de leurs recettes d'exportation annuelles. Dans certains pays, ce pourcentage est nettement plus élevé.

La conséquence, c'est que le fossé économique entre les pays riches et les pays pauvres du monde ne cesse de s'élargir, l'écart étant particulièrement grand si l'on considère le revenu par habitant. En cinq ans seulement, la population totale des pays en voie de développement s'est accrue de plus de 200 millions d'habitants, chiffre supérieur à celui de la population de tous les pays de la Communauté économique européenne réunis. De plus, au taux actuel de croissance, la population mondiale aura doublé d'ici l'an 2000, tandis que l'augmentation de loin

la plus considérable se produira justement là où les ressources font le plus défaut, c'est à dire en Asie, en Amérique latine et en Afrique. Dans le Tiers Monde, qui compte plus de 2 milliards d'habitants, le revenu individuel est actuellement inférieur à 12.500 francs belges par an. Dans 40 pays membres de la Banque Mondiale vivent 750 millions de personnes qui ont un revenu inférieur à 6.000 francs belges par an. Si la tendance actuelle persiste, le revenu par habitant des populations du Tiers Monde progressera si lentement qu'en l'an 2000 il sera supérieur de 1.000 francs belges à peine à celui d'aujourd'hui. D'ici là, en revanche, les habitants des pays riches peuvent espérer devenir encore beaucoup plus fortunés qu'ils ne le sont déjà.

Le rang de priorité peu élevé que les pays développés accordent à leurs activités d'aide est de plus en plus un motif de déception pour les pays en voie de développement, déception qui, à mon avis, est généralement justifiée. Evidemment, les pays en voie de développement ne peuvent escompter recevoir une assistance extérieure satisfaisante s'ils ne prouvent pas de façon concrète que la croissance économique est au premier plan de leurs préoccupations et qu'ils sont prêts à mettre en oeuvre la politique nécessaire à cette fin. Il existe sans aucun doute des pays dont la conduite laisse, à cet égard, beaucoup à désirer, même pour un observateur peu exigeant, des pays affaiblis par une instabilité politique persistante et d'autres dont le gouvernement n'a pas un sens des responsabilités assez développé pour adopter des mesures peu populaires mais nécessaires.

Mais il serait totalement erroné de penser que tous les pays en voie de développement entrent dans cette catégorie. Au contraire, depuis quelques années, ces pays ne cessent d'améliorer leur connaissance et leur compréhension des problèmes du développement et de faire des efforts pour répartir judicieusement leurs ressources. Ils sont également devenus plus conscients de l'importance de la production alimentaire et de la nécessité d'appliquer une politique démographique.

Certes, les pays en voie de développement ont encore des efforts à faire pour accroître leur épargne, en particulier dans le secteur public. Certes, une plus grande modération s'impose en ce qui concerne les dépenses gouvernementales non productives. Mais il faut se garder de sous-estimer l'importance relative de l'épargne intérieure des pays pauvres. C'est l'épargne intérieure, en effet, qui sert à financer 86% des investissements de l'ensemble de ces pays. Contrairement à l'impression générale, donc, l'assistance étrangère ne représente qu'un pourcentage relativement faible. Il s'ensuit qu'en chiffres absolus, l'assistance extérieure par habitant est également d'un montant peu élevé. Je me demande combien,

parmi vous, se rendent compte que le montant annuel de l'aide étrangère fournie aux pays africains n'atteint, d'après les renseignements les plus récents, que 240 francs belges par habitant, que le montant correspondant pour l'Amérique latine n'est que de 170 francs belges et que, pour l'Asie, il est seulement de 130 francs belges.

Il faut bien admettre que ces montants sont très modestes, mais on est aussitôt conduit à se demander si les pays en voie de développement seraient capables d'utiliser efficacement une aide plus importante. Indubitablement, si l'on considère l'ensemble des pays en voie de développement, il faut répondre à cette question par l'affirmative.

Le nombre de projets soigneusement étudiés et prêts au financement que soumettent ces pays ne cesse d'augmenter. En 1965, vous vous en souvenez peut-être, la Banque Mondiale a estimé que jusqu'à 1970, les pays en voie de développement pourraient utiliser avec profit, outre l'aide extérieure qu'ils recevaient déjà, 3 à 4 milliards de dollars de plus par an, somme d'ailleurs modeste par rapport aux 40 à 50 milliards de dollars dont s'accroît chaque année le revenu global des pays développés. Nous ne voyons aucune raison de réviser cette estimation.

Devant cet état de choses, M. George Woods, Président de la Banque Mondiale, a soulevé au mois de juillet de l'année dernière la question d'une nouvelle reconstitution des fonds de l'Association Internationale de Développement. Cette filiale de la Banque Mondiale a été créée en 1960 pour essayer de répondre plus particulièrement aux besoins des pays en voie de développement qui sont capables d'utiliser de façon productive plus de capitaux qu'ils ne peuvent se permettre d'en emprunter aux conditions courantes. Le crédit de l'IDA est accordé à des conditions favorables (prêts remboursables généralement en 50 ans, ne portant pas intérêt et assortis d'un délai de grâce initial de 10 ans avant le remboursement de la première échéance) pour que le développement de ces pays très pauvres puisse se poursuivre. J'insiste sur le fait que les projets financés par l'IDA doivent satisfaire aux mêmes critères économiques, techniques et administratifs élevés que les projets de la Banque Mondiale et que la politique de développement des pays désireux de bénéficier des ressources restreintes de l'IDA doit répondre à des normes strictes. Contrairement à la Banque Mondiale, qui a un important capital souscrit et qui a la ressource d'emprunter sur les marchés financiers, l'IDA est tributaire des contributions des gouvernements des pays membres et notamment des gouvernements des pays industriels. Lors de sa création, l'IDA a été dotée d'environ 750 millions de dollars de ressources librement utilisables. En 1964, un

accord a été passé au sujet d'une première reconstitution des ressources. Les pays riches ont mis à la disposition de l'IDA un nouveau montant de 750 millions de dollars destiné à faire face aux besoins de crédit pour les trois années à venir. Ces trois années ont passé et la capacité de crédit de l'IDA est de nouveau épuisée.

M. Woods propose maintenant une nouvelle reconstitution des ressources afin de permettre à l'IDA de multiplier la portée de ses activités actuelles. Pour obtenir les sommes nécessaires, considérablement plus élevées que les précédentes, nous dépendons principalement de l'appui de sept pays qui ont versé jusqu'ici 85% des ressources de l'IDA, à savoir les Etats-Unis, le Canada, le Japon, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne et l'Italie. Des problèmes de balance des paiements et des difficultés budgétaires ont retardé la conclusion d'un accord. Une interruption regrettable de la continuité des opérations de l'IDA est malheureusement devenue inévitable. Nous espérons que cette interruption sera brève.

Si importante qu'elle soit, la reconstitution des ressources de l'IDA ne peut offrir qu'une solution partielle aux problèmes devant lesquels nous nous trouvons. Comme je l'ai déjà dit au début de mon exposé, j'estime que les pays industrialisés doivent procéder à une réévaluation générale de leur aide au développement. Ils devraient s'interroger sur les buts qu'ils cherchent à atteindre dans leurs relations avec les pays en voie de développement et déterminer la place à donner à ces relations parmi l'ensemble de leurs objectifs nationaux. Il leur faudra ensuite examiner si les moyens et les méthodes d'aide actuellement utilisés sont conformes à ces buts. Cet examen de conscience les conduira, j'espère, à définir de nouveaux buts et une nouvelle conception de l'aide au développement qui stimuleront l'assistance aux pays sous-développés.

Un certain nombre de points qui devraient en tout cas être inclus dans une telle réévaluation me viennent immédiatement à l'esprit. Je songe en premier lieu au montant de l'aide au développement et aux conditions auxquelles elle est accordée. J'espère qu'à l'issue de cet examen, les pays développés reconnaîtront notamment que cette aide est insuffisante et que la première obligation de la politique économique de tout pays avancé doit être d'affecter au développement une fraction appropriée du revenu national; cette dépense ne doit pas être considérée comme un poste résiduel susceptible d'être réduit au cas où l'on se heurterait à des problèmes de balance des paiements ou à des difficultés budgétaires. Ensuite, il importe de se rendre compte que ce n'est pas le montant brut de l'aide qui compte, mais son montant net. A l'heure actuelle, l'assistance fournie par les pays développés doit augmenter simplement pour empêcher le montant net de l'aide

financière au développement de diminuer. En même temps, il est bon de ne pas perdre de vue la charge globale du service de la dette. Lorsque le service de la dette impose à un pays un fardeau trop lourd, par suite d'échéances trop courtes et de taux d'intérêt trop élevés, cela a pour effet non seulement d'accroître ses besoins bruts d'assistance mais d'aggraver d'année en année l'incertitude dans laquelle il se trouve de pouvoir obtenir une aide suffisante.

Cela m'amène à une question voisine, la nécessité, pour les pays développés, de souscrire des engagements à long terme plutôt que de fournir leur aide sur une base annuelle. Les pays donateurs attendent à juste titre des pays bénéficiaires qu'ils établissent des plans de développement à long terme et, dans certains cas, font de cette planification une condition de leur aide. Mais les pays en voie de développement ne sauraient établir de plans d'avenir valables s'ils ne connaissent pas le montant de l'aide étrangère sur laquelle ils peuvent compter pendant la période de planification.

Un autre point à inclure dans une réévaluation des politiques de développement concerne le rôle que les institutions multilatérales ont à jouer dans ce domaine. Pour le moment, plus de 80% de l'aide au développement est fournie dans le cadre d'accords bilatéraux, mais le volume de l'aide offerte par l'intermédiaire d'organisations multilatérales a nettement tendance à augmenter. Je suis convaincu que le maintien de cette tendance ne peut qu'accroître l'utilité de l'aide étrangère. Prenons l'exemple du Groupe de la Banque Mondiale. Les institutions qui en font partie n'ont qu'un seul objectif, accélérer la croissance économique. On ne leur demande pas en outre de développer des exportations ou de gagner les gens à telle ou telle politique étrangère.

Permettez-moi de vous présenter encore, ce soir, deux autres avantages spécifiques du multilatéralisme; ce faisant, il va sans dire que je pense tout particulièrement au Groupe de la Banque Mondiale. Contrairement à la plus grande partie de l'aide bilatérale, l'aide multilatérale n'est généralement pas liée à des achats à un pays donné. La Banque Mondiale exige d'ordinaire que le montant des prêts soit dépensé sur des marchés où les biens et services requis peuvent être obtenus aux conditions les plus avantageuses. L'expérience nous a appris que cette politique aboutit à des économies considérables. Le deuxième avantage est que le Groupe de la Banque Mondiale est mieux placé pour influer sur le comportement économique des pays en voie de développement. Comme l'assistance de la Banque n'est pas régie par des considérations politiques ou commerciales et que les pays bénéficiaires sont en général désireux de maintenir avec elle de bonnes relations, celle-ci jouit

d'une position plus forte pour veiller à ce que les pays développés fassent honneur à leurs engagements, notamment en ce qui concerne leur politique de développement.

Si les avantages de l'action multilatérale sont indéniables, il n'en demeure pas moins que la majeure partie de l'aide continue à être fournie sur des bases bilatérales. Aussi la Banque a-t-elle été amenée à rechercher une méthode qui conférerait à l'aide bilatérale certains des avantages de l'approche multilatérale. De là la création d'un certain nombre de groupes consultatifs au sein desquels les institutions et les pays donateurs peuvent coordonner l'aide au développement qu'ils accordent à un pays donné.

Jusqu'à présent, des groupes consultatifs de ce genre ont été constitués sous les auspices de la Banque Mondiale pour dix pays, à savoir la Thaïlande, la Malaisie, le Pérou, la Corée, la Colombie, l'Inde, le Nigéria, le Pakistan, le Soudan et la Tunisie. La Belgique fait partie de chacun de ces groupes. L'organisation d'un groupe consultatif pour le Maroc est actuellement en cours de préparation. Assurant la présidence de ces groupes, la Banque se charge de procéder périodiquement à des enquêtes approfondies sur les résultats obtenus et sur les problèmes qui se posent, ainsi que sur les besoins en aide des pays en voie de développement considérés. En fonction de ces études, la Banque adresse des recommandations aux pays bénéficiaires ainsi qu'aux membres des groupes sur les secteurs et les projets qui, à son avis, méritent de faire l'objet d'un financement extérieur par priorité. Enfin, la Banque présente des observations sur l'aide demandée par le pays, formulant des recommandations sur le montant, la nature et les conditions de l'aide qu'elle juge appropriés. Les conditions de l'aide sont presque aussi importantes que son montant. Il faut avant toute décision prendre dûment en considération l'endettement du pays bénéficiaire; un prêt consenti à des conditions inopportunnes ne peut aboutir en effet qu'à des crises de la balance des paiements. C'est là un problème dont aucun des pays accordant une aide ne saurait venir à bout séparément; il exige de par sa nature même d'être envisagé selon une perspective internationale.

On peut dire que, dans l'ensemble, les groupes consultatifs ont été une réussite et que, de plus en plus, on voit en eux un élément capital de l'appareil international d'aide au développement. Les groupes consultatifs présentent un avantage particulier pour les petits pays donateurs puisqu'ils leur permettent de contribuer à l'aide au développement sans avoir à créer eux-mêmes des rouages administratifs à cet effet. Aussi certains de ces pays ont-ils décidé de fournir la majeure partie, sinon la totalité de leur aide dans le cadre des groupes consultatifs.

Enfin, je voudrais aborder le rôle des banques régionales de développement dans l'ensemble des activités internationales de développement. Depuis quelques années, trois banques régionales nouvelles ont été créées: la Banque interaméricaine, la Banque africaine et la Banque asiatique de développement. Dans la mesure où ces banques parviendront à réaliser leur objectif, c'est à dire à favoriser le développement des régions qu'elles desservent en mobilisant des ressources qui risqueraient autrement de ne pas être employées à des fins productives, il faut se féliciter de leur assistance et de leur activité. Mais il convient de veiller à ce qu'elles ne fassent pas double emploi avec les organisations internationales existantes.

J'ai passé en revue un certain nombre de points qui devraient retenir l'attention des pays riches lors d'un réexamen de leur politique d'aide: montant de l'aide et conditions auxquelles elle est fournie, coordination de l'aide (par l'intermédiaire de groupes consultatifs par exemple), aide liée opposée à l'aide non liée et rôle des banques régionales de développement. Le temps me manque pour m'arrêter sur d'autres questions, comme le crédit de fournisseur et le financement supplémentaire, dont la Banque Mondiale a entrepris l'étude à la demande de l'UNCTAD.

Manifestement, il serait fort utile que les pays exportateurs de capitaux parviennent à un accord sur ces problèmes. C'est la raison pour laquelle M. Woods a invité tous les pays développés à réunir une conférence au sommet sur l'aide au développement, qui serait d'abord soigneusement préparée par de hauts fonctionnaires. Les participants à cette conférence internationale devraient comprendre des ministres des affaires étrangères, des finances et de l'aide au développement. L'objet de la conférence serait de définir la place d'une politique de développement énergique et efficace dans le cadre des relations internationales, compte tenu des divers facteurs en jeu et de telle sorte que cette politique soit acceptable pour tous. En se mettant d'accord sur une telle politique, les pays développés contribuerait de façon fructueuse à l'étude dont ces problèmes pourraient faire l'objet dans un cercle plus large, notamment au sein de l'UNCTAD, comme l'a suggéré M. Prebisch. Bien entendu, cette étude porterait également sur un certain nombre de problèmes de politique commerciale qui sortent du cadre de mon exposé.

Je me suis borné jusqu'ici à parler de l'aide extérieure officielle aux pays en voie de développement; je voudrais maintenant en venir au rôle de l'investissement privé étranger, dont l'importance quantitative saute aux yeux. Selon les chiffres pour 1965 que l'OCDE a réunis, l'aide publique nette aux pays en voie de développement s'est élevée à 6,3 milliards de dollars et l'investissement privé extérieur à 3,9 milliards de dollars. Même si l'on en déduit l'investissement dans la production pétrolière, le solde de quelque trois milliards de dollars montre que cette contribution n'est nullement à dédaigner.

Son importance qualitative est tout aussi manifeste. Grâce à l'aide directe d'investisseurs privés étrangers, les pays en voie de développement peuvent obtenir une partie des connaissances techniques et des spécialistes de la gestion des entreprises et de l'administration dont ces pays ont un besoin si urgent. En 1963, je me suis adressé en ces termes à la Conférence Mondiale de la paix mondiale par la primauté du droit:

"Dans le passé, il était peut-être justifié dans une certaine mesure, de considérer que les investissements internationaux étaient une question intéressant surtout les pays exportateurs de capitaux et leurs ressortissants. Aujourd'hui, il est universellement admis que cette question est d'une importance capitale pour le développement économique des pays en cours de développement. Les investissements internationaux sont devenus un des traits principaux de la coopération entre nations riches et nations pauvres, et le développement de ces investissements est une question d'un intérêt urgent pour les pays importateurs aussi bien que pour les pays exportateurs de capitaux. Ceci est particulièrement vrai des investissements étrangers privés qui, s'ils sont judicieusement réalisés, peuvent apporter une contribution importante au développement de l'économie des pays qui en bénéficient.

"Malheureusement cependant, le flux de capitaux privés vers les régions qui en ont besoin n'a pas l'importance voulue. Et il ne fait aucun doute qu'un des obstacles les plus sérieux au mouvement des capitaux privés est la crainte de l'investisseur que ses capitaux ne soient exposés à des risques politiques tels que l'expropriation pure et simple sans indemnité équitable, les interventions gouvernementales assimilables à l'expropriation qui privent l'investisseur du contrôle ou des bénéfices de ses investissements, et la non-observance par le gouvernement importateur de capitaux des engagements contractuels sur la foi desquels les investissements ont été réalisés."

Il n'est guère la peine de dire à un auditoire belge que ces craintes ne sont pas toujours imaginaires. Et il ne fait pas de doute que les exemples de risques politiques patents ébranlent la confiance des investisseurs non seulement à l'égard du pays en cause mais de l'ensemble du monde en voie de développement. Il est de fait, et nous ne pouvons l'ignorer, que les investissements extérieurs réalisés par le passé, dans des conditions d'inégalité réelle ou prétendue, sont particulièrement vulnérables dans l'état actuel du monde. Cela est vrai non seulement des investissements faits sous le régime colonial en Afrique et en Asie avant la Seconde Guerre Mondiale, mais au même titre des investissements réalisés en Amérique latine.

Certes, on peut citer des exemples où les pays en voie de développement ont pris, à l'égard des investissements étrangers, des mesures qui paraissent inexcusables, quelles que soient les circonstances; mais, à mon avis, il ne faut pas pour autant en conclure que cette manière d'agir est nécessairement typique du traitement qui attend à l'avenir les nouveaux investissements étrangers dans les pays en voie de développement. Puisque les circonstances ont changé, il est indispensable, et selon moi il devrait être possible, sur ce point, de créer entre pays industrialisés et pays en voie de développement des relations nouvelles et meilleures. A l'heure actuelle, c'est trop souvent dans un climat de méfiance mutuelle et d'équivoque que pays en voie de développement et investisseurs privés abordent la négociation. Les pays en voie de développement, et tout particulièrement ceux qui viennent d'accéder à l'indépendance, savent qu'ils ont besoin de l'investisseur étranger, mais en même temps supportent difficilement de ne pouvoir se passer de lui. Les investisseurs étrangers s'en aperçoivent et, de leur côté, avant d'accepter d'investir dans un pays en voie de développement, insistent souvent pour obtenir un rendement élevé de leur capital et la possibilité de le rapatrier rapidement; ils partent en effet de l'idée que leur investissement ne manquera pas un jour d'être exproprié. Les pays en voie de développement, quant à eux, n'hésitent pas à consentir des conditions très favorables aux investisseurs étrangers, parce qu'eux aussi, consciemment ou inconsciemment, semblent penser qu'à une certaine date de l'avenir, l'investissement leur reviendra. Et le cercle vicieux se crée. Ne croyez-vous pas que le moment est venu pour les pays industrialisés et les pays en voie de développement de réfléchir sérieusement aux moyens de

remédier à cette situation et de mettre au point une manière nouvelle d'envisager l'investissement étranger dont les uns et les autres tireraient avantage? Les investisseurs étrangers doivent reconnaître que les temps ont changé, que l'époque de "l'état dans l'état" est révolue. Les investisseurs privés ont admis qu'il était raisonnable, dans des cas spéciaux, de renégocier les conditions de leurs investissements actuels dans les pays en voie de développement, conditions qui avaient été fixées à une époque éloignée, où les circonstances étaient bien différentes de ce qu'elles sont aujourd'hui. Je pense également qu'il faudrait envisager davantage le recours à l'entreprise en association, c'est à dire l'entreprise à laquelle participent en même temps des capitaux extérieurs et des capitaux nationaux qui partagent équitablement les revenus. Mais je tiens à éviter tout malentendu. Si je demande instamment aux investisseurs de ne pas prendre d'attitude rigide et si je doute qu'il soit fondé et possible de revendiquer aveuglément des droits acquis, quelles que soient les circonstances, je tiens à affirmer le plus vigoureusement possible que l'investisseur a droit à être traité avec justice et équité, ce qui n'est malheureusement pas toujours le cas.

Il ne fait aucun doute que le flux de capitaux privés vers les pays en voie de développement augmenterait beaucoup, si l'on pouvait convaincre l'investisseur privé de surmonter sa peur de voir, dans nombre de ces pays, son investissement menacé d'expropriation sans indemnisation équitable, ou victime d'une décision arbitraire du gouvernement. Le sachant, nous avons été amenés à nous demander si la Banque, profitant de sa réputation d'intégrité et d'impartialité, ne pourrait trouver un moyen de contribuer à écarter cet obstacle à l'investissement privé international. Nous ne sommes certes pas la seule organisation à nous attaquer à ce problème, ni la première à y chercher une solution.

La méthode la plus directe, mais sans aucun doute également la plus difficile, consisterait à fixer pour le traitement des investissements extérieurs certaines règles que les pays s'engageraient à respecter, les violations étant soumises à un tribunal international d'une forme ou d'une autre. Vous n'ignorez certainement pas les travaux que la Chambre de Commerce Internationale a consacrés peu avant 1950 à la préparation d'un Code de l'investissement, ni tout ce que fait l'OCDE depuis les dernières années 1950 pour élaborer un projet de "Convention sur la protection des biens étrangers". Aucun de ces efforts n'a encore été couronné de succès et, dois-je le dire, je n'en suis pas surpris. N'oublions pas que ces tentatives d'élaboration de principes juridiques sont essentiellement le fait du groupe des pays exportateurs de capitaux, et que tout naturellement (et loin de moi ici l'idée

de critiquer) ils ont en vue au premier chef les droits et intérêts légitimes des investisseurs. De par leur nature et leur origine, ces textes ne devraient pas être considérés comme définitifs; ils constituent plutôt un point de départ, très utile d'ailleurs, d'où engager ce dialogue entre riches et pauvres dont j'ai souligné la nécessité il y a quelques minutes. Rien ne témoigne mieux de l'utilité de ces efforts que de constater que ces dernières années un certain nombre de pays européens, la Belgique notamment, ont pu conclure avec des pays en voie de développement des accords bilatéraux qui protègent valablement les intérêts des investisseurs. Avec le temps, un réseau toujours plus dense de ces accords bilatéraux peut préparer la voie à une synthèse multilatérale.

La Banque Mondiale, pour sa part, a choisi une démarche différente. Ses objectifs immédiats étaient plus modestes, mais semblaient capables d'être atteints dans un délai relativement bref. Notre attente n'a pas été déçue. Je veux parler de la Convention pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats; élaborée sous les auspices de la Banque Mondiale, cette Convention est entrée en vigueur le 14 octobre 1966. Elle a été signée par 52 Etats, dont 30 ont déjà déposé leurs instruments de ratification. La Convention crée un Centre qui offre des moyens de conciliation et d'arbitrage pour régler les différends relatifs aux investissements qui pourraient surgir entre Etats et investisseurs étrangers. Le Centre international pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements est une institution internationale autonome. J'ai eu l'honneur d'être élu Secrétaire Général du Centre à la séance inaugurale de son Conseil administratif.

Sur la base de l'expérience que nous avons acquise, notamment lorsque la Banque Mondiale a aidé des gouvernements et des investisseurs privés à régler les différends relatifs aux investissements qui les opposaient, compte tenu également des possibilités que nous entrevoyons d'obtenir actuellement un accord général, nous avons conclu que la démarche qui offrait les plus grandes chances de succès consistait à aborder le problème du climat défavorable à l'investissement sous l'angle de la procédure; il s'agissait de créer un mécanisme international auquel les intéressés pourraient avoir recours en toute liberté pour le règlement des différends. C'est pourquoi la Convention ne fixe pas de normes pour le traitement par les Etats des biens appartenant à des étrangers, pas plus qu'elle ne prescrit les règles de conduite pour les investisseurs étrangers dans leurs relations avec les Etats où ils ont investi. En d'autres termes, l'objet de la Convention n'est en aucune façon de porter jugement sur les différends relatifs aux investissements, mais de fixer la procédure à suivre pour les régler. A cette fin, elle définit les

règles selon lesquelles sont constitués, sous l'égide du Centre, les commissions de conciliation et les tribunaux d'arbitrage, dont la composition est laissée, au premier chef, aux parties au litige.

J'ai dit que c'est volontairement que les parties ont recours aux moyens créés par la Convention. La Convention n'institue pas un système de conciliation et d'arbitrage obligatoire. Comme dans le cas de la Cour internationale de justice, la compétence du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements repose sur le consentement des parties. Le simple fait qu'un Etat ait ratifié la Convention n'oblige pas cet Etat ou l'un de ses ressortissants à saisir le Centre d'un différend quelconque. Mais, et c'est là un point de la plus haute importance, une fois qu'un Etat contractant et un investisseur qui est ressortissant d'un autre Etat contractant ont d'un commun accord décidé d'avoir recours au Centre, aucune des parties ne peut retirer son consentement unilatéralement. La Convention contient en outre des dispositions destinées à empêcher que la procédure n'échoue par refus de coopération de la part d'une des parties; elle prévoit notamment que conciliateurs ou arbitres peuvent être nommés par le Président de la Banque en sa qualité de Président de droit du Conseil administratif du Centre, et que le Tribunal peut rendre sa sentence même si une partie fait défaut. Enfin, la sentence arbitrale est obligatoire pour toutes les parties et ne peut faire l'objet d'un recours; tout Etat contractant, que lui ou l'un de ses ressortissants soit ou non partie au différend, est tenu de reconnaître les sentences rendues aux termes de la Convention comme s'il s'agissait d'un jugement définitif d'un tribunal national et d'assurer l'exécution des obligations pécuniaires imposées par la sentence dans les mêmes conditions. Cette dernière disposition, comme beaucoup d'entre vous le reconnaîtrez, s'inspire largement des dispositions du Traité de Rome relatives aux décisions de la Cour européenne de justice.

Du point de vue de l'investisseur, la caractéristique principale de la Convention est qu'une fois obtenu le consentement du gouvernement hôte, l'investisseur aura directement accès aux moyens de conciliation et d'arbitrage sans que son propre gouvernement ait à intervenir. Pour l'Etat hôte, la Convention a l'avantage de stipuler qu'une fois que l'investisseur et le gouvernement hôte sont convenus de soumettre un différend à l'arbitrage, le gouvernement de l'investisseur n'est pas habilité à reprendre l'affaire en son nom, sauf si le gouvernement hôte n'a pas donné effet à la sentence rendue contre lui. Cette disposition qui s'écarte du droit international actuel a, selon moi, le grand avantage de contribuer à retirer les différends relatifs aux investissements de la sphère politique inter-gouvernementale. Elle accentue aussi cette tendance de plus en plus fréquente à

reconnaitre à l'individu la qualité de sujet de droit international.

La pierre de touche du succès du Centre ne sera pas le nombre des cas qui lui seront soumis, mais l'acceptation par les Etats et les investisseurs de saisir le Centre de leurs litiges lorsque leurs différends ne pourront être réglés à l'amiable par la négociation. Cette acceptation pourra se manifester de plusieurs manières; l'une peut être l'insertion dans l'accord sur l'investissement d'une clause prévoyant le recours au Centre pour les différends auxquels l'accord pourrait éventuellement donner lieu; une autre, la conclusion d'un compromis une fois que le différend a surgi en fait. On peut concevoir aussi que les pays en voie de développement désireux d'attirer les investissements privés institutionalisent par une législation générale leur engagement de soumettre au Centre certaines catégories de différends relatifs aux investissements. Enfin il vaudrait peut-être la peine d'examiner la possibilité de rendre les procédures prévues par la Convention applicables dans le cadre des accords bilatéraux relatifs aux investissements que la Belgique et d'autres Etats sont en train de conclure avec les pays en voie de développement.

La Convention est le premier accord international traitant spécifiquement et de manière constructive du problème des différends entre Etats et investisseurs étrangers. Le fait qu'elle ait été très bien accueillie dans les pays importateurs de capitaux est un signe politique qui permet d'espérer qu'elle sera utile. La Convention a été signée par trente huit de ces pays et 26 ont déjà déposé leurs instruments de ratification. Parmi les pays exportateurs de capitaux, quatre seulement des quatorze signataires ont ratifié la Convention à la date où je vous parle. J'espère que les dix autres, parmi lesquels figure la Belgique, comprendront à quel point il est urgent d'accélérer la procédure législative.

Avant de quitter les problèmes de l'investissement privé, je voudrais dire quelques mots d'une autre tâche qu'a entreprise la Banque à la demande de l'OCDE et de l'UNCTAD, à savoir la création d'un système multilatéral d'assurance des investissements.

Le projet envisagé couvrirait les risques non commerciaux des nouveaux investissements privés effectués dans un pays en voie de développement. Les risques ainsi assurés sont l'expropriation, la confiscation ou toute autre intervention de l'Etat qui retirerait à l'investisseur assuré la possibilité d'administrer son investissement ou le priverait des bénéfices qu'il pourrait en retirer; les restrictions que pourrait imposer le gouvernement hôte à la conversion ou au transfert de sa propre monnaie dans une autre monnaie; les conflits armés ou les troubles

intérieurs. Le seul risque non commercial qui ne serait pas couvert par l'assurance serait le risque de dévaluation ou de dépréciation de la monnaie. L'avant-projet du système qu'a rédigé le personnel de la Banque a été soumis vers la fin de l'année dernière à l'examen des gouvernements membres pour qu'ils présentent leurs observations. Cet avant-projet ne constitue pas une proposition définitive, mais uniquement une base de discussion et d'étude. Les Administrateurs de la Banque en reprendront l'examen prochainement.

Dans la première partie de mon exposé, j'ai insisté sur la nécessité pour les pays industrialisés de mettre au point une politique mûrement réfléchie en ce qui concerne l'aide officielle au développement. Dans le domaine de l'investissement privé, je crois qu'il incombe surtout aux pays en voie de développement de se faire une idée nette de ce qu'ils veulent. A la Banque, notre manière de voir est qu'il ne nous appartient pas de dire aux pays en voie de développement qu'ils doivent accepter des capitaux privés étrangers qui s'associeront à leurs efforts de développement, ni de leur fixer le prix qu'il serait raisonnable de payer pour obtenir cette association. Mais nous ne pouvons nous empêcher de penser que nombre de pays peu développés fondent l'attitude qu'ils adoptent à l'égard de l'investissement privé étranger sur des faits du passé qui n'ont plus cours, bien plus que sur la réalité actuelle. Le pays dont on sait qu'il accueille volontiers l'investissement privé aura certainement accès sur la longue période à une masse de capital beaucoup plus importante que son voisin qui a recours uniquement aux fonds de sources officielles.

Mais, cela dit, il est évident que, même dans les circonstances les plus propices, le capital privé ne peut aider que dans des secteurs limités de l'économie et qu'on ne saurait se passer des sommes massives provenant des gouvernements. Comme je l'ai dit au début, les pays riches n'ont aucune raison de se complaire dans une satisfaction béate. J'ai fait un sombre tableau de l'état actuel du développement; agir autrement eût été vous induire en erreur. L'effort international de développement risque fort de se ralentir faute d'un soutien suffisant de la part des pays riches. Comme le Président de la Banque Mondiale l'a fait remarquer dans l'allocution qu'il prononça à l'Assemblée annuelle de l'an dernier, il est vraiment ironique de constater ce fait au moment même où les possibilités d'accélérer le rythme du développement sont plus grandes qu'à aucune époque du passé. Même si les pays développés augmentent leur aide, il faudra, non pas des années, mais des dizaines d'années, pour relever à un niveau acceptable le niveau de vie des pays en voie de développement les plus pauvres. L'Inde, par exemple, a pour

objectif dans son quatrième plan quinquennal d'augmenter sa production de 5-1/2 pour cent, taux de croissance considérable selon les critères occidentaux. Or, même si elle parvient à cet objectif, chose certainement impossible sans une aide extérieure accrue, le revenu par habitant de l'immense population de l'Inde ne sera que d'environ 70 dollars par an. Ce fait donne une idée de l'énorme tâche à laquelle nous devons nous atteler. Mettons-nous donc au travail sans délai car il n'y a pas un moment à perdre.

POLITIEKE, JURIDISCHE EN ECONOMISCHE
ASPECTEN VAN DE
ONTWIKKELINGSFINANCIERING

A. Broches

Brussel, 4 April 1967

Ik beschouw het als een voorrecht, vanavond het woord te mogen richten tot de leden van het Koninklijk Instituut voor Internationale Betrekkingen. Uw Instituut heeft blijk gegeven van een grote belangstelling voor het vraagstuk van de economische ontwikkeling in de minder welvarende landen in deze wereld. Het rapport "België en de Economische Hulp aan Onderontwikkelde Landen", dat in 1959 onder auspiciën van het Instituut gepubliceerd is, heeft een belangrijke bijdrage geleverd tot de gedachtenwisseling over dit onderwerp in België, en heeft stimulerend gewerkt op de gedachtenvorming over de vraag, welke koers de Belgische politiek van hulpverlening aan ontwikkelingslanden in de toekomst zou dienen te volgen.

Het moge waar zijn, dat de vrijwel volledige dekolonialisatie in de jaren na de Tweede Wereldoorlog bijzondere vragen doet rijzen voor België en andere landen, wier buitenlandse economische ontwikkelingspolitiek gericht was, en gedeeltelijk nog is, op de gebieden waarmee zij historisch verbonden waren. Maar deze vragen gaan op in het alles-overheersende probleem, waarvoor wij ons allen gesteld zien, namelijk het overbruggen van de kloof tussen het welvaartspeil van de rijke en de arme landen. Dat dit probleem nog geenszins tot een oplossing is gebracht, is een simpele vaststelling van de feiten, die naar ik aanneem, geen tegenspraak bij U zal ontmoeten. Maar ik moet verder gaan en U zeggen, dat wij op het ogenblik verder van een oplossing verwijderd zijn, dan wij tien of twintig jaar geleden hadden verwacht, en dit niet-tegenstaande de zeer aanzienlijke bedragen en de grote menselijke inspanningen, die door de landen van Noord-Amerika en West-Europa ten koste zijn gelegd aan de economische ontwikkeling van de landen van de zogenaamde Derde Wereld.

Mijnheer de Voorzitter, ik ben geen econoom en het stelt mij gerust, dat velen van de hier aanwezigen dat ook niet zijn. Ons niet-economen zou de verleiding kunnen bekruipen om met een variant op een welbekend gezegde te beweren, dat het probleem van de economische ontwikkeling te belangrijk is om aan economen te worden overgelaten. Ik kan deze verleiding zonder veel moeite weerstaan, aangezien ik er van overtuigd ben, dat het groeiend inzicht in de economische problematiek van de ontwikkelingsinspanning een onontbeerlijke bijdrage levert tot het bereiken van ons doel. Maar ik zou wel willen zeggen, dat het vraagstuk van de ontwikkelingsfinanciering niet langer gezien mag worden als een uitsluitend technisch-economische aangelegenheid voor de rijke landen. Het is een vraagstuk, dat in het middelpunt van de wereldpolitiek staat, en dat dus aanspraak mag maken op grondige bestudering leidende tot een weloverwogen en duidelijk omschreven ontwikkelingshulpbeleid.

Ik zou deze materie vanavond samen met U aan een nadere beschouwing willen onderwerpen; ik ben namelijk van mening, dat de ontwikkelde landen hun gehele benadering van de ontwikkelingshulp noodzakelijk aan een grondige herwaardering moeten onderwerpen. Wat ik ga zeggen, is gebaseerd op de ervaring van een instelling, die zich sinds meer dan twintig jaar uitsluitend met ontwikkelingsproblemen bezighoudt, de Wereldbank.

Zoals U natuurlijk bekend is, was België een van de oprichters van de Wereldbank. België is tevens lid van de twee zusterinstellingen van de Wereldbank, de International Finance Corporation en de International Development Association. De Wereldbankgroep - zoals de drie instellingen gezamenlijk worden aangeduid - heeft tot heden meer dan \$12 miljard aan middelen voor economische ontwikkeling verschaft. De Bank zelf en de I.D.A. hebben zich bij hun leningen steeds gericht op projekten met een

hoge prioiteit, die beogen de infrastructuur van de ontwikkelings landen te versterken - in het bijzonder projekten ter verbetering van de communicatie en de energievoorziening. In latere jaren is daarnaast steeds meer aandacht besteed aan opvoeding en landbouw. Het algemene gebrek aan geschoold personeel is een van de belangrijkste knelpunten voor de groei van de ontwikkelingslanden en het is in bepaalde gevallen zelfs duidelijk dat er van vooruitgang geen sprake kan zijn voordat dit ernstige tekort opgeheven is. In dit verband kan de waarde van de technische bijstand, die Uw land in Afrika verstrekt, vooral de hulp in de vorm van de beschikbaarstelling van onderwijzend personeel, niet hoog genoeg aangeslagen worden.

Nergens is de behoefte aan onderwijs en scholing zo akut als in de landbouwsektor, waarbij de inzet niet slechts is opvoering van de productie, maar in vele gevallen de redding van grote groepen mensen van de hongerdood. De International Finance Corporation, die zoals U zich wellicht zult herinneren opgericht is om het werk van de Bank aan te vullen door stimulering van de groei van de partikuliere sektor in de ontwikkelingslanden, levert eveneens een bijdrage in de aktiviteiten, die op de landbouw gericht zijn. Sinds enige tijd treedt de I.F.C. op als woordvoerder van de Wereldbankgroep in het overleg over het vestigen van nieuwe kunstmestfabrieken in de ontwikkelingslanden, waarbij firma's uit de landen in kwestie naast oliemaatschappijen en chemische industrieën uit Noord-Amerika, West-Europa en Japan als partners van de I.F.C. optreden.

Er wordt vaak beweerd, dat er ondanks alle inspanning van de Wereldbankgroep en van anderen om de economische ontwikkeling in de minder bedeelde landen van de wereld te bevorderen maar weinig concrete resultaten behaald zijn. Maar hierbij moeten de juiste verhoudingen niet uit het oog

verloren worden. In een aantal landen is een aanzienlijke vooruitgang geboekt, doordat enkele van de voornaamste hinderpalen voor de groei uit de weg geruimd zijn.

Het valt echter niet te ontkennen, dat de vooruitgang in de ontwikkelingslanden als totaliteit niet zo snel verlopen is, als wij gehoopt hadden. Het is een feit, dat er een groeiende teleurstelling valt waar te nemen, zowel in de ontwikkelde als in de ontwikkelingslanden, over de resultaten die bij de bevordering van de economische ontwikkeling bereikt konden worden. Nu zes van de tien jaren van de zogenaamde "Development Decade" voorbij zijn, is het duidelijk, dat de doelstelling van een jaarlijkse groei van 5% van de produktie van de ontwikkelingslanden tijdens de zestiger jaren niet gehaald zal worden tenzij, om met de woorden van een recent interim-rapport van de Verenigde Naties over de Development Decade te spreken "de wereldgemeenschap bereid is om een grootscheepse nieuwe ontwikkelingsactie te ontketenen."

Een van de onderdelen van het algemene ontwikkelingsprogramma voor de zestiger jaren, dat in 1961 door de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties aangenomen werd, was de doelstelling dat de jaarlijkse stroom van internationale hulp en ontwikkelingsfinanciering van ontwikkelde naar ontwikkelingslanden zo snel mogelijk verhoogd diende te worden tot 1 procent van het nationaal inkomen van de ontwikkelde landen. In feite is de stroom van overheidshulp van de geïndustrialiseerde landen in de laatste vijf jaar praktisch onveranderd gebleven. Dit verschijnsel heeft zich bovendien voorgedaan in een periode, waarin de industrielanden een grotere welvaart beleefden dan ooit tevoren, hetgeen betekent dat het gelijkblijven van de hulp in absolute zin neerkomt op een konstante daling van het percentage van de hulp, en wel van 8,5 pro mille in 1961 tot

6,1 pro mille in 1965. Bovendien zijn de voorwaarden, waaronde de hulp is verleend, verzoed; het bedrag dat in de vorm van giften en niet van leningen is verstrekt is afgenomen. En dat alles, terwijl de situatie precies het tegenovergestelde vereiste. De schuldenlast van vele ontwikkelingslanden heeft al een onrustbarend hoog peil bereikt; de ruimte voor additionele kredieten op conventionele voorwaarden is zeer beperkt. De totale schuldenlast van de ontwikkelingslanden bedraagt thans niet veel minder dan 10% van hun jaarlijkse exportopbrengsten. In enkele landen is het percentage zelfs aanzienlijk hoger. Het resultaat hiervan is geweest, dat de welvaartskloof tussen de rijke en de arme landen nog breder geworden is.

Het beeld wordt nog veel somberder als wij gaan spreken in termen van inkomen per hoofd. In een tijdvak van slechts een vijftal jaren is de bevolking van de ontwikkelingslanden met meer dan 200 miljoen toegenomen - dat is meer dan het totale inwonertal van de E.E.G. Bovendien zal bij het huidige groeitempo de wereldbevolking in 2000 verdubbeld zijn, waarbij verreweg de grootste toename daar plaatsvindt waar het de grootste problemen oproept: in Azië, Latijns-Amerika en Afrika. Momenteel heeft de bevolking van de Derde Wereld, d.w.z. meer dan 2 miljard mensen, een inkomen per hoofd van minder dan 12.500 B.F. per jaar. In veertig ledenlanden van de Wereldbank leven 750 miljoen mensen met een gemiddeld inkomen per hoofd van minder dan 6.000 B.F. per jaar. Trekt men de recente ontwikkelingslijnen door, dan zal het inkomen per hoofd in de Derde Wereld zo langzaam groeien, dat het in het jaar 2000 ternauwernood 1.000 B.F. hoger zal zijn. Tegen die tijd zijn de inwoners van de rijke landen naar alle verwachting nog aanzienlijk welvarender dan heden ten dage.

Het feit dat de ontwikkelde landen nalaten prioriteit te geven aan hun aktiviteiten op het gebied van de ontwikkelingshulp, veroorzaakt steeds meer teleurstelling onder de achtergebleven gebieden. En in het algemeen gesproken, is deze reactie mijns inziens gerechtvaardigd. Het is duidelijk, dat de ontwikkelingslanden niet kunnen verwachten voldoende buitenlandse hulp te krijgen, tenzij zij metterdaad aantonen, dat zij ernst maken met de economische groei en bereid zijn een beleid te voeren, dat bevorderlijk is voor deze groei. Er zijn ongetwijfeld gevallen van landen, die in hun beleid ernstig te kort geschoten zijn, zelfs als men minder dan optimale maatstaven aanlegt, landen die gekenmerkt worden door politieke onstabilitéit en gebrek aan verantwoordelijkheidsbesef, waardoor het vermogen van de regering om onpopulaire maar noodzakelijke maatregelen te nemen, aangetast is.

Dit neemt echter niet weg, dat in het algemeen gesproken de ontwikkelingslanden zich steeds meer kennis van en begrip voor de ontwikkelingsproblemen eigen maken, en er steeds meer naar streven tot een juiste aanwending van produktiefaktoren te komen. Men is thans ook meer dan voorheen bereid het belang van voedselproduktie en bevolkingspolitiek te erkennen.

De ontwikkelingslanden zouden ongetwijfeld meer kunnen doen om hun besparingen, in het bijzonder in de overheidssektor, te vergroten. En ook zou men meer beperkingen moeten opleggen aan de niet-produktieve overheidsuitgaven. Men dient echter de relatieve betekenis van de door de arme landen opgebrachte binnenlandse besparingen niet te onderschatten. Voor alle ontwikkelingslanden tezamen wordt circa 86% van de investeringen uit binnenlandse besparingen gefinancierd. In tegenstelling tot de vrijwel algemene veronderstelling maakt de buitenlandse hulp dus slechts

een klein percentage uit. Het absolute bedrag van de buitenlandse hulp per hoofd is dus gering. Maar ik vraag mij af, hoeveelen Uwer zich zullen realiseren, dat de stroom van buitenlandse hulp naar Afrikaanse landen volgens de laatste gegevens niet meer dan 240 B.F. per inwoner van dat continent bedroeg, dat het overeenkomstige bedrag voor Zuid-Amerika slechts 170 B.F. is en de hulp aan Azië slechts 130 B.F. per hoofd.

Men zal moeten toegeven, dat dit zeer bescheiden bedragen zijn; maar dan rijst onmiddellijk de vraag of de ontwikkelingslanden in staat zouden zijn, effectief gebruik te maken van omvangrijker hulp. Het antwoord hierop moet luiden, dat dit voor de ontwikkelingslanden als totaliteit zeker het geval is. Er worden thans in een stijgend tempo grondig onderzochte projecten door de ontwikkelingslanden naar voren gebracht, die gereed zijn voor financiering. De Wereldbank schatte in 1965, dat de ontwikkelingslanden naast de hulp die zij thans reeds ontvangen, tot 1970 nog eens \$3-4 miljard per jaar zouden kunnen opnemen en effectief aanwenden, hetgeen een bescheiden bedrag is vergeleken met een toename van de gezamenlijke inkomens van de ontwikkelde landen van \$40-50 miljard per jaar. Deze schatting is ons inziens nog steeds juist.

Met deze feiten voor ogen stelde George Woods, de President van de Wereldbank, in juli j.l. de vraag van een verdere aanvulling van de middelen van de International Development Association aan de orde. De I.D.A. werd in 1960 als een neveninstelling van de Wereldbank in het leven geroepen om in het bijzonder te voorzien in de behoefte van die ontwikkelingslanden, wier vermogen om een produktief gebruik te maken van kapitaalmiddelen groter was dan hun vermogen om op conventionele voorwaarden te lenen. De I.D.A. verstrekkt kredieten op gemakkelijke financiële

voorwaarden - gewoonlijk voor een termijn van 50 jaar zonder interest en met een aanloopperiode van 10 jaar, waarin geen terugbetaling is vereist - teneinde voor de zeer arme landen een voortzetting van hun groei mogelijk te maken. Ik wijs er hierbij met nadruk op, dat t.a.v. de projekten die door I.D.A.-geld worden gefinancierd, dezelfde hoge economische, technische en organisatorische eisen worden gesteld als aan de Wereldbank-projekten, en dat de landen, die een beroep doen op de schaarse middelen van de I.D.A., moeten voldoen aan strenge maatstaven t.a.v. hun eigen ontwikkelingsbeleid. In tegenstelling tot de Wereldbank, die over een groot aandelenkapitaal beschikt en zich voorts middelen verschaft door leningen op de kapitaalmarkt op te nemen, is de I.D.A. afhankelijk van bijdragen van de aangesloten regeringen, en in het bijzonder de regeringen van de industrielanden. Bij haar oprichting kon de I.D.A. beschikken over bijdragen tot een bedrag van ongeveer \$750 miljoen. In 1964 werd men het eens over een eerste aanvullingsronde, waarbij de rijke landen een bedrag van nog eens \$750 miljoen beschikbaar stelden, dat bedoeld was om de kredietbehoeften voor drie jaar te dekken. Deze drie jaar zijn nu voorbij en I.D.A.'s mogelijkheden voor verdere kredietverlening zijn opnieuw uitgeput.

Mr. Woods heeft thans voorgesteld de I.D.A. middels een nieuwe aanvullingsronde in staat te stellen haar aktiviteiten tot een veelvoud van de huidige uit te breiden. Voor deze aanzienlijk hogere bedragen zijn wij vooral aangewezen op de bijdragen van zeven landen, die tot dusverre 85% van de middelen van de I.D.A. bijeengebracht hebben, namelijk de Verenigde Staten, Canada, Japan, Engeland, Frankrijk, Duitsland en Italië. Betalingsbalansproblemen en budgetaire moeilijkheden hebben het bereiken van overeenstemming vertraagd. Een betrekenswaardige onderbreking,

hopelijk niet van lange duur, in de kredietaktiviteit van de I.D.A. valt helaas niet te vermijden.

Hoe belangrijk ook, de aanvulling van de middelen van de I.D.A. vormt slechts een gedeeltelijke oplossing voor de problemen, waarmee wij thans geconfronteerd worden. Zoals ik aan het begin van mijn rede reeds gesteld heb, ben ik van oordeel dat de gefindustrialiseerde landen hun ontwikkelingshulp aan een algehele herwaardering moeten onderwerpen. Zij zouden zich moeten bezinnen op de doelstellingen, die zij nastreven in hun betrekkingen met ontwikkelingslanden, en de plaats moeten bepalen, die deze betrekkingen toekomt in het geheel der nationale doelstellingen. Vervolgens kunnen zij dan bepalen of de middelen en de methoden die thans bij de ontwikkelingshulp worden toegepast in overeenstemming zijn met hun doelstellingen. Dit "gewetensonderzoek" zal hen er hopelijk toe brengen, nieuwe doelstellingen en een nieuwe benadering van de ontwikkelingshulp te formuleren, die een stimulans vormen voor de bijstand aan de achtergebleven gebieden.

Ik zou U onmiddellijk enkele onderwerpen kunnen noemen, waarop men zich in ieder geval zou moeten bezinnen. Ik denk hierbij in de eerste plaats aan de omvang en de voorwaarden van de ontwikkelingshulp, die door de ontwikkelde landen verstrekt wordt. Een van de uitkomsten van het onderzoek zal hopelijk zijn, dat de ontwikkelde landen aanvaarden, dat er meer hulp vereist is. Hiertoe zouden alle gefindustrialiseerde landen een passend aandeel van hun nationaal inkomen als een vaste last in het kader van hun economisch beleid moeten earmarken; dit bedrag mag dus niet als een sluitpost beschouwd worden, waarop men in geval van betalingsbalans- of budgetaire moeilijkheden bezuinigt. Ten tweede dient men zich te realiseren, dat het uiteindelijk niet gaat om de bruto-omvang van de

hulp maar om de netto-omvang. Op het ogenblik is het reeds noodzakelijk, dat de hulp verstrekt door de ontwikkelde landen in omvang toeneemt, alleen al om een vermindering van de netto-omvang van de financiële hulp te voorkomen. Tevens is het uitermate wenselijk de totale omvang van de schuldendienst in het oog te houden. Wanneer een land door kortlopende kredieten en hoge rente zeer zware rente- en aflossingsverplichtingen krijgt, betekent dit niet alleen, dat de brutobehoefte aan hulp verder toeneemt, maar tevens dat de onzekerheden, die van jaar tot jaar optreden over het beschikbaar komen van hulp in de vereiste omvang groter worden.

Dit brengt mij weer op een verwant onderwerp, namelijk de noodzaak dat de geïndustrialiseerde landen hulp gaan toezeggen op lange termijn in plaats van van jaar tot jaar. De donorlanden verwachten terecht, dat de ontvangende landen ontwikkelingsplannen op middellange termijn opstellen en stellen dit vaak als voorwaarde voor hulpverlening. De achtergebleven gebieden kunnen echter onmogelijk betrouwbare plannen voor de toekomst maken, als zij niet weten op hoeveel buitenlandse hulp zij gedurende de planperiode kunnen rekenen.

De volgende vraag, die bij een herwaardering van het ontwikkelingsbeleid naar voren komt, betreft de rol van de multilaterale instellingen. Meer dan 80% van de ontwikkelingshulp wordt op bilaterale basis verleend, maar de omvang van de hulp die via de multilaterale instellingen wordt verstrekt, neemt voortdurend toe. Naar mijn overtuiging is dit een ontwikkeling, die het nut van de ontwikkelingshulp slechts kan vergroten. De Wereldbankgroep bijvoorbeeld heeft slechts één doel, namelijk de versnelling van de economische groei. Zy behoeft niet ook nog rekening te houden met exportbevordering, of steun te zoeken voor de een of andere buitenlandse politiek.

Laat mij vanavond slechts twee andere specifieke voordelen van de multilaterale benadering aan U voorleggen, waarbij ik vanzelfsprekend in het bijzonder denk aan de Wereldbankgroep. In tegenstelling tot de meeste bilaterale hulp is de multilaterale hulp in het algemeen niet gebonden aan aankopen in een bepaald land. De Wereldbank staat er gewoonlijk op, dat de leningopbrengst daar besteed wordt, waar de goederen en diensten op de beste voorwaarden verkregen kunnen worden. Onze ervaring heeft ons geleerd, dat deze politiek aanzienlijke financiële voordelen met zich meebrengt. Het tweede voordeel is, dat de Wereldbankgroep beter in staat is de economische prestaties van de ontwikkelingslanden te beïnvloeden. Aangezien de hulp van de Bank niet op politieke of commerciële overwegingen berust en de landen in de meeste gevallen hopen op continue goede relaties, verkeert zij in een betere positie om er op toe te zien, dat de ontwikkelingslanden met name verplichtingen ten aanzien van hun beleid werkelijk nakomen.

De multilaterale hulpverlening moge dan al vele voordelen hebben, dit neemt niet weg, dat het grootste gedeelte van de hulp zoals gezegd nog steeds langs bilaterale weg verleend wordt. Dit heeft de Bank ertoe gebracht naar een methode te zoeken, die de bilaterale hulp enkele van de voordelen van de multilaterale benadering verschaft. Dit heeft geleid tot de vorming van een aantal consultatieve groepen, waarin donorlanden en -instellingen hun ontwikkelingshulp aan een bepaald land kunnen coördineren.

Tot dusverre zijn er onder auspiciën van de Wereldbank consultatieve groepen tot stand gekomen voor tien landen, namelijk Thailand, Maleisië, Peru, Korea, Columbia, India, Nigeria, Pakistan, Soedan en Tunesië. België neemt aan al deze groepen deel. Een consultatieve groep voor Marokko

is thans in voorbereiding. Als voorzitter van deze groepen neemt de Bank de verantwoordelijkheid op zich om periodiek een diepgaand onderzoek in te stellen naar de prestaties en problemen alsmede de behoeften aan hulp van de ontwikkelingslanden in kwestie. Op basis van dit onderzoek doet de Bank aanbevelingen betreffende bepaalde sektoren en projecten die bij voorrang in aanmerking komen voor buitenlandse financiering. Ten slotte geeft de Bank haar visie op de door de landen opgegeven behoeften aan buitenlandse hulp en de meest aangewezen bedragen, vormen en voorwaarden waarop die hulp verstrekt zou kunnen worden. De voorwaarden waarop de hulp verstrekt wordt, spelen naast de omvang van de hulp, uiteraard een zeer belangrijke rol. Bij het verstrekken van ontwikkelingshulp dient men rekening te houden met de schuldpositie van het ontvangende land; het verstrekken van leningen op niet daaraan aangepaste voorwaarden kan alleen maar tot moeilijkheden leiden. En dit is een probleem dat niet door elk der hulpverstrekende landen afzonderlijk aangepakt kan worden; het vraagt uit de aard der zaak om een internationale benadering. In het algemeen kan gesteld worden, dat de consultatieve groepen redelijk succes hebben gehad en in toenemende mate zijn erkend als een zeer belangrijk onderdeel van de internationale ontwikkelingsstructuur. Voor de kleinere donorlanden hebben de consultatieve groepen nog dit voordeel dat zy hen in staat stellen een bijdrage te leveren in de ontwikkelingshulp zonder daarbij genoodzaakt te zijn een omvangrijk administratief apparaat in het leven te roepen. Enkele dezer landen hebben dan ook besloten om een groot deel of zelfs het totaal van hun hulp in het kader van consultatieve groepen te verlenen.

Ten slotte zou ik nog willen wijzen op de rol van de regionale ontwikkelingsbanken in het geheel der internationale ontwikkelingsaktivitei-

ten. Er zijn in de laatste jaren drie nieuwe regionale banken tot stand gekomen, de Inter-Amerikaanse, de Afrikaanse en de Aziatische Ontwikkelingsbank. In zoverre als deze banken er in zullen slagen hun doelstelling, bevordering van de ontwikkeling in de betreffende gebieden van de wereld, te verwesenlijken door mobilisering van hulpmiddelen die anders wellicht niet voor produktieve doeleinden beschikbaar gekomen zouden zijn, kan hun optreden slechts toegejuicht worden. Duplicering van de taken van reeds bestaande internationale organisaties dient echter vermeden te worden.

In het voorgaande heb ik een aantal onderwerpen de revue laten passeren, die de rijke landen in een onderzoek van hun hulpverleningsbeleid zouden moeten betrekken: de omvang van de hulp en de voorwaarden waarop deze verleend wordt, de coördinatie van de hulpverlening, b.v. in consultatieve groepen, het al dan niet binden van de hulp aan aankopen in het donorland, en de rol van de regionale ontwikkelingsbanken. De tijd ontbreekt mij om in te gaan op een aantal andere onderwerpen, zoals leverancierskredieten en supplementaire financiering, die de Wereldbank op verzoek van de UNCTAD in studie heeft genomen.

Het is duidelijk, dat het van groot belang zou zijn, indien de kapitaal-verschaffende landen het onderling over deze vraagstukken eens zouden kunnen worden. Dit is de reden, waarom Mr. Woods een oproep tot alle ontwikkelde landen heeft gericht, om na grondige voorbereiding op hoog niveau een topconferentie over ontwikkelingshulp bijeen te roepen. Aan een dergelijke internationale conferentie zouden zowel de Ministers van Buitenlandse Zaken, van Financiën als van Ontwikkelingshulp moeten deelnemen. Het doel van de conferentie zou moeten zijn het definiëren van een weloverwogen en voor allen aanvaardbare plaats in de internationale

betrekkingen voor een krachtig en doeltreffend ontwikkelingsbeleid.

Wanneer de ontwikkelde landen het over een dergelijk beleid eens worden, zouden zij een vruchtbare bijdrage kunnen leveren tot een gesprek over deze problemen in wijdere kring, en wel in het kader van de UNCTAD, zoals gesuggereerd door Dr. Prebisch. Daarbij zouden dan vanzelfsprekend ook een aantal handelspolitieke problemen aan de orde kunnen komen, waarop ik thans niet nader kan ingaan.

See English

Tot dusver heb ik alleen gesproken over de buitenlandse overheids-hulp aan ontwikkelingslanden. Ik zou thans de rol van de buitenlandse partikuliere investeringen willen bezien. Kwantitatief gesproken, is de betekenis van deze investeringen duidelijk. Volgens gegevens voor 1965 bijeengebracht door de O.E.S.O. bedroeg de netto overheidshulp aan ontwikkelingslanden \$6,3 mlrd en de omvang der buitenlandse partikuliere investeringen \$3,9 mlrd. Zelfs wanneer men de investeringen in de aardolieproduktie elimineert, vormt het resterend bedrag van pl.m. \$ 3 mlrd nog steeds een aanzienlijke bijdrage. Ook de kwalitatieve betekenis is duidelijk. Buitenlandse partikuliere investeringen in ondernemingen verschaffen de ontwikkelingslanden een gedeelte van de technische "know how" en de organisatorische en administratieve kundigheden, waaraan zij zo'n groot gebrek hebben. In 1963 heb ik het tijdens de Eerste Wereldconferentie voor Wereldvrede door Wereldrechtsorde aldus geformuleerd:

"Wellicht kon men in het verleden terecht stellen, dat internationale investeringen voornamelijk van belang waren voor de kapitaal-exporterende naties en hun onderdanen. Thans worden zij alom erkend als een beslissende factor voor de economische ontwikkeling van de achtergebleven gebieden. De internationale kapitaalstroom is thans een van de belangrijkste elementen in de samenwerking tussen de rijkere en

de armere landen en de bevordering hiervan verdient alle aandacht zowel van kapitaal-importerende als van kapitaal-exporterende landen. Dit geldt met name voor de buitenlandse partikuliere investeringen, die bij wijs beleid belangrijke bijdragen kunnen leveren tot de ontwikkeling van de economieën van de ontvangende landen. Helaas vloeit er momenteel niet voldoende partikulier kapitaal naar de gebieden, die daaraan behoeft hebben. Er kan geen twijfel aan bestaan, dat een van de ernstigste belemmeringen voor deze partikuliere kapitaalstroom samenhangt met de angst van de investeerders, dat hun investeringen blootgesteld zullen zijn aan politieke risico's, zoals openlijke onteigening zonder passende vergoeding, overheidsingrijpen dat niet veel verschilt van onteigening, waardoor de investeerder grotendeels wordt beroofd van het beheer over en de opbrengsten van zijn investeringen, en het niet nakomen door de regering van het ontvangende land van contractuele verplichtingen op grond waarvan men tot investeringen was overgegaan."

Het is overbodig om een Belgisch gehoor te vertellen, dat deze angst niet altijd denkbeeldig is. Het vertrouwen van investeerders niet alleen in het betreffende land, maar in alle ontwikkelingslanden wordt ongetwijfeld geschokt, wanneer er ernstige gevallen van politiek risico optreden. Wij staan voor het feit, dat investeringen, die in het verleden verricht zijn in een situatie van werkelijke of vermeende ongelijkheid van de betrokken partijen, in de huidige zich wijzigende wereld bijzonder kwetsbaar zijn. Dit geldt niet alleen voor investeringen verricht in de periode voor de Tweede Wereldoorlog in Afrika en Azië onder koloniaal beheer, maar evenzeer voor investeringen in Latijns-Amerika. Het komt voor, dat ontwikkelingslanden jegens buitenlandse investeringen tot akties overgaan, die onder geen enkele omstandigheid te rechtvaardigen zijn. Toch moeten wij

er volgens mij niet van uitgaan, dat deze behandeling noodzakelijkerwijs maatgevend is voor de behandeling, die nieuwe buitenlandse investeringen in de toekomst in de ontwikkelingslanden te wachten staat. Het is van essentieel belang en het zou mogelijk moeten zijn, dat ontwikkelde en ontwikkelingslanden nieuwe, betere betrekkingen creëren ten aanzien van de buitenlandse investeringen in de huidige gewijzigde omstandigheden. Op het moment beheersen wederzijdse achterdocht en ambivalentie maar al te vaak de relaties tussen de ontwikkelingslanden en de buitenlandse investeerders. De ontwikkelingslanden, en in het bijzonder de jonge onafhankelijke staten, beseffen dat zij de buitenlandse investeerder nodig hebben, maar het feit dat zij van hem afhankelijk zijn, wekt wrokgevoelens bij hen op. De buitenlandse investeerders, die zich hiervan bewust zijn, dringen hunnerzijds dikwijls aan op hoge opbrengsten en snelle repatriatie, voordat zij bereid zijn geld in een ontwikkelingsland te investeren, omdat zij uitgaan van de veronderstelling dat hun investeringen te zinner tijd onteigend zullen worden. De ontwikkelingslanden stemmen dikwijls bereidwillig in met royale voorwaarden voor de buitenlandse investeerders, omdat zij eveneens bewust of onbewust veronderstellen, dat de investeringen op een later tijdstip overgenomen zullen worden. Op deze manier wordt een vicieuze cirkel gecreëerd. Het is thans hoog tijd, dat ontwikkelde en ontwikkelingslanden beide ernstig overwegen, op welke wijze deze situatie verholpen kan worden, en een nieuwe filosofie uitwerken betreffende de buitenlandse investeringen, die beide partijen ten goede zou komen. De buitenlandse investeerders dienen te beseffen, dat de tijden veranderd zijn; de dagen van de "staat binnen de staat" zijn voorbij. Buitenlandse investeerders hebben in bijzondere gevallen de redelijkheid erkend van een heronder-

handeling over de voorwaarden van hun bestaande investeringen in de ontwikkelingslanden, voorwaarden die lang geleden waren vastgesteld onder omstandigheden die zeer verschillend waren van de huidige. Ik ben ook van mening, dat de mogelijkheden van de "joint venture", waarin buitenlands en inheems kapitaal beide een rol spelen en op een billijke grondslag delen in de opbrengsten van de onderneming, meer aandacht verdienen. Om het volkomen duidelijk te stellen: ik pleit dus voor een soepele houding van de zijde van de investeerders en betwijfel de juistheid en de praktische betekenis van het star vasthouden aan eenmaal verkregen rechten, ongeacht de omstandigheden; maar anderzijds wens ik met de grootst mogelijke nadruk te stellen, dat de investeerder recht heeft op een behoorlijke en billijke behandeling, een behandeling die hij helaas niet altijd krijgt.

De stroom van partikulier kapitaal naar de ontwikkelingslanden zou ongetwijfeld belangrijk toenemen, als de partikuliere investeerder ertoe gebracht kon worden zijn huidige angst te overwinnen, de angst dat zijn investering bedreigd wordt door onteigening zonder behoorlijke vergoeding of door willekeurig optreden van de regering van het betreffende land.

Met deze wetenschap voor ogen zijn wij ertoe gekomen ons af te vragen of de Bank niet op de een of andere wijze gebruik zou kunnen maken van haar reputatie van integriteit en haar onpartijdige positie om te helpen deze belemmering voor de internationale partikuliere investeringen uit de weg te ruimen. De Bank is overigens niet de enige organisatie, die dit vraagstuk heeft aangevat en evenmin de eerste, die een poging tot een oplossing ondernomen heeft.

De meest rechtstreekse maar ongetwijfeld ook moeilijkste benadering van het probleem is het opstellen van bepaalde regels voor de behandeling

van buitenlandse investeringen, tot wier nakoming de landen zich zouden verplichten, terwijl overtredingen voor een of andere vorm van internationaal gerechtshof gebracht zouden worden. U bent ongetwijfeld op de hoogte van het werk, dat aan het einde van de veertiger jaren door de Internationale Kamer van Koophandel ondernomen is, met betrekking tot een investeringscode, en van de taak, die de O.E.S.O. sinds het einde van de vijftiger jaren bezighoudt met het oog op een Conventie aangaande de bescherming van buitenlandse eigendom. Deze pogingen zijn tot dusver niet met succes bekroond en ik moet bekennen, dat mij dit niet verbaast. Laten wij niet uit het oog verliezen, dat deze pogingen om regels van materieel recht te formuleren voornamelijk het werk zijn van het kapitaal-exporterende gedeelte van de wereld, en noodzakelijkerwijs - dit is niet kritisch bedoeld - vooral gericht zijn op de gerechtvaardigde rechten en belangen van de investeerders. Gegeven hun ontstaan en hun aard dienen zij niet beschouwd te worden als een slotconclusie, maar veeleer als een uitgangspunt - overigens een zeer nuttig uitgangspunt - voor de dialoog tussen rijken en armen, waarvan ik de noodzaak enkele minuten geleden onderstreept heb. Het nut van deze bepalingen kan ik het beste aantonen door te wijzen op het veelbelovende feit, dat een aantal Europese landen, waaronder België, in de laatste paar jaar bilaterale investeringsakkoorden heeft kunnen afsluiten met een aantal ontwikkelingslanden, die een zinvolle bescherming van de belangen van investeerders bieden. Een zich steeds verder uitbreidend netwerk van dergelijke bilaterale akkoorden kan mettertijd de basis leggen voor een multilaterale synthese.

De aktiviteiten van de Wereldbank zelf hebben zich geconcentreerd op een andere benadering. De rechtstreekse doelstellingen, die wij daarbij op het oog hadden, waren bescheidener van aard, maar leken binnen

betrekkelijk korte tijd gerealiseerd te kunnen worden. Onze verwachtingen zijn niet beschaamd. Ik doel thans op de Conventie voor de Regeling van Investeringsgeschillen tussen Staten en Onderdanen van andere Staten, die door de Wereldbank werd voorgesteld en van kracht werd op 14 oktober 1966. De Conventie is getekend door 52 staten, waarvan er 30 hun ratificatie-oorkondes reeds gedeponeerd hebben. Op grond van de Conventie is een Centrum in het leven geroepen, dat over de nodige faciliteiten beschikt voor het regelen middels verzoenings- of arbitrageprocedure van investeringsgeschillen tussen staten en buitenlandse investeerders. Het Internationaal Centrum voor de Regeling van Investeringsgeschillen is een autonome internationale instelling. Mij is de eer te beurt gevallen, tijdens de Inaugurele Vergadering van de Raad van Bestuur tot Secretaris-Generaal van het Centrum verkozen te worden.

Op grond van onze eigen ervaring, die een aantal gevallen omvat, waarin de Wereldbank regeringen en partikuliere investeerders heeft bijgestaan in het regelen van hun onderlinge investeringsgeschillen, en uitgaande van onze taxatie van de huidige mogelijkheid om een verregaande mate van instemming te bereiken, hebben wij vastgesteld, dat een aanpak van het probleem van het ongunstige investeringsklimaat van de procedurele zijde de beste kans van slagen maakte, en dan in de vorm van het scheppen van een internationaal mechanisme, dat op vrijwillige basis beschikbaar zou zijn voor de regeling van investeringsgeschillen. Dienovereenkomstig bevat de Conventie geen normatieve regels voor de behandeling van buitenlands bezit; de Conventie geeft evenmin dergelijke voorschriften voor het gedrag van buitenlandse investeerders in hun betrekkingen met regeringen. Met andere woorden, de Conventie houdt zich niet bezig met de merites van investeringsgeschillen, maar met de procedure om hen tot een oplossing te

brengen. Daartoe voorziet de Conventie in regelingen voor het instellen onder de auspiciën van het Centrum van verzoeningscommissies en scheidsrechten, waarvan de samenstelling in eerste instantie aan de partijen in het geschil overgelaten wordt.

Ik noemde reeds het vrijwillige karakter van de faciliteiten, die door de Conventie in het leven geroepen zijn. Er is dus geen systeem van verplichte verzoening en arbitrage ingesteld. Evenals in het geval van het Internationaal Gerechtshof is de jurisdictie van het Internationaal Centrum voor de Regeling van Investeringsgeschillen gebaseerd op instemming van partijen. Het loutere feit, dat een staat de Conventie heeft geratificeerd, verplicht die staat noch zijn onderdanen tot het onderwerpen van een bepaald geschil aan de jurisdictie van het Centrum. Maar - en dit is van bijzonder groot belang - als eenmaal een verdragsluitende staat en een investeerder, die onderdaan is van een andere verdragsluitende staat, overeengekomen zijn om zich tot het Centrum te richten, dan mag geen van beide partijen eenzijdig op dit besluit terugkomen. Verder bevat de Conventie bepalingen ter voorkoming van het vastlopen van de procedure in geval van weigering van een van de partijen om zijn medewerking te verlenen; zo zijn er onder meer bepalingen voor de benoeming van bemiddelaars en arbiters door de President van de Bank in zijn hoedanigheid van ex officio Voorzitter van de Raad van Bestuur van het Centrum, en een voorziening voor een arbitrale uitspraak bij verstek. Ten slotte zou ik erop willen wijzen, dat de arbitrale vonnissen definitief zijn en partijen binden, en dat elle verdragsluitende staat ongeacht de kwestie of die staat zelf of een van zijn onderdanen partij was in het geschil, verplicht is krachtens de Conventie gedane uitspraken te erkennen alsof het in kracht van gewijsde gegane vonnissen van zijn eigen gerechtshoven betreft, en dienovereenkomstig de geldelijke verplichtingen voortvloeiend

uit deze uitspraken ten uitvoer te leggen. Deze laatste bepaling is, zoals velen Uwer zullen beseffen, grotendeels geïnspireerd door de bepalingen van het Verdrag van Rome met betrekking tot beslissingen van het Europese Hof.

Vanuit het standpunt van de investeerder bezien, is het voornaamste aspekt van de Conventie gelegen in het feit, dat wanneer eenmaal de instemming van de regering van het ontvangende land is verkregen, de investeerder rechtstreeks toegang heeft tot verzoenings- en arbitragefaciliteiten zonder de tussenkomst van zijn nationale regering. Voor de regering van het land waar geïnvesteerd wordt, bevat de Conventie de aantrekkelijke bepaling, dat wanneer een investeerder en een regering eenmaal overeengekomen zijn om een geschil aan arbitrage te onderwerpen, de nationale regering van de investeerder/diplomatische bescherming mag verlenen of voor haar onderdaan op mag komen, tenzij de regering van het ontvangende land in gebreke zou blijven om de bepalingen van een tot haar gerichte uitspraak na te komen. Deze ontwikkeling van het bestaande internationale recht heeft volgens mij de grote verdienste dat het ertoe medewerkt, investeringsgeschillen uit de inter-gouvernementele politieke sfeer te halen. Het draagt tevens bij tot de groeiende erkenning van het individu als volkenrechtssubject.

Het welslagen van het Centrum dient niet afgemeten te worden aan het aantal gevallen, dat zal worden voorgelegd, maar aan de bereidheid van staten en investeerders om overeen te komen, dat geschillen aan het Centrum zullen worden voorgelegd, wanneer er geen vriendschappelijke regeling door onderhandelingen bereikt kan worden. Dit kan geschieden in het kader van een investeringsovereenkomst, die voorziet in het voorleggen van eventuele toekomstige geschillen voortvloeiend uit die overeen-

komst, dan wel in een compromis ten aanzien van een reeds gerezen geschil. Het is ook denkbaar, dat ontwikkelingslanden, die buitenlandse investeringen wensen aan te trekken in hun wetgeving algemene bepalingen opnemen, waaronder zij zich verplichten om bepaalde categorieën van investeringsgeschillen aan het Centrum voor te leggen. Ten slotte zou ik willen opmerken, dat het de moeite waard kan zijn, de mogelijkheid te onderzoeken om de in de Conventie vastgelegde procedures eveneens toe te passen in samenhang met de bilaterale investeringsakkoorden, die België en andere staten thans met de ontwikkelingslanden afsluiten.

Deze Conventie is de eerste internationale overeenkomst, die zich bijzonderlijk en op constructieve wijze bezighoudt met het vraagstuk van geschillen tussen staten en buitenlandse investeerders. Het feit, dat de Conventie bij grote groepen van kapitaal-importerende landen een goede ontvangst heeft gevonden, is een veelbelovende politieke indicatie. 38 ontwikkelingslanden hebben de Conventie getekend, waarvan er 26 reeds de ratifikatie-oorkondes hebben gedeponeerd. Van de kant van de kapitaal-exporterende landen hebben slechts vier van de veertien ondertekenaars tot op heden geratificeerd. Ik hoop, dat de overige tien ondertekenaars, waaronder België, de noodzaak van snelle parlementaire aktie zullen inzien.

Alvorens af te stappen van de problemen samenhangend met de partikuliere investeringen, zou ik nog enkele woorden willen wijden aan een andere poging, die de Bank thans onderneemt, namelijk het instellen van een multilateraal systeem van verzekering van investeringen. Deze studie verrichten wij op verzoek van O.E.S.O. en UNCTAD.

Het idee is dat het systeem zal voorzien in verzekering van nieuwe partikuliere investeringen in ontwikkelingslanden tegen risico's van niet-commerciële aard. De risico's, die het systeem zou dekken, zouden

mede omvatten onteigening, inbeslagneming of ander overheidsoptreden, waardoor de verzekerde investeerder beroofd wordt van het feitelijk beheer over of de voordelen van zijn investeringen; overheidsrestricties op de omzetting en transfer van de valuta van het aangesloten land, op wiens grondgebied de investering is verricht in een andere valuta; en gewapende conflicten of opstanden. Het enige niet-commerciële risico, dat niet door het systeem gedekt zou worden, zou feitelijk zijn het risico van devaluatie of depreciatie van de valuta. Het ontwerp voor een dergelijk systeem, dat door de staf van de Wereldbank is opgesteld, is tegen het einde van het vorige jaar aan haar leden voor bestudering en commentaar voorgelegd. Het ontwerp is geen definitief voorstel, maar is bedoeld als basis voor verdere overweging en bespreking. De Raad van Bestuur van de Bank zal binnenkort de discussie over dit ontwerp hervatten.

In het eerste gedeelte van deze toespraak heb ik gewezen op de noodzaak voor de ontwikkelde landen om te komen tot een doordacht beleid op het gebied van de ontwikkelingsfinanciering uit overheidsmiddelen. Op het gebied van de partikuliere investeringen zijn het volgens mij vooral de ontwikkelingslanden, die hun gedachten moeten verduidelijken. Wij nemen in de Wereldbank het standpunt in, dat het niet onze taak is om de ontwikkelingslanden voor te schrijven, dat zij partikulier kapitaal uit het buitenland moeten aanvaarden als partner in hun ontwikkelingsinspanning, noch om te bepalen wat een redelijke prijs is voor het verkrijgen van deze medewerking. Maar wij hebben sterk het gevoel, dat de instelling van vele minderontwikkelde landen ten aanzien van partikuliere investeringen uit het buitenland bepaald wordt door het inmiddels achterhaalde verleden in plaats van de huidige feitijke situatie. Een land

dat bekend staat als gastvrij voor partikuliere investeringen, kan verwachten, dat het in de loop der jaren uit een veel grotere kapitaalstroom zal kunnen putten, dan het naburige land, dat uitsluitend op financiering uit overheidsmiddelen vertrouwt.

Dit neemt echter niet weg, dat zelfs in het gunstigste geval partikulier kapitaal slechts in enkele beperkte sektoren van de economie kan helpen en dat enorme bedragen aan overheidsfinanciering essentieel zijn. Zoals ik eerder in mijn rede heb aangetoond, hebben de rijke landen geen reden voor zelfvoldaanheid op dit stuk.

Ik heb U een somber beeld van de huidige ontwikkelingssituatie geschilderd. Het zou misleidend zijn geweest om een ander beeld op te roepen. De internationale ontwikkelingsactiviteiten lopen ernstig gevaar vaart te gaan verliezen vanwege de onvoldoende steun van de rijke landen. Zoals de President van de Wereldbank in zijn rede tijdens de laatste jaarrvergadering zei, is het wel een zeer ironische samenloop van omstandigheden, dat dit feit zich voordoet precies op het ogenblik, waarop de mogelijkheden om het groeitempo te versnellen, groter zijn dan ooit tevoren. Zelfs wanneer de ontwikkelde landen extra hulp zouden verstrekken, zal het nog tientallen jaren duren, voordat de levensstandaard van de armste ontwikkelingslanden tot een draaglijk niveau opgevoerd kan worden. India streeft bijvoorbeeld in het kader van haar vierde 5-jarenplan naar een verhoging van de produktie met 5 1/2% per jaar, hetgeen naar Westerse maatstaven gemeten een indrukwekkend groeipercentage is. Maar zelfs als dit doel bereikt wordt, hetgeen bepaald niet mogelijk is zonder veel meer hulp van buitenaf, dan zal het inkomen per hoofd van India's zeer grote bevolking nog slechts ongeveer 3.500 B.F. per jaar bedragen. Dit geeft enige aanwijzing van de enorme taak, die voor ons ligt. Laten wij daarom geen tijd meer verliezen, maar onmiddellijk aan het werk gaan.

Address by A. Broches
General Counsel of the World Bank and
Secretary-General of the International Centre for
Settlement of Investment Disputes
to
Institut Royal des Relations Internationales
Brussels, Belgium
April 4, 1967

Political, Legal and Economic Aspects of Development Financing

It is a privilege for me to be able to address the members of the Royal Institute of International Relations tonight. Your Institute has shown great interest in the question of economic development in the less privileged countries of the world. The report "Belgium and Economic Aid to Underdeveloped Countries," published in 1959 under the auspices of the Institute, made an important contribution to the exchange of views on this topic in Belgium, and stimulated thinking on the question of what course Belgian policy on aid to underdeveloped countries should take.

It may be true that the practically complete loss of the colonies in the years following World War II created special problems for Belgium and other countries whose foreign economic development policy was, and in part still is, directed toward the territories with which they were historically linked. But these problems are bound up in the all-important problem with which we are all faced, namely, the bridging of the gap between the standards of living of the rich countries and the poor ones. To say that no solution has yet been found for this problem is a simple statement of fact which I am sure none of you will gainsay. But I might go further and tell you that we are at present farther from a solution than we had expected 10 or 20 years ago, notwithstanding the very considerable amounts and the great human efforts that have been dedicated by the countries of North America and Western Europe to the economic development of the so-called "Third World."

Mr. Chairman, I am not an economist and it is reassuring to me that many of those present here are not either. We non-economists might be tempted to paraphrase a well-known saying and maintain that the problem of economic development is too important to be left to economists. I can resist this temptation without much difficulty, since I am convinced that the growing insight into the economic problems of the development effort is rendering an indispensable contribution to the attainment of our goal. But I should like to say that the problem of development financing can no longer be regarded as exclusively the technical and economic concern of the rich countries. This problem stands at the very center of world politics and it calls for an exhaustive study that will lead to a well thought out and clearly defined development assistance policy.

I should like to take this matter up with you this evening at a later discussion; I am of the opinion that the developed countries must subject their entire approach to development aid to a thorough re-evaluation. What I am about to say is based on the experience of an institution that has been concerned exclusively with problems of development for more than 20 years, that is, the World Bank.

As you of course are aware, Belgium was one of the founders of the World Bank. Belgium is a member of the two affiliates of the World Bank, the International Finance Corporation and the International Development Association. The World Bank Group, as the three institutions together are called, has to date provided more than \$12 billion for economic development. The Bank itself and IDA have constantly directed their loans to high-priority projects intended to strengthen the infrastructure of the developing countries, especially projects to improve communications and power supply. In recent years more and more attention has been given to stockraising and agriculture. The general lack of skilled manpower is one of the most important impediments to the growth of the developing countries and it is obvious, in certain cases, that, until this serious shortage is removed, there can be no talk of progress. In this connection, the technical assistance that your country extends to Africa, especially the aid in the form of teacher-training is of inestimable value.

Nowhere is the need for education and training so acute as in the agricultural sector, where the goal is not merely to increase production but, in many cases, to rescue large groups of people from starvation. The International Finance Corporation, which, as you recall, was established to complement the work of the Bank by stimulating the growth of the private sector in the developing countries, also contributes to activities directed toward agriculture. For some time IFC has been acting as the spokesman for the World Bank group in negotiations for establishing new fertilizer plants in the developing countries, in which firms from the countries in question appear as partners of IFC, along with oil companies and chemical industries from North America, Western Europe and Japan.

It is often contended that, despite all the efforts of the World Bank group and others to promote economic development in the less prosperous countries of the world, few concrete results are achieved. But here one must not lose one's sense of proportion. In a number of countries considerable progress has been recorded because several of the principal obstacles to growth have been removed.

We should not, however, ignore the fact that progress in the developing countries as a whole has not been as rapid as we had hoped. It is a fact that there is increasing disappointment, both in the developed and developing countries, over the results that have been achieved in promoting economic development. Now that six years of the Development Decade have elapsed, it is clear that the goal of an annual increase of 5% in the production of the developing countries during the 'sixties will not be achieved or, to use the words of an interim report of the UN on the Development Decade "the world community is prepared to launch an ambitious new development campaign."

One of the sections of the general development program for the sixties adopted in 1961 by the U.N. General Assembly was the goal that the yearly flow of international assistance and development financing from the developed to the developing countries should be increased as quickly as possible

to 1% of the national income of the developed countries. In fact, the flow of government aid from the industrialized countries in the last five years has remained practically static. This phenomenon, moreover, has occurred in a period when the industrial countries are enjoying greater prosperity than ever before, showing that the fact that the assistance has remained constant, in absolute numbers, reflects a steady decrease in the percentage of aid, from .085% in 1961 to .061% in 1965. In addition, the terms on which the aid is granted have become more rigid; the amount extended in the form of grants rather than loans has diminished. And all of this at a time when the price situation demands the very opposite. The burden of indebtedness of many developing countries has reached an uncomfortably high level; the capacity for additional credits on conventional terms is very limited. The total burden of indebtedness of the developing countries now amounts to slightly less than 10% of their yearly export receipts. In several countries the percentage is considerably higher. The result of this is well known -- the prosperity gap between rich and poor countries has widened.

The picture becomes still more somber when we speak in terms of per capita income. In only five years, the population of the developing countries has increased by over 200 million, i.e. by more than the total population of the EEC. Moreover, at the present rate of growth, the world population will have doubled by the year 2000, and the greatest increase will take place where the greatest problems arise -- in Asia, Latin America and Africa. At present, the population of the "Third World" i.e. over 2 billion people has a per capita income of less than \$250 per year. In 40 member countries of the World Bank there are 750 million inhabitants with an average per capita income of less than \$120 a year. Projecting the curve of recent development, the per capita income in the Third World will grow so slowly that in the year 2000 it will be barely \$20 higher. By that time, the inhabitants of the rich countries will in all probability be even more prosperous than today.

The fact that the developed countries are reluctant to give priority to their activities in the field of development aid causes still more disappointment among the underdeveloped territories. And I believe that, in general, this reaction is justified. It is obvious that the developing countries could not expect to claim full foreign assistance unless they really show that they are in earnest about economic growth and are prepared to pursue a policy favorable to such growth. There are, of course, cases where countries have fallen seriously short in their policies, even by less than optimum standards -- countries that are stamped by political instability and lack of any notion of responsibility, that affect the possibility of the government taking any unpopular but necessary measures.

This, however, does not detract from the fact that in general the developing countries are steadily acquiring more of a grasp of development problems and are constantly striving toward proper use of the factors of production. And people are now readier than they used to be to recognize the importance of food production and population policies.

The developing countries should of course be able to do more about increasing their savings, especially in the administrative sector. And they should also apply more restrictions on non-productive administrative expenditures. The relative significance of the domestic savings created by the poor countries should not, however, be underestimated. For all of the developing countries together, about 86% of investments are financed out of domestic savings. In contrast to the practically universal assumption, foreign aid constitutes only a small percentage of investment. The absolute amount of foreign aid per capita is therefore limited. But I wonder how many of you realize that the flow of foreign aid to African countries, according to the latest data, amounted to not more than \$4.80 per inhabitant of that continent, and that the corresponding amount to South America is only \$3.40 and the aid to Asia only \$2.60 per capita.

Admittedly, this seems to be a very small amount, but then the question arises whether the developing countries would be in a position to make effective use of more copious assistance. The answer to that must show that, for the developing countries as a whole, that is indeed the case. Today, carefully researched projects ready for financing are being submitted by the developing countries at an increasing tempo. The World Bank estimated, in 1965, that by 1970 the developing countries would be able to absorb and put to effective use \$3 to 4 billion a year in addition to the aid they already received, which is a small amount in comparison with an increase in the total income of the developed countries of \$40 to \$50 billion a year. This estimate, in our opinion, is still correct.

With these facts before him, George Woods, the President of the World Bank, last July, brought up the question of replenishment of the funds of the International Development Association. IDA was created in 1960 as an affiliate of the World Bank specifically to meet the needs of the developing countries which could make productive use of more capital than they could borrow on conventional terms. IDA extends credits on easy financial terms -- usually for a term of 50 years, without interest, and with a period of grace of 10 years -- so as to enable the very poor countries to start their growth. I wish to emphasize here that projects financed by IDA funds are subject to the same high economic technical and organizational regulations as World Bank projects, and that countries that call upon the scarce funds of IDA must meet strict standards in their own development policies. In contrast to the World Bank, which has a large capital stock and also obtains funds by borrowing on the capital market, IDA is dependent on contributions from the member governments, and, in particular, from the governments of the industrial countries. At its inception, IDA received contributions amounting to about \$750 million. In 1964 it was agreed to ask for a first replenishment, whereby the rich countries made available another \$750 million, intended to cover the credit needs for 3 years. These 3 years have passed, and IDA's funds for further lending are again exhausted.

Mr. Woods has now proposed to enable IDA to multiply its present activities through another replenishment of its funds. For these considerably higher amounts we have turned chiefly to the contributions of 7 countries

which have so far put up 85% of IDA's funds, namely, the United States, Canada, Japan, England, France, Germany and Italy. Balance of payments problems and budgetary difficulties have delayed the reaching of any agreement. A deplorable interruption -- of no long duration, let us hope -- in IDA's credit activity unfortunately cannot be avoided.

However important, the replenishment of IDA's funds is only a partial solution of the problems with which we are now faced. As I stated at the beginning of my talk, I am of the opinion that the industrialized countries must subject their development aid to a thorough reformation. They should consider the goals for which they are striving in their relations with developing countries and must determine what place these relations will have in the framework of national goals. Then they could determine whether the means and the methods they now apply in development assistance are in harmony with the goals. This "examination of conscience" will, it is to be hoped, lead them to establish new goals and to formulate a new approach to development aid which will be a stimulus for the support to the underdeveloped countries.

I could mention several subjects that should be given consideration in each case. The first thing that comes to mind is the scope and the conditions of development assistance offered by the developed countries. One result of this examination, I hope, will be that the developed countries decide that more aid is required. All industrialized countries should earmark a suitable portion of their national income so a fixed charge within the framework of their economic policy; this amount may therefore not be regarded as a closing entry to be slashed in case of balance of payment or budgetary difficulties. Secondly, it must be realized that the ultimate question is not the gross scope of the assistance but the net amount. At present it is already necessary to increase the aid offered by the developed countries merely to prevent a reduction in the net volume of financial assistance. At the same time, it is extremely essential to bear in mind the total amount of debt service. When a country assumes very heavy interest and amortization obligations through short-term credits and high interest rates, not only does the gross need for assistance increase further, but, at the same time, the uncertainties that occur from year to year concerning the availability of assistance become correspondingly greater.

This brings me back to a related subject -- the need for the industrialized countries to grant assistance at long term instead of from year to year. The donor countries rightly expect the recipient countries to draw up medium-term development plans and often make this a condition of their assistance. The underdeveloped countries, however, might find it impossible to make reliable plans for the future when they do not know how much foreign aid they can count on during the period covered by the plan.

The next question that arises in revaluation of the development policy is the role of multilateral arrangements. More than 80% of development aid is provided on a bilateral basis, but the volume of aid that is extended through the multilateral institutions is steadily increasing. I am convinced that this is a development that can only increase the usefulness of development assistance. The World Bank group, for example, has only one

goal, to accelerate economic growth. It does not need to take account of export promotion or to seek support for one foreign policy or another.

Let me submit to you only two other specific advantages of the multilateral approach; in this connection, of course, I am thinking chiefly of the World Bank Group. In contrast to most bilateral assistance, multilateral aid is generally not tied to purchases in a specific country. The World Bank customarily provides that the proceeds of the loan will be used where the goods and services can be obtained on the best terms. Our experience has taught us that this policy brings with it considerable financial advantages. The second advantage is that the World Bank Group is in a better position to influence the economic achievements of the developing countries. Since the Bank's assistance does not depend on political or commercial considerations, and the countries in most cases hope to continue good relations, it is in a better position to see that the developing countries meet their obligations in accordance with their policy.

Multilateral assistance may have many advantages, but that does not detract from the fact that most assistance is still given bilaterally. This has caused the Bank to seek a method that will provide bilateral aid with many of the advantages of the multilateral approach. This has led to the formation of a number of consultative groups in which donor countries and establishments can coordinate their development aid to a given country.

Thus far, under the auspices of the World Bank, consultative groups have been established for ten countries: Thailand, Malaysia, Peru, Korea, Colombia, India, Nigeria, Pakistan, Sudan and Tunisia. Belgium is a participant in all of these groups. A consultative group for Morocco is now being formed. As chairman of these groups, the Bank takes the responsibility for making a thorough periodic investigation of the achievements and problems of the developing countries in question as well as their aid requirements. On the basis of this investigation the Bank makes recommendations concerning certain sectors and projects that are particularly suitable for consideration for foreign financing. Finally, the Bank expresses its view of the countries' stated requirements for foreign aid and of the most suitable amounts, forms and terms on which the assistance can be given. Next to the amount of the assistance, the terms on which the aid is given play a very important role. In providing development aid, it is necessary to take into consideration the indebtedness of the recipient country; to grant loans on terms not adapted to it can only lead to difficulties. And this is a problem that cannot be solved exclusively by each of the countries that extend assistance; its very nature demands an international approach. In general, it can be said that the advisory groups have had reasonable success and are increasingly recognized as a very important part of the international development structure. The smaller donor countries derive this advantage from the advisory groups: they can make a contribution to development aid without having to set up a vast administrative apparatus. Several of these countries have decided to provide a great deal, if not all, of their assistance within the framework of advisory groups.

Finally, I should like to mention the role of regional development banks in the ensemble of international development activities. In recent years three new regional banks have been established, the Inter-American, the African and the Asian Development Banks. To the extent that these banks succeed in realizing their goal of promoting development in the countries concerned by mobilizing assistance that probably would not be available elsewhere for productive purposes their establishment can only be applauded. Duplication of the functions of already existing organizations, however, should be avoided.

I have reviewed a number of subjects that rich countries should consider in examining their development aid policies: the volume of assistance and the terms on which it is given, coordination of assistance through advisory groups, for example, not tying the aid to purchases in the donor country, and the role of regional development banks. Lack of time prevents me from discussing a number of other subjects, such as suppliers' credits and supplemental financing, which the World Bank has studied at the request of UNCTAD.

It is obvious that this is very important, if the capital exporting countries are to reach agreement on these questions. This is the reason why Mr. Woods has called upon all developed countries to set up a summit conference on development aid, after basic preparation at high level. Such an international conference would be attended by the Ministers of Foreign Affairs, Finance and Development Aid. The purpose of the conference would be to define a well thought out and acceptable place in international relations for a powerful and purposeful development policy. Should the developed countries reach agreement on such a policy, they could make a fruitful contribution to a discussion of these problems in wider circles, and even in the framework of UNCTAD, as suggested by Dr. Prebisch. A number of trade policy problems could naturally be discussed, which I cannot go into here.

So far my remarks have concerned only official external assistance to the developing countries. I would now like to turn to the role of private foreign investment. Quantitatively its importance is quite obvious. According to the figures for 1965 compiled by the OECD, net official assistance to the developing countries amount to \$6.3 billion and private foreign investment to \$3.9 billion. Even when one deducts investment in oil production, the balance of \$3 billion represents a significant contribution.

Its qualitative importance is equally obvious. Through private foreign direct investment the developing countries can obtain some of the technical know-how and managerial and administrative expertise which they so badly lack. In 1963, speaking to the First World Conference on World Peace Through Law, I said:

"In days past there may have been some justification for regarding international investment as a subject of interest chiefly to the capital-exporting nations and their citizens. Today it is universally recognized as a factor of crucial importance in the economic development of the less developed parts of the world.

International investment has become one of the major features of the partnership between the richer and the poorer nations and its promotion a matter of urgent concern to capital-importing and capital-exporting countries alike. This is particularly true of private foreign investment which, if wisely conducted, can make great contributions to the development of the economies of the recipient countries.

Unfortunately, however, private capital is not now moving in sufficient volume to areas in need of capital. And there is no room for doubt that one of the most serious impediments to the flow of private capital is the fear of investors that their investment will be exposed to political risks, such as outright expropriation without adequate compensation, governmental interference short of expropriation which substantially deprives the investor of the control or the benefits of his investment, and non-observance by the host government of contractual undertakings on the basis of which the investment was made."

I do not need to say to a Belgian audience that these fears are not always imaginary. And there is no doubt that major instances of the occurrence of political risks shake the confidence of investors not only in the country concerned but in the developing world as a whole. It is a fact, that investment undertaken in the past, under conditions of real or alleged inequality of the parties concerned is particularly vulnerable in the changing world of today. This is true not only of investments made under colonial rule in Africa and Asia in the period before World War II, but in equal measure of investments in Latin America.

While there are undoubtedly instances in which developing countries take actions with respect to foreign investments which appear to be inexcusable regardless of circumstances, we should not assume, it seems to me, that this treatment is necessarily indicative of the treatment which new foreign investment will receive in the developing countries in future. It is essential and it should be possible for the developed and developing countries to establish a new and better relationship with respect to foreign investment in the changed circumstances which now exist. At the moment an atmosphere of mutual suspicion and ambivalence all too often prevails between the developing countries and foreign investors. The developing countries, and especially the newly independent states, know that they need the foreign investor, but resent the fact that they are dependent on him. Realizing this, foreign investors for their part frequently insist on high returns and rapid repatriation before they will agree to invest money in a developing country, because they assume that their investment will be expropriated in due course. The developing countries often readily agree to generous terms for foreign investors because they likewise, consciously or unconsciously, are working on the assumption that at some later date the investment will be taken over. In this way a vicious circle is created. It is now high time for the developed and developing countries to give serious thought to ways of remedying this situation and working out a new philosophy toward foreign investment which would be of benefit to both. Foreign investors must recognize that times have changed;

that the days of "the state within the state" are over. Foreign investors have also in special instances, realized that it is reasonable to agree to renegotiate the terms of their existing investments in the developing countries -- terms which in many instances were established long ago when conditions were quite different from what they are today. I also feel that more attention might be paid to the possibilities of the joint venture, in which foreign and local capital both play a part and share the rewards of the venture on an equitable basis. But let me be quite clear. While pleading for a flexible approach on the part of investors and questioning the validity and practicality of blind insistence on the unlimited exercise of acquired rights regardless of circumstances, I want to state with the greatest possible emphasis that the investor is entitled to fair and equitable treatment, a treatment which, unfortunately, he does not always receive.

The flow of private capital to the developing countries would undoubtedly increase greatly, if the private investor could be persuaded to overcome his present fears that, in many of these countries, his investment may be threatened by expropriation without fair compensation, or by arbitrary actions by the host government. Knowing this, we have been led to wonder whether the Bank could not in some way make use of its reputation for integrity and its position of impartiality to help in clearing this impediment to international private investment. The Bank is by no means the only organization to address itself to this question, nor the first to tackle a solution.

The most direct, but without doubt also the most difficult, approach to the problem is the establishment of certain rules for the treatment of foreign investment to which countries would agree to adhere, violations being brought before some kind of international tribunal. You are undoubtedly aware of the work that was done by the International Chamber of Commerce in the late nineteen forties on an Investment Code and the task on which the O.E.C.D. has been engaged since the late fifties of drafting a "Convention on the Protection of Foreign Property". These efforts have not as yet been crowned by success, and I must confess that this does not surprise me. Let us not forget that these attempts to formulate substantive law are essentially the work of the capital-exporting part of the world, and of necessity -- and I do not say this in any spirit of criticism -- are focused primarily on the legitimate rights and interests of the investors. By their origin and their nature they should not be regarded as a final definition, but, rather as a starting point -- and a very useful one at that -- for the dialogue between the rich and the poor, the necessity for which I emphasized a few minutes ago. Its usefulness is best attested by the promising fact that in the last few years a number of European countries, including Belgium, have been able to enter into bilateral investment agreements with a number of developing countries, which give meaningful protection to the interests of investors. A growing network of such bilateral agreements may in time prepare the ground for a multilateral synthesis.

The World Bank's own efforts have been concentrated on another approach. Its immediate objectives were more modest but seemed capable of fulfilment

within a relatively short span of time. We have not been disappointed in our expectations. I am referring to the Convention on the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of Other States, which was sponsored by the World Bank and entered into force on October 14, 1966. The Convention has been signed by 52 States, 30 of whom have already deposited their instruments of ratification. The Convention establishes a Centre providing facilities for the settlement, through conciliation or arbitration, of investment disputes between States and foreign investors. The International Centre for Settlement of Investment Disputes is an autonomous international institution. It is my privilege to have been elected Secretary-General of the Centre at the Inaugural Meeting of its Administrative Council.

On the basis of our own experience, which includes a number of instances in which the World Bank has assisted governments and private investors in settling investment disputes between them, and based on our assessment of the possibility of securing widespread agreement at the present time, we concluded that the most promising approach would be to attack the problem of the unfavorable investment climate from the procedural angle, by creating international machinery which would be available on a voluntary basis for the settlement of investment disputes. Accordingly, the Convention does not lay down standards for the treatment by States of the property of aliens; nor does it prescribe standards for the conduct of foreign investors in their relations with host States. In other words, the Convention is not concerned with the merits of investment disputes but with the procedure for settling them. To this end, it provides rules for the establishment, under the auspices of the Centre, of conciliation commissions and arbitral tribunals, the composition of which is, in the first instance, left to the parties to the dispute.

I mentioned the voluntary character of the facilities established by the Convention. The Convention does not establish a system of compulsory conciliation and arbitration. As in the case of the International Court of Justice, the jurisdiction of the International Centre for Settlement of Investment Disputes is based on the consent of the parties. The mere fact that a State has ratified the Convention does not oblige that State or one of its nationals to submit any particular dispute to the jurisdiction of the Centre. But -- and this is extremely important -- once a Contracting State and an investor which is a national of another Contracting State have agreed to have recourse to the Centre, neither side may withdraw its consent unilaterally. And the Convention contains provisions designed to prevent frustrations of proceedings through the unwillingness of one of the parties to cooperate, including provisions for the appointment of conciliators and arbitrators by the President of the Bank in his capacity as Chairman ex officio of the Administrative Council of the Centre and for an arbitral award to be rendered on default. Lastly, I should like to point out that arbitral awards are final and binding on the parties, and every Contracting State, whether or not it or one of its nationals was a party to the dispute, is obliged to recognize awards made under the

Convention as if they were final judgments of their own courts and, correspondingly, to enforce the pecuniary obligations imposed by such awards. This latter provision was, as many of you will realize, largely inspired by the provisions of the Rome Treaty with respect to decisions of the European Court of Justice.

Looked at from the investor's point of view, the principal feature of the Convention is that, the consent of the host government once having been obtained, the investor will have direct access to conciliation and arbitration facilities without the intervention of his national government. From the point of view of the host States, the Convention has the attractive feature that once an investor and host government have agreed to submit a dispute to arbitration, the investor's government will not be entitled to take up his case, unless the host government should fail to abide by the terms of any award rendered against it. This development of existing international law has, in my opinion, the great merit of helping to remove investment disputes from the intergovernmental political sphere. It also lends further weight to the growing recognition of the individual as a subject of international law.

The test of the success of the Centre will not be the number of cases brought before it, but the willingness of States and investors to agree to refer disputes to the Centre when differences between them cannot be amicably settled by negotiations. This may be done in the context of an investment agreement providing for the submission of possible future disputes arising out of that agreement or by way of a compromise after a dispute has in fact arisen. It is conceivable also that developing countries anxious to attract foreign investment might enact general legislation under which they undertake to submit certain classes of investment disputes to the Centre. Finally, it might be worthwhile to explore the possibility of making the procedures established by the Convention available under the bilateral agreements regarding investments which Belgium and other States are concluding with the developing countries.

The Convention represents the first international agreement dealing specifically and in a constructive manner with the question of disputes between States and foreign investors. The fact that it has found broad support among capital importing countries is a hopeful political sign. Thirty-eight developing countries have signed, of whom 26 have already deposited their instruments of ratification. On the capital exporting side only four of the fourteen signatories have ratified to date. I hope that the remaining 10 signatories, including Belgium, will understand the urgency of prompt parliamentary action.

Before leaving the problems of private investment, I want to say a few words about another effort on which the Bank is now engaged, namely, the creation of a multilateral system of investment insurance. We have undertaken this study at the request of the O.E.C.D. and UNCTAD.

The scheme would provide for insuring new private investment made in a developing country against risks of a non-commercial nature. The risks which the scheme would cover would include expropriation, confiscation or other

governmental action which deprives the insured investor of effective control over, or of the benefits of, his investment; governmental restrictions on the conversion and transfer from the currency of the member country in whose territories the investment is made into another currency; and armed conflict or civil unrest. The only non-commercial risk which would not be covered by the scheme, in fact, would be the risk of devaluation or depreciation of the currency. The draft of such a system, which the Bank's staff has produced was submitted to member governments toward the end of last year for their review and comments. The draft is not a definitive proposal but is intended as the basis for further consideration and discussion. The Executive Directors of the Bank will soon resume their discussions of it.

In the first part of my address I mentioned the need for the developed countries to have a well-thought-out policy in the field of development financing out of government funds. In the field of private investment I think it is largely the developing countries that must clarify their thinking. We in the World Bank take the position that it is not up to us to tell the developing nations that they must accept private capital from abroad as a partner in their development efforts or what kind of price it is reasonable for them to pay in order to achieve such a partnership. But we cannot help feeling that the attitudes of many of the less developed countries toward foreign private investment are based on the outdated past rather than on present facts. A country which is known to be hospitable to private investment may expect to have access over the years to a much larger flow of capital than its neighbor which relies solely on financing from official sources.

But, having said all this, it is clear that even under the best circumstances, private capital can be of help only in limited sectors of the economy and that public finance in massive amounts is essential. As I have demonstrated earlier in my address, we of the richer countries have no grounds for complacency. I have painted a sombre picture of the current development scene; it would have been misleading to do otherwise. The international development effort is in serious danger of losing momentum because of insufficient support from the richer countries. It is a matter of high irony, as the President of the World Bank said in his address at last year's annual meeting, that this should be happening just at the moment when the potential for accelerating the rate of development is greater than at any time in the past. Even with additional assistance from the developed countries, it will take decades, not years, to raise the standard of living in the poorest developing countries to a tolerable level. India, for example, is aiming under her fourth five-year plan to raise her production by 5-1/2 per cent a year, an impressive rate of growth by Western standards. But even if this target is reached, which it certainly will not without more outside help, the per capita income of India's vast population will amount to only about \$70.00 a year. This gives some indication of the enormous task which lies ahead. Let us therefore lose no more time, but get to work immediately.

Rapport préparé à l'occasion du
Colloque Juridique International
sur
Les Investissements et le Développement
Economique des Pays du Tiers-Monde
organisé par
l'Association pour le Développement du Droit Mondial
22-24 mai 1967 à Paris

A. Broches
Le Jurisconsulte de la Banque Internationale
pour la Reconstruction et le Développement et
Secrétaire Général du Centre International
pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements

Le 14 octobre 1966 la Convention pour le Règlement des Différends Relatifs aux Investissements entre Etats et Ressortissants d'Autres Etats est entrée en vigueur.

Résultat de plusieurs années d'études et de travaux menés sous les auspices de la Banque Mondiale, cette Convention crée un Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements. Bien qu'il soit à plusieurs égards relié à la Banque Mondiale, le Centre est une institution internationale autonome offrant aux Etats et aux investisseurs étrangers de nouveaux moyens pour régler, par la voie de la conciliation ou de l'arbitrage, les différends qui pourraient les opposer. 1/

La structure du Centre est des plus simples. Elle comprend un Conseil Administratif (Articles 4-8) et un Secrétariat (Articles 9-11). Le Conseil Administratif se compose d'un représentant de chaque Etat contractant. Chaque membre du Conseil dispose d'une voix et les décisions du Conseil sont, sauf exception, adoptées à la majorité des voix. Le Président de la Banque Mondiale est de plein droit Président du Conseil Administratif, mais n'a pas le droit de vote. Le Conseil a pour fonctions essentielles d'écrire le Secrétaire Général et ses adjoints, d'approuver le budget du Centre et d'adopter les règlements administratifs et financiers ainsi que ceux relatifs à l'introduction et au déroulement des instances de conciliation et d'arbitrage.

Le Secrétariat opère sous la direction d'un Secrétaire Général, dont j'ai l'honneur d'assumer les fonctions, élu sur présentation du Président par le Conseil Administratif. Les fonctions du Secrétaire Général comprennent, en plus de tâches administratives (Article 11), le pouvoir de refuser l'enregistrement d'une requête en conciliation ou en arbitrage s'il estime au vu des circonstances que le différend excède "manifestement" la compétence du Centre (Articles 28 et 36). Cette dernière prérogative donne au Secrétaire Général le pouvoir d'arrêter en temps utile des demandes formulées par des personnes n'ayant pas qualité pour être parties aux procédures prévues par la Convention ou des requêtes présentées seulement à des fins vexatoires et en particulier dans le but d'embarrasser un Etat en cherchant à attirer devant le Centre un différend que cet Etat n'aurait pas accepté de lui soumettre.

Le Centre n'a pas pour mission de remplir les fonctions de conciliateur ou d'arbitre. Ces fonctions sont dévolues aux commissions de conciliation et aux tribunaux arbitraux prévus par la Convention. Afin de faciliter la constitution de ces commissions et de ces tribunaux, le Centre est chargé de tenir une liste de conciliateurs et une liste d'arbitres désignés, parmi des personnes qualifiées (Article 14), par les Etats contractants et par le Président du Conseil Administratif (Articles 13, 15 et 16). Les noms portés sur ses listes ne s'imposent pas nécessairement aux parties qui

restent libres de désigner des conciliateurs ou arbitres ne figurant pas sur les listes. En règle générale, la Convention (Article 39) requiert que la majorité des membres d'un tribunal arbitral soit de nationalité autre que celle des parties.

Ces dispositions sont caractéristiques de l'esprit général de la Convention dont le but essentiel est, sous réserve du respect d'un minimum de principes essentiels à sa mise en oeuvre, de laisser aux parties la plus grande discrétion pour régler au vu des circonstances les modalités pratiques relatives à l'utilisation des mécanismes mis à leur disposition.

Du point de vue tant des investisseurs que des Etats contractants, l'intérêt de la Convention réside donc tant dans les normes fondamentales qu'elle formule en vue d'assurer un équilibre entre leurs intérêt respectifs que dans la souplesse avec laquelle la Convention leur permet, sous réserve de maintenir cet équilibre, d'adapter ses dispositions aux circonstances de chaque espèce.

A cet égard, la Convention se distingue d'autres initiatives tendant soit à promouvoir la conciliation et l'arbitrage entre particuliers et Etats sous les auspices de la Chambre de Commerce Internationale ou de la Cour Permanente d'Arbitrage, soit à dégager des principes suffisamment précis pour pouvoir constituer un code international des investissements.

A la différence par exemple du projet de Convention sur la Protection des Biens Etrangers préparé par l'OCDE, la Convention ne fixe pas les normes relatives au traitement par les Etats des biens appartenant à des étrangers, pas plus qu'elle ne prescrit les règles de conduite à suivre par les investisseurs étrangers dans leurs rapports avec l'Etat intéressé. En d'autres termes, l'objet de la Convention n'est pas d'aborder les questions de fond inhérentes aux différends relatifs aux investissements, mais simplement de fixer la procédure à suivre pour les régler.

Sur ce point encore, la Convention se distingue des initiatives procédurales ci-dessus mentionnées. En effet, à la différence de celles-ci, la Convention ne se borne pas à mettre à la disposition des intéressés des mécanismes particulièrement appropriés au règlement de leurs différends. La Convention va infiniment plus loin parce qu'elle contient des règles précises destinées à assurer tant le respect des engagements volontairement contractés par les parties que la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales rendues dans le cadre de la Convention.

I Intérêt de la Convention pour les Investisseurs

Du point de vue de l'investisseur, la caractéristique principale de la Convention est qu'une fois obtenu le consentement de l'Etat contractant, l'investisseur a directement accès aux moyens de conciliation ou d'arbitrage sans que son propre gouvernement ait à intervenir et sans que l'Etat contractant puisse retirer unilatéralement le consentement donné à la compétence du Centre.

En sus de ces deux données fondamentales, la Convention présente également pour les investisseurs l'intérêt de faciliter la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales rendues sous les auspices du Centre et de sanctionner le choix du droit applicable à leurs relations avec l'Etat contractant dans la mesure où ils désirent exercer l'autonomie qui leur est ainsi reconnue.

A. Droit d'accès direct à une instance internationale

La Convention donne aux investisseurs, à l'occasion d'un différend avec un Etat contractant, accès direct aux moyens de conciliation et d'arbitrage prévus par la Convention, sans que le consentement de l'Etat dont l'investisseur est le ressortissant soit nécessaire ou que cet Etat puisse en cours de procédure intervenir pour se substituer à l'investisseur.

Sur ce point la Convention diffère profondément d'autres projets à l'étude et notamment de celui de l'OCDE sur la protection des biens étrangers qui donne à l'Etat dont l'investisseur est le ressortissant le pouvoir d'une part, de faire obstacle à ce qu'une procédure arbitrale soit entamée par l'investisseur et, d'autre part, d'intervenir à tout moment de la procédure.

Au contraire, aux termes de la Convention le ressortissant d'un Etat contractant possède, dans ses rapports avec un autre Etat contractant partie au différend, la qualité de dominus litis et peut librement prendre les mesures qu'il estime utiles à la défense de ses intérêts. Sur ce point, la Convention s'écarte donc des principes généraux du droit international et ne peut qu'aboutir à une "dépolitisation" ou à une "commercialisation" du règlement des différends relatifs aux investissements particulièrement propre à assurer non seulement le développement des règles de droit appropriées mais encore à faire directement participer l'investisseur à ce développement en le plaçant sur un pied d'égalité avec l'Etat hôte.

B. Irrévocabilité du consentement

La Convention n'institue pas un système de conciliation et d'arbitrage obligatoire. Comme dans le cas de la Cour Internationale de Justice, la compétence du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements repose sur le consentement des parties. Le simple fait

qu'un Etat ait ratifié la Convention n'oblige pas cet Etat ou l'un de ses ressortissants à soumettre au Centre un différend quelconque. Toutefois, et c'est là un point de la plus haute importance, une fois qu'un Etat contractant et un investisseur ressortissant d'un autre Etat contractant ont d'un commun accord décidé d'avoir recours au Centre, aucune des parties ne peut unilatéralement retirer son consentement (Article 25(1)). Il s'agit donc ici de la reconnaissance sur le plan international du caractère obligatoire des engagements contractés entre un investisseur et un Etat contractant, et plus spécialement des limitations de souveraineté inhérentes au consentement donné par ledit Etat à la compétence du Centre.

L'importance de cette disposition est d'autant plus manifeste que la Convention contient en outre des dispositions destinées à empêcher que la procédure n'échoue par suite du mauvais vouloir ou du manque de coopération de l'une des parties. Il en est ainsi, par exemple, des dispositions donnant au Président du Conseil Administratif le pouvoir de nommer des conciliateurs ou arbitres au cas où les parties ne procéderaient pas aux nominations qui s'imposent (Articles 29(2)(b) et 30; 37(2)(b) et 38) et du droit pour la partie la plus diligente d'obtenir une sentence par défaut (Article 45).

Enfin, il convient d'observer que si l'Etat contractant partie au différend manquait à ses obligations, l'Etat dont l'investisseur est le ressortissant pourrait alors accorder la protection diplomatique à son ressortissant et formuler une revendication internationale contre l'Etat défaillant (Article 27), revendication qui pourrait être portée devant la Cour Internationale de Justice (Article 64).

C. Reconnaissance et exécution des sentences arbitrales

Complément naturel du principe selon lequel les parties doivent exécuter de bonne foi les obligations qui résultent de leur consentement, la Convention dispose qu'une sentence arbitrale est définitive et obligatoire pour les parties et que celles-ci doivent y donner effet conformément à ses termes (Article 53). Le caractère obligatoire de la sentence s'impose donc tant à l'investisseur qu'à l'Etat partie au différend.

Il s'impose encore aux autres Etats contractants. En effet, la Convention précise que chaque Etat contractant doit reconnaître le caractère obligatoire de toute sentence rendue dans le cadre de la Convention et assurer sur son territoire l'exécution des obligations pécuniaires qui en découlent comme s'il s'agissait d'un jugement définitif d'un tribunal national (Article 54(1)). La Convention prévoit encore que la reconnaissance et l'exécution d'une sentence sur le territoire d'un Etat contractant peut être obtenue sur simple présentation au tribunal national compétent ou à toute autorité désignée par l'Etat contractant en question d'une copie de la sentence certifiée conforme par le Secrétaire Général du Centre (Article 54(2)).

Cette dernière disposition s'inspire largement de celles du Traité de Rome relatives aux décisions de la Cour Européenne de Justice. Elle offre aux parties un moyen particulièrement simple pour leur permettre de donner effet aux sentences rendues en leur faveur.

Cette remarque doit, cependant, en ce qui concerne les investisseurs, être qualifiée en ce sens que, quelque soient sa simplicité et ses avantages, le système élaboré par la Convention ne doit pas être interprété comme faisant exception au droit en vigueur dans un Etat contractant concernant l'immunité de juridiction dudit Etat ou d'un Etat étranger (Article 55). Il est donc possible qu'un investisseur soit à même de mettre la sentence à exécution sur les avoirs de l'Etat partie au différend situés sur le territoire d'Etats contractants qui acceptent une interprétation restrictive de l'immunité d'exécution, tandis qu'il se trouve dans l'impossibilité d'obtenir satisfaction dans d'autres Etats contractants. La confusion actuelle de la doctrine d'immunité n'a pas permis aux auteurs de la Convention d'aller plus loin. En facilitant cependant l'exécution des sentences par les Etats contractants dont la législation est suffisamment libérale, la Convention indique clairement la voie dans laquelle l'évolution du droit devrait se poursuivre pour stimuler le flot des investissements privés étrangers. La remarque est d'autant plus pertinente quand on note la contradiction entre le fait que parmi les pays qui adhèrent encore à la théorie traditionnelle de l'immunité on rencontre justement ceux dont les ressortissants contribuent le plus aux investissements à l'étranger.

Il convient de noter enfin que la limitation précédente ne concerne que l'Etat lui-même et ne s'applique pas aux établissements ou autres organismes publics doués d'une personnalité juridique propre à l'encontre desquels l'exécution demeure possible conformément aux dispositions de la Convention. Etant donné le rôle fréquemment joué par ces entités, la solution prévue par la Convention constitue un réel progrès par rapport à l'état du droit contemporain et des controverses en la matière.

D. Autonomie de la volonté et choix du droit applicable

La Convention dispose que tout tribunal arbitral doit statuer sur le différend conformément aux règles de droit adoptées par les parties et, en l'absence d'accord entre les parties, conformément au droit de l'Etat contractant partie au différend (y compris les règles relatives aux conflits de lois) ainsi qu'aux principes du droit international applicables en la matière (Article 42(1)).

Ce texte est manifestement d'une importance capitale et ne manquera pas de provoquer des discussions dont les grandes lignes ont déjà été indiquées par certains auteurs. 2/ Bornons-nous à noter ici que les travaux préparatoires font nettement ressortir qu'en donnant au texte sa rédaction actuelle, les auteurs de la Convention étaient pleinement conscients de sanctionner à l'échelon international le principe de l'autonomie de la volonté et de

permettre aux parties de placer leurs relations sous l'empire des règles de droit les mieux appropriées à les régir. 3/

Suivant le type d'investissement en cause, il est donc possible aux parties de se soumettre soit au droit de l'Etat contractant, à celui de l'Etat dont l'investisseur est le ressortissant ou à celui d'un Etat tiers, soit enfin au droit international. Sur ce point la Convention s'inscrit au rang des tendances les plus modernes et ne peut que contribuer, par l'usage qui sera fait de ses dispositions par les intéressés, au développement du droit, national, international ou transnational des investissements.

II. Intérêt de la Convention pour un Etat Contractant

Avantageuse pour les investisseurs, la Convention l'est aussi pour les Etats contractants. Etant donnés la réciprocité des obligations prévues par la Convention, l'Etat contractant lié par un rapport de droit avec un investisseur étranger bénéficie des avantages accordés à cet investisseur. Il en est ainsi notamment en ce qui concerne l'irrévocabilité du consentement et les règles gouvernant la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales. A supposer qu'un investisseur contrevienne aux obligations volontairement acceptées par lui, l'Etat contractant trouve dans la Convention les recours appropriés pour contraindre l'investisseur soit à se conformer auxdites obligations soit à subir les conséquences d'une contravention à ses engagements contractuels. Sur ce point l'équilibre entre les intérêts de l'investisseur et de l'Etat contractant est particulièrement net.

De plus, l'Etat contractant, bien que partie à la Convention, reste maître de décider des cas dans lesquels il y sera fait recours. Basée sur un concept purement volontariste, la Convention reconnaît que le fait par un Etat de la ratifier n'emporte pas nécessairement consentement de soumettre à la compétence du Centre un différend déterminé. Pour accomplir ce résultat, il faut de plus le consentement explicite de l'Etat contractant. Suivant les circonstances, ce consentement peut provenir soit des termes exprès d'un accord avec l'investisseur, tels qu'on les rencontre dans les conventions d'établissement, les contrats d'emprunt et accords analogues, soit d'un compromis conclu à l'occasion d'un différend déjà né, soit enfin des dispositons insérées dans un code d'investissement et acceptées expressément ou implicitement par l'investisseur au moment où il procède à son investissement.

La même remarque s'impose à l'égard des investissements et des différends qui peuvent en résulter entre investisseurs étrangers et subdivisions politiques ou territoriales ou établissements publics de l'Etat contractant. La Convention précise, en effet, à cet égard que l'Etat contractant reste libre de désigner au Centre les collectivités publiques ou organismes dépendant de lui qui peuvent avoir accès à la compétence du Centre (Article 25(1)). Elle prévoit de plus qu'à moins de disposition contraire dans la législation de l'Etat en cause, le consentement d'une collectivité publique ou d'un organisme étatique ne peut être donné qu'après approbation de l'Etat contractant (Article 25(3)).

Enfin, l'Etat contractant reste maître d'indiquer au Centre, soit lors de son adhésion à la Convention, soit ultérieurement, la ou les catégories de différends qu'il considère comme pouvant être soumises à la compétence du Centre (Article 25(4)).

En d'autres termes, la ratification ou l'acceptation de la Convention par un Etat lui laisse entière liberté pour décider, à la lumière des circonstances, les cas dans lesquels il peut être avantageux pour lui de faire usage des facilités mises à sa disposition par le Centre et de sélectionner parmi les investisseurs éventuels ceux avec lesquels il entend se placer sur un pied d'égalité pour régler au mieux de leurs intérêts communs les problèmes qui pourraient inévitablement surgir dans leurs relations. A cet égard, il convient de dissiper le mythe qui consisterait pour certains Etats à croire que le fait de ratifier la Convention les mettrait en position d'infériorité vis-à-vis des investisseurs étrangers en les forçant *ipso facto* à recourir dans tous les cas aux mécanismes de conciliation et d'arbitrage prévus par la Convention. Bien que la ratification de la Convention ne puisse être interprétée que comme un témoignage de sincérité et de bonne foi vis-à-vis des investissements étrangers et ne puisse que contribuer à les attirer dans un Etat contractant, celui-ci conserve, le moment venu, une liberté souveraine d'appréciation pour choisir parmi les investisseurs éventuels ceux qui lui paraissent dignes de justifier sa confiance.

Un dernier point mérite d'être mentionné: La Convention précise que le consentement des parties à l'arbitrage doit être considéré comme impliquant renonciation à tout autre mode de règlement (Article 26). Cette interprétation, toutefois, ne constitue qu'une simple présomption et l'Etat contractant, en donnant son consentement, reste libre de le subordonner à l'épuisement des recours locaux, administratifs ou judiciaires. Cette disposition, dont l'utilité se révélera à l'usage, a l'intérêt de permettre le cas échéant à l'Etat en cause, en insistant sur l'épuisement des recours locaux, de familiariser les investisseurs étrangers avec l'impartialité de ses tribunaux ou de ses rouages administratifs, puisque cette impartialité pourrait, une fois les recours épuisés, être l'objet d'un nouveau débat devant des instances internationales. A cet égard, la Convention, loin de persévérer dans les errements traditionnels du droit international, offre aux Etats et aux investisseurs une faculté nouvelle de s'assurer de leur mutuelle bonne foi et ne peut que contribuer à l'établissement d'un climat de confiance réciproque né de relations volontairement établies, propre à donner un soubassement solide au flot des investissements étrangers vers les pays anxieux de les accueillir sans pour autant que ceux-ci abdiquent leurs prérogatives souveraines.

Nous avons vu plus haut que la Convention reconnaît à l'investisseur la qualité de dominus litis et lui donne directement accès devant une juridiction internationale contre l'Etat contractant avec lequel il est en relation directe.

La prérogative ainsi reconnue à l'investisseur ne pouvait, sous peine de briser l'équilibre entre les parties, manquer de s'accompagner d'un avantage équivalent pour l'Etat contractant partie au différend. Il est manifeste que cet Etat, en acceptant d'ouvrir à l'investisseur accès direct à une instance internationale, ne saurait encore être exposé aux pressions de l'Etat dont l'investisseur est le ressortissant. En décider autrement serait remettre en cause les données mêmes de la Convention et le processus de "dépolitisation" ou de "commercialisation" des rapports entre Etats et investisseurs qui est l'un de ses objets essentiels.

Cette considération explique la disposition de l'Article 27 qui interdit expressément à un Etat contractant d'accorder la protection diplomatique ou de formuler une revendication internationale au sujet d'un différend que l'un de ses ressortissants et un autre Etat contractant ont consenti à soumettre à l'arbitrage dans le cadre de la Convention. Cette interdiction ne cesse qu'au cas où l'Etat partie au différend refuse de se conformer à ses obligations et en particulier de se conformer à la sentence rendue en l'espèce, puisqu'il est alors nécessaire de remédier aux conséquences d'une rupture d'équilibre provoquée par l'action même de cet Etat.

En d'autres termes, un Etat contractant partie à un différend avec un investisseur ressortissant d'un autre Etat contractant a l'assurance que dans la mesure où il remplit conscientieusement les obligations qui découlent pour lui de son consentement à la compétence du Centre, il ne pourra être exposé à des revendications quelconques de la part de l'Etat dont l'investisseur est le ressortissant.

Conclusion

La Convention est le premier accord international traitant spécialement et de manière constructive des problèmes des différends entre Etats et investisseurs étrangers. Le fait qu'elle ait été particulièrement bien accueillie par les pays importateurs de capitaux ^{4/} est un signe politique des plus encourageant.

On ne saurait mieux conclure qu'en observant que selon toutes vraisemblances la pierre de touche de la Convention ne sera pas le nombre de différends qui lui seront soumis, mais plutôt l'acceptation par les Etats et les investisseurs de se référer aux mécanismes prévus par la Convention à défaut d'accord amiable entre eux. Cette acceptation pourra se manifester de plusieurs manières, soit qu'elle résulte de la stipulation dans un accord d'investissement ou dans un compromis d'une clause prévoyant le recours au Centre, soit de l'insertion d'une disposition appropriée dans les codes d'investissement, soit enfin de la conclusion d'accords bilatéraux relatifs aux investissements entre pays exportateurs et importateurs de capitaux.

- 1/ Parmi une littérature déjà abondante, on est prié de se référer pour des commentaires en langue française à: Delaume, "La Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats", Clunet 1966, 26; et Roulet, "La Convention du 18 mars 1965 pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats", 22 Annuaire suisse de droit international (1965) 121.
- 2/ Delaume, op.cit., pp. 45 et suit.
- 3/ Voir mon article dans des Mélanges offerts au Docteur Martin Domke qui doivent paraître à l'automne prochain.
- 4/ La Convention a été signée par 52 pays dont 31 ont déjà déposé leurs instruments de ratification.

Les signataires comprennent 38 pays importateurs de capitaux et 14 pays exportateurs.

Les Etats ayant déposé leurs instruments de ratification comprennent 27 pays importateur de capitaux et 4 pays exportateurs.

FORM No. 75
(2-60)

INTERNATIONAL BANK FOR
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT

INTERNATIONAL FINANCE
CORPORATION

INTERNATIONAL DEVELOPMENT
ASSOCIATION

ROUTING SLIP		Date <i>June 6/67</i>
NAME		ROOM NO.
<i>Mrs Gleason</i>		<i>461</i>
To Handle	Note and File	
Appropriate Disposition	Note and Return	
Approval	Prepare Reply	
Comment	Per Our Conversation	
Full Report	Recommendation	
Information	Signature	
Initial	Send On	
REMARKS		
<i>Would you be interested in keeping the attached?</i>		
<i>legal Aspects of World Bank Activities</i>		
From <i>V. Welsh - Pen. File - Rm. 233.</i>		

Speech by
Mr. Broches
in World Bank
activities

Mr. A. Broches
Room 810

Il me faut commencer l'exposé qui m'a été confié par des excuses.

En effet, les exposés oraux sont en principe le résumé d'une présentation écrite plus détaillée. Malheureusement, à la suite d'un malentendu, le rapport que j'ai soumis par écrit traite d'une question qui ne figure pas à l'ordre du jour de la première Commission. Il va donc falloir que je traite mon sujet entièrement pendant la courte période impartie aux exposés oraux.

Mon sujet, les Aspects Juridiques des Activités de la Banque Mondiale, couvre un champ très vaste. Je vais tâcher de le traiter brièvement, sous quatre aspects différents.

Premièrement, les caractéristiques juridiques de l'institution elle-même. Deuxièmement, les caractéristiques juridiques des principales opérations qu'elle effectue, à savoir prêts et emprunts. Troisièmement, les répercussions des opérations de la Banque sur le droit national et international. Enfin, les aspects juridiques des activités de la Banque en tant qu'institution du développement, au-delà de l'assistance financière qu'elle procure.

Comme vous le savez, la Banque, l'un des deux jumeaux issus avec le Fonds Monétaire International de la conférence de Bretton Woods, à la fin de la seconde guerre mondiale, a deux filiales: l'Association Internationale de Développement, qui fournit des fonds aux plus pauvres parmi les pays en voie de développement, à des conditions particulièrement avantageuses, et la Société Financière Internationale, dont les activités se limitent au secteur privé.

L'ensemble de ces trois institutions constitue de que l'on appelle le Groupe de la Banque Mondiale. La Banque, avec ses 106 pays membres et son capital souscrit de plus de 110 milliards de francs, est de loin la plus importante de ces trois institutions, et c'est elle qui dirige le Groupe.

TRANSLATION SECTION English 5/15/67	766/67
Translated From:	By: MV/fd

A

La Banque a été créée à la suite d'un traité (qui constitue également sa charte) comme une institution spécialisée des Nations Unies. Si l'on compare sa structure à celle des autres organisations internationales, on peut constater un certain nombre de différences qui revêtent une très grande importance pour la compréhension du rôle de la Banque.

(i) Premièrement, la Banque a un capital souscrit, dont 10 pour cent sont versés et les 90 pour cent restants, constituent un fonds de garantie pour les obligations que la Banque est susceptible d'assumer en empruntant des fonds. Le fait qu'elle dispose d'un capital versé et qu'elle a la possibilité de contracter des emprunts permet à la Banque de ne pas dépendre de contributions annuelles de la part des gouvernements, et cette autonomie financière lui laisse le champs libre pour établir des plans à long terme pour ses opérations.

(ii) Contrairement à la plupart des autres institutions internationales, le nombre de voix dont dispose chaque membre est fonction de sa participation financière. Ce système a également été adopté dans des institutions financières internationales de création plus récente, telles que les banques interaméricaine, africaine et asiatique de développement, et constitue aussi, bien sûr, une caractéristique de la Banque européenne d'investissement. Il en résulte que la structure des majorités est, dans ces institutions financières, tout à fait différente de celle des organisations internationales classiques correspondantes, qu'elles soient politiques ou fonctionnelles. Dans le cas de la Banque Mondiale, par exemple, les pays industrialisés ont l'écrasante majorité des voix. En pratique, cependant, le nombre de voix ne constitue pas toujours le facteur déterminant. Les Administrateurs (et les Gouvernements qu'ils représentent) sont parfaitement conscients des responsabilités d'une organisation internationale créée pour satisfaire les besoins de l'ensemble des membres (en particulier ceux des pays en voie de développement) et non seulement d'un groupe parmi ceux-ci. Les Administrateurs

s'efforcent constamment de trouver un moyen terme entre les intérêts des pays riches et des pays pauvres, et il serait souhaitable qu'un effort similaire soit entrepris par les majorités à structure tout à fait différente des organisations politiques.

(iii) Les questions qui surgissent entre la Banque et ses membres, ou entre les membres eux-mêmes, au sujet de l'interprétation ou de l'application de la charte sont tranchées par les organes de la Banque, à savoir par les Administrateurs, et en appel, par le Conseil des Gouverneurs. Au cours de ses vingt années d'existence, la Banque ne s'est jamais trouvée devant l'obligation d'avoir recours à ces procédures pour régler de véritables différends mais l'en a en plus d'une fois recours à ces procédures pour clarifier certains points douteux, notamment lorsqu'il se révélait souhaitable d'établir la légalité de certaines mesures que la Banque avait l'intention de prendre. La procédure d'interprétation officielle a facilité la mise au point et l'adaptation de la charte de la Banque compte tenu de l'évolution des circonstances, et il ne s'est révélé nécessaire qu'une seule fois de procéder à un amendement formel de la charte.

(iv) La Banque jouit des priviléges et immunités classiques des organisations internationales, à une exception près, qui s'explique par ses fonctions. Étant donné que la Banque fait appel au marché mondial des capitaux pour obtenir les fonds dont elle a besoin pour ses opérations, la charte stipule que la Banque ne jouit d'aucune immunité en ce qui concerne les poursuites engagées/des particuliers. Cependant, aucune poursuite ne peut être engagée contre la Banque par un pays membre ou par une personne agissant pour le compte d'un pays membre ou dérivant ses revendications du pays en question.

B

Qu'il me soit permis à présent de formuler quelques observations au sujet du droit applicable aux principales opérations de la Banque.

(i) En vertu de sa charte, la Banque peut accorder des prêts soit à un pays membre soit à d'autres emprunteurs situés sur le territoire d'un pays

membre; mais, dans ce dernier cas, le prêt doit être garanti par le gouvernement sur le territoire duquel est situé le projet à financer. En conséquence, chaque opération de prêt suppose un accord conclu avec un pays membre, que celui-ci agisse en qualité d'emprunteur ou de garant. Il y a quelques années, j'ai fait un cours à l'Académie de Droit International de La Haye dans lequel j'analysais la nature juridique de ces accords de prêt et de garantie. Cet après-midi, je devrai m'en tenir aux conclusions: la Banque est une personne morale internationale qui a le pouvoir de créer des droits et des obligations sur le plan international. Les accords de prêt et de garantie conclus entre la Banque et ses emprunteurs sont des accords publics internationaux, régis par le droit international public et soustraits par stipulation expresse desdits accords à la juridiction du droit national. Les différends surgissant entre la Banque et les emprunteurs ou garants doivent être réglés par des tribunaux d'arbitrage dont la décision est sans appel. Les règlements de prêt de la Banque énoncent en général les règles à suivre pour l'établissement de ces tribunaux d'arbitrage. Jusqu'à présent, aucun arbitrage n'a été nécessaire. Conformément au caractère des accords de prêt et de garantie conclus par la Banque avec ses membres sous la forme d'accords internationaux, ceux-ci sont enregistrés aux Nations Unies en vertu de l'Article 102 de la charte des Nations Unies.

(ii) Les principales opérations financières de la Banque consistent en deuxième lieu à placer des obligations dans le public. Ces opérations sont régies par le droit national. Dans une opération typique de prêt, tous les éléments de l'opération, tels que le lieu de l'émission, le lieu et la devise de remboursement, le lieu où sont signés les contrats, tout cela est concentré dans un seul pays. Il s'ensuit que le droit appliqué sera celui du pays en question. Dans certains cas, les obligations stipulent expressément quel droit est applicable. La Banque suit dans ce domaine les habitudes des divers pays dans lesquels elle effectue ses emprunts. Ainsi que je l'ai déjà dit, la Banque ne jouit

d'aucune immunité en ce qui concerne les réclamations des obligataires privés. Ceux-ci peuvent attaquer la Banque en justice en tout lieu où celle-ci possède un bureau ou a procédé à une émission ou a une garantie d'obligations. Cependant, les obligations contiennent souvent une clause juridictionnelle limitant le droit d'engager une action devant les tribunaux du pays dans lequel les obligations ont été placées.

C

Le caractère public et international des accords de prêt et de garantie conclus par la Banque avec ses pays membres affecte la nature des textes juridiques régissant l'autorisation ou la ratification exigée par le pays emprunteur ou garant. La nature exacte de ces textes juridiques fait fréquemment l'objet de consultations entre la Banque et ses membres, et il est dans nos habitudes de nous assurer que toutes les mesures ont été prises pour que ces accords soient valables et aient un caractère obligatoire vis-à-vis de l'emprunteur ou du garant au niveau national. Nous pouvons ainsi nous assurer que rien n'empêchera le projet financé d'être mené à bien conformément aux dispositions du contrat. En ce qui concerne les remboursements, nous pourrions compter sur la validité des accords de prêt et de garantie, validité vis-à-vis de l'étranger établie au nom de l'Etat en question par l'organisme dûment désigné pour conclure les traités.

Les relations entre la Banque et ses emprunteurs donnent lieu à des activités de nature juridique dans d'autres domaines également. Il arrive souvent à la Banque de soumettre par exemple l'octroi d'un prêt à certains changements institutionnels ou en matière d'organisation dans le secteur économique intéressé. C'est ce qui s'est produit pour des prêts relatifs à la construction de ports, de chemins de fer, de routes, etc. En ce qui concerne les prêts pour la production d'électricité, qu'ils aient été accordés à des organismes publics ou privés, il est tout à fait normal d'inclure une réglementation plus ou moins détaillée en matière de tarifs.

D'autre part, il arrive de temps en temps pendant les négociations relatives à une opération de prêt que des questions générales de droit international soient soulevées. Lorsqu'on nous demande par exemple de financer un projet de voie navigable internationale, nous examinons les droits des divers pays riverains. Lorsqu'il nous faut estimer la solvabilité d'un pays, nous devons quelquefois faire face à des problèmes issus de la nationalisation de biens étrangers. Or, étant donné que ses décisions opérationnelles peuvent dépendre de la solution apportée à ces problèmes, les activités de la Banque sont en fait susceptibles d'influencer l'évolution du droit international.

D

Je voudrais pour terminer dire quelques mots sur les aspects juridiques des activités de la Banque en tant qu'organisme de développement, dans le sens large du terme; je veux dire au-delà de ses activités en matière de financement. La charte de la Banque énonce ses objectifs en termes larges et les organes directeurs de la Banque ont toujours été d'avis que les activités de celle-ci ne devraient pas nécessairement se limiter à celles qui sont expressément énoncées dans sa charte, comme l'octroi de prêts et de garanties. C'est dans cet esprit que la Banque a non seulement entrepris des programmes de conseils et d'assistance techniques, mais a également préparé et patronné, par l'entremise de ses propres organes, la création de nouvelles institutions. C'est ainsi que furent créées les deux filiales de la Banque, l'Association Internationale de Développement et la Société Financière Internationale par des traités qui furent préparés, négociés et formulés non par une conférence diplomatique mais par les Administrateurs de la Banque. Ce rôle actif joué par la Banque en matière d'élaboration de traités cadrant avec ses objectifs s'est d'autre part manifesté par la mise au point de la Convention sur le règlement des différends relatifs aux investissements dont j'ai déjà dit quelques mots au cours de la séance plénière de cet après-midi.

Monsieur le Président, je me suis efforcé dans un bref tour d'horizon de mentionner les divers problèmes et activités de caractère juridique touchant aux opérations du Groupe de la Banque Mondiale. Pour résumer davantage une description déjà trop succincte, je conclurai en disant que, au cours de ses vingt années d'existence, la Banque a réussi à donner une nouvelle physionomie aux relations juridiques entre des Etats souverains et une institution économique internationale. En outre, elle s'est efforcée, dans le cadre de ses activités, d'apporter sa contribution au développement des institutions internationales et à celui du droit international.

PRESS CONFERENCE

of

HON. ARON BROCHES,

SECRETARY-GENERAL,

INTERNATIONAL CENTRE FOR SETTLEMENT OF INVESTMENT DISPUTES

Meeting Room 3
Museum of Modern Art
Rio de Janeiro, Brazil
Monday, September 25, 1967
at 5:30 p.m.

(From the Shorthand Notes of
Hoover Reporting Company
Washington, D.C.)

PROCEEDINGS

MR. GRAVES: Ladies and gentlemen, as you know, we have here this afternoon Mr. A. Broches, who is the Secretary-General of the new International Centre for the Settlement of Investment Disputes. The Administrative Council, which is the highest body of this new Centre, has just had its first annual meeting here this afternoon, and Mr. Broches is here for the purpose of answering your questions.

He has no voluntary remarks to make, but he will be very glad to answer your questions.

I am asked by the interpreters in the booths will you kindly raise your hand when you have a question, and will you kindly take care to speak directly into the microphone.

Thank you very much.

Now, who has the first question?

QUESTION: What was the International Centre for [the] Settlement of Investment Disputes created for?

MR. BROCHES: The Centre, which was created by member countries of the World Bank, was created in an effort to improve the climate, the

atmosphere for private investment coming from the industrialized countries and flowing to the countries which are in need of capital for their development.

The Centre was created by means of a treaty, an international agreement, which was elaborated in the Board of Directors of the World Bank but which was then signed individually by various members of the World Bank.

At the present time 55 states, 54 of them members of the World Bank,⁴ and Switzerland, which is not a member of the World Bank, have signed the convention, and 36 of those states have ratified the convention and, therefore, are full members of the Centre.

You have probably seen this annual report which is also in Spanish.⁵ It is in French, English and Spanish. It contains a list of signatories and countries that have ratified. Since the date of this report, Ceylon and Switzerland have signed, and they should be added to the list.

ASSOCIATED PRESS CORRESPONDENT: Mr. Broches, please, since the Centre was created to improve the atmosphere of private investment, how come none of the Latin American countries are members since this is one of the problem areas of investment security?

MR. BROCHES: That's a very good question. I think an authoritative answer to your question can only come from the Latin American countries. But I have heard some of the reasons, and I would be glad to state my understanding of these reasons.

I think in part the difficulty is that there is a certain misunderstanding about the legal effect of this convention. In particular, there is a fear expressed in many Latin American circles that by signing this convention and ratifying it the countries, the Latin American countries, would be giving up their sovereignty and that their courts would no longer be able to deal with disputes between foreign investors and their countries or that local laws would no longer apply.

I say that this is a misunderstanding because it is very clear in the text of the convention itself that by signing and ratifying the convention a country does not give up its sovereignty in any sense. The only thing that a country does by becoming a member of the Centre is to agree to certain rules of the game which will apply when and only when that country in a specific case makes an agreement with a specific investor and

agrees that disputes arising out of the investment between them will be submitted to the Centre.

Now, even when disputes are submitted to the Centre, that doesn't mean at all that the local laws of the country will not apply. That again is a matter on which the two parties will have to agree. The applicable law, the law to be applied by an arbitral tribunal, is a matter for agreement between the two parties.

So the main point, but one that is extremely difficult apparently to put across, to convey, is that by signing the convention one only signs the set of principles which will apply when a specific second agreement, as it were, is entered into between the investor and the state.

QUESTION: If I can pursue for a second, have any Latin American countries shown any interest or are there any nibbles?

MR; BROCHES: Yes, but they are discreet nibbles and I will be discreet too.

MR. GRAVES: Is there another question?

QUESTION: Perhaps this was covered before. I'm a little late arriving.

MR. GRAVES: Ed, will you use the microphone?

QUESTION: Perhaps this has been asked before. Have you reached the stage yet when any dispute has been submitted to the Centre or where any individual investment has been undertaken with an agreement with the host country that a dispute would be submitted to the Centre?

MR. BROCHES: The answer to the first question is no.

The answer to the second question is yes.

No actual disputes have been submitted to the Centre, but there is by now quite a number of cases in which investors and governments have concluded agreements which provide that in case of difference between them the dispute will be submitted to the Centre.

In elaborating on that, I would like to point out that the Centre's procedures do not only consist of arbitration, because arbitration contemplates a binding decision, a binding settlement, but that a very important part of the convention deals with conciliation. And conciliation is an entirely different procedure, one in which the impartial conciliators, one or more, attempt to bring the parties together. They may make recommendations to the parties, but in the end it is the free decision of the parties

whether or not to accept these recommendations:

In practice — because we have had some experience with it in the World Bank — in practice such conciliation can be extremely important. Because frequently parties are more willing to accept a recommendation than to agree in advance to abide by binding decision of third parties.

And coming again to the Latin American objections, it is argued in some cases, as I said, that this would mean ousting the courts, taking away the powers, the prerogatives of the national courts.

I have explained that in my opinion this is not correct even when talking about arbitration. Of course, it doesn't apply at all in connection with conciliation.

So that any Latin American country, whatever its constitution might provide, whatever its juridical traditions may be, would be perfectly able to engage in conciliation procedures, because that leaves entirely unrestricted the final sovereign^{ty} right of determination.

And in signing the convention, as I said, one is not obliged to use it at all except on a specific agreement, and it is perfectly possible for a country to become a party and then announce for purposes of information that for the time being it intends to use the convention only

for conciliation and not for arbitration.

This is not a reservation. This is entirely in accordance with and consistent with the convention.

QUESTION: May I follow? Would you care to name some countries which have signed and in which investments have been made which have been agreed to submit to the Centre in case of dispute?

MR. BROCHES: Yes, I can think of— I believe there are four that I know of, and, of course, frequently these agreements are not matters of public record so that there may be others.

But one that I know of is Iceland. This is rather interesting. This is a European country. The investment made in Iceland.

Then I know of two investments made in Mauritania. Those agreements were submitted to the Parliament in Mauritania. I have seen them in the official gazette of the country.

I think I am right in saying that there is an investment, a large one, in Congo (Brazzaville).

And this afternoon at the meeting the Nigerian representative

said — and while the meeting was closed I think he would not mind having this repeated — that an important agreement between Nigeria and foreign investors also has an arbitration clause of the type provided for in the convention.

MR. GRAVES: The Associated Press.

QUESTION: Three of the countries you mentioned, Mr. Broches, are African countries. Is the predominant membership, the 36 who have ratified or perhaps even of the 55 members, African or Asian? Or can you break it down geographically?

MR. BROCHES: Certainly the African reaction was rather quick and favorable. As you will see from the ~~NIEHS~~ list of countries, there is a large number of African countries. In the Western Hemisphere — and I use that term rather than Latin America — there are three countries parties. One is the United States, and the other two are Trinidad and Tobago and Jamaica.

In Asia the signatories include Japan, the Republic of China, Malaysia, Pakistan, Afghanistan, most recently Ceylon. I think that's it. And Nepal.

And nearly all European countries.

But there is a clear majority of capital importing states. That goes without saying. There are more capital importers than capital exporters.

But it is significant to say that among the first countries to come in there was a high proportion of the capital importing countries. So this cannot be regarded --- this Centre cannot be regarded --- as something that only commands the support of the capital exporting countries.

MR. GRAVES: Is there another question?

(No response.)

Well, if there is no further question, we thank the ladies and gentlemen of the press for coming here, and we also thank Mr. Broches and his colleagues for being here.

Thank you very much.

(Whereupon, at 5:45 p.m., the press conference was concluded.)

* * *

Administrative Council · 1967 Annual Meeting · Rio de Janeiro

INTERNATIONAL CENTRE FOR SETTLEMENT OF INVESTMENT DISPUTES

ICSID

Press Release No. 2

September 25, 1967

Address by ARON BROCHES, Secretary-General, to the First Annual Meeting of the ICSID Administrative Council

It is a great honor for me to address the First Annual Meeting of the International Centre for Settlement of Investment Disputes in the post of Secretary-General, to which this Council elected me a little over half a year ago.

I do not propose in these remarks to give a detailed account of the affairs of the Centre, for what is to be reported is contained in the First Annual Report which I have submitted to you. I will only add--and it is a welcome addition--that Ceylon and Switzerland have signed the Convention after the date of the report, thus bringing the number of signatories to 55.

Since the Inaugural Meeting of this Council substantial progress has been made with respect to the implementation of the Convention.

Final proposals on the definitive Regulations and Rules of the Centre have been prepared and only await the approval of this Council in order to enter into force on the expiration of the previous provisional texts at the end of 1967. The several Rules of Procedure have been supplied with extensive annotations to assist parties to proceedings under the Convention as well as the conciliators and arbitrators.

The Panels of Conciliators and of Arbitrators each now contain close to fifty names of distinguished personalities from thirteen countries. However, up to now only about one third of the Contracting States have made use of their right to submit designations. I hope that many others will do so promptly. It is a matter of considerable importance to potential litigants to have the widest possible choice of qualified persons to serve as conciliators or arbitrators.

Since a principal feature of the Convention is the enforceability of arbitral awards rendered under it, it is important that all Contracting States take the action required by Article 54(2) to designate a court or other authority competent to grant recognition and enforcement of arbitral awards, and to notify the Centre of such designations. While several States may have made such designations, only one formal notification has yet been received by the Centre.

In recognition of the fact that if the Convention and the Centre are to fulfill the purpose for which they were created, wide knowledge of their existence and availability is essential, we are continuing to expend considerable effort to maintain a flow of information concerning the Convention and the Centre to potentially interested circles. I hope that we may count on the governments of Contracting States to support these efforts. It would be particularly helpful if Contracting States, capital exporters as well as importers, were to draw attention to the existence of the Centre in the information they provide through governmental, diplomatic and consular channels as well as through official or semi-official investment promotion agencies.

Even though the Convention has entered into force less than a year ago, there are already a number of investment agreements which provide for the settlement of disputes arising thereunder under the auspices of the Centre. As the Convention becomes more widely known we expect such provisions to become more common. Several Contracting States have enacted legislation for the promotion of foreign investments and these States may wish to consider establishing some link between that legislation and the Convention. There are also in existence a series of bilateral treaties dealing with the status of investments made by the citizens of one party in the territories of the other. These treaties frequently provide for the settlement of disputes through arbitration, the parties to the arbitration being the two States concerned. Now that the facilities provided by the Convention are available it may be advisable to substitute these procedures, at least on an optional basis, for those provided in the treaties. While these are obviously matters for decision by Contracting States, we intend to study the technical aspects of these suggestions so as to be able to assist Contracting States which might wish to consider putting them into effect.

As a final point, Mr. Chairman, I would like to take note of the fact that in recent years persons and institutions concerned with private

foreign investment have been giving increasing attention to the question of renegotiation of long-term investment agreements. As was pointed out in a recent United Nations report on Financing of Economic Development and Promotion of Private Foreign Investment in Developing Countries (UN document E/4293), renegotiation of investment conditions and agreements has become a widening practice. This report, which incidentally comments favorably on the Convention on the Settlement of Investment Disputes and urges wide adherence to it, suggests that the harmonious renegotiation of investment agreements might be facilitated by the creation of an international mechanism.

Where an investment agreement contemplates revision or modification of its terms under conditions specified in the agreement, the facilities of the Centre would be available to settle disputes arising between parties unable to agree on the required revision or modification. However, since the Convention limits the jurisdiction of the Centre to legal disputes, the parties might not be able to turn to the Centre for help in settling the often thornier problems of a renegotiation which was not provided for in the original agreement. It is too early to predict how much support there will be for the type of institutionalized assistance in the renegotiation process that the UN study suggested would be desirable. In many ways such a procedure would not differ greatly from conciliation as contemplated by the Convention. It might therefore be useful for the members of the Council to consider whether such a rounding out of the functions of the Centre would be desirable.

Conseil Administratif · Assemblée Annuelle 1967 · Rio de Janeiro

CENTRE INTERNATIONAL POUR LE REGLEMENT DES DIFFERENDS
RELATIFS AUX INVESTISSEMENTS

CIRDI

Communiqué de Presse No. 2

le 25 septembre 1967

Discours de M. ARON BROCHES, Secrétaire Général, à la Première Session Annuelle du Conseil Administratif du CIRDI

C'est pour moi un grand honneur de prendre la parole devant la Première Session Annuelle du Conseil Administratif du Centre International pour le Règlement des Différends Relatifs aux Investissements, en ma qualité de Secrétaire Général, poste auquel le Conseil m'a élu il y a un peu plus de six mois.

Je n'ai pas l'intention de vous faire aujourd'hui un compte rendu détaillé des activités du Centre, ce compte rendu figurant déjà dans le Premier Rapport Annuel que je vous ai soumis. J'ajouterai seulement--et je me félicite d'en avoir l'occasion--que Ceylan et la Suisse ont signé la Convention après que ce Rapport a été mis sous presse, portant ainsi à 55 le nombre de pays signataires.

Depuis la Session Inaugurale du Conseil, des progrès substantiels ont été réalisés en ce qui concerne la mise en application de la Convention. La version définitive des Règlements du Centre a fait l'objet d'un projet final et n'attend plus que l'approbation du Conseil pour entrer en vigueur à la fin de l'année 1967, lors de l'expiration des textes provisoires précédents. Les divers Règlements de Procédure sont accompagnés de notes détaillées destinées à aider les parties aux instances introduites en vertu de la Convention, ainsi que les conciliateurs et les arbitres.

Aux Listes de Conciliateurs et d'Arbitres figurent déjà près de cinquante noms de personnalités distinguées, désignées par treize pays. Toutefois, environ un tiers seulement des Etats Contractants ont jusqu'à présent fait usage de la faculté de désigner des conciliateurs et arbitres. J'espère que de nombreux autres Etats feront incessamment de même. Il est extrêmement important pour les parties éventuelles de disposer d'un choix aussi étendu que possible de personnes qualifiées pour servir comme conciliateurs ou arbitres.

L'une des principales caractéristiques de la Convention étant la nature obligatoire des sentences arbitrales rendues dans le cadre de ses dispositions, il est important que tous les Etats Contractants prennent les mesures prévues à l'Article 54(2) et notifient au Centre la désignation du tribunal ou autre autorité compétente pour reconnaître et mettre à exécution les sentences arbitrales. Il est possible que plusieurs Etats aient déjà pris les mesures nécessaires, mais jusqu'à présent une seule notification officielle est parvenue au Centre.

La Convention et le Centre ne pourront atteindre le but pour lequel ils ont été créés que si leur existence et la possibilité de recourir à eux sont connues des parties intéressées. Nous poursuivons donc un vaste programme d'information visant à tenir les milieux éventuellement intéressés au courant de tout ce qui concerne la Convention et le Centre. J'espère que nous pourrons compter sur les Gouvernements des Etats Contractants pour appuyer nos efforts. Il serait particulièrement utile que les Etats Contractants, qu'ils soient exportateurs ou importateurs de capitaux, attirent l'attention sur l'existence du Centre dans les renseignements qu'ils fournissent par les voies gouvernementales, diplomatiques et consulaires, et par l'intermédiaire des organismes officiels ou semi-officiels chargés de la promotion des investissements.

Bien que la Convention soit entrée en vigueur depuis moins d'un an, un certain nombre de conventions d'investissements prévoient déjà que le règlement des différends dont elles pourraient faire l'objet s'effectuera sous les auspices du Centre. A mesure que la Convention sera mieux connue, nous nous attendons à ce qu'une clause de ce genre devienne de plus en plus fréquente. Plusieurs Etats Contractants qui ont adopté une législation destinée à favoriser les investissements étrangers envisageront peut-être l'établissement d'un lien entre leur législation et la Convention. Il existe de même une série de traités bilatéraux relatifs au statut des investissements effectués par les ressortissants de l'une des parties dans les territoires de l'autre. Ces traités prévoient fréquemment que le règlement des différends se fera par voie d'arbitrage, les parties à cet arbitrage étant les deux Etats intéressés. Maintenant qu'il est possible de recourir aux procédures prévues par la Convention, il serait peut-être opportun de les substituer, du moins à titre facultatif, à celles qui figurent dans les traités. Bien que ces questions soient de toute évidence du ressort des Etats Contractants, nous nous proposons d'en étudier les aspects techniques afin d'être à même d'assister les Etats Contractants qui envisageraient de mettre en oeuvre ces idées.

En terminant, M. le Président, je désirerais souligner le fait que depuis quelques années les personnes et les institutions qui s'intéressent aux investissements privés d'origine étrangère accordent une attention de plus en plus grande à la question de la révision des accords d'investissement à long terme. Comme le soulignait récemment un rapport des

Nations Unies sur le financement du développement économique et la promotion des investissements privés étrangers dans les pays en voie de développement (O.N.U. E/4293), la révision des conditions des conventions d'investissement est une pratique de plus en plus courante. Ce rapport qui, soit dit en passant, s'exprime en termes favorables sur la Convention pour le Règlement des Différends Relatifs aux Investissements et conseille à tous les intéressés d'y adhérer, suggère que la révision harmonieuse des conventions d'investissement pourraient être facilitée par la création d'un mécanisme international.

Lorsqu'une convention d'investissement envisage la révision ou la modification de ses clauses dans les cas prévus à la Convention même, les procédures du Centre sont à la disposition des parties intéressées pour régler les différends qui pourraient surgir si elles ne parviennent pas à se mettre d'accord sur la révision ou la modification requise. Toutefois, puisque la Convention limite la compétence du Centre aux différends d'ordre juridique, les parties intéressées ne pourraient peut-être pas utiliser ses services pour régler les problèmes souvent plus épineux d'une révision qui n'aurait pas été prévue dans la convention originale. Il est trop tôt pour prédire quel accueil sera réservé à l'idée d'une procédure de caractère institutionnel du genre suggéré par les Nations Unies. A bien des égards cette procédure ne différerait guère de la procédure de conciliation qu'envisage la Convention. Il pourrait donc être utile que les membres du Conseil examinent s'il serait souhaitable de compléter dans ce sens les fonctions confiées au Centre.

Administrative Council · 1967 Annual Meeting · Rio de Janeiro

INTERNATIONAL CENTRE FOR SETTLEMENT OF INVESTMENT DISPUTES

ICSID

Comunicado de Prensa No. 2

25 de septiembre de 1967

Discurso pronunciado por el señor ARON BROCHES,
Secretario General, ante la Primera Reunión Anual del
Consejo Administrativo del CIADI

Es para mí un gran honor el dirigirme a esta Primera Reunión Anual del Centro Internacional de Arreglo de Diferencias Relativas a Inversiones en calidad de Secretario General, cargo para el que fui elegido por este Consejo hace algo más de medio año.

No es mi intención presentar aquí una exposición detallada de las actividades del Centro, ya que la información pertinente se ha incluido en el Primer Informe Anual que he sometido a la consideración de ustedes. Sólo desearía añadir--lo cual hago con agrado--que Ceilán y Suiza firmaron el Convenio con posterioridad a la publicación del Informe, con lo que se ha elevado a 55 el número de signatarios.

Con posterioridad a la Reunión Inaugural de este Consejo se ha progresado mucho en la ejecución de las disposiciones del Convenio.

Se han preparado proyectos de Reglamento y Reglas definitivos del Centro, y sólo falta la aprobación de este Consejo para que entren en vigor una vez que dejen de estar vigentes los instrumentos provisionales al final de 1967. A fin de ayudar a las partes en procedimientos tramitados en virtud del Convenio, así como a los conciliadores y árbitros, se han incluido extensas anotaciones a las diversas Reglas de Procedimiento.

Tanto la Lista de Conciliadores como la de Arbitros ya contienen casi cincuenta nombres de distinguidas personalidades procedentes de unos trece países. No obstante, hasta la fecha solamente una tercera parte de los Estados Contratantes han ejercido su derecho de efectuar designaciones. Espero que muchos otros lo hagan en breve plazo, ya que es de gran importancia para los posibles litigantes el contar con la más amplia selección posible de personas calificadas que puedan actuar como conciliadores o árbitros.

Puesto que una de las principales características del Convenio es la posibilidad de efectuar la ejecución forzosa de los laudos arbitrales dictados en virtud de sus disposiciones, es importante que todos los Estados Contratantes tomen las medidas estipuladas en el Artículo 54(2) en relación con la designación del tribunal u otra autoridad competente que pueda dictar el reconocimiento y ejecución de los laudos arbitrales, y que dichos Estados notifiquen al Centro las designaciones realizadas. Aunque es posible que ya varios Estados hayan efectuado dichas designaciones, en el Centro solamente se ha recibido hasta ahora notificación oficial de una designación.

Conscientes de que para que el Convenio y el Centro puedan llenar el cometido para el que fueron creados es preciso lograr una amplia difusión de su existencia y disponibilidad, continuamos realizando intensos esfuerzos para hacer llegar una corriente de información sobre ellos a los círculos que pudieran interesarse en sus actividades. Abrigo la esperanza de que podamos contar con el apoyo de los gobiernos de los Estados Contratantes para proseguir estos esfuerzos. Sería especialmente útil que los Estados Contratantes, tanto los exportadores de capital como los importadores, señalaran la existencia del Centro en la información que distribuyen por medio de conductos gubernamentales, diplomáticos y consulares, así como por medio de organismos semioficiales de promoción de inversiones.

Aunque hace menos de un año que el Convenio entró en vigor, ya se han concertado varios acuerdos de inversión en que se prevé el arreglo de las diferencias que pudieran surgir con respecto a sus disposiciones, por intermedio del Centro. Confiamos en que, según se vaya conociendo mejor el Convenio, aumentará el número de cláusulas de esta índole en los acuerdos de inversión. En varios Estados Contratantes ya se han promulgado leyes tendientes a la promoción de las inversiones extranjeras, y es posible que esos Estados deseen establecer alguna relación entre dicha legislación y el Convenio. También están en vigor una serie de tratados bilaterales relativos a la situación de inversiones de los ciudadanos de una de las partes en los territorios de la otra. En estos tratados con frecuencia se prevé el arreglo de las diferencias por medio del arbitraje, siendo las partes en dicho procedimiento los dos Estados interesados. Ahora que ya están disponibles las facilidades previstas en el Convenio, podría resultar aconsejable que los procedimientos del Convenio sustituyeran a los contemplados en esos tratados, por lo menos sobre una base voluntaria. Aunque es evidente que estas cuestiones son de la incumbencia de los Estados Contratantes, nos proponemos estudiar los aspectos técnicos de estas sugerencias para estar en condiciones de ayudar a los Estados Contratantes que deseen ponerlas en práctica.

Para concluir, señor Presidente, desearía referirme al hecho de que en los últimos años los individuos y las instituciones relacionados con las inversiones extranjeras privadas han estado prestando una creciente atención a la cuestión de la renegociación de acuerdos de inversión a largo plazo.

Como se señaló en un informe preparado recientemente por las Naciones Unidas sobre el Financiamiento del Desarrollo Económico y la Promoción de la Inversión Extranjera Privada en los Países en Desarrollo (Documento E/4293 de las Naciones Unidas), se ha difundido considerablemente la práctica de renegociar las condiciones y acuerdos de inversión. Ese informe, que, dicho sea de paso, se refiere en términos favorables al Convenio sobre Arreglo de Diferencias Relativas a Inversiones y encarece la más amplia adhesión al mismo, sugiere que se facilitaría la armoniosa renegociación de los acuerdos de inversión a través de la creación de un mecanismo internacional para ese fin.

En los casos en que un acuerdo de inversión contemple la revisión o modificación de sus términos al concurrir las condiciones que el propio acuerdo prescriba, las facilidades del Centro quedarían disponibles para el arreglo de cualquier diferencia surgida entre partes que no pudieran ponerse de acuerdo sobre la revisión o modificación necesaria. No obstante, puesto que conforme a las disposiciones del Convenio la jurisdicción del Centro se limita a diferencias de naturaleza jurídica, es posible que las partes no puedan obtener ayuda del Centro para resolver los problemas, con frecuencia más arduos, que supone la renegociación de acuerdos que no la prevén. Todavía es demasiado temprano para predecir cuánto apoyo recibirá el tipo de ayuda institucional necesario en el proceso de renegociación que aconseja el estudio de las Naciones Unidas. En muchos aspectos, un procedimiento de esa índole no sería muy diferente del procedimiento de conciliación previsto en el Convenio. Por lo tanto, tal vez sería útil que los señores miembros del Consejo consideren si sería aconsejable complementar de esa forma las funciones del Centro.

2
f
D1
TR
C2
aq
ee
ze
V
ut
100

Administrative Council · 1967 Annual Meeting · Rio de Janeiro

INTERNATIONAL CENTRE FOR SETTLEMENT OF INVESTMENT DISPUTES

ICSID

COMUNICADO DE IMPRENSA NO. 2

25 de Setembro de 1967

Discurso do Sr. Aron Broches, Secretário-Geral,
à Primeira Reunião Anual do Conselho Administrativo do ICSID

E uma grande honra para mim, dirigir-me à Primeira Reunião Anual do Centro Internacional para o Ajuste de Diferenças em Inversões, no cargo de Secretário-Geral para o qual este Conselho me elegeu há pouco mais de seis meses.

Não me proponho, nestes comentários, fazer uma prestação de contas detalhada dos assuntos deste Centro, pois o que há para ser relatado consta do Primeiro Relatório Anual que já lhes apresentei. Acrescentarei apenas - o que faço com prazer - que o Ceilão e a Suiça assinaram a Convenção após a data do relatório, elevando dessa maneira o número de signatários a 55.

Desde a Reunião Inaugural deste Conselho, ocorreu um progresso substancial na implementação da Convenção.

As propostas finais dos Regulamentos e Regras definitivos do Centro foram preparadas e aguardam apenas a aprovação deste Conselho para entrarem em vigor por ocasião da expiração do texto provisório anterior, no final de 1967. As várias Regras de Processamento foram distribuídas com fartas anotações, a fim de auxiliar as partes nos processos sob a Convenção, assim como aos conciliadores e árbitros.

Cada Lista de Conciliadores e de Árbitros contém agora quase cinquenta nomes de importantes personalidades de cerca de treze países. No entanto, até agora apenas um terço dos Países Contratantes fizeram uso do seu direito de apresentar nomeações. Espero que muitos mais façam isso brevemente. É questão da mais alta importância para os litigantes em potencial ter a mais ampla escolha possível de pessoas qualificadas para servir como conciliadores e árbitros.

Como uma das principais facetas desta Convenção é o cumprimento das decisões arbitrais que tiverem sido tomadas, é importante que todos os Países Contratantes ajam segundo o exigido no Artigo 54 (2), na indicação de um tribunal ou outra autoridade competente para reconhecer e dar cumprimento às decisões arbitrais e para notificar o Centro de tais indicações. Embora vários Países já possam ter feito tais indicações, apenas uma notificação formal foi recebida pelo Centro.

Reconhecendo o fato de que se a Convenção e o Centro devem atingir os propósitos para os quais foram criados, uma ampla divulgação de sua existência e disponibilidade é essencial, continuamos a envidar esforços consideráveis na manutenção de um fluxo de informações referentes à Convenção e ao Centro a círculos potencialmente interessados. Espero que possamos contar com os governos dos Países Contratantes no apoio a êsses esforços. Seria particularmente de grande ajuda se os Países Contratantes, os principais exportadores assim como os importadores, chamassem a atenção para a existência do Centro nas informações que fornecerem através dos canais governamentais, diplomáticos e consulares, assim como através de agências oficiais ou semi-oficiais promotoras de inversões.

Embora a Convenção tenha começado a funcionar há menos de um ano, já existe um certo número de acôrdos sobre inversões que prevêem o ajuste das diferenças decorrentes dos mesmos, sob os auspícios do Centro. Quando a Convenção se tornar mais amplamente conhecida, esperamos que tais disposições se tornem mais comuns. Vários Países Contratantes adotaram legislação para a promoção de inversões estrangeiras e êsses Países poderão levar em consideração alguma ligação entre essa legislação e a Convenção. Existe também uma série de acôrdos bilaterais que tratam da situação das inversões feitas por cidadãos de um país em outros territórios. Esses acôrdos prevêem frequentemente o ajuste de diferenças através de arbitrio, sendo que os interessados no arbitramento seriam os dois Países em questão. Agora que as facilidades previstas na Convenção já estão disponíveis, é aconselhável que se substituam êsses processamentos, pelo menos com direito à opção, pelos previstos nos acôrdos. Embora estas sejam óbviamente questões a serem decididas pelos Países Contratantes, pretendemos estudar os aspectos técnicos dessas sugestões a fim de podermos atender aos Países Contratantes que poderiam desejar pô-las em execução.

Como questão final, Senhor Presidente, eu gostaria de apontar o fato de que nos últimos anos, pessoas e instituições ligadas a inversões privadas de capitais estrangeiros vêm dando atenção crescente à questão das renegociações de acôrdos de inversões a longo prazo. Como já foi mencionado num relatório recente das Nações Unidas a respeito do Financiamento do Desenvolvimento Econômico e Promoção de Inversões Privadas de Capital Estrangeiro em Países em Desenvolvimento (documento da ONU E/4293), a renegociação das condições e acôrdos sobre inversões tornou-se uma prática mais ampla. Esse relatório que, incidentalmente, comenta favoravelmente a Convenção para o Ajuste de Diferenças em Inversões e insiste numa maior adesão a ela, sugere que a renegociação harmoniosa dos acôrdos sobre inversões poderia ser facilitada pela criação de um mecanismo internacional.

Enquanto o acôrdo sôbre inversões estuda a revisão ou modificação dos seus têrmos sob as condições especificadas no acôrdo, as facilidades do Centro estariam disponíveis para ajustar diferenças surgidas entre interessados que não conseguirem concordar na revisao ou na modifi cação pedidas. Entretanto, como a Convenção limita a jurisdição do Centro para diferenças legais, os interessados talvez não possam obter a ajuda do Centro no ajuste de problemas mais espinhosos de uma renegociação que não tenha sido prevista no acôrdo original. E cédo demais para se prever se haverá apoio suficiente para o tipo de assistência institucionalizada no processo de renegociação que o estudo das Nações Unidas sugeriu seria desejável. Em vários aspectos, tal processamento não seria muito diferente da conciliação conforme foi estudada pela Convenção. Seria útil, portanto, aos membros do Conselho, que estudassem se seria desejável tal ampliação das funções do Centro.

VOORDRACHT VOOR DE AFDELING UTRECHT
VAN DE
NEDERLANDSE STUDENTENVERENIGING VOOR INTERNATIONALE BETREKKINGEN

A. Broches

Utrecht, 22 februari 1968

Mijnheer de Voorzitter, dames en heren,

Het verheugt mij bijzonder dat ik dankzij het initiatief van Prof. Bos, lid van Uw Raad van Bijstand, vanavond het woord tot U kan richten omtrent de plaats en taak van de Wereldbankgroep in de internationale betrekkingen in het bijzonder op het gebied van de economische ontwikkeling. Ik meen dit het beste te kunnen doen door mijn onderwerp te plaatsen in het algemene kader van de ontwikkelingsproblematiek.

Het kernprobleem in deze, het allesoverheersende vraagstuk waarvoor wij ons allen gesteld zien, leent zich tot een uiterst eenvoudige formulering, en wel, "het overbruggen van de kloof tussen het welvaartspeil van de rijke en de arme landen". Dat dit probleem nog geenszins tot een oplossing is gebracht, is een simpele vaststelling van de feiten, die naar ik aanneem, geen tegenspraak bij U zal ontmoeten. Maar ik moet verder gaan en U zeggen, dat wij op het ogenblik verder van een oplossing verwijderd zijn, dan wij tien of twintig jaar geleden hadden verwacht, en dit niet tegenstaande de zeer aanzienlijke bedragen en de grote menselijke inspanningen, die door de landen van Noord-Amerika en West-Europa ten koste zijn gelegd aan de economische ontwikkeling van de landen van de zogenaamde Derde Wereld.

Mijnheer de Voorzitter, ik ben geen econoom en het stelt mij gerust, dat velen van de hier aanwezigen dat ook niet zijn. Ons niet-economen zou de verleiding kunnen bekruipen om met een variant op een welbekend gezegde te stellen, dat het probleem van

de economische ontwikkeling te belangrijk is om aan economen te worden overgelaten. Ik kan deze verleiding zonder veel moeite weerstaan, aangezien ik er van overtuigd ben, dat het groeiend inzicht in de economische problematiek van de ontwikkelingsin-spanning een onontbeerlijke bijdrage levert tot het bereiken van ons doel. Maar ik zou wel willen zeggen, dat het vraagstuk van de ontwikkelingsfinanciering niet langer gezien mag worden als een uitsluitend technisch-economische aangelegenheid voor de rijke landen. Het is een vraagstuk, dat in het middelpunt van de wereldpolitiek staat, en dat dus aanspraak mag maken op grondige bestudering leidende tot een weloverwogen en duidelijk omschreven ontwikkelingshulpbeleid.

In de Wereldbank zijn wij in stijgende mate overtuigd geraakt van de noodzaak voor de ontwikkelde landen om hun gehele benadering van de ontwikkelingshulp aan een grondige herwaardering te onderwerpen. Dit inzicht is gebaseerd op onze eigen ervaring, de ervaring van een instelling, die zich sinds meer dan twintig jaar uitsluitend met ontwikkelingsproblemen bezighoudt.

Het is U natuurlijk bekend dat de geschiedenis van de Wereldbank teruggaat tot de Monetaire en Economische Conferentie van Bretton Woods, die in juli 1944 plaatsvond. Op deze conferentie werden zowel de statuten van het Internationale Monetaire Fonds als dat van de Internationale Bank voor Herstel en Ontwikkeling (de officiële naam van de Wereldbank) vastgesteld. Beide instellingen, ook wel de Bretton Woods tweelingen genoemd, begonnen hun werkzaamheden in 1946. Vanaf het vroegste begin heeft Nederland

aktief deelgenomen in de werkzaamheden van de Bank en met deze instelling intensieve kontakten van allerlei aard gehad. Het eerste Nederlandse lid van de Raad van Bestuur was de Heer Beyen, die als voorzitter van de Nederlandse delegatie te Bretton Woods reeds een belangrijke rol bij de totstandkoming van de Wereldbank heeft vervuld. Toen de Heer Beyen in 1952 Minister van Buitenlandse Zaken werd, werd hij opgevolgd door de Heer Crena de Tongh, die daarvoor als directeur van de financiële afdeling van de Wereldbank had gefungeerd, en sinds 1955 is Prof. Lieftinck het Nederlandse lid van de Raad van Bestuur, waarin hij naast Nederland ook Joegoslavië, Cyprus en Israel vertegenwoordigt.

In de jaren 1947-49 heeft de Bank Nederland belangrijke herstelleningen verstrekt, die inmiddels òf terugbetaald òf gerepareerd zijn. In 1954 gaf Nederland de Bank op haar beurt voor het eerst toestemming tot de uitgifte van een obligatielening op de Nederlandse markt, gevolgd door soortgelijke emissies in latere jaren. Nederlanders nemen een belangrijke plaats in in de staf van de Bank; (dit is mogelijk omdat de Bank niet het strikte quoteringssysteem van de Verenigde Naties toepast). Nederlandse deskundigen worden herhaaldelijk geraadpleegd, ik noem alleen maar Prof. Tinbergen, en op het gebied van voorbereidende studies voor financieringsprojekten heeft de Bank b.v. veelvuldige kontakten met de raadgevende ingenieurs die onder de auspiciën van de stichting Nedeco werken.

Deze feiten vallen weliswaar buiten het kader van mijn bestoog, maar ik dacht dat ze U toch wel zouden interesseren. Meer ter zake is dat er in het algemeen gesproken een zeer grote mate

van overeenstemming bestaat tussen de Nederlandse inzichten en die van de leiding van de Wereldbank omtrent de ontwikkelingshulp.

Nederland is dus van de oprichting af lid van de Wereldbank. Daarnaast is Nederland ook lid van de twee zusterinstellingen van de Wereldbank, de International Finance Corporation, I.F.C., en de International Development Association, ook wel bekend als I.D.A., die in een Duitse politieke prent als "die arme Schwester der Weltbank" is afgebeeld. Ik kom op deze instelling nader terug.

De Wereldbankgroep - zoals de drie instellingen gezamenlijk worden aangeduid - heeft tot heden meer dan 50 miljard gulden aan middelen voor economische ontwikkeling verschaft. De Bank zelf en de I.D.A. hebben zich bij hun leningen steeds gericht op projecten met een hoge prioriteit, die beogen de infrastructuur van de ontwikkelingslanden te versterken - in het bijzonder projecten ter verbetering van de communicatie en de energievoorziening. In latere jaren is daarnaast steeds meer aandacht besteed aan opvoeding en landbouw. Het algemene gebrek aan geschoold personeel is een van de belangrijkste knelpunten voor de groei van de ontwikkelingslanden en het is in bepaalde gevallen zelfs duidelijk dat er van vooruitgang geen sprake kan zijn voordat dit ernstige tekort opgeheven is. In dit verband kan de waarde van technische hulp, vooral de hulp in de vorm van de beschikbaarstelling van docenten op ieder niveau, niet hoog genoeg aangeslagen worden. Ik weet dat Nederland ook hierin zijn aandeel levert, en ik hoorde met voldoening dat vanuit de Utrechtse Universiteit contacten met Afrikaanse instellingen zijn gelegd.

Nergens is de behoefte aan onderwijs en scholing zo akut als in de landbouwsektor, waarbij de inzet niet slechts is opvoering van de produktie, maar in vele gevallen de redding van grote groepen mensen van de hongerdood. De International Finance Corporation, die zoals U zich wellicht zult herinneren opgericht is om het werk van de Bank aan te vullen door stimulering van de groei van de partikuliere sektor in de ontwikkelingslanden, levert eveneens een bijdrage in de aktiviteiten, die op de landbouw gericht zijn. Sinds enige tijd treedt de I.F.C. op als woordvoerder van de Wereldbankgroep in het overleg over het vestigen van nieuwe kunstmestfabrieken in de ontwikkelingslanden, waarbij ondernemingen uit de landen in kwestie naast oliemaatschappijen en chemische industrieën uit Noord-Amerika, West-Europa en Japan als partners van de I.F.C. optreden. Op het ogenblik kost het voedselimport-pakket van de ontwikkelingslanden meer dan 15 miljard gulden per jaar. Dit enorme bedrag, om het even of het uit eigen middelen of uit buitenlandse hulp wordt gefinancierd, is dus niet beschikbaar voor import van kapitaalgoederen of andere direct produktieve investeringen.

Met zulke feiten voor ogen wordt vaak beweerd, dat er ondanks alle inspanning van de Wereldbankgroep en van anderen om de economische ontwikkeling in de minder bedeelde landen van de wereld te bevorderen maar weinig concrete resultaten behaald zijn. Maar hierbij moeten de juiste verhoudingen niet uit het oog verloren worden. In een aantal landen is een aanzienlijke vooruitgang geboekt, doordat enkele van de voornaamste hinderpalen voor de groei

uit de weg geruimd zijn.

Het valt echter niet te ontkennen, dat de vooruitgang in de ontwikkelingslanden als totaliteit niet zo snel verlopen is, als wij gehoopt hadden. Het is een feit, dat er een groeiende teleurstelling valt waar te nemen, zowel in de ontwikkelde als in de ontwikkelingslanden, over de resultaten die bij de bevordering van de economische ontwikkeling bereikt konden worden. Nu zeven van de tien jaren van de zogenaamde "Development Decade" voorbij zijn, is het duidelijk, dat de doelstelling van een jaarlijkse groei van 5% van de produktie van de ontwikkelingslanden tijdens de zestiger jaren niet gehaald zal worden

Een van de onderdelen van het algemene ontwikkelingsprogramma voor de zestiger jaren, dat in 1961 door de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties aangenomen werd, was de doelstelling dat de jaarlijkse stroom van internationale hulp en ontwikkelingsfinanciering van ontwikkelde naar ontwikkelingslanden zo snel mogelijk verhoogd diende te worden tot 1 procent van het nationaal inkomen van de ontwikkelde landen. In feite is de stroom van overheids hulp van de geïndustrialiseerde landen in de laatste vijf jaar praktisch onveranderd gebleven. Dit verschijnsel heeft zich bovendien voorgedaan in een periode, waarin de industrielanden een grotere welvaart beleefden dan ooit tevoren, hetgeen betekent dat het gelijkblijven van de hulp in absolute zin neerkomt op een constante daling van het percentage van de hulp, en wel van 8,5 pro mille in 1961 tot 6 pro mille in 1965, en 5,7 pro mille in 1966. Dit zijn de cijfers voor de netto kapitaalstroom uit overheids-

bronnen. Bovendien zijn de voorwaarden, waaronder de hulp is verleend, verzwaard; het bedrag dat in de vorm van giften en niet van leningen is verstrekt is afgenomen. En dat alles, terwijl de situatie precies het tegenovergestelde vereiste. De schuldenlast van vele ontwikkelingslanden heeft al een onrustbarend hoog peil bereikt; de ruimte voor additionele kredieten op conventionele voorwaarden is zeer beperkt. De totale schuldenlast van de ontwikkelingslanden bedraagt thans niet veel minder dan 10% van hun jaarlijkse exportopbrengsten. In enkele landen is het percentage zelfs aanzienlijk hoger. Het resultaat hiervan is geweest, dat de welvaartskloof tussen de rijke en de arme landen nog is ver breed.

Het beeld wordt nog veel somberder als wij gaan spreken in termen van inkomen per hoofd. In een tijdvak van slechts een vijftal jaren is de bevolking van de ontwikkelingslanden met meer dan 200 miljoen toegenomen - dat is meer dan het totale inwonertal van de E.E.G. Bovendien zal bij het huidige groeitempo de wereldbevolking in 2000 verdubbeld zijn, waarbij verreweg de grootste toename daar plaatsvindt waar het de grootste problemen oproept: in Azië, Latijns-Amerika en Afrika. Momenteel heeft de bevolking van de Derde Wereld, d.w.z. meer dan 2 miljard mensen, een inkomen per hoofd van 900 gulden per jaar. In veertig ledenlanden van de Wereldbank leven 750 miljoen mensen met een gemiddeld inkomen per hoofd van minder dan 450 gulden per jaar. Trekt men de recente ontwikkelingslijnen door, dan zal het inkomen per hoofd in de Derde Wereld zo langzaam groeien, dat het in het jaar 2000 ternauwernood

75 gulden hoger zal zijn. Tegen die tijd is het inkomen van de inwoners van de rijke landen naar alle verwachting op zijn minst verdubbeld.

Het feit dat de ontwikkelde landen nalaten prioriteit te geven aan hun aktiviteiten op het gebied van de ontwikkelingshulp, veroorzaakt steeds meer teleurstelling onder de achtergebleven gebieden. En in het algemeen gesproken, is deze reaktie mijns inziens gerechtvaardigd. Het is natuurlijk duidelijk, dat de ontwikkelingslanden niet kunnen verwachten voldoende buitenlandse hulp te krijgen, tenzij zij metterdaad aantonen, dat zij ernst maken met de economische groei en bereid zijn een beleid te voeren, dat bevorderlijk is voor deze groei. Er zijn ongetwijfeld gevallen van landen, die in hun beleid ernstig te kort geschoten zijn, zelfs als men minder dan optimale maatstaven aanlegt, landen die gekenmerkt worden door politieke instabiliteit en gebrek aan verantwoordelijkheidsbesef, waardoor het vermogen van de regering om impopulaire maar noodzakelijke maatregelen te nemen, aangetast is.

Dit neemt echter niet weg, dat de ontwikkelingslanden zich in het algemeen gesproken steeds meer kennis van en begrip voor de ontwikkelingsproblemen eigen maken, en er steeds meer naar streven tot een juiste aanwending van produktiefaktoren te komen. Men is thans ook meer dan voorheen bereid het belang van voedselproduktie en bevolkingspolitiek te erkennen.

De ontwikkelingslanden zouden ongetwijfeld meer kunnen doen om hun besparingen, in het bijzonder in de overheidssektor, te vergroten. En ook zou men meer beperkingen moeten opleggen aan de niet-

produktieve overheidsuitgaven. Men dient echter de relatieve betekenis van de door de arme landen opgebrachte binnenlandse besparingen niet te onderschatten. Voor alle ontwikkelingslanden tezamen wordt circa 86% van de investeringen uit binnenlandse besparingen gefinancierd. In tegenstelling tot de vrijwel algemene veronderstelling maakt de buitenlandse hulp dus slechts een klein percentage uit. Het absolute bedrag van de buitenlandse hulp per hoofd is dus gering. Maar ik vraag mij af, hoeveelen Uwer zich zullen realiseren, dat de stroom van buitenlandse hulp naar Afrikaanse landen volgens de laatste gegevens niet meer dan fl. 17,50 per inwoner per jaar bedroeg, dat het overeenkomstige bedrag voor Zuid-Amerika slechts fl. 12,50 is en de hulp aan Azië nog geen fl. 10,-- per hoofd.

Men zal moeten toegeven, dat dit zeer bescheiden bedragen zijn; maar dan rijst onmiddellijk de vraag of de ontwikkelingslanden in staat zouden zijn, effectief gebruik te maken van omvangrijker hulp. Het antwoord hierop moet luiden, dat dit voor de ontwikkelingslanden als totaliteit zeker het geval is. Er worden thans in stijgend tempo grondig voorbereide projecten door de ontwikkelingslanden naar voren gebracht, die gereed zijn voor financiering. De Wereldbank schatte in 1965, dat de ontwikkelingslanden naast de hulp die zij thans reeds ontvangen, tot 1970 nog eens \$3-4 miljard per jaar zouden kunnen opnemen en effectief aanwenden, hetgeen een bescheiden bedrag is vergeleken met de toename van het gezamenlijke inkomen van de ontwikkelde landen van \$40-50 miljard per jaar. Deze schatting is ons inziens nog steeds juist.

Met deze feiten voor ogen stelde George Woods, de President van de Wereldbank, nu al $1\frac{1}{2}$ jaar geleden de vraag van een verdere aanvulling van de middelen van de International Development Association aan de orde. De I.D.A. werd in 1960 als een neveninstelling van de Wereldbank in het leven geroepen om in het bijzonder te voorzien in de behoefte van die ontwikkelingslanden, wier vermogen om een produktief gebruik te maken van kapitaalmiddelen groter was dan hun vermogen om op conventionele voorwaarden te lenen. De I.D.A. verstrekkt kredieten op gemakkelijke financiële voorwaarden - gewoonlijk voor een termijn van 50 jaar zonder interest en met een aanloopperiode van 10 jaar, waarin geen terugbetaling vereist is - teneinde voor de zeer arme landen een voortzetting van hun groei mogelijk te maken. Ik wijs er hierbij met nadruk op, dat t.a.v. de projecten die ~~met~~ I.D.A.-geld worden gefinancierd, dezelfde hoge economische, technische en organisatorische eisen worden gesteld als aan de Wereldbank-projecten, en dat de landen, die een beroep doen op de schaarse middelen van de I.D.A., moeten voldoen aan strenge maatstaven t.a.v. hun eigen ontwikkelingsbeleid. In tegenstelling tot de Wereldbank, die over een groot aandelenkapitaal beschikt en zich voorts middelen verschaft door leningen op de kapitaalmarkt op te nemen, is de I.D.A. afhankelijk van bijdragen van de aangesloten regeringen, en in het bijzonder de regeringen van de industrielanden. Bij haar oprichting kon de I.D.A. beschikken over bijdragen tot een bedrag van ongeveer \$750 miljoen. In 1964 werd men het eens over een eerste aanvullingsronde, waarbij de rijke landen een bedrag van nog eens \$750 miljoen be-

schikbaar stelden, dat bedoeld was om de kredietbehoeften voor drie jaar te dekken. Deze drie jaar zijn nu voorbij en I.D.A.'s mogelijkheden voor verdere kredietverlening zijn opnieuw uitgeput.

Mr. Woods had voorgesteld de I.D.A. middels een nieuwe aanvullingsronde in staat te stellen haar aktiviteiten tot het drievoudige uit te breiden. Voor deze aanzienlijk hogere bedragen waren wij vooral aangewezen op de bijdragen van zeven landen, die tot dusverre 85% van de middelen van de I.D.A. bijeengebracht hebben, namelijk de Verenigde Staten, Canada, Japan, Engeland, Frankrijk, Duitsland en Italië. Betalingsbalansproblemen en budgetaire moeilijkheden in enkele dezer landen hebben het bereiken van ons doel verhinderd. Na langdurige onderhandelingen verwachten wij thans dat de I.D.A. \$1200 miljoen aan nieuwe middelen zal ontvangen voor een tijdperk van 3 jaar, dat wil zeggen 60% hoger dan over de afgelopen drie-jarige periode.

Hoe belangrijk ook, de aanvulling van de middelen van de I.D.A. vormt slechts een gedeeltelijke oplossing voor de problemen, waarmee wij thans geconfronteerd worden. Zoals ik aan het begin van mijn betoog reeds gesteld heb, ben ik van oordeel dat de geïndustrialiseerde landen hun ontwikkelingshulp aan een algehele herwaardering moeten onderwerpen. Zij zouden zich moeten bezinnen op de doelstellingen, die zij nastreven in hun betrekkingen met ontwikkelingslanden, en de plaats moeten bepalen, die deze betrekkingen toekomt in het geheel der nationale doelstellingen. Vervolgens kunnen zij dan bepalen of de middelen en de methoden die thans bij de ontwikkelingshulp worden toegepast in overeenstemming zijn met

hun doelstellingen. Dit "gewetensonderzoek" zal hen er hopelijk toe brengen, nieuwe doelstellingen en een nieuwe benadering van de ontwikkelingshulp te formuleren, die een stimulans vormen voor de bijstand aan de achtergebleven gebieden.

Ik zou U onmiddellijk enkele onderwerpen kunnen noemen, waarop men zich in ieder geval zou moeten bezinnen. Ik denk hierbij in de eerste plaats aan de omvang en de voorwaarden van de ontwikkelingshulp, die door de ontwikkelde landen verstrekt wordt. Een van de uitkomsten van het onderzoek zal hopelijk zijn, dat de ontwikkelde landen aanvaarden, dat er meer hulp vereist is. Hiertoe zouden alle geïndustrialiseerde landen een passend aandeel van hun nationaal inkomen als een vaste last in het kader van hun economisch beleid moeten earmarken; dit bedrag mag dus niet als een sluitpost beschouwd worden, waarop men in geval van betalingsbalans- of budgetaire moeilijkheden bezuinigt. Een aantal landen, Nederland, Canada, Denemarken, Duitsland, Japan en Zweden hebben al stappen in deze richting genomen. Ten tweede dient men zich te realiseren, dat het uiteindelijk niet gaat om de bruto-omvang van de hulp maar om de netto-omvang. Op het ogenblik is het reeds noodzakelijk, dat de hulp verstrekt door de ontwikkelde landen in omvang toeneemt, alleen al teneinde een vermindering van de netto-omvang van de financiële hulp te voorkomen. Tevens is het uitermate wenselijk de totale omvang van de schuldendienst in het oog te houden. Wanneer een land door kortlopende kredieten en hoge rente zeer zware rente- en aflossingsverplichtingen krijgt, betekent dit niet alleen, dat de brutobehoefte aan hulp verder toeneemt, maar tevens dat de onzekerhe-

den, die van jaar tot jaar optreden over het beschikbaar komen van hulp in de vereiste omvang groter worden.

Dit brengt mij weer op een verwant onderwerp, namelijk de noodzaak dat de geïndustrialiseerde landen hulp gaan toezeggen op lange termijn in plaats van van jaar tot jaar. De donorlanden verwachten terecht, dat de ontvangende landen ontwikkelingsplannen op middellange termijn opstellen en stellen dit vaak als voorwaarde voor hulpverlening. De achtergebleven gebieden kunnen echter onmogelijk betrouwbare plannen voor de toekomst maken, als zij niet weten op hoeveel buitenlandse hulp zij gedurende de planperiode kunnen rekenen.

Het is verheugend te kunnen constateren dat in Nederland de discussie over deze vragen al enige tijd gaande is. De Nota-Bot, die in 1966 verscheen, vormde in de zomer van 1967 het onderwerp van uitvoerige discussies in het parlement. De rede van Minister Udink in de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties zowel als de woorden van Minister Witteveen tijdens de jaarvergadering van de Wereldbank en het Internationaal Monetair Fonds in Rio de Janeiro weerspiegelen dan ook duidelijk dat de gedachtenvorming in Nederland reeds tot bepaalde concrete besluiten geleid heeft. Door Minister Witteveen zijn als aspecten van het huidige Nederlandse beleid ten aanzien van de ontwikkelingshulp naar voren gebracht ten eerste, de noodzaak om voor de ontwikkelingshulp een vaste plaats in te ruimen op de nationale begroting, en deze post niet langer te behandelen als een sluitpost die onderhevig is aan de wisselvalligheden van de nationale betalingsbalans (én het overheidsbudget, zou ik persoonlijk zeggen). Voorts, aanvaarding van

de gedachte dat het aandeel van de donorlanden in het totaalbedrag der ontwikkelingshulp uit overheidsmiddelen gebaseerd wordt op de relatieve economische draagkracht van elk dier landen, af te meten aan hun nationale inkomen. Ten derde, aanvaarding van de gedachte dat ononderbroken groei in de ontwikkelingslanden vraagt om continuïteit in de stroom der financiële middelen die de rijke landen ter beschikking stellen.

De volgende vraag, die bij een herwaardering van het ontwikkelingsbeleid naar voren komt, betreft de rol van de multilaterale instellingen. Meer dan 80% van de ontwikkelingshulp wordt op bilaterale basis verleend, maar de omvang van de hulp die via de multilaterale instellingen wordt verstrekt, neemt voortdurend toe. Naar mijn overtuiging is dit een ontwikkeling, die het nut van de ontwikkelingshulp slechts kan vergroten. De Wereldbankgroep bijvoorbeeld heeft slechts één doel, namelijk de versnelling van de economische groei. Zij behoeft niet ook nog rekening te houden met exportbevordering, of steun te zoeken voor de een of andere buitenlandse politiek.

Laat mij vanavond slechts twee andere specifieke voordelen van de multilaterale benadering aan U voorleggen, waarbij ik vanzelfsprekend in het bijzonder denk aan de Wereldbankgroep. In tegenstelling tot de meeste bilaterale hulp en in sommige gevallen regionale hulp is de multilaterale hulp niet gebonden aan aankopen in een bepaald land. De Wereldbank verwacht dat de leningopbrengst daar besteed wordt, waar de goederen en diensten op de beste voorwaarden verkregen kunnen worden. Onze ervaring heeft ons geleerd,

dat deze politiek aanzienlijke financiële voordelen met zich meebrengt. Het tweede voordeel is, dat de Wereldbankgroep beter in staat is de economische prestaties van de ontwikkelingslanden te beïnvloeden. Aangezien de hulp van de Bank niet op politieke of commerciële overwegingen berust en de landen in de meeste gevallen hopen op continue goede relaties, verkeert zij in een betere positie om er op toe te zien, dat de ontwikkelingslanden met name verplichtingen ten aanzien van hun beleid werkelijk nakomen.

De multilaterale hulpverlening moge dan al vele voordelen hebben, dit neemt niet weg, dat het grootste gedeelte van de hulp zoals gezegd nog steeds op bilaterale basis verleend wordt. Dit heeft de Bank ertoe gebracht naar wegen te zoeken, de bilaterale hulp enkele van de voordelen van de multilaterale benadering te verschaffen. Zij heeft zich daarbij in het bijzonder geconcentreerd op samenwerking tussen hulpgevers en coördinatie van hulpaktiviteiten.

Eén wijze van coördinatie van hulp is om dit in het kader van een enkel projekt te doen. In Nigérië hebben b.v. Nederland en drie andere landen met de Bank samengewerkt bij de financiering van de buitenlandse valutakosten voor de grote Niger-dam. Het Nederlandse aandeel aan deze financiering staat duidelijk vast en is bekend in Nigérië; maar de Wereldbank draagt de verantwoordelijkheid voor het toezicht op de uitvoering van het projekt en in zekere mate ook voor het geldelijk beheer.

Een nog verder gaande coördinatie treft men aan bij de irri-

gatie- en ontwikkelingswerken die thans in uitvoering zijn in het stroomgebied van de Indus in West-Pakistan. De Wereldbank treedt op als coördinator van deze projekten en als beheerder van de enorme bedragen, meer dan 1 miljard dollar, die door een aantal regeringen bij wijze van schenking of lening daarvoor ter beschikking zijn gesteld.

Coördinatie kan ook plaats vinden in een groter kader, namelijk dat van de totale financiële hulp aan een bepaald ontwikkelingsland. Dit heeft geleid tot de vorming van z.g. consultatieve groepen, waarin donorlanden en -instellingen hun ontwikkelingshulp aan een bepaald land kunnen coördineren.

Tot dusverre zijn er onder auspiciën van de Wereldbank consultatieve groepen tot stand gekomen voor twaalf landen, namelijk Thailand, Maleisië, Marokko, Oost-Afrika, Peru, Korea, Columbia, India, Nigeria, Pakistan, Soedan en Tunesië. Nederland is naar ik meen in al deze groepen vertegenwoordigd. Als voorzitter van deze groepen neemt de Bank de verantwoordelijkheid op zich om periodiek een diepgaand onderzoek in te stellen naar de prestaties en problemen alsmede de behoeften aan hulp van de ontwikkelingslanden in kwestie. Op basis van dit onderzoek doet de Bank aanbevelingen betreffende bepaalde sektoren en projekten die bij voorrang in aanmerking komen voor buitenlandse financiering. Ten slotte geeft de Bank haar visie op de door de landen opgegeven behoeften aan buitenlandse hulp en de meest aangewezen bedragen, vormen en voorwaarden waarop die hulp verstrekt zou kunnen worden. De voorwaarden waarop de hulp verstrekt wordt, spelen naast de omvang van de

hulp, uiteraard een zeer belangrijke rol. Bij het verstrekken van ontwikkelingshulp dient men rekening te houden met de schuldpositie van het ontvangende land; het verstrekken van leningen op niet daar-aan aangepaste voorwaarden kan alleen maar tot moeilijkheden leiden. En dit is een probleem dat niet door elk der hulpverstrekende lan-den afzonderlijk aangepakt kan worden; het vraagt uit de aard der zaak om een internationale benadering. In het algemeen kan gesteld worden, dat de consultatieve groepen redelijk succes hebben gehad en in toenemende mate zijn erkend als een zeer belangrijk onderdeel van de internationale ontwikkelingsstructuur. Voor de kleinere donorlanden hebben de consultatieve groepen nog dit voordeel dat zij hen in staat stellen een bijdrage te leveren in de ontwikkelingshulp zonder daarbij genoodzaakt te zijn een omvangrijk administratief apparaat in het leven te roepen. Enkele dezer landen w.o. Nederland hebben dan ook besloten om een groot deel of zelfs het totaal van hun hulp in het kader van consultatieve groepen te verlenen.

In dit verband mag zeker niet onvermeld blijven een consultatieve groep die dit keer niet op initiatief van de Wereldbank maar van Nederland is opgericht, nl. de groep voor hulp aan Indonesië. De Wereldbank neemt aktief aan het werk van deze groep deel, waarbij haar inbreng tot nu toe bestaan heeft in het uitbrengen van rapporten over de economische toestand in Indonesië en de hulpbehoeften, zowel op korte als lange termijn. Wij hopen echter in de nabije toekomst ook tot de financiering van projecten, en wel in de landbouw- en transportsektoren over te gaan. Een van de fakto-

ren die dit tot nu toe niet hebben mogelijk gemaakt was de uitputting van de middelen van de I.D.A. Indonesië is namelijk op het ogenblik niet in staat verplichtingen aan te gaan op de conventionele leningvoorwaarden, een rentevoet van $6\frac{1}{4}\%$, die de Wereldbank zelf verplicht is te stellen. Voorts hebben wij een van onze meest ervaren stafleden op dit gebied aan de Indonesische regering ter beschikking gesteld om haar van advies te dienen bij de beoordeling van prioriteiten voor technische hulp en de voorbereiding van projecten.

Het probleem van de coördinatie van hulp en van de taakverdeling der verschillende deelnemers aan deze aktiviteiten heeft nog een nieuwe dimensie gekregen door het optreden van de regionale ontwikkelingsbanken. Er zijn in de laatste jaren drie nieuwe regionale banken tot stand gekomen, de Inter-Amerikaanse, de Afrikaanse en de Aziatische Ontwikkelingsbank. Van de laatste is ook Nederland lid. In zoverre als deze banken er in zullen slagen hun doelstelling, bevordering van de ontwikkeling in de desbetreffende gebieden van de wereld, te verwesenlijken door mobilisering van hulpmiddelen die anders wellicht niet voor produktieve doeleinden beschikbaar gekomen zouden zijn, of door zich te concentreren op projecten die zich vanwege hun regionaal karakter in het bijzonder lenen voor regionale financiering, kan hun optreden slechts toegejuicht worden. Duplicering van de taken van reeds bestaande internationale organisaties dient echter vermeden te worden.

Ik heb tot nu toe in mijn betoog nog geen gewag gemaakt van de betrekkingen tussen de Wereldbankgroep en de Verenigde Naties, en

het lijkt mij van belang juist in deze kring daarop in het kort in te gaan.

De Wereldbank en haar zusterinstellingen zijn gespecialiseerde organisaties in de zin van het Handvest der V.N. Wij hebben dan ook de gebruikelijke "relationship agreements" met de V.N. gesloten. De inhoud daarvan weerspiegelt echter het feit dat de Wereldbankgroep veel onafhankelijker staat van de V.N. dan b.v. Unesco of de F.A.O. De oorzaak hiervan is gedeeltelijk te zoeken in de financiële zelfstandigheid van de Wereldbankgroep, die haar administratieve kosten bestrijdt uit haar inkomsten en dus daarvoor geen beroep op de ledenlanden behoeft te doen, en andersdeels in de aard van de activiteiten van de Wereldbankgroep die volgens haar statuten zich buiten de politiek heeft te houden, en ook afgezien daarvan wellicht moeilijkheden zou ondervinden bij het plaatsen van emissies op de kapitaalmarkten indien zij bij haar werkzaamheden politieke richtlijnen vastgesteld door de V.N. in acht zou moeten nemen. Men kan het betreuren dat de Wereldbank (waar de stemmenverhoudingen overigens ook nog heel anders liggen dan in de V.N.) zich niet gerechtigd heeft geacht de aanbevelingen van de Algemene Vergadering inzake een financiële boycot van Portugal en Zuid-Afrika te aanvaarden, en zich op het standpunt heeft gesteld dat zij haar leningspolitiek terzake van deze landen naar haar eigen economische criteria moet kunnen uitvoeren, omdat aldus de indruk wordt gewekt van een schisma tussen de Wereldbank en de andere leden van het V.N. gezin. Maar men moet deze zaak ook weer niet te ernstig oppassen. Ik had de eer en het twijfelachtige genoegen het beleid

van de Wereldbank in deze voor de Vierde Commissie van de Algemene Vergadering te verdedigen, waarbij het gehele Westen, daaronder begrepen Nederland, zich bijzonder stil hield, alhoewel de desbetreffende delegaties zich in de wandelgangen in zeer lovende bewoordingen uitlieten over mijn betoog. Belangrijker is, dat buiten de vergadering een groot aantal ontwikkelingslanden blijk gaf van het besef dat, alhoewel zij zich in casu bij de stemming niet met het standpunt van de Bank konden verenigen, het van groot belang was dat de Wereldbank niet het oog gericht behoeft te houden op de steeds wisselende allianties in de V.N. Men begrijpt daar het "hodie tibi, cras mihi" zeer wel.

Afgezien van het zojuist besproken probleem, dat hoofdzakelijk van theoretische aard is, hebben wij zeer nauwe en vruchtbare relaties met de V.N. Laat mij U een paar voorbeelden noemen. Wij werken nauw samen met het V.N. Ontwikkelingsprogramma, dat zoals U weet zowel technische hulp als pre-investeringsstudies omvat, en daarvoor over zeer belangrijke bedragen, ongeveer \$200 miljoen per jaar, beschikt. Wijzelf onthouden ons van directe aktie op deze gebieden, tenzij de V.N. niet in staat of bereid is op te treden. Wel treden wij veelvuldig op als Executing Agency van de V.N. voor pre-investeringsstudies voor projecten die eventueel later voor financiering door onze groep in aanmerking zouden komen.

Dan hebben wij in voorkomende gevallen op verzoek van de V.N. (de UNCTAD daaronder begrepen) veelomvattende studies verricht op het gebied van de financiering van economische ontwikkeling. Ik noem als voorbeelden de studie omtrent het z.g. Horowitz plan

en het Engels-Zweedse voorstel voor supplementaire financiering (helaas kan ik op geen van beide hier nader ingaan), de kwestie van exportkredieten en ten slotte het probleem van multilaterale investeringsgaranties, waarop ik in ander verband nog terugkom.

Met de F.A.O. en Unesco werken wij intensief samen inzake de identifikatie en voorbereiding van financieringsprojekten op het gebied van landbouw en onderwijs.

Het komt mij voor dat er dus in het V.N. gezin een zeer gelukkige taakverdeling bestaat.

Ik mag echter niet onvermeld laten dat er in de V.N. een stroming is om het Ontwikkelingsprogramma verder uit te bouwen tot de sfeer van de kapitaalverschaffing. Het zal U niet verbazen wanneer ik U zeg dat wij hierin totaal geen heil zien. Het idee is trouwens door vrijwel alle kapitaal exporterende landen afgewezen. Nederland neemt hier een uitzonderingspositie in en dit is dan ook één van de weinige punten waarop wij de Nederlandse V.N. delegatie niet aan onze zijde vinden.

Tot dusver heb ik alleen gesproken over de buitenlandse overheidshulp aan ontwikkelingslanden. Ik zou thans de rol van de buitenlandse partikuliere investeringen willen bezien. Kwantitatief gesproken, is de betekenis van deze investeringen duidelijk. Volgens gegevens voor 1966 bijeengebracht door de O.E.S.O. bedroeg de netto overheidshulp aan ontwikkelingslanden \$6,4 mlrd en de omvang der buitenlandse partikuliere investeringen \$3,4 mlrd. Zelfs wanneer men de investeringen in de aardolieproduktie elimineert, vormt het resterend bedrag van pl.m. \$2,8 mlrd nog steeds een

aanzienlijke bijdrage. Ook de kwalitatieve betekenis is duidelijk. Buitenlandse partikuliere investeringen in ondernemingen verschaffen de ontwikkelingslanden een gedeelte van de technische "know how" en de organisatorische en administratieve kundigheden, waar aan zij zo'n groot gebrek hebben. Het is daarom te betreuren dat er momenteel niet voldoende partikulier kapitaal vloeit naar de gebieden, die daaraan behoeft te hebben. Er kan geen twijfel aan bestaan, dat een van de ernstigste belemmeringen voor deze partikuliere kapitaalstroom samenhangt met de angst van de investeerders, dat hun investeringen blootgesteld zullen zijn aan politieke risico's, zoals openlijke onteigening zonder passende vergoeding, overheidsingrijpen dat niet veel verschilt van onteigening, waardoor de investeerder grotendeels het beheer over en de opbrengsten van zijn investeringen worden ontnomen, en het niet nakomen door de regering van het ontvangende land van kontraktuele verplichtingen op grond waarvan men tot investeringen was overgegaan.

Het vertrouwen van investeerders niet alleen in het betreffende land, maar in alle ontwikkelingslanden wordt geschokt, wanneer zich ernstige gevallen van politiek risico voordoen. Wij staan voor het feit, dat investeringen, die in het verleden verricht zijn in een situatie van werkelijke of vermeende ongelijkheid van de betrokken partijen, in de huidige zich wijzigende wereld bijzonder kwetsbaar zijn. Dit geldt niet alleen voor investeringen verricht in de periode vóór de Tweede Wereldoorlog in Afrika en Azië onder koloniaal beheer, maar evenzeer voor investeringen in Latijns-Amerika. Het komt voor, dat ontwikkelingslanden jegens buitenlandse

investeringen tot akties overgaan, die onder geen enkele omstandigheid te rechtvaardigen zijn. Toch moeten wij er volgens mij niet van uitgaan, dat deze behandeling noodzakelijkerwijs maatgevend is voor de behandeling, die nieuwe buitenlandse investeringen in de toekomst in de ontwikkelingslanden te wachten staat. Het is van essentieel belang en het zou mogelijk moeten zijn, dat ontwikkelde en ontwikkelingslanden nieuwe, betere betrekkingen creëren ten aanzien van de buitenlandse investeringen in de huidige gewijzigde omstandigheden. Op het moment beheersen wederzijdse achterdocht en ambivalentie maar al te vaak de relaties tussen de ontwikkelingslanden en de buitenlandse investeerders. De ontwikkelingslanden, en in het bijzonder de jonge onafhankelijke Staten, beseffen dat zij de buitenlandse investeerder nodig hebben, maar het feit dat zij van hem afhankelijk zijn, wekt wrokgemoelens bij hen op. De buitenlandse investeerders, die zich hiervan bewust zijn, dringen hunnerzijds dikwijls aan op hoge opbrengsten en snelle repatriatie, voordat zij bereid zijn geld in een ontwikkelingsland te investeren, omdat zij uitgaan van de veronderstelling dat hun investeringen te zijner tijd onteigend zullen worden. De ontwikkelingslanden stemmen dikwijls bereidwillig in met royale voorwaarden voor de buitenlandse investeerders, omdat zij eveneens bewust of onbewust veronderstellen, dat de investeringen op een later tijdstip overgenomen zullen worden. Op deze manier wordt een vicieuze cirkel gecreëerd. Het is thans hoog tijd, dat ontwikkelde en ontwikkelingslanden beide ernstig overwegen, op welke wijze deze situatie verholpen kan worden, en tot een

nieuwe beschouwingswijze komen betreffende de buitenlandse investeringen, die beide partijen ten goede zou komen. De buitenlandse investeerders dienen te beseffen, dat de tijden veranderd zijn; de dagen van de "Staat binnen de Staat" zijn voorbij. Buitenlandse investeerders hebben in bijzondere gevallen de redelijkheid erkend van een heronderhandeling over de voorwaarden van hun bestaande investeringen in de ontwikkelingslanden, voorwaarden die lang geleden waren vastgesteld onder omstandigheden die zeer verschillend waren van de huidige. Ik ben ook van mening, dat de mogelijkheden van de "joint venture", waarin buitenlands en inheems kapitaal beide een rol spelen en op een billijke grondslag delen in de opbrengsten van de onderneming, meer aandacht verdienen. Om het volkomen duidelijk te stellen: ik pleit dus voor een soepele houding van de zijde van de investeerders en betwijfel de juistheid en de praktische betekenis van het star vasthouden aan eenmaal verkregen rechten, ongeacht de omstandigheden; maar anderzijds wens ik met de grootst mogelijke nadruk te stellen, dat de investeerder recht heeft op een behoorlijke en billijke behandeling, een behandeling die hij, het moet worden gezegd, niet altijd krijgt.

Gezien het eminente belang van een vergroting van de partikuliere kapitaalstroom, is het begrijpelijk dat wij ons hebben afgevraagd of de Bank niet op de een of andere wijze gebruik zou kunnen maken van haar reputatie van integriteit en onpartijdigheid om te helpen de bestaande belemmeringen voor de internationale partikuliere investeringen uit de weg te ruimen.

Wij zijn er ons daarbij van bewust geweest dat de pogingen

van de Internationale Kamer van Koophandel en later de O.E.S.O. om een materieel-rechtelijke bescherming van de buitenlandse belegger te bereiken op multilaterale basis, weinig kans op sukses boden. Voor het ogenblik althans schijnt deze materie zich alleen voor bilaterale regelingen, veelal juist in verband met nieuwe investeringen, te lenen. De Duitsers zijn hierin voorgegaan, maar ook Zwitserland, België en Nederland hebben een aantal bilaterale akkoorden met ontwikkelingslanden gesloten.

Wel zagen wij een mogelijkheid om het probleem van het ongunstige investeringsklimaat van de formeel-rechtelijke, de procesuele kant aan te pakken. Het kwam ons voor dat er al heel wat gewonnen zou zijn, indien men met terzijde laten van alle materiële bepalingen, een internationaal forum zou kunnen scheppen ter beslechting van investeringsgeschillen tussen Staten en buitenlandse beleggers, een forum waartoe de belegger rechtstreeks toegang zou hebben zonder de bemiddeling van zijn regering in te roepen. Weliswaar zou men de jurisdictie van een dergelijk forum moeten beperken tot gevallen waarin de partijen waren overeengekomen om een geschil aan arbitrage of verzoeningspogingen te onderwerpen, maar men zou tevens moeten vastleggen dat een dergelijke overeenkomst door geen der beide partijen eenzijdig zou kunnen worden opgezegd. En hiermee heb ik U zeer in het kort een beschrijving gegeven van een verdrag dat binnen het kader van de Wereldbank groep geformuleerd is en op 14 oktober 1966 in werking is getreden, nl. de Conventie tot Beslechting van Investeringsgeschillen tussen Staten en Onderdanen van Andere Staten. De Conventie is getekend door 57

Staten, waarvan er 37 hun ratifikatie-oorkonden reeds hebben gedeponeerd. Het zal U interesseren dat nog geen week geleden Indonesië de Conventie heeft getekend. De Indonesische regering doet thans energieke pogingen om buitenlands partikulier kapitaal aan te trekken. Bij een bezoek dat ik twee maanden geleden aan Djakarta bracht, kreeg ik de overtuiging dat de regering er zich ten volle van bewust is dat zij deze beleggers zekere garanties moet bieden, en de ondertekening van de Conventie moet in dat licht worden bezien. Beleggers kunnen dus nu een arbitrage-clausule opnemen in de investeringsovereenkomsten die zij met de Indonesische overheid aangaan, en zich aldus de zekerheid verschaffen dat eventuele geschillen voor een onpartijdig internationaal scheidsgerecht zullen worden gebracht. Op grond van de Conventie is een Centrum in het leven geroepen, dat over de nodige faciliteiten beschikt voor verzoenings- en arbitrageprocedures. Ik heb persoonlijk een aantal jaren aan de voorbereiding van de Conventie gewerkt, en als nevenfunctie vervul ik de post van Secretaris-Generaal van het Centrum voor Beslechting van Investeringsgeschillen. Ik zou daarom met genoegen dit onderwerp uitvoeriger willen behandelen, maar ik besef dat er onder U wellicht slechts weinige juristen zijn, terwijl ook de tijd tot zelfbeperking dwingt.

Alvorens af te stappen van de problemen samenhangend met de partikuliere investeringen, zou ik nog enkele woorden willen wijden aan een andere poging, die de Bank thans onderneemt, namelijk het instellen van een multilateraal systeem van verzekering van investeringen. Deze studie verrichten wij op verzoek van O.E.S.O. en

UNCTAD.

Het idee is dat het systeem zal voorzien in verzekering van nieuwe partikuliere investeringen in ontwikkelingslanden tegen risico's van niet-commerciële aard. De risico's, die het systeem zou dekken, zouden mede omvatten onteigening, inbeslagneming of ander overheidsoptreden waardoor de verzekerde investeerder be-roofd wordt van het feitelijk beheer over of de voordelen van zijn investeringen; overheidsrestricties op de omzetting en transfer van de valuta van het aangesloten land, op wiens grondgebied de investering is verricht in een andere valuta; en gewapende conflicten of opstanden. Het enige niet-commerciële risico, dat niet door het systeem gedekt zou worden, zou feitelijk zijn het risico van devaluatie of depreciatie van de valuta. Het ontwerp voor een dergelijk systeem, dat door de staf van de Wereldbank is opgesteld, is aan haar leden voor bestudering en commentaar voorgelegd, en is de basis voor verdere overweging en bespreking, die nu in de Raad van Bestuur van de Bank plaatsvindt.

(Opmerking over Nederlandse investeringsgaranties)

Mijnheer de Voorzitter, in het eerste gedeelte van deze toespraak heb ik gewezen op de noodzaak voor de ontwikkelde landen om te komen tot een doordacht beleid op het gebied van de ontwikkelingsfinanciering uit overheidsmiddelen. Op het gebied van de partikuliere investeringen zijn het wellicht eerder de ontwikkelingslanden, die hun gedachten moeten verduidelijken. Het spreekt vanzelf dat men de ontwikkelingslanden niet kan voorschrijven, dat zij partikulier kapitaal uit het buitenland moeten aanvaarden als part-

ner in hun ontwikkelingsinspanning, noch voor hen kan bepalen wat een redelijke prijs is voor het verkrijgen van deze medewerking. Maar wij hebben sterk het gevoel, dat de houding van vele minder-ontwikkelde landen ten aanzien van partikuliere investeringen uit het buitenland bepaald wordt door het inmiddels achterhaalde verleden in plaats van de huidige feitelijke situatie. Een land dat bekend staat als gastvrij voor partikuliere investeringen, kan verwachten, dat het in de loop der jaren uit een veel grotere kapitaalstroom zal kunnen putten, dan het naburige land, dat uitsluitend op financiering uit overheidsmiddelen vertrouwt.

Dit neemt echter niet weg, dat zelfs in het gunstigste geval partikulier kapitaal slechts in enkele beperkte sektoren van de economie kan helpen en dat enorme bedragen aan overheidsfinanciering essentieel zijn. Zoals ik eerder in mijn betoog heb aangegetoond, hebben de rijke landen geen reden voor zelfvoldaanheid op dit stuk.

Behalve de problemen die ik al heb genoemd, nl. het kwantitatieve zowel als kwalitatieve tekortschieten van de buitenlandse hulp, is er het hele gamma van handelspolitieke problemen. Twee daarvan staan in het centrum van de belangstelling, nl. preferenties voor de industriële produkten van ontwikkelingslanden op de markten van de rijke landen, één van de onderwerpen die nu in New Delhi op de UNCTAD conferentie worden behandeld, en de stabilisering van grondstoffenprijzen. Hoewel dit onderwerp ook wellicht in de eerste plaats in de UNCTAD sfeer thuishoort, heeft Frankrijk op de laatste jaarvergadering van Bank en Fonds in Rio

de Janeiro het initiatief genomen om beide instellingen te verzoeken dit probleem te bestuderen en tevens aan te geven op welke wijze zij financiële medewerking zouden kunnen verlenen om tot een oplossing te geraken.

U ziet, het is niet moeilijk om een formidabele agenda op te stellen van punten die dringend om een oplossing vragen. In 1966 heeft de Heer Woods een oproep tot alle ontwikkelde landen gericht om een topconferentie over ontwikkelingshulp bijeen te roepen, waar aan zowel Ministers van Buitenlandse Zaken, van Financiën als van Ontwikkelingshulp zouden moeten deelnemen. Doel van deze conferentie zou moeten zijn het definiëren van een weloverwogen en voor allen aanvaardbare plaats in de internationale betrekkingen voor een krachtig en doeltreffend ontwikkelingsbeleid. Helaas is aan deze oproep geen gehoor gegeven. Een soortgelijke gedachte, gekoppeld aan een voorstel voor een Ontwikkelingshandvest, is op de laatste Algemene Vergadering van de V.N. naar voren gebracht door Minister Udink, maar ook hij heeft weinig weerklank gevonden. Misschien is een beter lot beschoren aan een voorstel dat de Heer Woods in november van vorig jaar in Stockholm heeft gedaan voor een "Grand Assize" waarin een aantal topfiguren een onderzoek zouden instellen naar de ervaringen met de ontwikkelingsinspanning opgedaan in de laatste twintig jaar en daaruit gevolgtrekkingen zouden maken voor de toekomst.

Dames en Heren, ik kom tot het besluit van mijn betoog. U zult het met mij eens zijn dat het moeilijk is om de toekomst optimistisch in te zien. Toch is dit de enige houding die ons past.

Wij moeten geloven dat een beter inzicht in de ontwikkelingsproblematiek de politieke leiders van de rijke landen ten slotte, en moge het spoedig zijn, tot daadwerkelijke aktie zal doen overgaan. De steun van organisaties zoals de Uwe is daarbij onontbeerlijk.

Eng Fr + Sp.

Address by A. BROCHES, Secretary-General, to the Second
Annual Meeting of the ICSID Administrative Council

(September 30, 1968)

Once again I have the pleasure and the honor to address the Administrative Council of the Centre.

The Second Annual Report of the Centre, which I have submitted to the Council, records its operations and developments during its first fiscal year.

As the Report shows, Governments and investors as well as scholars have continued to show a keen interest in the procedures and facilities of the Centre.

The qualifications and experience of the persons whom Contracting States have thus far designated to serve on the Panels of Arbitrators and of Conciliators of the Centre is further evidence of the importance that Contracting States attach to the existence of the Centre and should encourage investors and Governments alike to make full use of the procedures it offers.

The two United Nations studies referred to in the Annual Report confirm the wide support the Centre has received in the international community and set forth in a forceful and convincing manner the reasons why Governments concerned with the pressing problem of accelerating economic development in the world, whether they are capital exporters or capital importers, should not overlook the benefits they and their investors can derive from participation in the Centre. It is my hope that as time goes by more countries that may have had initial reservations regarding the establishment of the Centre will find it a useful tool for implementing their policies and attitudes toward private foreign investment.

The flexibility of the methods and procedures for the settlement of investment disputes provided by the Convention under which the Centre was established is reflected in the variety of arrangements already made by some of the Contracting States. Afghanistan, for instance, has chosen to incorporate in its Foreign and Domestic Private Investment Law a provision for recourse to the jurisdiction of the Centre in order to settle disputes that might arise under that law. Indonesia and the Netherlands have elected to include in their recently negotiated agreement for economic cooperation a completely reciprocal covenant by each State to allow investors of the other State to have recourse to the jurisdiction of the Centre with respect to investments covered by the agreement and also to require their own investors to consent to the Centre's jurisdiction. The Official Gazettes of Iceland, the Ivory Coast, Mauritania and Senegal show that these countries have included in certain agreements with foreign investors clauses providing for arbitration of disputes before the Centre.

Other governments have made or may make use of the facilities of the Centre in similar or other ways and it has been my task during the past year to offer suggestions

and advice to Governments and investors who wished to explore how the procedures of the Centre could be best applied to their problems.

The Annotated Model Clauses issued by the Centre and referred to in the Annual Report should be helpful to Governments and investors, but I wish to stress that the Secretariat remains ready to extend further individual assistance to Contracting States in shaping legislative, conventional or contractual clauses to meet the requirements of the Convention.

At times the World Bank Group is asked to provide technical advice or assistance to its member Governments in preparing suitable legislation for the promotion and protection of foreign investments. In relation to these the expertise of the Secretariat will be readily available to help formulate, if the Government so desires, appropriate clauses for settlement of disputes.

From our experience in this field, short as it is, we have found that often investments require arrangements with several investors whose legal status or business interests may differ. The existing Rules of the Centre do not always conveniently fit the case of multilateral disputes and therefore the Secretariat is studying appropriate modifications or additions to the Rules which would facilitate the use of the Centre for such cases. Suitable proposals will be submitted to the Council in due course.

At last year's meeting, I mentioned to the Council the widely felt need for appropriate procedures to facilitate the renegotiation of existing agreements between Governments and investors and the possible role the Centre might be called to play in these procedures. The report of the UN Department of Economic and Social Affairs referred to in the Annual Report emphasizes the advantages of institutionalizing these procedures and the Secretariat will continue studying whether and how the Centre might perform a useful function in this respect.

Mr. Chairman, it will take time before Contracting States and other States which have not yet joined the Centre fully realize and exploit the potential benefits they can derive from the availability of its procedures and facilities. It is our task to help bring about this realization.

BIOGRAPHY OF ARON BROCHES
Secretary-General of the International Centre for
Settlement of Investment Disputes

Mr. Broches, a citizen of the Netherlands, was appointed General Counsel of the International Bank for Reconstruction and Development (World Bank) on March 10, 1959. He has been a Member of the President's Council since its establishment on December 31, 1964. Mr. Broches is also ex officio General Counsel of the Bank's affiliate, the International Development Association.

Mr. Broches was born in Amsterdam in 1914. He qualified as Master of Laws from the University of Amsterdam in 1936, becoming a Doctor of Laws of the same university in 1939, and in 1942 graduated LL.B. from Fordham University, New York.

Mr. Broches joined the staff of the Bank in 1946. Previously Mr. Broches had served in the Netherlands Government and was legal adviser to the Netherlands delegations to the United Nations Monetary and Financial Conference at Bretton Woods in 1944, and to the Inaugural Meeting of the Bank and the International Monetary Fund in Savannah in 1946.

Mr. Broches was in charge of the staff work on the Convention on the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of Other States, and presided over meetings of legal experts designated by governments in Addis Ababa, Santiago de Chile, Geneva, Bangkok and Washington. On the entry into force of the Convention he was, at the Inaugural Meeting of the Administrative Council of the Centre, elected as its first Secretary-General.

He has lectured and delivered papers on legal aspects of the Bank's operations and on the Bank generally before professional and business groups in the United States and Europe, and has published articles in legal journals. In 1959 he gave a course at the Academy of International Law at The Hague on "International Legal Aspects of the Operations of the World Bank".

Discours de M. A. Broches à la Seconde Session Annuelle
du Conseil Administratif du CIRDI

(le 30 septembre 1968)

Messieurs,

J'ai de nouveau le plaisir et l'honneur de prendre la parole devant le Conseil Administratif du Centre.

Le Deuxième Rapport Annuel du Centre, qui a été soumis au Conseil, rend compte des activités du Centre et des événements survenus au cours de son premier exercice. Comme l'indique le Rapport, les Gouvernements et les investisseurs ont continué à démontrer un intérêt profond pour les procédures et disponibilités du Centre, qui ont également continué à faire l'objet d'études scientifiques.

Les qualifications et l'expérience des personnes désignées jusqu'ici par les Etats contractants pour figurer sur les Listes d'Arbitres et de Conciliateurs du Centre sont une preuve supplémentaire de l'importance qu'accordent les Etats contractants à l'expérience du Centre, et devraient encourager tant les investisseurs que les Etats à faire pleine utilisation des procédures qu'il offre.

Les deux études des Nations Unies citées dans le Rapport Annuel confirment également la faveur avec laquelle le Centre a largement été accueilli dans la communauté internationale, et expriment de façon ferme et convaincante les raisons pour lesquelles les Gouvernements soucieux d'accélérer le développement économique du monde, qu'ils soient importateurs ou exportateurs de capitaux, devraient ne pas ignorer les avantages qu'eux et les investisseurs pourraient tirer de leur participation au Centre. J'espère qu'avec le temps, plus de pays qui ont pu avoir des réserves au début en ce qui concerne la création du Centre, trouveront qu'il constitue un moyen utile de mettre en oeuvre leur politique générale et leur attitude vis-à-vis des investissements privés étrangers.

La flexibilité des méthodes et procédures de règlement des différends relatifs aux investissements prévues par la Convention en vertu de laquelle le Centre a été créé se reflète déjà dans l'éventail d'arrangements conclus par les Etats contractants. L'Afghanistan, par exemple, a choisi d'incorporer dans sa Loi d'Investissement Privé Etranger et National une disposition prévoyant le recours à la compétence du Centre pour le règlement de tout différend pouvant s'élever dans l'application de cette loi. L'Indonésie et les Pays-Bas ont décidé d'inclure dans l'accord de coopération économique qu'ils ont récemment négocié une clause réciproque permettant aux investisseurs de chaque pays d'avoir recours à la compétence du Centre en ce qui concerne les investissements soumis à l'accord et obligeant en même temps leurs propres investisseurs à consentir à la compétence du Centre. Par ailleurs, les journaux officiels de la Côte d'Ivoire, de l'Islande, de la Mauritanie et du Sénégal montrent que ces pays ont conclu certains accords avec des investisseurs étrangers dans lesquels est prévu l'arbitrage de tout différend sous l'égide du Centre.

D'autres Gouvernements ont fait ou peuvent faire appel aux services du Centre de façon similaire ou autrement, et mon rôle au cours de l'année passée a été de faire des suggestions et de donner des conseils à des Gouvernements et à des investisseurs qui désiraient étudier la façon dont les procédures du Centre pourraient être utilisées au mieux pour répondre à leurs problèmes.

Les Clauses Modèles Annotées distribuées par le Centre et mentionnées dans le Rapport Annuel devraient pouvoir être utiles aux Gouvernements et aux investisseurs, mais je voudrais souligner que le Secrétariat reste disposé à donner toute assistance individuelle supplémentaire aux Etats contractants dans l'élaboration de dispositions législatives ou conventionnelles en vue d'assurer leur conformité aux exigences de la Convention.

Parfois les Etats membres demandent au groupe de la Banque Mondiale de leur fournir des conseils ou de l'assistance techniques dans l'élaboration de textes législatifs relatifs à la promotion et à la protection des investissements étrangers. A cet égard, il pourra aisément être fait appel à l'expertise du Secrétariat pour aider à formuler, si le Gouvernement le désire, des clauses appropriées de règlement des différends.

D'après notre expérience dans ce domaine, toute brève qu'elle soit, nous avons découvert que souvent des investissements exigent des arrangements avec plusieurs investisseurs dont le statut juridique ou les intérêts peuvent différer. Les Règlements actuels du Centre ne s'adaptent pas toujours facilement aux cas de différends multilatéraux, et par conséquent, le Secrétariat étudie des modifications ou des additions appropriées aux Règlements qui pourraient faciliter l'utilisation du Centre dans des cas pareils. Des propositions dans ce sens seront soumises au Conseil au moment voulu.

Lors de la session de l'année dernière, j'ai mentionné au Conseil le besoin de plus en plus pressant qui se faisait sentir d'avoir des procédures capables de faciliter la révision d'accords entre Gouvernements et investisseurs, et le rôle possible que pourrait remplir le Centre dans de telles procédures. Le rapport du Département des Affaires Economiques et Sociales mentionné au Rapport Annuel souligne les avantages d'institutionnaliser ces procédures, et le Secrétariat continuera à étudier la façon dont le Centre pourrait jouer un rôle utile à cet égard.

Monsieur le Président, il faudra un certain temps avant que les Etats contractants, et d'autres Etats qui n'ont pas encore adhéré au Centre, se rendent pleinement compte des avantages éventuels qu'ils pourraient tirer de la disponibilité des procédures et des ressources du Centre, et en profitent pleinement. Notre rôle est de les aider à atteindre cet objectif.

CURRICULUM VITAE DE M. ARON BROCHES,
Secrétaire Général du Centre International pour le Règlement
des Différends Relatifs aux Investissements

M. Broches, de nationalité néerlandaise, a été nommé Jurisconsulte de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (Banque Mondiale) le 10 mars 1959. Il a servi comme membre du Conseil du Président depuis sa création le 31 décembre 1964. M. Broches est également ex officio Jurisconsulte de l'Association Internationale de Développement, organisation affiliée à la Banque.

M. Broches est né à Amsterdam en 1914. Il a obtenu sa licence en droit de l'Université d'Amsterdam en 1936 et son doctorat en droit de la même université en 1939, et en 1942 a obtenu sa licence en droit de l'Université Fordham, de New York.

M. Broches est entré à la Banque en 1946. M. Broches avait antérieurement été au service du Gouvernement néerlandais et était conseiller juridique aux délégations des Pays-Bas à la Conférence Monétaire et Financière des Nations Unies à Bretton Woods, ainsi qu'à l'Assemblée Inaugurale de la Banque et du Fonds Monétaire International à Savannah en 1946.

M. Broches a été chargé de la direction des travaux préliminaires qui ont mené à la Convention pour le Règlement des Différends Relatifs aux Investissements entre Etats et Ressortissants d'Autres Etats, et a présidé aux réunions d'experts juridiques désignés par les Gouvernements tenues à Addis-Abéba, Santiago du Chili, Genève, Bangkok et Washington. Après l'entrée en vigueur de la Convention, il a été élu le premier Secrétaire Général du Centre lors de la Session Inaugurale du Conseil Administratif.

Il a donné des conférences et publié des travaux sur les aspects juridiques des opérations de la Banque, et sur la Banque en général, devant des groupes professionnels et des groupes d'hommes d'affaires tant aux Etats-Unis qu'en Europe, et a publié des articles dans des revues juridiques spécialisées. En 1959, il a donné un cours à l'Académie de Droit International de La Haye, sur "Les Aspects Juridiques Internationaux des Opérations de la Banque Mondiale".

Discurso pronunciado por el señor ARON BROCHES,
Secretario General, ante la Segunda Reunión Anual del
Consejo Administrativo del CIADI

(30 de septiembre de 1968)

Nuevamente tengo el placer y el honor de hacer uso de la palabra ante el Consejo Administrativo del Centro.

El Segundo Informe Anual del Centro, que he sometido a la consideración del Consejo, contiene una reseña de sus operaciones y actividades durante el primer ejercicio económico de su existencia.

Como se señala en el Informe, los gobiernos e inversionistas, así como los miembros del mundo académico, han continuado dando muestras de un profundo interés en los procedimientos y servicios del Centro.

La competencia y experiencia de las personas que han sido designadas hasta la fecha por los Estados Contratantes para integrar las Listas de Arbitros y Conciliadores del Centro, constituyen una prueba más de la importancia que conceden los Estados Contratantes a la existencia del Centro, y habrá de estimular tanto a los inversionistas como a los gobiernos a aprovechar plenamente los procedimientos que éste brinda.

Los dos estudios de las Naciones Unidas que se mencionan en el Informe Anual confirman el amplio apoyo con que cuenta el Centro en la comunidad internacional, y en ellos se exponen, en forma enérgica y convincente, las razones por las cuales los gobiernos que confrontan el apremiante problema de acelerar el desarrollo económico del mundo, ya sean exportadores o importadores de capital, no deberían ignorar los beneficios que tanto ellos como sus inversionistas podrían derivar de su participación en el Centro. Espero que con el transcurso del tiempo, países que tal vez inicialmente hayan tenido dudas sobre la creación del Centro, lleguen a considerarlo como instrumento útil de su política y de sus actitudes hacia la inversión extranjera privada.

La flexibilidad de los métodos y procedimientos para el arreglo de diferencias relativas a inversiones, establecidos por el Convenio en virtud del cual se estableció el Centro, se refleja en las diversas medidas tomadas por algunos de los Estados Contratantes. Por ejemplo, Afganistán ha decidido incorporar en su Ley sobre Inversiones Privadas Extranjeras y Nacionales una disposición relativa al recurso a la jurisdicción del Centro para el arreglo de diferencias que puedan surgir respecto a sus estipulaciones. Indonesia y los Países Bajos resolvieron incluir en su convenio de cooperación económica, concluido recientemente, un compromiso totalmente reciproco por parte de cada Estado de permitir a los inversionistas del otro recurrir a la jurisdicción del Centro en relación con las inversiones amparadas por el Convenio, y también de exigir a sus propios inversionistas que acepten la jurisdicción del

Centro. Los diarios oficiales de la Costa de Marfil, Islandia, Mauritania y Senegal indican que estos países han incluido en ciertos acuerdos suscritos con inversionistas extranjeros cláusulas que estipulan el arbitraje de las diferencias a través del Centro.

Otros gobiernos han utilizado los servicios del Centro en la misma forma, y es posible que otros lo hagan en el futuro, bien sea en forma semejante o diferente; durante el pasado ejercicio me ha correspondido la tarea de formular sugerencias y proporcionar asesoramiento a gobiernos e inversionistas que deseaban determinar la forma en que los servicios del Centro podrían aplicarse mejor a sus problemas particulares.

Los Modelos Anotados de Cláusulas preparados por el Centro, a los que se hace referencia en el Informe Anual, habrán de ser de utilidad a los gobiernos y los inversionistas, pero desearía recalcar que el Secretariado está siempre dispuesto a ayudar a los Estados Contratantes, sobre una base individual, en la redacción de cláusulas legislativas, convencionales o contractuales que se ajusten a los requisitos del Convenio.

En ocasiones, se solicita al Grupo del Banco Mundial que proporcione asesoramiento o asistencia técnica a sus Gobiernos miembros en relación con la preparación de legislación adecuada para la promoción y protección de las inversiones extranjeras. A este respecto, el personal del Secretariado estará disponible para ayudar en la formulación, si así lo desea el Gobierno interesado, de las cláusulas relacionadas con el arreglo de diferencias.

Nuestra experiencia en este campo, aunque corta, nos ha enseñado que las inversiones con frecuencia requieren que se hagan arreglos entre varios inversionistas cuya situación legal o intereses comerciales sean diferentes. Las Reglas actuales del Centro no siempre resultan adecuadas para el arreglo de diferencias multilaterales y, por esa razón, el Secretariado está estudiando posibles modificaciones o adiciones a las Reglas que faciliten la actuación del Centro en casos de esa índole. En su oportunidad, se someterán a la consideración del Centro las propuestas pertinentes.

En la Reunión del año pasado me referí a la gran necesidad que hay de procedimientos adecuados que faciliten la renegociación de acuerdos vigentes entre Gobiernos e inversionistas, así como al papel que el Centro podría desempeñar a ese respecto. En el informe preparado por el Departamento de Asuntos Económicos y Sociales de las Naciones Unidas a que se hace referencia en el Informe Anual, se destacan las ventajas de institucionalizar esos procedimientos, y el Secretariado continuará estudiando la posibilidad de que el Centro participe en actividades de esa índole, y la forma en que podría hacerlo.

Señor Presidente, pasará tiempo antes de que los Estados Contratantes y los otros Estados que todavía no forman parte del Centro se den cuenta cabal de los beneficios que podrían derivar de tener esos procedimientos y servicios a su disposición, y lleguen a aprovecharlos plenamente. A nosotros nos corresponde coadyuvar a que se logre este objetivo.

DATOS BIOGRAFICOS DEL SR. ARON BROCHES
Secretario General del Centro Internacional de Arreglo de
Diferencias Relativas a Inversiones

El señor Broches, ciudadano de los Países Bajos, fue designado Consejero Jurídico General del Banco Internacional de Reconstrucción y Fomento (Banco Mundial), el 10 de marzo de 1959. Ha sido miembro del Consejo de la Presidencia del Banco desde que se estableció el 31 de diciembre de 1964. El señor Broches también es Consejero Jurídico General ex-officio de la Asociación Internacional de Fomento (AIF), organización afiliada del Banco Mundial.

El señor Broches nació en Amsterdam en 1914. Recibió la Licenciatura en Derecho en la Universidad de Amsterdam en 1936 y el Doctorado en la misma Universidad en 1939. En 1942 se graduó en la Facultad de Derecho de la Universidad de Fordham, de Nueva York.

El señor Broches ingresó en el Banco en 1946. Anteriormente había trabajado para el Gobierno de los Países Bajos y fue asesor legal de las delegaciones de su país a la Conferencia Monetaria y Financiera de las Naciones Unidas que se reunió en Bretton Woods en 1944, y a la Sesión Inaugural del Banco Mundial y el Fondo Monetario Internacional celebrada en Savannah en 1946.

El señor Broches tuvo a su cargo la dirección de los trabajos preliminares del Convenio sobre Arreglo de Diferencias Relativas a Inversiones entre Estados y Nacionales de Otros Estados y presidió las reuniones de juristas designados por gobiernos celebradas en Addis-Abeba, Santiago de Chile, Ginebra, Bangkok y Washington. Después de entrar en vigor el Convenio, fue elegido primer Secretario General del Consejo Administrativo en el curso de la Reunión Inaugural de éste.

Ha pronunciado conferencias y presentado trabajos sobre aspectos jurídicos de las operaciones del Banco Mundial y sobre la institución en general, ante grupos profesionales y de negocios de los Estados Unidos y Europa, y ha escrito artículos sobre el tema para publicaciones especializadas. En 1959 dictó un curso en la Academia de Derecho Internacional de La Haya sobre "Aspectos Jurídicos Internacionales de las Operaciones del Banco Mundial".

DEC 31, 1968

It has become clear that the capital needs of the developing countries cannot be satisfied by official aid, which must be supplemented by private investment. But private investors must feel confident about their rights. To give this assurance, the World Bank has established a special organization, the International Centre for Settlement of Investment Disputes. Its facilities are described in the following article by its Secretary-General, Mr Broches, who is also General Counsel of the World Bank.

A. BROCHES

SETTLING INTERNATIONAL INVESTMENT DISPUTES

The central objective of the World Bank Group is to promote the flow of public and private capital to assist economic growth in developing countries. The private flow has often been impeded by fear among investors that, once outside the familiar protection of their domestic legal systems, their investments may be exposed in a number of countries to political risks, such as expropriation or other governmental action not subject to unbiased and independent judicial review.

Because of its recognized impartiality, the Bank, or its President in his personal capacity, has on a number of occasions been approached by governments or by foreign investors seeking assistance in settling disputes relating to investments. While recognizing that the conciliation or arbitration of disputes is a function somewhat alien to its structure, the Bank has occasionally agreed to such requests, where it considered that its action could significantly improve the investment climate of the state concerned or would remove the obstacle that defaults due to unresolved disputes might present to Bank financing.

From its experience the Bank became convinced that the creation of permanent facilities designed specifically to deal with investment disputes between states and foreign investors could be a major step toward promoting an atmosphere of mutual confidence, thus stimulating a larger flow of private international capital into countries seeking it. Study of the possibility of establishing such facilities began in 1961. By 1965 an appropriate treaty instrument, prepared by the executive directors and staff of the Bank at the request of the Bank's board of governors and with the assistance of legal experts from many member countries, was submitted to governments.

The Convention on the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of Other States was opened for signature by the member states of the World Bank on March 18, 1965. It entered into force on October 14, 1966, at which time the International Centre for Settlement of Investment Disputes (ICSID) came into being as the newest and only non-financial member of the World Bank group of organizations. As of October 31, 1968, 60 states had signed the Convention and 43 of these have ratified, to become contracting states. These include states in Africa, the Americas, Asia and Europe—in fact, the only areas that are as yet unrepresented are Latin America and the Middle East.

The Convention is designed to encourage the growth of private foreign investment for economic development by creating the possibility, always subject to the consent of both parties, for a contracting state and a foreign investor who is a national of another contracting state to settle any legal dispute by conciliation and/or arbitration before an impartial international forum. The Convention specifies the circumstances under which disputes may be submitted to the Centre, the method by which conciliation commissions and arbitral tribunals are to be constituted and conduct their proceedings, and the form and effect of the resulting conciliation reports or arbitral awards.

The purpose of the Centre is to provide the parties to certain international investment arrangements a voluntary but assured forum for the settlement of any future disputes, and to assist them in settling any that have already arisen. Its governing body is an Administrative Council, composed of one

representative of each contracting state—all of whom have equal voting power; unless a state makes a specific designation, the Governor appointed by it to the World Bank is automatically its representative on the Council. The Council normally meets annually, in conjunction with the Bank's annual meeting. The President of the World Bank is *ex officio* the non-voting chairman of the Administrative Council of the Centre. The Secretary-General is elected by the Administrative Council on the nomination of its chairman. He heads the Secretariat and is the legal representative and principal officer of the Centre. In addition to his responsibility for its administration, he has certain functions in connection with the disputes submitted to the Centre, of which he is also the registrar.

The Centre maintains separate panels of conciliators and of arbitrators. Parties to proceedings under the Convention may, but need not, choose the members of their conciliation commissions or arbitral tribunals from these panels. Each contracting state may place up to four persons on each list and by now 24 states have submitted almost 90 names for each panel; the chairman of the Administrative Council may place 10 persons on each list, but has not yet made any designations. The Convention requires panel designees to be persons of high moral character and recognized competence in the fields of law, commerce, industry or finance, who may be relied upon to exercise independent judgment; competence in the field of law is specified as particularly important for arbitrators. The high standing of the persons whom contracting states have actually designated to serve on the panels shows the importance that these states attach to the existence of the Centre.

The Centre makes available the services of its Secretariat to assist in the initiation and conduct of proceedings and in bringing them to a definitive conclusion. In general, the Secretary-General will appoint a secretary for each proceeding, who becomes the channel of communications between the parties and the commission or tribunal and enables that body as well as the parties to make use of the facilities of the Centre. ICSID stands ready to conduct proceedings at its seat in Washington (within the headquarters of the World Bank), and arrangements have been made with the Permanent Court of Arbitration at The Hague and may later be made with other institutions located elsewhere to permit all or part of a proceeding to take place at their seats.

The jurisdiction of the Centre is based on consent, which must be given by both parties to an investment dispute. One of these parties must be the government of a contracting state or a constituent subdivision or agency designated by such a government. The other must be a national of another contracting state, who may be a natural or a juridical person. Consent to the jurisdiction of the Centre can be given in connection with a new investment agreement with an existing agreement whose disputes provisions are considered unsatisfactory by the parties, or with respect to any legal dispute that has already arisen, whether or not under an investment agreement.

Although consent must be given in writing, there are no other special requirements as to form. Once given, consent cannot be unilaterally withdrawn by either party, even if one of the contracting states concerned should withdraw from the Centre. The consent may, however, *ab initio* be qualified in various ways: for example, a contracting state may require the prior exhaustion of local administrative or judicial remedies; consent may be restricted to conciliation, to arbitration, or to conciliation followed, if necessary, by arbitration. To assist potential parties, the Secretariat of the Centre recently issued a set of 32 model consent clauses, most of which are addressed to the various options available under the Convention, while the rest relate to miscellaneous jurisdictional factors.

A gratifying number of governments and investors have taken advantage of the existence of the new organization to provide in new investment agreements for the submission of certain classes of potential disputes to the Centre. Most of these arrangements are confidential, but some governments have secured parliamentary approval for these agreements and thus their texts, including the disputes settlement clauses referring to the Convention, appear in the official gazettes of these countries. In addition, certain governments have chosen to exploit the flexibility of the Convention by making different types of reference to that instrument: thus Afghanistan, for instance, has incorporated into its foreign and domestic private investment law a provision for recourse to the jurisdiction of the Centre. Indonesia and the Netherlands have included in their recently negotiated agreement for economic co-operation a complete reciprocal covenant by each state allowing investors of the other state to have recourse to the jurisdiction of the Centre (with respect to investments covered by the agreement) and also requiring their own investors to consent to the Centre's jurisdiction.

Chemical New York

CHEMICAL BANK NEW YORK TRUST COMPANY

Consolidated Statement of Condition

At the close of business December 31, 1968

Assets	Liabilities
Cash and Due from Banks	<u>\$1,597,214,761</u>
Securities:	
U.S. Government	710,598,945
State and Municipal	852,762,065
Other	40,199,438
TOTAL SECURITIES	<u>1,603,560,448</u>
Total Gross Loans	5,484,711,188
Less—Reserve for Possible Loan Losses	108,924,559
TOTAL NET LOANS	<u>5,375,786,629</u>
Federal Funds Sold	81,950,000
Bank Premises and Equipment	79,391,002
Customers' Liability on Acceptances	133,173,555
Accrued Income Receivable	52,853,078
Other Assets	43,799,347
TOTAL ASSETS	<u>\$8,967,728,820</u>
Deposits:	
Demand	\$4,880,748,081
Savings and Other Time	2,117,053,850
London Offices	642,733,138
TOTAL DEPOSITS	<u>7,640,535,069</u>
Funds Borrowed	283,128,768
Acceptances Outstanding	136,090,717
Accrued Taxes and Other Expenses	48,553,095
Dividend Payable	8,667,152
Other Liabilities	173,500,100
TOTAL LIABILITIES	<u>8,290,474,901</u>
Capital	
5% Capital Notes Due 1992	50,000,000
5% Convertible Capital Notes Due 1993	52,758,000
TOTAL CAPITAL	<u>102,758,000</u>
Stockholders' Equity:	
Capital Stock, \$12 Par Value Shares Authorized 16,700,000 Shares Outstanding 13,334,530	160,014,360
Surplus	300,433,609
Undivided Profits	114,047,950
TOTAL STOCKHOLDERS' EQUITY	<u>574,495,919</u>
TOTAL CAPITAL	<u>677,253,919</u>
TOTAL LIABILITIES AND CAPITAL	<u>\$8,967,728,820</u>

Assets carried at \$594,301,457 in the foregoing statement were pledged to secure public funds and for other purposes required by law.

Member Federal Deposit Insurance Corporation

141 Offices in Greater New York

MAIN OFFICE: 20 Pine Street, New York, N.Y. 10015

LONDON BRANCHES: 10 Moorgate, London, E.C. 2 • 13 Davies Street, London W. 1

REPRESENTATIVE OFFICES: Paris • Mexico City • Caracas • Bogota • Rio de Janeiro

Buenos Aires • Manila • Tokyo

Method of proceeding

After both parties have given their consent, either before or after a dispute has arisen, either party may file a request for conciliation or arbitration, as appropriate, or both parties may do so jointly. The method of filing such requests is regulated by the institution rules promulgated by the Administrative Council and the amount of the lodging fee (now \$100) is established by the administrative and financial regulations of the Centre. Each request must be addressed to the Secretary-General, who subjects it to a preliminary screening for substantive conformity with the requirements of the Convention; if appropriate, he then registers the request, whereupon the proceeding is considered as instituted. Up to now no such request has yet been filed.

Once a proceeding has been instituted, the conciliation commission or arbitral tribunal should be constituted as rapidly as possible. Subject to the requirement that these bodies have an odd number of members and to certain restrictions on the nationality of arbitrators, the parties are free to constitute these bodies in any way agreeable to both of them. However, if they reach no agreement as to the structure of the body, the Convention provides that it will consist of one member appointed by each party and of a jointly appointed president. If the parties cannot agree on any joint appointments, or if either of them declines to make the designations for which it is responsible, or if for any reason the constitution of the body is delayed, either party may require the chairman of the Council to make the necessary appointments from the appropriate panel. Once all members of a commission or tribunal have accepted their appointments, the proceeding is deemed to have begun.

The procedure followed is primarily that agreed by the parties, unless this would contravene the Convention. Should they fail to agree, the conciliation or arbitration rules of the Centre automatically apply. To the extent that these leave any lacuna, or to the extent that *ad hoc* decisions are required in particular situations, each commission and tribunal is empowered to issue procedural orders and to some extent may delegate this function to its president. Each commission and tribunal is the ultimate judge of its own competence. Each may also decide whether the proceeding is within the jurisdiction of the Centre and is not bound by the preliminary decision made by the Secretary-General in registering the request.

Conciliation commissions are required to clarify the issues in dispute and to endeavour to bring about agreement between the parties. Though these are required to co-operate in good faith with their commission, and to give the most serious consideration to its recommendations for settlement, they are not required to accept them. The commission must conclude its work by drawing up a report, recording either that agreement has been reached, or that it has proved impossible to achieve any agreement, or that one party has failed to appear or to participate in the proceeding.

Arbitral tribunals are required to render an award, on the basis of rules of law agreed by the parties or as specified in the Convention. The failure of a party to appear or to present its case cannot prevent the tribunal from rendering an award, though it is required to follow special procedures in case of such a default. A tribunal may also consider claims ancillary to the principal dispute, such as incidental or additional claims or counter-claims, and it may recommend provisional measures to be taken by the parties. The decisions of the tribunal are taken by a majority of its members and the award must be signed by them. It is then certified by the Secretary-General. Though no appeals may be taken outside of the procedures provided by the Convention, several post-award remedies are available:

- (a) The original tribunal may be requested to rectify any errors and to supplement any incomplete decisions.
- (b) The original tribunal, or if necessary a newly constituted one, may be requested to interpret or revise an award.
- (c) The chairman of the Council may constitute an *ad hoc* committee of arbitrators to consider the annulment of an award on certain grounds specified in the Convention. If the award is thus annulled in whole or in part, the dispute may be submitted to a new tribunal.

Once rendered, an award is binding on both parties. Moreover, each contracting state is required to recognize as binding all awards rendered under the Convention and to enforce, in accordance with its own law, any pecuniary obligation imposed—whether or not its government or any of its nationals were parties to the proceeding. For this purpose each contracting state must designate to the Centre a court or other authority competent to recognize and enforce awards certified by the Secretary-General.

Governments and investors as well as scholars have shown a keen interest in the procedures and facilities of the new Centre. Two recent United Nations studies also confirm the wide support the Convention has received in the international community. They set forth the reasons why governments concerned with the pressing problem of accelerating economic development in the world, whether they are capital exporters or capital importers, should not overlook the benefits they and their investors can derive from participation in the Centre.

It is clear that the development assistance granted by governmental and by international organizations will not be adequate to satisfy the capital requirements of the developing countries. This flow of funds must therefore be supplemented by substantial investments from private sources. It is the special rôle of private investment to transfer not only resources, but also the seeds of technology, skills of management and experience in effective administration. For this to happen, potential private investors, before they enter lands and economic systems not wholly familiar to them, must feel confident that disputes concerning their rights and obligations will be settled expeditiously through agreed impartial procedures, thus diminishing the legal uncertainties that still deter many investors.

The Centre has been established to provide just this assurance. Governments and investors are beginning to rely on it to serve as a forum to which any future disputes can automatically and effectively be referred. The Centre, through its very existence, is helping to ease and accelerate the process of negotiating investment agreements. It is thus already fulfilling the purpose for which it was so recently established.

Address by A. BROCHES, Secretary-General, to the Third
Annual Meeting of the ICSID Administrative Council

(September 29, 1969)

Once more I am pleased and honored to address this Administrative Council of the Centre.

The operations of the Centre during the past fiscal year, as well as its status as of June 30, are reflected in the Third Annual Report. Since that date two States, Guyana and Lesotho, were added to the list of members.

As the Chairman has pointed out, the Centre serves a useful role through its very existence, even before it assists in the conduct of any conciliation or arbitration proceeding. But this does not mean it should remain entirely inactive, pending the submission of disputes, and indeed the number of inquiries that are steadily being addressed to it prevents such immobility. For the most part these questions, which come from both governmental authorities and from representatives of investors, relate to the various means of providing for the submission of disputes to the Centre. Of course, in response to specific requests for assistance we are always glad to comment on a proposed formulation, or to suggest an appropriate clause. In addition, since we have observed that the inquiries fall into certain patterns relating to specific classes of situations, we have considered it useful to develop several sets of model clauses, each appropriate to such a class.

The first of these sets, formulated just over a year ago, contains Model Clauses Recording Consent to the Jurisdiction of the Centre, designed for insertion into bilateral investment contracts.

However, as I observed at our meeting last year, many significant international investment arrangements involve more than just two parties, and for these it would be desirable to insert into the related agreements provisions for the settlement of multipartite disputes. At that time I suggested that it might be useful to promulgate special Regulations and Rules to facilitate such proceedings, but pending such a step by this Council we are now formulating a set of Special Consent Clauses that parties could insert into multipartite investment contracts.

Since foreign investments are increasingly being made with the encouragement and under the protection of investment treaties, it appears that these instruments too could become a vehicle incorporating both governmental consent to the jurisdiction of the Centre and appropriate inducements for investors to submit on their part. To assist in the formulation of such provisions, the Centre has just issued a set of Model Clauses for Insertion into Bilateral Investment Treaties.

Finally, consent to the jurisdiction of the Centre on the part of governments, and obligations or inducements for investors also to submit, may well be included in national legislation, adopted either specifically in relation to the Centre or as part of a general investment promotion law. To assist States that might desire advice in formulating such provisions, the Centre is developing a set of Model Legislative Provisions.

The inquiries addressed to the Centre are not, however, limited strictly to the means of utilizing the procedural facilities created by the Convention. Many in addition concern other legal matters relating to foreign investments. In this connection you may recall that some of the early drafts of the Convention foresaw that the Centre should also be charged with undertaking certain ancillary activities in the field of international investments; though this provision was finally deleted because of the difficulty in giving it precise expression, it was understood that the Centre would not thereby be precluded from carrying out useful work related to its principal purpose and approved by the Contracting States. It is in this light that I have proposed, in the draft budget for the current fiscal year, the initiation of a pilot project for the collection, classification and eventual dissemination of national legislation and international agreements relating to foreign investments. The World Bank, the IFC and the Centre are well situated for gathering much of this information as part of their routine operations. However, to make this effort worthwhile and the resulting collection useful to these institutions, as well as to member governments and investors, this material must be appropriately classified, indexed and stored so that selected provisions or complete texts can easily be obtained. Naturally, prior to making this proposal, I consulted the competent international organizations, in particular the United Nations and UNIDO, which have assured us that such a study would in no way duplicate any research being conducted by them and would indeed appropriately supplement their work and constitute a useful source of data for their staffs and their members.

Mr. Chairman, the Centre, like all other intergovernmental organizations, was established by and to serve its members. Whatever it does must be responsive to their wishes and needs. Therefore the kinds and the level of activities the Centre engages in will always reflect the extent to which States consider that their purposes can best be accomplished through this international institution they have created.

French - filés B speech BK.

M Broches

Speech for Societa Italiana per Organizzazione Internationale - Milan - October 10, 1969

La Protection Juridique des Investissements dans les Pays Sous-Développés
La question de la protection des investissements étrangers privés

est apparue dès le début de leur existence. Dès le début des explorations coloniales, les grandes entreprises commerciales coloniales, telles la Compagnie des Indes, résolurent la question en s'arrogeant les éléments d'une quasi-souveraineté caractérisée par l'établissement de leurs propres forces armées et leurs propres forces de police. Par la suite, au 19ème siècle, ces fonctions de protection allaient être assumées par le pays de l'investisseur soit que les investissements fussent effectués dans des colonies et des protectorats ou dans des états indépendants faibles. Ce n'est qu'à partir de la seconde moitié du 19ème siècle que le problème de la protection juridique de l'investissement étranger envers l'autorité locale a surgi. Dans plusieurs pays, l'investisseur bénéficiait du système des capitulations et de différents degrés d'extra-territorialité impliquant l'existence de tribunaux consulaires ou mixtes. Parallèlement à cela, et en réaction contre l'utilisation de la pression diplomatique ou le recours à la force par les gouvernements des investisseurs, certains états hôtes indépendants développèrent des théories juridiques et politiques déniant aux investisseurs étrangers la jouissance de tout droit particulier, et cherchant ainsi, dans tous les cas, à empêcher leurs gouvernements d'épouser de quelque manière que ce soit la cause de ces derniers. A ce propos, il suffit de mentionner les doctrines de DRAGO et de CALVO. En conséquence de ces points de vue antagonistes, il fut progressivement admis, au cours du siècle, quoique l'accord ne fût pas absolument universel, que les étrangers devaient jouir d'un

statut spécial assorti d'un droit de protection limité susceptible d'être exercée par leur propre Etat; le ressortissant étranger étant en contrepartie tenu d'opérer dans le cadre de la législation de l'état hôte. A ce stade, la question de la protection des investissements privés étrangers commença à être considérée comme étant susceptible de solutions juridiques comportant à la fois des aspects internes et internationaux. Parallèlement à cette évolution, au cours de la période suivant la première guerre mondiale, un vaste mouvement de contestations s'éleva contre le principe même de l'entreprise privée considérée comme un obstacle au dirigisme économique de l'Etat. Au cours des vingt-cinq dernières années, ce courant fut encore renforcé du fait que nombre de pays nouvellement indépendants, particulièrement désireux d'établir le développement rapide et l'autonomie de leur économie nationale choisirent d'édifier un système économique étatique; souvent d'ailleurs, pour des raisons pratiques telles que l'incapacité du secteur privé d'assurer un rythme de croissance suffisant. Dans ces conditions, les investissements privés étrangers allaient désormais faire face à deux obstacles: la naissance de nouveaux Etats et l'affirmation idéologique ou pragmatique de la supériorité du système économique étatisé. Le problème strictement juridique de la protection des investissements privés étrangers s'est ainsi confondu dans un débat opposant les principes du libéralisme économique à ceux du dirigisme.

Les expériences que nous avons retirées de la période d'après guerre dans le monde économiquement développé lui-même démentissent qu'il soit utile de trancher cette controverse par un jugement absolu. Il est à peine besoin de rappeler à une assistance italienne qu'un secteur économique public vigoureux peut coexister avec un secteur économique privé également dynamique. En outre, la souplesse et la variété des formes selon lesquelles s'effectuent les flux d'investissements entre pays à systèmes politique et économique très différents se trouvent illustrées par les investissements italiens effectués à l'étranger. Des entreprises publiques et privées se sont aussi bien engagées dans des projets situés dans des pays à économie capitaliste que dans des pays socialistes ou des pays du Tiers Monde.

La position de la Banque Mondiale à cet égard a été la conséquence de divers facteurs. Sa charte a été formulée à une époque où la dichotomie entre capital privé et capital public semblait beaucoup plus nette qu'elle ne l'est aujourd'hui. Le développement industriel, pensait-on, ne pouvait être effectué de façon satisfaisante que par le capital privé. Si bien qu'au cours des premières années d'existence de la Banque, le principe était tenu pour acquis que cette dernière ne devait pas accorder de prêts à des entreprises industrielles publiques situées dans des pays en voie de développement. Ce n'est qu'avec les années 60 que cette politique se modifia. Aujourd'hui la Banque ne considère plus la

nature de la propriété du capital comme un facteur déterminant, mais prend plutôt en considération la qualité de la gestion. Si une entreprise publique est bien gérée, ce qui suppose généralement une large mesure d'autonomie de gestion, la Banque sera disposée à lui accorder son assistance financière.

En fait, avec le développement du phénomène des entreprises d'économie mixte, la distinction même entre secteur public et secteur privé devient de plus en plus confuse. J'estime qu'étant donné le but de notre discussion, nous pouvons considérer comme privée toute entreprise qui dans son propre pays n'est pas considérée comme une administration de l'Etat.

Compte tenu de la situation politique changeante des pays en voie de développement, de leur désir d'exercer un pouvoir de décision prépondérant pour le développement de leurs ressources et le contrôle de leur économie en général et compte tenu de l'évolution idéologique que je viens de mentionner dans les pays industrialisés, le problème moderne de la protection juridique de l'investissement privé étranger dans les pays en voie de développement constitue-t-il encore un sujet digne de notre attention? La réponse à cette question me semble devoir être affirmative.

Le riche et le pauvre de chaque côté du fossé qui les sépare nourrissent les mêmes espoirs à l'égard du phénomène de l'investissement étranger. Les pays en voie de développement, à quelques rares exceptions dues à des considérations entièrement idéologiques,

veulent attirer le capital privé non seulement parce qu'il est un supplément nécessaire au flux des capitaux entre états mais également parce qu'il contribue à introduire des techniques professionnelles et des méthodes de gestion nouvelles et qu'il facilite l'accès aux marchés. En retour, les entrepreneurs étrangers trouvent dans les pays en voie de développement des possibilités d'investissement intéressantes. Compte tenu de cela, il importe d'établir une base mutuellement acceptable pour assurer une coopération favorisant également les intérêts de l'une et de l'autre des parties. L'investissement privé étranger ne doit plus constituer aujourd'hui une opération unilatérale et autonome, mais s'intégrer désormais dans le cadre politique, social et économique de l'état hôte, rendant souvent nécessaire l'établissement d'accords juridiques complexes et détaillés entre l'Etat et l'investisseur. Il est clair qu'étant donné la limitation croissante de la liberté de l'investisseur et des résultats financiers qu'il peut espérer recueillir, celui-ci devrait et devra prêter davantage attention à la stabilité présente et future de son statut ainsi qu'aux moyens de résoudre de façon satisfaisante les différends qui pourront surgir entre lui et l'état hôte. Ce problème fait d'ailleurs l'objet d'une meilleure compréhension dans les pays en voie de développement. Compte tenu de tout cela, il est clair que les nations riches tout autant que celles qui sont en voie de développement, ont un avantage réel à éviter les conflits relatifs

au traitement de l'investissement privé, conflits qui troublent trop souvent l'ensemble de leurs relations politiques et économiques.

Etant donné donc l'importance que revêtent les investissements privés étrangers dans le processus de croissance du Tiers Monde, on peut regretter que les mouvements de capitaux privés vers les nations en voie de développement ne soient pas aussi importants qu'ils pourraient l'être. Une des raisons majeures de cette insuffisance tient à la crainte des investisseurs potentiels de voir leurs capitaux exposés à des risques politiques, tels une expropriation sans indemnisation, une intervention gouvernementale susceptible de priver à un degré plus ou moins important l'investisseur du contrôle ou des bénéfices de son apport, ou la

violation par l'état hôte des engagements contractuels qui ont précisément permis la réalisation d'un nouvel investissement.

Ces considérations ont conduit la Banque Mondiale, compte tenu de sa réputation d'intégrité et impartialité, à rechercher les moyens par lesquels elle pourrait contribuer à supprimer les obstacles de ce genre, et donc encourager les investissements privés internationaux.

Si le problème peut être envisagé de différents manières, il a été essentiellement abordé par trois voies que je vais essayer d'esquisser. Ces trois voies constituent véritablement un tryptique, ou bien une trilogie, si vous préférez parler en termes d'action dramatique.

La première de ces voies, la plus directe, mais sans doute la plus difficile, consiste à établir pour le traitement des investissements extérieurs certaines règles que les pays s'engageraient à respecter, leur violations étant soumises à un forum impartial. Vous n'ignorez certainement pas les travaux que la Chambre de Commerce Internationale a consacrés peu avant 1950 à la préparation d'un Code de l'investissement, ni les efforts de l'OCDE pour élaborer un projet de "Convention sur la protection des biens étrangers". Aucune de ces tentatives n'a encore été couronné de succès et, dois-je le dire, je n'en suis pas surpris. N'oublions pas en effet que ces essais d'élaboration de règles juridiques de fond sont essentiellement le fait du group des pays exportateurs de capitaux, et que tout naturellement (loin de moi d'ailleurs l'idée de les critiquer) ils ont en vue au premier chef les droits

et intérêt légitimes des investisseurs. De par leur nature et leur origine, ces textes ne devraient pas être considérés comme définitifs; ils constituent plutôt un point de départ, très utile d'ailleurs, pour engager un dialogue entre les pays riches et les pays pauvres. Rien ne témoigne mieux de l'utilité de ces efforts que la conclusion au cours de ces dernières années d'accords bilatéraux entre certains pays européens et certains pays des investisseurs. On peut penser qu'avec le temps, un réseau toujours plus dense de ces accords bilatéraux préparera la voie à une synthèse multilatérale.

A côté d'un projet de ce genre, qui vise à l'établissement d'un code de bonne conduite qui pourrait assurer, de la part des pays en voie de développement, le respect des intérêts légitimes des apporteurs de capitaux, on trouve d'autres projets, en particulièrement ceux relatifs à l'assurance, ou à la garantie des investissements qui constituent la deuxième voie pour résoudre le problème. Il s'agit là de systèmes qui permettraient à un investisseur d'obtenir une indemnisation pour les pertes subies à la suite de mesures politiques prises par l'état hôte, sur le territoire duquel l'investissement a été effectué. Des mécanismes garantissant les investissements sur une base bilatérale fonctionnent entre autres, déjà en Allemagne Fédérale, aux Etats-Unis, en Italie et au Japon. Plusieurs propositions ont été présentées depuis quelques années pour mettre sur pied un système d'assurance multilatérale des investissements.

Un avant-projet d'un tel système a été formulé par l'OCDE. Sur la requête de cette organisation et du CNUCED, la Banque Mondiale a entrepris d'étudier les possibilités d'un accord substantiel pour l'établissement d'un traité international qui établirait un tel système. Un travail considérable a été effectué à cette fin par la Banque mais l'on attend toujours la réaction des Gouvernements.

Entretemps, la Banque Mondiale a pris, dès 1962, l'initiative d'envisager une troisième voie pour améliorer le climat défavorable des investissements étrangers.

Poursuivant des objectifs immédiates, plus modestes que ceux qui préconisaient un code de bonne conduite, ceux-ci semblaient susceptibles d'être atteints dans un délai relativement bref. Sur la base de l'expérience que nous avions acquis, notamment lorsque la Banque Mondiale a proposé ses bons offices aux Etats et aux investisseurs privés pour essayer de régler certains différends qui les opposaient au sujet d'investissements, et compte tenu des possibilités que nous entrevoyions d'aboutir à un accord général, nous avions conclu que l'approche la meilleure consistait à aborder le problème du climat défavorable aux investissements sous l'angle de la procédure. Il s'agissait de créer un mécanisme international auquel les intéressés pourraient avoir recours en toute liberté pour le règlement de leurs différends. Notre attente n'a pas été déçue. Puisque la Convention pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements d'autres Etats élaborée sous les auspices de la Banque Mondiale, fut ouverte à la signature des Etats membres en mars 1965 et entra en vigueur le 14 octobre 1966. Elle a été signée jusqu'ici par 62 Etats, dont 52 ont déjà déposé leur instrument de ratification. La Convention crée un Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux

Investissements. Ce centre, institution internationale autonome dont j'ai eu l'honneur d'être élu Secrétaire Général, offre des moyens de conciliation et d'arbitrage pour régler les différends relatifs aux investissements pouvant surgir entre Etats et investisseurs étrangers.

L'objet de la Convention n'est en aucune façon d'exprimer par avance une opinion quelconque sur le fond des différends relatifs aux investissements, mais de fixer la procédure à suivre pour les régler. Elle ne fixe pas de normes pour le traitement par les Etats des biens étrangers, et ne prescrit aucune règle de conduite pour les investisseurs étrangers dans leurs relations avec les états hôtes. Elle se limite à définire les règles selon lesquelles sont constitués, sous l'égide du Centre, les commissions de conciliation et les tribunaux d'arbitrage, dont la composition est laissée, au premier chef, aux parties au litige et les régler de droit que les tribunaux d'arbitrage appliqueront, compte tenu du principe de l'autonomie de la volonté des parties.

J'ai dit que c'est volontairement que les parties ont recours aux moyens créés par la Convention. Cette dernière n'institue pas un système de conciliation et d'arbitrage obligatoire. Comme dans le cas de la Cour Internationale de Justice, la compétence du Centre repose sur le consentement des parties. Le simple fait qu'un Etat ait ratifié la Convention n'oblige pas cet Etat ou l'un de ses ressortissants à saisir le Centre d'un différend quelconque. Mais, et c'est là un point de la plus haute importance, une fois qu'un Etat contractant et un investisseur ressortissant d'un autre Etat contractant ont d'un commun accord décidé d'avoir recours au Centre,

aucune des parties ne peut retirer son consentement unilatéralement.

La Convention contient en outre des dispositions destinées à empêcher que la procédure n'échoue à cause du refus de coopérer d'une des parties. Elle prévoit notamment que les conciliateurs ou arbitres peuvent être nommés par le Président de la Banque en sa qualité de Président, d'office, du Conseil Administratif du Centre, et que le Tribunal peut rendre sa sentence même si une partie fait défaut.

La Convention a également adopté le principe bien établi selon lequel les tribunaux internationaux doivent être juges de leur propre compétence et elle applique ce principe aux Commissions de Conciliation. Etant donné le caractère consensuel des procédures prévues par la Convention, les parties à une procédure de conciliation ou d'arbitrage peuvent se mettre d'accord sur les règles de procédure à appliquer. Toutefois, le Règlement de Conciliation et le Règlement d'Arbitrage adoptés par le Conseil Administratif s'appliqueront dans la mesure où les parties n'en auront pas convenu autrement.

En vertu de la Convention, un Tribunal Arbitral est tenu d'appliquer le droit désigné par les parties. A défaut d'un tel accord, le Tribunal doit appliquer le droit de l'Etat partie au différend (sauf si le droit de cet Etat prévoit l'application d'un autre droit), et toute règle de droit international applicable en l'espèce. Enfin, la sentence arbitrale est obligatoire pour toutes les parties. Tout Etat contractant est tenu de reconnaître les sentences rendues aux termes de la Convention comme s'il s'agissait d'un jugement définitif d'un tribunal national.

et d'assurer l'exécution des obligations pécuniaires imposées par la sentence dans les mêmes conditions, que l'Etat contractant ou l'un de ses ressortissants soit ou non partie au différend. Cette dernière disposition, comme beaucoup d'entre vous le reconnaîtront, s'inspire largement des dispositions du Traité de Rome relatives aux décisions de la Cour Européenne de Justice.

Toutefois, partout où le principe de l'immunité d'exécution de l'Etat empêche l'exécution forcée, la Convention ne modifie pas ce principe. Tout ce que fait la Convention est de placer une sentence arbitrale sur un pied d'égalité avec un jugement définitif des tribunaux nationaux. Si, en droit interne, ce jugement est exécutoire, il en est de même de la sentence. Si ce jugement ne peut pas être exécuté contre un Etat la sentence ne peut l'être davantage.

Ceci dit, il y a lieu de souligner maintenant les innovations intéressantes qui distinguent la Convention des autres mécanismes de règlement des différends existants ou envisagés.

Tout d'abord, la Convention constitue par elle-même la reconnaissance du principe qu'une entité autre qu'un Etat - c'est-à-dire un investisseur - peut citer directement un Etat devant une instance internationale. En signant la Convention, les Etats reconnaissent ce principe. Bien entendu, aucun Etat contractant n'est contraint de recourir aux mécanismes prévus par la Convention, ou d'accepter d'y recourir; aucun investisseur étranger ne peut en fait intenter une procédure contre un Etat contractant, sauf si cet Etat et l'investisseur

se sont expressément entendus sur ce point. Cependant, dès qu'elles se sont mises d'accord, les deux parties sont irrévocabllement tenues d'exécuter cet engagement et, comme nous l'avons vu, la Convention contient des règles dont l'objet est de prévenir toute obstruction et d'assurer l'exécution de cet engagement.

Certes, le consentement d'un Etat à se soumettre à un arbitrage international limite et diminue en un sens sa souveraineté. Cependant, l'un des attributs essentiels de la souveraineté est le pouvoir d'accepter, dans le plein exercice de cette souveraineté, que celle-ci soit limitée, ce que fait évidemment tout Etat qui conclut un accord international. La Convention donne un caractère obligatoire sur le plan international aux limitations de souveraineté inhérentes au consentement donné par un Etat de soumettre à l'arbitrage un différend avec un investisseur étranger. Corollaire du principe selon lequel un investisseur peut mettre en cause directement et efficacement un Etat étranger sans l'intervention de son propre Etat, la Convention introduit une autre innovation, à savoir que l'Etat de l'investisseur ne sera plus habilité à épouser la cause de son ressortissant. La Convention fournit donc un moyen direct de régler, sur le plan juridique, des différends relatifs aux investissements entre l'Etat et l'investisseur étranger et isolerait ces différends du domaine de la politique et de la diplomatie.

Une autre caractéristique importante de la Convention est que les sentences des Tribunaux Arbitraux rendues en vertu de ce texte

sont reconnues et exécutoires dans tous les Etats contractants, sans égard au fait que l'Etat où la reconnaissance ou l'exécution est demandée ait été ou non partie au différend en question.

Il y a lieu également d'insister sur un autre aspect de la Convention. Comme je l'ai dit, celle-ci ne fixe aucune règle concernant le traitement des biens étrangers par les Etats hôtes; elle ne fixe également aucune ligne de conduite dans les relations des investisseurs étrangers avec ces Etats; ni traite-t-elle du fond des différends relatifs aux investissements, mais seulement de la procédure permettant de les régler.

La pierre de touche du succès du Centre ne sera pas le nombre des cas qui lui seront soumis mais le nombre d'Etats et d'investisseurs qui accepteront de saisir le Centre de leurs litiges lorsque leurs différends ne pourront être réglés à l'amiable. Cette acceptation pourra se manifester de plusieurs manières: en insérant par exemple dans un accord d'investissement une clause prévoyant le recours au Centre pour les différends auxquels l'accord pourrait éventuellement donner lieux ou en concluant un compromis une fois que le différend a surgi en fait. On peut concevoir aussi que les pays en voie de développement désireux d'attirer les investissements privés institutionnalisent par une législation générale leur volonté de soumettre au Centre certaines catégories de différends relatifs aux investissements. On pourrait, enfin, envisager de rendre les procédures prévues par la Convention, applicables dans le cadre des

accords bilatéraux relatifs aux investissements que plusieurs Etats sont en train de conclure avec les pays en voie de développement.

Quelle a été notre expérience au cours des trois premières années de l'existence du Centre? Aucun différend n'a encore été soumis à la conciliation ou à l'arbitrage mais je suis heureux de constater que nombre d'Etats et d'investisseurs ont utilisé les possibilités offertes par la Convention en suivant les différents moyens que je viens de souligner. Dans un nombre de cas de plus en plus grand, les accords d'investissements entre Etats et investisseurs étrangers contiennent des clauses prévoyant la soumission des différends pouvant survenir, à l'arbitrage prévu par la Convention. Quatre pays ont spécifiquement prévu dans leur législation relative aux investissements que le règlement des différends relatifs à ces derniers se fera sous les auspices du Centre. Ce sont l'Afghanistan, le Niger, la Tunisie et tout récemment le Congo-Kinshasa. Enfin, aux termes d'un accord bilatéral conclu entre les Pays-Bas et l'Indonésie, une disposition a été introduite prévoyant la soumission à la Convention des différends entre les investisseurs des deux Etats et l'autre Etat. L'accord stipule, en outre, qu'une telle soumission peut être effectuée tant à l'initiative de l'Etat qu'à celle de l'investisseur.

La Convention est le premier accord international traitant spécifiquement, et de manière constructive, du problème des différends entre les Etats et les investisseurs étrangers. Le fait qu'elle est

favorablement accueillie dans beaucoup de pays importateurs de capitaux est un signe particulièrement heureux. Du côté des pays exportateurs de capitaux, sont devenus parties à la Convention; les Etats-Unis, le Japon et la plupart des pays européens. L'Italie l'a signée mais ne l'a pas encore ratifiée. Compte tenu en particulier des investissements italiens effectués en Afrique, continent où se trouve le plus grand nombre d'Etats contractants appartenant au groupe des pays importateurs de capitaux, il est à espérer que cette dernière étape de la procédure sera bientôt atteinte.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, en plaçant la Convention dans le cadre du problème général de la protection juridique des investissements privés étrangers, je n'ai fait qu'esquisser ses grands traits. Je serais donc très heureux de répondre aux questions que vous voudrez bien me poser et vous donner d'autres détails au sujet des dispositions stipulées dans ce document novateur que je crois digne d'intérêt.

Address by A. Broches, General Counsel
of the World Bank to the ABA National Institute
"The Role of Commercial Banking in the Seventies"
April 10, 1970

Mr. Chairman,

I am very pleased indeed to have this opportunity of meeting briefly with distinguished representatives of the Banking Bar of the United States, with which we in the World Bank have frequent and long-standing contacts. My pleasure at being here is however mixed with a certain amount of apprehension -- for I realize that however fascinating the legal aspects of World Bank financing may be, many of them are peculiar to our institution and of scant relevance to the problems and concerns of the Banking Bar generally. As you know, the Bank is a public international organization; one might call it a stock corporation established by treaty, all the shares of which are held by governments. All our loans are made either to member governments or, if made to borrowers other than governments, carry the full guarantee -- as principal obligor and not as surety merely -- of the member government in whose territory the project is located. The agreements are governed by their terms and by international law, and are in express terms insulated against impairment through the operation of municipal law. Ad hoc international arbitration is provided for as the exclusive method for settling disputes. Incidentally, all loan and guarantee agreements are registered with the United Nations and published in the U.N. Treaty Series and copies are available from our own Department of Information.

This seems all pretty far removed from the problems encountered in

international transactions conducted by private national lenders or financial intermediaries. And yet there are a number of aspects of our operations which I believe may be of some practical interest to this audience.

The first one of these has to do with our role not as a lender, but as a borrower. In view of the substantial volume of borrowing abroad by American companies or their subsidiaries, our rather extensive experience may be worth mentioning. The Bank whose cumulative lending to date approaches the equivalent of \$14 billion, must rely on the capital markets of the world for the major portion of its lendable funds. Since 1947, when we made our first borrowing in the New York market, we have undertaken 148 borrowing operations in eleven different currencies for a gross total of \$8.3 billion, of which 89 issues aggregating \$4.5 billion equivalent are outstanding. We have made public issues in the United States, Canada, Great Britain, Germany, Holland, Belgium, Switzerland, Sweden, Austria, Italy and Kuwait, private placements of dollar obligations with central banks and international institutions, and private placements of D.M. obligations with German private and public institutions and of Yen obligations with The Bank of Japan.

Our obligations are invariably expressed in one currency only, and are expressed in legal tender. We have not issued obligations expressed in units of account. (Nor, for that matter, have we entered the Euro-bond market).

As a rule, the contractual documents and securities are expressed exclusively in the official language, or one of the official languages,

of the country in whose market we borrow. However, our Belgian bonds were expressed in French and Dutch, both languages being equally authentic, while in our recent borrowing in Japan both Japanese and English were used, but with the proviso that in case of differences between the two texts the Japanese text will govern.

As regards applicable law the position is as follows: in all public bond issues outside the United States, Canada and the U.K. the local law is made applicable in express terms. This includes the unusual case of a public issue in Austria of U.S. dollar bonds. No choice of law provisions are found in our U.S., U.K. and Canadian issues, but there is no doubt that under applicable conflict rules those issues are governed by local law as well. In private placements the position depends on the currency. Where the Bank borrows the local currency of the lender, the lender's law is normally stipulated as the applicable law. In our private placements of U.S. dollar bonds outside the United States, the Bonds contain no choice of law clause. My view is that probably the law of New York is applicable, since the Bonds are delivered, paid for and payable there.

Another issue arising in international financing is the question of jurisdictional clauses. I should say by way of preface that, unlike most other public international organizations, the Bank is not immune from suit generally, and broadly speaking may be sued in a court of competent jurisdiction in any country in which the Bank has an office, or has issued or guaranteed securities. In implementing this provision of the Bank's charter the U.S. Bretton Woods Agreements Act under the heading "Jurisdiction and

"Venue of Actions" gives the Federal courts original jurisdiction over actions by or against the Bank and provides that the Bank shall be deemed to be an inhabitant of the District of Columbia. I am not aware of similar jurisdictional provisions in the legislation of other member countries. Getting back to our public bond issues, in the U.K. and Canada neither the obligations, nor the related instruments, like underwriting agreements, designate a forum for the settlement of disputes, thus leaving open the question whether suit may be brought against the Bank in the country concerned or in the District of Columbia at the plaintiff's option. All other public issues contain jurisdictional clauses which, while not uniformly worded, have the effect of constituting the local courts of the country in whose markets the issue is offered the forum for the settlement of disputes arising out of the Bonds and related instruments.

Summing up, in most of our borrowing transactions we have achieved something that might be compared to the classic dramatic unity of time, place and action by having unity of language, applicable law and forum.

A second aspect of our operations which may be of interest to you, is the sale by the World Bank of participations in loans it makes. With the exception of a minor amount of sales with the World Bank's unconditional guarantee in the early years of the Bank's operations (somewhat akin to the Eximbank's Certificates of Beneficial Interest), all such sales have been made without recourse. To date we have sold more than \$2 1/4 billion equivalent of participations without our guarantee. Participations have been sold in various currencies and in different markets.

This business, which reached its highest annual volume of over \$300 million in 1961/62 has fallen off considerably in recent years. The principal reason for this drop has been the steep rise in interest rates which has made it difficult for the Bank to offer satisfactory yields to the investor, especially since the Bank's own lending rate, while it has been increased in recent years, is still below the general interest level in most markets. With particular reference to the United States, the U.S. balance of payments problem would have constituted an obstacle quite apart from the interest rate. The most saleable part of portfolio consists of course of loans made to countries investment in whose obligations is subject to the Interest Equalization Tax. While we have determined that the I.E.T., being an excise tax, is not applicable to sales by the Bank, because under our Charter not only the Bank itself but also its transactions are immune from taxation, we decided, and quite naturally, as a matter of policy not to offer participations in I.E.T. country loans to U.S. investors.

However, circumstances may change and sales of participations may once again increase in volume. Let me therefore describe some of the salient features of this type of operation and some of the legal issues involved.

As I said at the beginning of my remarks, the World Bank's loan and guarantee agreements are governed by international law. Apart from that the covenants contained in those agreements frequently go far beyond those that would be found in an agreement between a government and a private

lender. The extent to which the World Bank concerns itself with the borrower's affairs is justified by its task as a development institution in addition to being a bank, and is made practicable because of its role as an international cooperative institution. You will readily see that this poses problems when the Bank wants to sell participations to outside investors. To what extent can or should the World Bank's rights under these international agreements be assigned to private investors?

Under the Bank's General Conditions the Bank is entitled to receive bonds or similar obligations representing the principal amount of the loan and in the early days of its operations the Bank actually requested the delivery of bonds and in a few cases sold these bonds to outside investors. The bonds are pretty bare promises to pay, reciting that they have been issued under a loan and/or guarantee agreement with the World Bank but specifically state that reference to such agreements shall not confer any rights on the holder of the bonds or impair the obligation of the issuer to pay principal and interest on the bond in accordance with its terms. Another peculiarity of the bonds is that they provide that upon the occurrence of certain events of default the Bank, and I repeat the Bank, not the holder, may premature the bonds.

I won't try to characterize this type of instrument which we no longer use in the sale of participations. Our present practice is to sell participation certificates representing portions of loans. Sometimes we make an agreement to sell such participations at the time a loan is signed and funds are called as disbursements on the loan are made, in return for which

participation certificates are issued. Under this procedure no direct legal relationship is established between the borrower and the outside investor. The borrower remains liable to the Bank and the outside investor has a claim against the Bank to receive principal and interest at the agreed upon rate with respect to the portion of the loan represented by its participation.

For the most part participations which have been sold have represented early maturities of loans and have been sold to private commercial banks and similar institutions. In a number of cases, however, insurance companies and similar institutional investors have bought substantial portions of the entire loan. In a few cases sales of this kind have been arranged by way of private placement by investment banking houses which negotiated the deal with the World Bank and were responsible for finding the purchasers.

Since, as just stated, no direct legal relationship is established between the outside investor and the World Bank borrower, the participation agreements and certificates provide that the World Bank will be responsible for the administration and supervision of the loan. In the case of sales of small amounts and of short maturities, the World Bank reserves to itself practically unlimited discretion in the administration of the loan except the right to waive payment of principal and interest on the dates when and in the currency in which they are due. In some of the larger transactions with institutional investors the World Bank has been asked to give up its discretionary power to deal with certain aspects of the agreements, for instance the right to waive compliance with certain financial and other covenants. These matters are negotiated from case to case and the World

Bank has to decide to what extent such limitations on its freedom of action under the loan or guarantee agreements is consistent with its obligations to its borrowers and guarantors.

I think it is quite interesting that even the large institutional investors have for the most part been quite content to rely on the World Bank to administer the loans and thereby indirectly to protect their rights. Several of these institutions have made independent checks as to the procedures which the Bank follows in making and disbursing the loans and the extent to which the Bank satisfies itself as to compliance with legal formalities, but on the whole these problems have been left for the Bank to deal with. It has also been our experience that when the concurrence of participants was required before the Bank could consent to modifications or waivers of certain contractual provisions, participants have invariably accepted the Bank's recommendations. Only one of the agreements that I remember obliges the Bank to take enforcement action, on the decision of participants holding 75% of the loan. There are a few cases, though, in which the Bank has agreed not to premature the loan without the concurrence of participants.

It should be noted, finally, that while the Bank's direct and guaranteed obligations are exempt from the United States Securities Acts, no such exemption is available where obligations of borrowers are sold by the Bank without recourse. Consequently participations have been sold in this country only by private placement. The alternative of registering the borrower's obligations has been regarded as impractical and to date has proved unnecessary.

The third subject I want to take up is that of security. As a matter of policy the World Bank does not seek in rem security from governmental borrowers or guarantors. While in some exceptional cases governmental obligors may undertake to set aside certain revenues or other funds to be a primary source of debt service payments, these undertakings are contractual only and are not intended to be operative as against third parties. We do, on the other hand, require from all governmental obligors a negative pledge, or more accurately a pari passu covenant, under which any lien on assets covered by the clause will ipso facto equally and ratably secure the payment of our loan, and requiring that in the creation of such a lien express provision will be made to that effect.

In these covenants we cast our net quite wide. Our basic covenant covers not only assets and revenues of the State, but also those of political subdivisions, and of agencies of the State or of a political subdivision. The Central Bank is covered either as an "agency" where that term has been defined so as to include it, or it is mentioned by name. Special problems arise where the Central Bank is privately owned in whole or in part, or otherwise not subject to control by the government. In some cases these problems have been solved by having the Central Bank authorize the government to accept a pari passu covenant on its behalf, in others the Central Bank has become a co-signatory of the loan or guarantee agreement for the purposes of the pari passu clause. In one case, where the Central Bank operates under an Agreement with the State which prohibits the Central Bank from pledging any of its assets, we have contented ourselves with a

provision making it an event of default for the government to terminate, modify or fail to enforce that prohibition.

The pari passu clause applies to liens to secure external debt and liens are defined as including mortgages, pledges, charges, privileges and priorities of any kind. We have taken the position that in certain circumstances a requirement by a commercial bank that a borrower from that bank hold certain minimum balances will constitute a lien covered by the pari passu clause, and we have taken the same view of the issuance of government bonds which provided that they could be used on and after maturity in payment of taxes.

It is quite clear that a pari passu clause of such wide scope must provide for exceptions and waivers. Apart from a general statement that the clause will apply "except as the Bank shall otherwise agree", I want to mention two standard exceptions and an example or two of exceptions which may be negotiated ad hoc to take care of special situations. The standard exceptions are liens in the nature of purchase money mortgages and liens arising in the ordinary course of banking transactions to secure a debt maturing not more than one year after the date on which it is originally incurred.

In some instances we find that the government lacks the constitutional power to bind any or some of its political subdivisions. Depending on the nature of the case we may agree in such a case to the government giving us an equivalent lien on other property if it cannot make the pari passu clause effective with respect to assets of political subdivisions, or we may agree

to an exception for liens on such assets which will not result in a priority in the allocation of foreign exchange, which is of course what we are essentially interested in.

Another set of problems arises in connection with "agencies" in the broad sense in which we use that term, which may be State-owned enterprises carrying on activities of an industrial or commercial character and enjoying considerable administrative, operational and financial autonomy. Our general line of approach is to give sympathetic consideration to a waiver of our rights where the enterprise creates a lien to secure indebtedness incurred for the financing of its own operations falling within the scope of its normal business conduct. In some cases, we may give a specific waiver, fitted to meet known or foreseeable situations, at the time when we sign the loan documents. In others, the matter is left for decision as and when cases arise, but with an assurance in general terms as to our intentions.

On the whole, our experience with the pari passu covenant has been satisfactory. There have been relatively few instances in which we were not apprised in advance of a transaction coming within the clause. I may add that this is due in no small measure to the attention paid to these matters by the members of the Banking Bar.

We have of course had differences of opinion from time to time with governments or with other lenders on their counsel regarding the interpretation of the clause or, where its applicability was not in dispute, regarding the merits of a request for a waiver. But on the whole these matters were worked out satisfactorily.

In a large number of cases we have acceded to requests for waivers. In other cases the transaction was recast so as to remove features which we considered as triggering the pari passu clause. Although some of you present here may not agree with me, I believe that not infrequently such recasting was in the interest of the borrower and sometimes in that of the lender as well.

There have been only a few cases in which the clause was implemented. One of these concerned the issue by Chile of dollar obligations which could be used in payment of taxes. As I mentioned earlier, we thought that this was a clear case of a priority covered by the clause, and we worked out arrangements under which our Chilean loans are now secured by these obligations.

It may be worth mentioning two other cases in which governmental borrowers consulted us regarding the manner of implementation of the pari passu clause. It was decided in both cases that, rather than providing for the Bank to share in the same security, it would be more practical if the Bank were to receive a lien on different assets from the ones pledged to other creditors. In both instances the governments gave the World Bank a pledge of marketable securities in amounts satisfactory to the Bank with appropriate provision for maintenance of the value of the collateral. There was therefore no occasion to make a formal determination of the meaning of the terms "equally and ratably".

When the Bank makes loans to private corporations it will frequently take security in the form of mortgages or pledges, notwithstanding the fact

that the loan is fully guaranteed by the government of the country where the project is located. The Bank follows this practice whenever the transaction is one in which private lenders would normally require such security, a further motivation being that we believe that the government to which we would normally turn in case of default should have a secured position as our subrogee when seeking recourse from the primary obligor.

You may remember that I said in the beginning of my remarks that our loan agreements are governed by international law and that international arbitration is provided as the forum for settlement of disputes. When we take security in the form of, e.g., a mortgage, the mortgage will necessarily be constituted under local law and in such a case we provide that notwithstanding the arbitration clause, action with respect to the mortgage may be taken in any court of competent jurisdiction. Loan agreements with private borrowers may also contain pari passu clauses, which would extend to security for any debt, whether domestic or external, but I shall not take the time to describe them.

I would rather conclude my remarks by referring to another type of security which we frequently take, particularly in connection with the financing of joint ventures in which a foreign sponsor, or group of sponsors, engages in a project, such as the exploitation of mineral resources, through a local subsidiary created for the purpose. Frequently, all the required financing comes from abroad. In some cases the Bank's participation is sought mainly in order to provide a political umbrella. In others, the Bank's participation is also necessary from the strict financial point of view. Of course, in accordance with our Charter and practice, a government

guarantee is required. A general characteristic of these situations is that the subsidiary carrying out the project is a new venture and has no funds except what is provided by or through the sponsors. Therefore in order to protect both ourselves and the guarantor, we obtain commitments by the sponsors that they will complete the project and furnish it with adequate working capital. To assure repayment of the loan, we take security in the form of shareholders guarantees, take-or-pay contracts and similar arrangements, in addition to mortgages on the properties whenever that seems indicated. A particular feature of these transactions, and a point of considerable difficulty during negotiations, derives from the wish of the foreign sponsors and the lending institutions associated with them to be protected against political risks and the wish of the Bank and the guaranteeing government to place the full commercial risk on those who stand to profit from the venture if successful. The negotiation of the events of force majeure which will release the sponsors from their obligations often becomes a critical issue. These transactions also give rise to difficult problems of the sharing in any security provided between the various parties, complicated by the fact that the obligations held by them may be payable in different currencies and that in the case of the World Bank the currency composition of its loan may not be known until after the loan is fully disbursed. These complications may be further compounded by rigidities in the applicable system of local law. Another feature of this type of operation is that arrangements are frequently made for the retention outside of the country where the project is located of the foreign exchange proceeds

of the business for the benefit of the creditors as well as the sponsors. Where the financing or the bulk of it is provided by United States sources, U.S. commercial banks and other financial institutions may act as trustees in connection with these arrangements.

Mr. Chairman, gentlemen, I hope that this sketchy and in many respects oversimplified account has illustrated some of the ways in which the operations of the World Bank and its techniques are relevant to the Banking Bar of the United States. The successful carrying out of the task of the World Bank as a promoter of economic development calls for the mobilization of all the legal skills and resourcefulness of the legal fraternity. I want to say once again how much I have appreciated this opportunity of being with you this afternoon. Thank you very much.

Paper Presented by A. Broches
General Counsel of the World Bank
at the Symposium on Private Investments Abroad
of The Southwestern Legal Foundation
Dallas, Texas
June 18, 1970

"The Role of the World Bank in International Transactions"

The subject of my presentation, "The Role of the World Bank in International Transactions" covers a field so wide that to deal with all its aspects within the framework of our program today would require me to do so in the most general terms. I propose therefore to concentrate on a few specific aspects. However, in order to place the discussion in the proper context, I shall have to start with some general remarks, and these will not only sketch in the background, but serve as well to identify subject areas which will be omitted from the more detailed discussion.

As you know, the International Bank for Reconstruction and Development - commonly known as the World Bank - is the largest and oldest multilateral institution in the field of development finance. It is also the senior member of the so-called World Bank Group, which includes the Bank's two affiliates, the International Finance Corporation (IFC) and the International Development Association (IDA). 1/ Being development finance institutions, all of their operations are either directly or indirectly relevant to the international transactions with which we are dealing in this Symposium, namely movements of private capital across national borders.

Among the Bank's principal purposes are (i) to assist economic development by facilitating the investment of capital for productive purposes, (ii) to promote private foreign investment by guarantees of and participations in loans made by private investors and (iii) when private capital is not available on reasonable terms, to supplement private investment by making loans. 2/ In carrying out its task the Bank has made loans for a cumulative total of \$13.8 billion equivalent since the start of operations in 1946. 3/ The Bank's Articles of Agreement permit loans to be made either to member governments or to public or private entities within their territories. Unless the member government is itself the borrower, the Bank requires a full guarantee by the member government in whose territories the project is located. 4/ That this requirement raises certain problems with respect to operations in the private sector will be immediately apparent, and I shall have occasion to refer to those problems at several points of our discussion.

But before discussing our lending activities I want to draw your attention to the fact that the World Bank, which might be described as a

stock corporation created by treaty and all the shares of which are owned by governments, has a capital structure designed to enable and to compel the Bank to obtain the bulk of its loanable funds through borrowing. Under its Articles, not more than 20% of the Bank's subscribed capital can be called for use in lending operations, the balance constituting in effect a guarantee fund, which the Bank has the right - and the obligation - to call on when required to meet the Bank's obligations arising out of its own borrowings or guarantees issued by it.^{5/} The cumulative total borrowed by the World Bank in the capital markets of the world as of March 31, 1970 is the equivalent of \$8.5 billion, of which \$4.6 billion is outstanding, representing some 57% of the Bank's lendable funds. By far the major portion of the Bank's outstanding obligations is held by private, mostly institutional, investors. Thus, the Bank's issuing activity is an important factor in the mobilization of private capital for development finance.^{6/} Since the World Bank's obligations are universally recognized as gilt-edged investments, the purchase of these obligations enables investors who for legal or policy reasons are not able or willing to assume the risks of direct investment in the developing world, to participate indirectly in development finance.

No statement on the World Bank's role in international transactions could omit mention of its borrowing activity, however brief and incomplete, but I now want to turn to the Bank Group's lending operations, in particular those operations which are undertaken in conjunction with or in support of private foreign investment. And it is at this point that I must remind you that a World Bank loan to a private entity requires the guarantee of the member government in whose territories the project to be financed is located. Since we require that such guarantees be given by the member "as primary obligor, and not as surety merely", it is clear that both the guaranteeing government and the Bank will want to satisfy themselves, among other things, that the project is sound and of high priority within the country's development program. This is all to the good, and is entirely in accordance with the standards which Bank-financed projects should meet in any event. Nevertheless we found that the requirement of a government guarantee inhibited our lending to the private sector in a number of situations. From a government's point of view such guarantees have the inconvenience not only of being counted against its credit ceiling, since with the exception of projects which are self-liquidating in terms of foreign exchange, the guarantee implies at least a fixed obligation to provide foreign exchange for debt service, but also of exposing the government to charges of favoritism. Without a guarantee the enterprise might not have been able to borrow at all, or might have been able to do so only on more onerous conditions. These considerations apply to both domestic and foreign enterprises, but the likelihood of criticism is particularly great if the beneficiary enterprise is foreign-owned in whole or in part. From the point of view of the borrower a government guarantee may involve the risk of governmental supervision or control of its affairs. These inconveniences or sources of possible embarrassment for the two parties are much reduced when the

enterprise to be financed is by its nature a monopoly or for other reasons closely regulated. It is therefore not surprising that among our earliest loans to private enterprises were loans to foreign-owned public utilities in Mexico and Brazil and to domestically-owned private steel companies in India which were already subject to governmental controls of various kinds. The guarantee problem could in part be avoided by the technique of lending through financial intermediaries, about which more below, but it came to be felt that in order to be able to serve the needs of the private sector of the economy of the less-developed countries it would be necessary as well to set up a separate institution exclusively devoted to assistance to the private sector and which would make venture type investments in private productive enterprises without requiring or accepting a government guarantee. Accordingly, the International Finance Corporation was created in 1956 as an affiliate of the Bank with an initial authorized capital of \$100 million.^{7/} Its present resources consist of capital and reserves of \$163 million and a \$200 million line of credit from the World Bank. ^{8/} IFC has shown steady growth, at an accelerating pace during the last few years, and while the total volume of its operations is small compared to that of the World Bank, its activity has important and interesting qualitative aspects which would amply warrant a separate presentation. I shall, therefore, limit myself to a single observation having to do with the respective roles of the Bank and IFC. From time to time projects in the private sector are presented to the World Bank Group, including projects sponsored by foreign investors, which could be financed either by the Bank or by IFC, in the sense that they meet the qualitative standards of both institutions as to soundness, economic priority and financial and economic return. Which of the two institutions will undertake the financing may be decided by such factors as the desirability of providing the project with equity financing or loan financing with equity features (in which case IFC will undertake the transaction), or by the willingness of the government to give, and of the private investor to accept, a guarantee (in which case the Bank will undertake the financing). There are also cases in which the World Bank and IFC join in financing a single project, with the Bank providing loan funds and IFC making an equity investment. This form of joint financing has occurred particularly in connection with the support given by the World Bank Group to privately owned development banks, also known as development finance companies, terms which I shall use interchangeably.

World Bank loans to development finance companies constitute an important segment of the Bank's lending transactions directly affecting private foreign investment, since in many cases these development finance companies are themselves joint ventures of domestic and foreign capital. World Bank financing of these companies is also of interest in the framework of this Symposium because it supports financial intermediaries designed to promote the development of the private sector of the economy. As the Pearson Report noted: "As a general proposition, it is almost certainly true that improving the position of the private sector as a whole is the most important single

step to improving the climate for foreign investment in developing countries.^{9/} For these reasons I want to examine at least a few aspects of the Bank's activity in this field with you.

In discussing the genesis of IFC I have mentioned the obstacle to financing in the private sector constituted by the requirement of a government guarantee of World Bank loans to private borrowers. Quite a number of years prior to the creation of IFC we began to consider another technique for assistance to the private sector, having in mind not only the guarantee problem, but also the impracticability for the Bank to appraise and negotiate loan and guarantee agreements for a multitude of projects generally of modest size. This technique was to lend through intermediary institutions which would (i) insulate the ultimate borrower from the requirements and possible effects of a government guarantee, (ii) carry out their own financial and technical investigations in appraising projects and (iii) promote entrepreneurial activity. There were, however, very few countries in which there existed specialized institutions, privately owned themselves, 10/ providing medium- and long-term finance to the private sector on this basis. Having identified the need for such institutions the Bank, later joined by IFC, took an active part in promoting and sponsoring the establishment or reorganization of fifteen development finance companies and at the end of calendar 1969 the World Bank Group had made loans to or equity investments in twenty-eight of such companies. World Bank Group loans to them have recently crossed the \$1 billion mark. 11/

These loans are of direct interest to private foreign investors in two ways. As I already stated, many of the development banks have foreign shareholders. Secondly, the projects financed by the development banks may be wholly or partially foreign-owned. Every development finance company associated with the World Bank Group welcomes foreign participation (financial and technical) in the projects it finances. Some even insist on such participation or collaboration as a condition for financing a large enterprise or one involving a new technology.

However desirable and necessary foreign investment is, it is likely to become a problem for development banks in countries where domestic entrepreneurship is conspicuously absent or weak. Thus, in African countries the best projects are often wholly foreign-owned or at least foreign-controlled. Yet a development bank in such a country would expose itself to understandable criticism if it were to concentrate all its efforts on such enterprises. It must make sure that it mixes investment in a fair number of indigenously controlled enterprises with those other investments and it needs to make special efforts (which are often costly and call for considerable imagination) to develop a program for stimulating indigenous enterprise.

Development banks can and sometimes do play an important role in this regard, in a rather special way. For instance, they can insist on taking a

portion of the equity in all foreign-controlled enterprises they are called upon to finance; and after the company is operating and profitable, they can try to sell their holdings to indigenous investors. This course may have attraction for both the foreign investor and the domestic investor. The foreigner often wants a local partner but may be unable to find one with whom he would confidently work during the starting-up period of the enterprise and he may be unwilling for obvious reasons to accept the government as a partner. A development bank with its knowledge of local conditions is well placed to offer that foreign investor a suitable solution to local partnership on a businesslike basis. For the domestic investor the development bank provides an opportunity to purchase securities of enterprises which are already operating and profitable and have been watched over by the development bank as an equity holder and may continue to be so if the enterprise is also a borrower from the latter.

I shall devote the remainder of my presentation to the World Bank's role in a group of fascinating international transactions, namely transactions linked with the financing of what I shall characterize as "enclave projects". I have tried, and abandoned the attempt, to formulate a precise definition of that term. But that does not take away from the fact that I recognize an enclave project when I see one and I think that after I have given you some examples and identified some common characteristics, you will, too.

A negative distinguishing feature of an enclave project is that - initially at least - it is outside the mainstream of economic activity in the country where it is located and that frequently its main impact on the local economy is a financial one. Mining activity, for instance, such as the exploitation of iron ore in Mauritania (the Miferma project) 12/ or of manganese ore in Gabon (the Comilog project) 13/ or of bauxite in Guinea (the Boké project) 14/ is quite isolated from the rest of the economy and apart from offering additional employment contributes to the economic development of the countries concerned principally through the payment of royalties, taxes or profit shares to the government which in turn can use these sums for the financing of its economic development program. This is true also, although to a lesser extent, where mining is combined with processing as in the Falconbridge nickel project in the Dominican Republic, 15/ or where the activity consists of processing as in the Volta aluminum project in Ghana 16/ and the Camel gas liquefaction project in Algeria 17/ or of the transportation of natural resources as in the Sopeg pipeline project, also in Algeria. 18/ Some common positive distinguishing characteristics are that they involve investments of a size far beyond the capacity of the country to provide; that they concern the exploitation, processing or transportation of natural resources (mineral in all cases with which we have been associated); that the production is destined for export; and that the project is frequently a captive one, in the sense that it relies on the

foreign shareholders or their associates for the marketing of its production and/or that it operates as part of an organization with a number of similar subsidiaries in other countries. One characteristic deserving special mention is that if the project is successful it will be self-liquidating in terms of foreign exchange. This means that if the commercial success of the project can be assured - and more about this later - we can lend in support of the operation notwithstanding limitations on the general creditworthiness of the host country. In fact most enclave projects with which we have been concerned were located in very poor countries.

I dare say that the mere listing of the foregoing features will suffice to make you see that these projects raise special issues for us in the World Bank, and as the discussion moves on I will have occasion to mention other characteristics and corresponding problems.

The first question that arises is why we should play any role at all in connection with these projects. While it is one of our major purposes "to promote private foreign investment", 19/ our Articles of Agreement make clear that the World Bank is a supplementary source of finance and require that before making a loan we satisfy ourselves that the borrower could not otherwise have obtained the financing on reasonable terms. 20/ This threshold question was posed with particular clarity in connection with loans for enclave projects in French-speaking African territories prior to their independence, so that any loans made for such projects would be guaranteed by the French Government. We found that the French Government, whose guarantee would have been sufficient to give the sponsoring companies access to the international capital market, considered it impractical to give such a guarantee to private investors, except in the context of a World Bank loan where such a guarantee was a statutory requirement. Accordingly, we made the loans on the understanding that we would sell substantial portions to private institutional investors, and in one case going so far as to make the amount of the loan dependent on the borrower's arranging participation by others in a stated amount. 21/ In many cases the foreign sponsors might be able to provide all the required funds either from their own corporate funds or through financing provided to the Project Subsidiary by institutional investors with some form of sponsor guarantee, but the sponsors nevertheless seek World Bank financing. In most of those cases the main motivation is the political umbrella constituted by a World Bank presence in the project and our financial contribution may be a minor one. For instance in the Falconbridge project in the Dominican Republic 22/ the amount of our loan is only \$25 million out of a total estimated project cost of \$195 million. Nevertheless, our presence was regarded as crucial by the sponsors and the institutional lenders associated with them.

These remarks apply particularly to instances in which our loan was made to the project entity. In most of these cases we financed the infrastructure: power in the Falconbridge project, a railway and port in the

Miferma project in Mauritania, 23/ a cableway and railway in the Comilog project in Gabon and Congo/Brazzaville, 24/ to mention a few examples. Sometimes, however, we lend to the host country government, or one of its agencies, to finance infrastructure facilities which are essential for the project and, at least initially, may depend entirely on revenues from the project for their economic and financial justification. Some examples are the Burfell power project in Iceland to serve the Alusuisse aluminum smelter, 25/ the Volta power project in Ghana (financed by us in conjunction with U.S. AID and Eximbank, among other foreign lenders) to serve the Valco aluminum smelter, 26/ and the Boké railway, port and township project in Guinea to serve the bauxite mining operation by an international consortium of aluminum companies. 27/ In these three cases our loans were very substantial: \$18 million in Iceland, \$47 million in Ghana and \$64.5 million in Guinea.

While these two forms of financing, i.e. direct financing of the project entity and indirect support for the project through financing of outside infrastructure facilities, involve different legal and financial problems and techniques, the choice of the one or the other form is essentially irrelevant to our evaluation of the project and its significance for the host country and to our determination of the proper role, if any, that we can play.

I have already mentioned the threshold question whether our intervention would not merely replace private capital available to be invested in the project. Whatever the theoretical difficulties of answering that question may be, it has presented no problems in practice. In most cases it was easily determined that the money was either not available, or was available only in conjunction with a World Bank loan. 28/ There is, however, a subsidiary question which is troublesome. It arises where we lend directly to the foreign-owned project entity and it concerns our lending rate. While in setting the Bank's lending rate we take account of the cost of the Bank's own borrowings and of market interest rates generally, the Bank has been reluctant to follow the steep increase in interest rates over the past several years more closely than was required to maintain the Bank in a sound financial condition. Principally because of the availability of its sizable cost-free paid-in capital and retained earnings, the Bank has been able to maintain and increase its earnings while charging a lending rate which might be termed "subsidized" in relation to market rates. This is certainly true of the Bank's present lending rate of 7%. The reason for keeping the lending rate to the lowest practicable level is, of course, the wish to lighten the burden of financing economic development on the balance of payments of our member countries. It will be readily apparent that there is no reason to give the benefit of a subsidized lending rate to private investors. At one time the Bank considered departing from its practice of charging a uniform lending rate and increasing the lending rate for enclave projects, but this would, of course, still have an unfavorable effect on the host country's

balance of payments. There is a better solution, which has been applied in a number of cases, namely to leave the interest at the standard rate but let the host government, which must guarantee the World Bank loan, charge the project entity a guarantee commission. This brings the total cost of money to the investor closer to market levels, while giving the benefit of the Bank's subsidized interest rate to the host country. 29/

Before leaving this subject I want to mention an entirely different technique for World Bank participation in financing of enclave project entities, namely through the use of the Bank's guarantee powers. We have never done this, but the merits of this alternative to Bank lending are being examined and my own view is that we should take an early opportunity to give this technique a try in an appropriate case. It would mean that all the funds for the enclave project entity would come from its foreign sponsors or their bankers or institutional investors associated with them, but that a portion of the loans made to the project entity would be guaranteed by the World Bank. Under the Bank's Articles,30/ that portion would also be guaranteed by the host government.

Let me illustrate this by a simple example in which there is one U.S. investor, the XYZ Corporation, which wants to exploit a copper mine in Ruritania through a wholly-owned subsidiary, XYZ Ruritania Inc. Total capital required for the project is \$100 million. XYZ Corporation has put in \$25 million by way of equity and would like World Bank financing for one-half of the remaining \$75 million, this \$37.5 million being the cost of necessary railway and port facilities to be owned and operated by XYZ Ruritania Inc. The Government of Ruritania is willing to guarantee the financing provided by the World Bank. One method of handling this transaction is for the Bank to lend to XYZ Ruritania Inc. with a Ruritanian Government guarantee. The other is for the XYZ Corporation or for an institutional lender to lend to the subsidiary with a Ruritanian Government guarantee and a World Bank guarantee. The most striking difference between the two procedures is, of course, that under the first the World Bank would have to raise the funds, and under the second the XYZ Corporation would have to find them. Whether this is a significant difference will depend on the circumstances of the case. Where World Bank participation is desired primarily for its umbrella effect, the difference would probably not be significant. From the point of view of the parent company's risk, there would normally be no difference. As we shall see in a minute, in the financing of enclave projects the World Bank makes arrangements which in substance limit its risk to the effects of actions by the host government interfering with the operation of the project. It would make similar arrangements if instead of lending to the project entity it guaranteed a loan made to that entity by the foreign parent or an outside institutional lender. It is possible but by no means certain that the guarantee method would be more expensive than the direct loan. Whether this would be so in fact would depend on a number of factors, including the relation between

the Bank's lending rate and the cost of money to the foreign parent, and the level of guarantee commission charged by the World Bank and possibly the host government. It would seem, however, that the cost of financing via the guarantee method would be the closest approximation of market cost and would therefore not be open to the criticism sometimes heard in capital exporting circles that enclave projects financed with World Bank assistance enjoy an unfair competitive advantage over projects financed through conventional channels. As I said a few minutes ago, the guarantee method is something on which we have not reached any firm views, but I thought that it was worthwhile to state the issue and touch on some of the considerations that will be relevant to its resolution.

I have several times referred to our policy of insisting that the financial soundness of the enclave project be assured so as to eliminate risk for the World Bank and the host country on that score. Such assurances are particularly necessary since the project is a captive one, and the enclave project entity is a new one and has no funds other than those committed to it by the sponsors. The simplest way of achieving that objective is to obtain unconditional guarantees of our financing by creditworthy foreign sponsors of the project. With one exception (Sopeg), this has not been the case. 31/ The assurances have taken rather more complicated forms, including, singly or in combination, take or pay contracts for the product or for the power or transport facilities, extending over the period, and at prices, required to assure loan service (with suitable provisions for their enforcement); over-run and provision-of-working capital commitments by shareholders; subordination of and restrictions on repayment of shareholders' advances; restrictions on dividends; and financial guarantees by shareholders or others. The agreements covering these items are quite complicated by themselves, and frequently involve parties located in different countries, making their contributions in different currencies and undertaking different substantive obligations. This may necessitate various trust arrangements outside the host country to regulate the flow, and distribution among the parties entitled thereto, of the project proceeds.

A special problem arises where, as was the case in the Volta scheme to mention an example, the construction of the infrastructure project financed by the Bank requires a much longer time than the construction of the processing facilities and, accordingly, funds for the infrastructure project must be committed and expended long before the private investors will put up their funds. Where the obligations of these investors run to the project subsidiary and not to the Bank, this may call for special arrangements (including the establishment of a voting trust) designed to assure that these obligations can be enforced and the facilities in fact built.

While in the nature of things working out these assurances is a difficult and technically complicated matter, the most troublesome issue that arises in this kind of negotiation is agreement on the qualifications to

which these assurances will be subject, that is, the events of force majeure that will suspend or terminate the obligations of the foreign investors. It is understood from the outset that the World Bank will assume the "political risk", but there is frequently a considerable difference of opinion between the investors on the one hand, and the Bank and the host government on the other, regarding the application of that broad concept to the particular case. Hence the formulation of events of force majeure is a time-consuming affair.

I have until now stressed the financial soundness of the project in the narrow sense of an assured pay-out sufficient to service the World Bank's loan, whether it is made to the government or to the enclave project entity. But you will understand that we have a much broader interest, namely in the effect of the project on the economy of the host country. It may sound trite, but it is no less true, that we are not just a bank but a development institution, and even as a bank our duty is to promote the economic development of our member countries. We therefore have no business, to put it bluntly, to finance an enclave project, regardless of its financial return, unless it produces a significant, and in the circumstances fair and reasonable, yield to the host country. This may obviously place us in a very delicate position. To what extent should we try to influence the terms and conditions of the transaction between the private foreign investors and the host government? To the extent that these terms and conditions affect the safety of our own investment, this question is easily answered. But how far, if at all, should we go beyond that? Should we act as the advocates of the government in its negotiations with the foreign investors? The answer to this last question is "No", and we have unequivocally said so to both governments and investors. Nor will we take the investors' side in negotiations with the government. There is, however, one point that we make quite sure of, namely that the government assures itself of competent legal and business advice. On occasion, where a government felt - overoptimistically in our view - that it could handle the negotiations with its own staff, we have made their retaining of outside legal and other counsel a conditio sine qua non of our participation.

Unless we feel that the position taken by the one side or the other is so unreasonable as to destroy the justification for our participation, and this happens from time to time, we are neutral in the sense that we take no initiative. But because of our impartial position we are frequently consulted during the course of the negotiations by the sponsors, the host government, the sponsors' outside financiers, governmental lenders lending in parallel with us and governmental agencies providing their nationals with credit risk insurance or investment guarantees against political risks, on questions arising in relations among those various groups, and even among members of one group. As a result we may end up exerting considerable influence on the form and substance of the transaction.

Now for a brief concluding remark. I have told you what the Bank does in the field of private international transactions, some of the techniques it uses and the considerations by which it is guided. I should probably leave it to you to reach a qualitative judgment on the role of the World Bank in international transactions. Let me just say that I disclaim any monopoly on wisdom on the part of the World Bank. We cannot always be right, but we do have the advantage of experience based on contacts, close and continuous contacts, with both the governmental and the private actors on the economic development scene. Our job is to bring them together on terms beneficial to both and calculated to ensure a fruitful and harmonious partnership between them. We have no other axe to grind. Our aims are clear, and we can speak about these matters in the same language to governments and private investors alike. We feel that both sides, even if they may disagree with us from time to time, can trust us, and the evidence is overwhelming that in fact they do.

All these advantages add up to a potential for playing a constructive and creative role in international transactions. I can assure you that we in the World Bank are deeply conscious of our obligation to realize that potential.

FOOTNOTES

1/ More loosely affiliated is the International Centre for Settlement of Investment Disputes (ICSID), the most recent and the only non-financial member of the Group. It was established by the Convention on the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of Other States which entered into force October 14, 1966. The text is found in 575 United Nations Treaty Series (hereafter U.N.T.S.), in 60 A.J.I.L. 892 and IV Int'l. Leg. Mat. 52⁴. For the constituent instruments (Articles of Agreement) of the other three institutions see 2 U.N.T.S. 13⁴ and 606 U.N.T.S. 29⁴ (World Bank), 26⁴ U.N.T.S. 117, 439 U.N.T.S. 318 and 563 U.N.T.S. 362 (IFC) and 439 U.N.T.S. 249 (IDA).

2/ Articles of Agreement (hereafter Articles), Article I.

3/ As of March 31, 1970. The Bank has explicit power to guarantee loans made by other investors (Articles, Article IV, Section 1(a)(iii)), but has not to date exercised that power. See p. 8 infra for a suggestion of a possible use of the guarantee power.

4/ Article III, Section 4(i) of the Articles requires such a guarantee by the member "or the central bank or some comparable agency of the member which is acceptable to the Bank". As stated in the text, a government guarantee is in fact required in all cases.

5/ Articles, Article II, Section 5. Consequent upon the doubling of the Bank's authorized and subscribed capital under resolutions of the Board of Governors adopted in 1959, the percentage of 20% was effectively reduced to 10%. The present position is, therefore, that 90% of the subscribed capital may be called only to meet the Bank's obligations arising out of borrowings and guarantees. As to 80% this is required by the Articles, whereas as to 10% it is based on Board of Governors' resolutions which as a legal matter are not binding on future Boards of Governors.

6/ Sale by the Bank to private investors of participations in loans made by it is also a significant factor. Their cumulative total exceeds \$1 billion.

7/ Initially IFC's Articles (Article III, Section 2) prohibited investments in capital stock. This prohibition was removed by an amendment of the Articles in 1961.

8/ In order to permit this World Bank financing of IFC, the Articles of both institutions required amendment. Under the amended Articles, which became effective in 1965, the Bank may make, participate in, or guarantee

loans to the IFC for use in its lending operations subject to a 4:1 IFC debt equity ratio (Article III, Section 6). IFC's borrowing powers are limited by this ratio "if and so long as the Corporation shall be indebted on loans from or guaranteed by the Bank" (Article III, Section 6(i)).

9/ Partners in Development, Report of the Commission on International Development (Praeger, 1969), p. 105.

10/ Until recently, the World Bank, as a matter of policy, made loans only to privately owned development banks, on the ground that private ownership was most likely to assure continuity of sound investment policies and experienced management, so that operations would be conducted by reference to economic rather than political criteria. The World Bank is now prepared to lend to government-owned development banks as well, provided satisfactory assurances are obtained concerning the quality and independence of management.

11/ This includes financing in a few instances by IDA, the Bank's soft loan affiliate. IDA lends on concessionary terms (50 years, 10 years of grace, a 3/4% annual service charge and no interest) to countries which cannot afford the balance of payments burden of a World Bank loan or other financing on conventional terms. In order to be eligible for IDA assistance the country's economic performance must be satisfactory and the project to be financed must meet the same high standards as projects to be financed by a Bank loan. The benefits of IDA's concessionary terms are intended for the government to which the financing is made available. IDA requires that the proceeds be re-lent to the ultimate beneficiary (the development finance institution in the cases here referred to) on terms, to be approved by it, appropriate to the project.

12/ Loan Agreement between the Bank and Société Anonyme des Mines de Fer de Mauritanie and Guarantee Agreements between the Republic of France, the Islamic Republic of Mauritania and the Bank, March 17, 1960, 452 U.N.T.S. 147, 211, World Bank Press Release No. 628.

13/ Loan Agreement between the Bank and Compagnie Minière de l'Ogooué and Guarantee Agreements between the Republic of France, the Republic of Gabon and the Republic of Congo, June 30, 1959, 452 U.N.T.S. 67, 123, 135, World Bank Press Release No. 592.

14/ Loan Agreement between the Republic of Guinea and the Bank, September 18, 1968 ____ U.N.T.S. ____ (Registration No. ____ Presented for registration June 5, 1969), World Bank Press Release No. 68/51.

15/ Loan Agreement between the Bank and Falconbridge Dominicana and Guarantee Agreement between the Dominican Republic and the Bank, December 10, 1959, ____ U.N.T.S. ____ (Registration No. ____), World Bank Press Release No. 69/75.

16/ Loan Agreement between the Bank and Volta River Authority and Guarantee Agreement between the Republic of Ghana, February 8, 1962, 499 U.N.T.S. 207, World Bank Press Release No. 62/9. And see for World Bank financing of power facilities in support a similar project Loan Agreement between the Republic of Iceland and the Bank, September 14, 1966, 598 U.N.T.S. 223, World Bank Press Release No. 66/49.

17/ Loan Agreement between the Bank and Compagnie Algérienne du Methane Liquide and Guarantee Agreement between the Algerian Democratic Republic and the Bank, May 14, 1964, 522 U.N.T.S. 265, World Bank Press Release No. 64/18.

18/ Loan Agreement between the Bank and Société Pétrolière de Gérance and Guarantee Agreement between the Republic of France and the Bank, December 10, 1959, 380 U.N.T.S. 319, World Bank Press Release No. 614.

19/ Articles, Article I(ii).

20/ Articles, Article III, Section 4(ii).

21/ Loan Agreement in footnote 18 supra, Section 6.02(b).

22/ Footnote 15 supra.

23/ Footnote 12 supra.

24/ Footnote 13 supra.

25/ Footnote 16 supra.

26/ Footnote 16 supra.

27/ Footnote 14 supra.

28/ But note the discussion on p. 8 infra concerning the possible use of the Bank's guarantee powers.

29/ Cf. IDA's policy with respect to relending by the Borrower to the ultimate beneficiary, footnote 11 supra.

30/ Articles, Article III, Section 4(i).

31/ Another loan with an unconditional sponsor guarantee has been signed but is not yet effective.

DOCUMENT OF
INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT

NOT FOR PUBLIC USE

Monique's speech
on Broches file

SecM74-669

FROM: The Secretary

September 26, 1974

Foreign Investment and the Mining Sector in the Developing Countries

Attached for information is a copy of an address delivered by Mr. Broches,
Vice President and General Counsel, at the Tenth Commonwealth Mining and
Metallurgical Congress held in Ottawa earlier this month.

Distribution:

Executive Directors and Alternates
President
President's Council

Foreign Investment and the Mining Sector

in the

Developing Countries

Address to the Plenary Meeting of

The Tenth Commonwealth Mining and Metallurgical Congress

by A. Broches

Vice President and General Counsel

International Bank for Reconstruction and Development

Ottawa, September 5, 1974

Our broad topic this afternoon is "National Trends in Mineral Resource Development" and my presentation deals with "Foreign Investment and the Mining Sector in the Developing Countries". Let me start out by indicating the context within which I propose to discuss these matters with you.

To begin with, I want to stress that my concern with foreign investment will be limited to investment in the Third World in the non-fuel minerals sector.

Second, while dealing with the issue of current national trends as they affect foreign investment, I do not propose to discuss in detail the different ways in which these trends manifest themselves.

Third, the mining sector is of crucial importance to producing and consuming nations alike, and foreign investment has played a central role in Third World mining development.

Fourth, over the past decade foreign investment has become an increasingly controversial matter in its political as well as its economic aspects.

Fifth, the aura of tension and conflict surrounding foreign investment inhibits the development of the mining sector in the LDC's and threatens to inflict unacceptable penalties on international political and economic relations.

And, finally, this situation calls for thoughtful and concerted efforts to move away from confrontation and to work towards rational solutions to the benefit of all parties in interest. It is in this area that I believe that international agencies can make a contribution and I shall discuss some specific instances of efforts in this direction.

When we look at the mining sector, we find some intriguing statistics: although the land area of the less developed countries is twice as large as that of the developed countries, their share in the world's estimated non-fuel mineral reserves by value is not significantly higher than that of the rich countries.

It surely is not fanciful to suggest that this measure of disproportion is likely to be the result of man's work as an explorer. Estimates of reserves are the result of exploration. And it is a fact that the search for non-fuel minerals has been less intensive in the developing countries for at least two reasons: first, large investors have preferred to operate under stable governments and laws, with assured terms of access to land, transport, communication and geological surveys; second, the economically developed countries tend to be located in temperate zones where rock formations are well exposed, and the advance of prospecting techniques from surface probing to coping with the dimension of depth is a relatively recent and a still continuing process.

If we turn from exploration to exploitation, we find an even greater imbalance. It has been estimated that the developed countries' share of mineral production was about 41 per cent of the value of world production in 1970. In the same year, the less developed countries' share was only 33 per cent. And when we take one further step, from production to processing, it is estimated that only 30 per cent of the minerals produced in the less developed countries is processed there.

The economic importance of mining projects to the developing countries is obvious. They are typically export-oriented and, apart from employment and other possible beneficial effects, provide the country with essential foreign exchange. In some of the poorer countries, one large mining project can make a substantial impact on the country's economy. It was estimated that in 1970 the share of the non-fuel mineral sector in Zambia's Gross Domestic Product was over 40 per cent. In Bolivia, Gabon, Liberia, Mauritania and Surinam, the sector's share of GDP was between 25 and 30 per cent. Mines are often located in remote areas and the infrastructure facilities required for their exploitation may serve in some cases to support other developmental activities.

By and large the countries of the Third World lack both the technical and commercial capability and the financial means required to develop the potential of their mining sector. They must therefore look to external sources for either technical or financial assistance, and in most cases for both. Until now, foreign investment, private foreign investment, has been the almost exclusive source of external financial as well as human resources.

A realistic assessment of the possibilities for the future can, it seems to me, lead to only one conclusion, namely that regardless of considerations of policy, private capital will inevitably continue for a considerable time to play an essential role if development is to go forward. This is so for the simple reason that the flow of funds from official sources is now and will almost certainly continue to be insufficient to meet the investment needs of the mining sector especially in the poorer countries. Technical and commercial capability will also have to be provided from abroad, although on a gradually decreasing scale.

We all know that the present situation is one of tension and conflict. This is evidenced by pronouncements and policy declarations by individual governments, and collectively in UNCTAD and the UN General Assembly, as well as in controversies between host governments and the foreign investor. In some instances such controversies have led to expropriation and other unilateral actions on the part of the host governments concerned.

I think it is possible to distinguish two separate aspects of the divergence of interests between host countries and investors. The first is situated on the level of the financial arrangements (such as royalties, taxation, equity and/or profit participation), in other words in the area of sharing the immediate benefits of the operation. With

respect to older projects, the host governments feel that they should not remain bound to contractual arrangements arrived at in what were, or are perceived by them to have been, conditions of inequality. In many cases renegotiation has taken place, in many others the conflict has not been amicably resolved. In regard to new projects, host governments are now demanding a larger share of the benefits through various techniques and devices, the specifics of which I shall leave to other speakers to describe. The nub of the problem is, of course, to find a situation of equilibrium which will give adequate incentives to the foreign investor while satisfying the legitimate reasonable demands of the host countries.

The other area of conflict is situated on the level of minerals policy. Decisions on matters such as the rate of exploration and exploitation, marketing policy, transfer pricing (where applicable) and local processing, were traditionally taken by the foreign investor in the light of his own best interests. These may or may not coincide with the long-term interests of the host country as perceived by it, and host countries now demand far-reaching control of these matters, including also conservation, restoration and environmental impact.

The reconciliation of these conflicting interests is complicated by a past history of political and economic inferiority of the LDCs and a deep-seated suspicion on their part that in dealing with foreign investors they will not be getting a fair deal. It is these factors which in combination account for the extremely far-reaching elaborations of the concept of permanent sovereignty over natural resources put forward at recent international gatherings, including the special session of the UN General Assembly in the spring of this year. Some of them appear to raise almost unsurmountable barriers to continued foreign investment. One should not overlook, however, that notwithstanding these pronouncements a number of developing countries which supported the principle underlying them have almost contemporaneously taken action to attract foreign investment, and in that connection have voluntarily limited the absolute and discretionary power they have claimed for themselves by concluding agreements with investors and with governments of capital exporting countries, and by adhering to multilateral treaties such as the ICSID Convention about which I will have something to say later on.

I submit, Mr. Chairman, that in this situation which is not only characterized by conflicting interests but also by inherent complexities and a great deal of confusion, there are constructive actions and policies that can be pursued by the international community in the interest of the poorer and the richer countries alike. And it is to these actions and policies that I shall now turn.

Some of them are directed at strengthening the bargaining position of the LDCs by providing them with knowledge of their mineral potential. The United Nations have been doing extremely valuable work in this field through the United Nations Development Programme. The UNDP, which was established in 1958, and which is financed by yearly voluntary contributions of the UN membership, makes grant monies available for

pre-investment studies, leaving follow-up investments to the international lending agencies, such as the World Bank Group or the regional development banks, to bilateral assistance sources as well as to the private sector. In this connection it is interesting to note that when UNDP starts a mining pre-investment project, the recipient country usually has or is expected to adopt a mining code which encourages large investments.

From 1959 to 1972, the UNDP has financed some 90 pre-investment projects in the mining and ground-water exploration fields. Most of these projects and especially the more recent ones have combined physical investigations of large areas of the country involved with technical assistance for strengthening the government departments involved in geology and mineral resources, and the training of their staff.

During this period, the total amount granted by UNDP for mineral and ground-water resources development has been \$75 million for pre-investment projects with a total cost of close to \$140 million. Although the amount is small compared to what has been invested by the industry as a whole, the results are by no means negligible. Projects financed by UNDP have resulted in the indication of major ore bodies in Iran, Mexico, Panama and the Philippines, for instance. Exploitation of some of these deposits has already begun.

The UNDP has also provided assistance for the training of government officers in mining matters generally, and more specifically, in the development of the necessary skills to draft and administer mining laws and regulations, and to deal with current and potential investors.

It is beyond dispute that a well-trained and experienced group of economists, lawyers and technicians is an essential asset for a country wishing to develop its mining potential. Unfortunately these skills are still lacking to a considerable degree and the resulting need for heavy reliance on outside experts, who frequently must be found among those who normally advise the investing community, is a matter of concern to the LDCs. A number of ideas have been advanced and put into practice, some of them by way of experiment, to remedy this situation. As regards legal and financial experts, I can mention training courses and workshops at universities, the United Nations Mining Advisory Service, and a project for the establishment of a group of experienced legal and financial consultants which would serve only the developing countries.

In an effort to increase the amounts available for mineral research, a United Nations Revolving Fund for Mineral Resources Exploration was recently established. Although the Fund will initially be financed by voluntary contributions, it is hoped that the replenishment contributions which recipient governments will have to repay from successful exploration projects will be a major source of future funds. Nevertheless, the ability of the Fund to become self-sustaining will depend largely on a number of basic decisions yet to be made and on the success of the Fund's exploration efforts.

The Fund was established by General Assembly resolution on December 17, 1973. In the resolution, the General Assembly invited the World Bank to cooperate with the Fund and initially to participate in the preparation of procedural arrangements for its operation which the Bank willingly did.

Such endeavors as UNDP or Revolving Fund financing of exploration projects may, in the long run, have a profound effect on the structure of the investments for exploitation of the resources so found. It is obvious that the bargaining position of a host country is stronger once initial exploration has taken place and the parties have a better idea of the risk involved in the proposed investment. The agreements they reach in these circumstances will tend to be more stable, more viable, than would otherwise have been the case.

Mention should also be made of World Bank financing in support of the non-fuel mineral sector.

The Bank's soft loan affiliate, the International Development Association, is financing a feasibility study for the establishment of a national exploration fund, as part of a larger project which also includes financing of technical assistance for training and a study of Bolivia's taxation in the mining sector, as well as investments in mineral production. In addition, the Bank has undertaken a number of financing operations which have served the purpose of facilitating the investment of foreign private capital in mining projects which make a significant contribution to the economy of the developing country involved.

The World Bank may become involved in the financing of mining projects in two ways. In the first place, the Bank may be asked to make financing available for a project located in a developing country and to be carried out and operated by foreign investors. A loan for such a project, which would be made to the foreign investors, would need to be guaranteed by the host country according to the World Bank's charter. This was the situation, for example, with respect to the Falconbridge project in the Dominican Republic. Secondly, the Bank may be asked by the government of a developing country to finance an infrastructure project, a road, railway or power plant, which is required for a mining project. Recent examples are loans to Guinea in connection with the Boké bauxite project and to Botswana to support the BCL copper and nickel project.

Frequently, such projects are located in poor countries and this has typically been the case of those with which the World Bank has been concerned. They are often referred to as enclave projects since they lie outside the mainstream of economic activity of the host country. They have other common distinguishing characteristics. For instance, they typically involve investments of a size far beyond the capacity of the host country to provide. Their production is destined for export. And the project is frequently a captive one, in the sense that it relies on the foreign shareholders or their associates for the marketing of the

production. Finally, the mineral resources being exploited in such projects may be the country's principal, if not only, known natural resources to support its economic development. One characteristic deserving special mention is that if the project is successful, it should be more than self-liquidating in terms of foreign exchange. This means that if the financial viability of the project can be assured, the World Bank can lend in support of the operation, notwithstanding limitations on the general credit-worthiness of the host country which, as I noted, may be very poor.

Mining projects sponsored by foreign investors present the World Bank with a threshold question: why lend at all? While the World Bank is to promote private foreign investment, it is a lender of last resort. We supplement private capital but don't substitute for it. And it is a fact that whether our financing is required for the production part of the project or for related infrastructure facilities, the foreign sponsors would in many cases be able to provide all the required funds. They nevertheless seek World Bank financing. In most of these cases the main motivation is the political umbrella constituted by a World Bank presence in the project. What is interesting is that the host country, too, welcomes the World Bank presence and for broadly the same reasons. Each side tends to look upon the World Bank as an impartial participant in the venture. Honorable and gratifying as these views of our role may be, it is not one that can be discharged without difficulty.

It would go far beyond the scope of my subject to embark on a detailed discussion of the World Bank's financing operations in the mining sector. I believe nevertheless that I should indicate in a very summary way how we view, and deal with, two aspects of mining projects.

The first is the financial soundness to which I referred earlier. This matter obviously receives close attention in order to eliminate risk for the World Bank as well as the host country. Frequently the project is a captive one and typically it is under capitalized. This leads the World Bank to seek assurances from credit-worthy foreign sponsors which may take the simple form of unconditional financial guarantees or more complicated forms including, singly or in combination, take or pay contracts for the product or for the power or transport facilities; over-run and provision-of-working-capital commitments by shareholders; subordination of shareholders' advances; dividend restrictions and the like. Where the construction of the infrastructure project by the government has to precede the construction of the mining project, special safeguards, including voting trusts, may be demanded. The effect of these assurances is to place the full commercial risk of the operation squarely on the foreign sponsors, and thus to minimize the financial risk of the lender, i.e. the World Bank, and of the host government which acts either as the borrower or the guarantor. While accepting the World Bank's conditions in this respect, foreign sponsors have taken the view that it would not be reasonable to continue to be bound by such assurances in the event of "force majeure", particularly in the form of host government interference with the execution or operation of the project as contemplated by the agreements between the investors and that government. The World Bank and host governments have accepted that view in principle, but I need hardly say that

working out the details of the circumstances in which the foreign sponsors' obligations may be suspended or released is a troublesome affair requiring lengthy negotiations.

I now turn to the second aspect which is directly related to the fact that the World Bank is not just a bank, but a development institution. We therefore have no business, to put it bluntly, to finance a project, regardless of its financial return, unless it produces a significant and, in the circumstances, fair and reasonable return to the host country.

This obviously may place the Bank in a delicate position, in which both sides may solicit its support on points of difference in their mutual relations.

We may safely assume that the foreign investors have equipped themselves with all the expertise required for the negotiations. This is, on the other hand, by no means always true of the host country. We therefore urge the host country to retain the necessary outside experts, assist it in finding such experts, and in some instances in which the government either felt (wrongly in our opinion) that it could handle the negotiations with the foreign sponsors without outside help, or considered that it could look to the World Bank for the protection of its interests, we have made the engagement of qualified experts a conditio sine qua non for our participation in the financing.

That is of course not to say that the Bank does not get involved in the substance of the agreements between the investors and the host government. We will of course always see to it that these agreements are such as to protect our own investment. Secondly, we want to satisfy ourselves that the conditions are fair to both sides and that they are perceived to be so. We will not participate in operations that from the start bear the seeds of conflict. Inequitable agreements are strictly non-viable. Beyond that it is difficult to be precise. All I can say is that without becoming outright advocates for the point of view of either party, we try to make sure that all relevant considerations have been fully taken into account by both parties. If this should in fact be of greater assistance to the host country than to the investor in the negotiations, I submit that it is in the equal long-term interest of both.

Investment agreements in the mining sector are typically intended for the long-term. In such long-term contracts, the chances that a conflict will arise during the life of the contract are of course much greater than in contracts of shorter duration: changes in the circumstances that affect the benefits the respective parties expected to reap from the project may lead the party which feels it is "losing" to try to renegotiate the terms of the contract. The other party, on the other hand, may feel that it has good reasons to refuse renegotiation. This may lead to conflicts in the execution of the agreements, frequently although by no means exclusively at the instance of the host government.

This leads me to another activity sponsored by the World Bank Group, namely settlement of investment disputes.

In the middle 1960s, the World Bank sponsored an international convention providing for international procedures for the settlement of investment disputes between host states and foreign investors. The Convention created the International Centre for Settlement of Investment Disputes, or ICSID for short. Sixty-five states, of whom more than two-thirds are developing countries, have already become parties. The agreement provides for conciliation or arbitration of investment disputes which the parties voluntarily submit to the Centre. The Centre will not take jurisdiction unless the parties have given their consent, but -- and this is extremely important -- consent once given is irrevocable. In other words, both parties have the assurance that a conciliation or arbitration undertaking accepted at the beginning of a long-term relationship will retain its effectiveness throughout that relationship. And this assurance is based on a treaty. Another important and innovative provision of the Convention is that as a counterpart of the willingness of a host country to submit to international settlement proceedings with a foreign investor, the investor's home state is barred from exercising diplomatic protection or making an international claim.

The Convention offers a number of constructive possibilities. First, it seeks to depoliticize investment disputes, to avoid political confrontation between the host state and the home state. Second, by offering investors and host states an assured forum which, incidentally, will apply the law which the parties have agreed will be applicable, it seeks to improve the investment climate, to improve it by creating an atmosphere of confidence. There may not be many instances in which the availability of recourse to the International Centre for Settlement of Investment Disputes will be the decisive element in an investment decision. On the other hand, I do think, and I have seen it proved in practice, that the availability of an international dispute settlement mechanism substantially improves the host country's bargaining power and is likely to lead to a better quality investment from the host country's point of view. The reason is obvious. In every investment decision in the Third World the investor has to assess the political risk. The degree to which an investor is willing to become involved in the host country's economy, and to make the maximum contribution to that economy consistent with his overall investment aims, must be related to his expectations of a long-lasting relationship with potential for growth, undisturbed by unilateral action on the part of the host country.

* * * * *

Mr. Chairman, ladies and gentlemen, this concludes my presentation. It has been a pleasure and honor for me to address this Conference and I thank you very much for your attention.

International Centre for Settlement of Investment Disputes

1818 H Street, N.W., Washington, D.C. 20433—Telephone: (202) 477-2087

HOLD FOR RELEASE

September 4, 1975

Statement by Mr. A. BROCHES,
Secretary-General, at the
Ninth Annual Meeting of the
Administrative Council

Mr. Chairman, distinguished Representatives,

It is once again a pleasure for me to welcome you at this Ninth Annual Meeting of the Administrative Council of the Centre. May I address a special word of welcome to the Representative of The Gambia which became the 66th Contracting State during the past year and to the observers from Romania and Australia, countries which by their signature of the Convention during the year under review brought the total number of Signatory States to 71.

The Ninth Annual Report of the Centre lies before you, as well as a brief Addendum which reports on developments since June 30, the close of the Centre's fiscal year.

Without repeating the contents of these documents in any detail, I believe it may be useful to draw the attention of the distinguished Representatives to some of the information contained in the Report, especially since it proved difficult this year to send the Annual Report to Contracting States as long in advance of this meeting as we would have liked to.

Let me turn first to the Centre's efforts to make the Convention and its potential uses more widely known. In doing so, we stress particularly the role of the Convention as a means of conflict avoidance. Agreement in advance to have recourse to the settlement procedures, international conciliation and international arbitration, provided for in the Convention will, we think, act as a spur to both parties to an investment dispute to seek to resolve their differences by negotiation. The Secretariat is constantly in touch with interested circles in government as well as in the private sector and continues to add to the list of names of those who receive its growing number of publications. Members of the Secretariat also participate in seminars and other meetings in the general area of the Centre's interest, and during the past year I myself had occasion to address international meetings in Canada, France, India, the United Kingdom and Venezuela. My associates and I have been encouraged by the wider understanding of the Centre and the Convention which we are encountering. We also believe that the publication by the Centre of a collection of investment legislation of developing countries has helped to make the Centre better known. Nevertheless, we are aware that more can, and should, be done.

The Report before you, and this is my second point, gives tangible evidence of the growing acceptance of the Centre. I refer particularly to the information contained in an addendum to the Report which lists both domestic legislation of developing countries and bilateral treaties between industrialized and developing countries which make reference to the Convention and the Centre. This information also demonstrates the role that governments can play in facilitating use of the Convention, by supplementing, and encouraging, submissions to the Centre's jurisdiction contained in individual investment agreements between host governments and private investors. The distinguished Representatives may also have noted that in his statement to the Seventh Special Session of the General Assembly of the United Nations Mr. Kissinger recommended recourse to the Centre as a means of resolving investment disputes.

Mr. Chairman, distinguished Representatives, you have heard the President of the World Bank and many Governors speak of the capital shortage which faces the developing countries, and of the need to increase the flow of both public and private funds. It is therefore quite appropriate, notwithstanding the heavy schedule of this week's meetings, that we should devote this brief period to the affairs of the Centre, whose purpose is to promote the flow and harmonious development of private foreign investment in the developing countries.

Since we last met, the United Nations General Assembly in December of 1974 adopted a Charter of the Economic Rights and Duties of States which in a way constituted the culmination of an important phase in the continuing international discussion of economic relations between the industrialized and the developing countries. It had been hoped that this Charter, while not intended to be a legally binding instrument but rather a statement of principles, would reflect a consensus on the numerous items of economic policy with which it deals. On many points this hope was fulfilled, but on many others it was not. This was particularly the case of the provisions of the Charter dealing with the mutual rights and obligations of foreign investors and host States. In this area, no consensus was reached and the discussion ended indeed on a note of confrontation, focusing on the closely related questions of nationalization and compensation, both as to substance and procedure. These subjects are bound to be discussed once again at the Special Session of the General Assembly now in progress in New York.

The gap between the views of the developing countries on the one hand and the industrialized countries on the other, as reflected in their respective positions at last year's General Assembly, is very wide indeed. Briefly stated, the industrialized countries, from which investment funds are expected to flow, hold the view that in the exercise of the sovereignty of States over their natural resources, a right that is generally accepted, and in the exercise of their equally accepted right to control their economic destiny, States remain nevertheless subject to certain procedural and substantive rules of international law when dealing with the property of citizens of other States. As against this view, the view of the developing

countries, the prospective recipients of foreign investment, as that view is expressed in the Charter provisions which in the end were adopted, is that the treatment of foreign investment is a matter within the exclusive jurisdiction and untrammeled discretion of the host State, both as to substance and procedure.

One should certainly not overestimate the seriousness of this conflict of views or the urgent need to bridge what at the moment appear to be irreconcilable differences. Failure to make progress on this front cannot but reduce international flows of capital for direct investment.

We should, on the other hand, not overlook the fact that while the Charter defines the rights of host States, as seen by the developing countries as a group, it is up to each of those States to decide to what extent and in what manner that State wishes to exercise those rights. From statements and explanations of vote at the General Assembly offered on behalf of developing countries from different geographical areas and at different stages of development, it became clear that they intended to continue to conduct their international economic relations in such a way as to promote appropriate foreign investment in their territories. One of the speakers made specific reference in this connection to ICSID.

The reflection of this pragmatic attitude is found in the steady increase in the number of bilateral economic cooperation and investment protection agreements concluded between industrialized and developing countries, including those which contain explicit references to the mechanisms of the Centre. It is also reflected, of course, in the growing membership of the Centre. One may note, in that connection, that there is here no contradiction, that the Charter itself contemplates application of international law and international procedures if, and I quote "it is freely and mutually agreed by all States concerned that other peaceful means" that is, means other than national procedures "be sought on the basis of the sovereign equality of States and in accordance with the principle of free choice of means". This language leaves it open to States to bind themselves to certain rules of substance or procedure, or both, through the conclusion of bilateral agreements or through participation in a multilateral agreement, such as the Convention on the Settlement of Investment Disputes.

In conclusion, I believe that in the present state of affairs, unsatisfactory though it may be because of the lack of consensus on a number of basic issues, the Centre whose jurisdiction is based on the mutual consent of the host State and the foreign investor, can be an increasingly useful tool in shaping more orderly and more rational relations between providers of capital and national economies in need of foreign investment.

~~Not for publication or attribution
since this was "off the record"~~

Discours par Mr. Aron Broches à la
Société de Géographie Economique
Paris, Octobre 14, 1969

En février 1965, j'ai déjà eu l'honneur de prendre la parole au cours d'une réunion de votre Société pour vous parler de la protection juridique des investissements étrangers. J'avais mentionné les risques politiques qui effraient les investisseurs privés étrangers, ainsi que les diverses mesures multilatérales que l'on envisageait alors pour surmonter ces obstacles et faciliter ainsi le développement économique des pays du Tiers Monde.

Je voudrais aujourd'hui passer en revue avec vous la situation telle qu'elle était il y a quatre ans et telle qu'elle se présente maintenant.

En 1965, l'OCDE poursuivait toujours l'examen d'un projet de "Convention sur la protection des biens étrangers" qui aurait établi, pour le traitement des investissements étrangers, certaines règles de conduite que les pays se seraient engagés à respecter, leurs violations éventuelles étant soumises à un organisme impartial. Les parties à cette procédure auraient normalement été l'Etat hôte et l'Etat de l'investisseur, bien qu'il ait été envisagé qu'avec l'approbation des deux Etats l'investisseur puisse entamer une procédure directe contre l'Etat hôte. Il y a lieu aussi de remarquer qu'aux termes de ce projet de convention, l'Etat hôte se serait toujours trouvé dans la position de défendeur puisque la Convention n'imposait d'obligations qu'aux Etats hôtes. Cette convention, vous le savez, n'a jamais dépassé le stade du projet et je dois dire que je n'en ai pas été très surpris. N'oublions pas que cet essai d'élaboration de règles juridiques de fond était essentiellement le fait du groupe des pays exportateurs de capitaux. Il n'était donc guère susceptible de satisfaire les pays en voie de développement à titre de codification multilatérale du statut des investissements étrangers. En fin de compte, le Conseil de l'OCDE a adopté une résolution approuvant les principes de droit international énoncés dans le projet de convention. L'on se souviendra que l'Espagne et la Turquie se sont abstenues lors du vote de la résolution. Néanmoins, bien que l'OCDE n'ait pas atteint son but en élaborant une convention, son travail n'a pas été vain. Rien ne témoigne mieux de l'utilité de ses efforts que la conclusion au cours de ces dernières années d'accords bilatéraux entre pays européens et pays en voie de développement. On peut penser qu'avec le temps, un réseau toujours plus dense de ces accords bilatéraux préparera la voie à une synthèse multilatérale, mais celle-ci devra sans doute tenir compte des droits aussi bien que des obligations des Etats hôtes. J'ajouterais que la Commission Pearson se fait l'écho de ce sentiment en recommandant que soit sérieusement envisagée la conclusion d'accords bilatéraux relatifs au traitement des investisseurs étrangers, analogues à ceux que l'Allemagne, la Suisse et d'autres Etats fournisseurs d'aide ont déjà conclus avec certains

pays en voie de développement.

Vous savez sans doute que la Commission Pearson, qui groupe, sous la présidence de l'ancien Premier Ministre du Canada, sept personnalités éminente, parmi lesquelles Mr. Robert Marjolin, s'est constituée en août 1968, à la suggestion du Président de la Banque, pour étudier les résultats obtenus par l'aide au développement et proposer des politiques plus fructueuses pour l'avenir; elle vient de publier, sous le titre "Partners in Development", un rapport qui paraîtra prochainement en français.

L'assurance, ou l'octroi de garanties, contre les risques politiques constitue un autre moyen d'aborder le problème que posent le climat défavorable aux investissements et, indirectement, la protection juridique des investissements étrangers. Au début de 1965, seuls les Américains, les Allemands et les Japonais disposaient de systèmes nationaux de garantie, tandis que l'OCDE avait élaboré un projet préliminaire de régime multilatéral d'assurance des investissements. Le fait le plus significatif depuis lors est la mise en oeuvre, par un certain nombre de pays européens, de nouveaux systèmes nationaux de garantie. L'élaboration d'un système multilatéral éventuel se poursuit au sein de la Banque Mondiale qui a entrepris cette tâche à la demande de l'OCDE et de la CNUCED. Jusqu'ici, les résultats de nos travaux ne sont guère satisfaisants. A quelques exceptions près, ni les pays riches ni les pays pauvres n'ont manifesté beaucoup d'enthousiasme bien qu'ils aient, à la réunion de la CNUCED, adopté à la quasi unanimité une résolution priant la Banque de tenter d'élaborer un système multilatéral. Puisque nous sommes entre nous, je crois pouvoir vous dire que les autorités allemandes, britanniques et françaises ont, chacune pour des motifs qui leur semblent valables, manifesté, dans des termes plus ou moins énergiques, leur opposition ou leur manque d'intérêt pour le projet. Nous avons appris depuis peu que les autorités françaises auraient abandonné leur position entièrement négative. Toutefois, nous ne connaissons pas encore l'opinion actuelle du Gouvernement français. Un certain nombre de gouvernements européens nous ont fait savoir que leur adhésion dépendrait de la mesure dans laquelle d'autres Etats, et notamment les Etats-Unis, participeraient à ce système. Les Etats-Unis, de leur côté ont également souligné la nécessité qu'un grand nombre d'Etats participent au système mais ils n'ont pas précisé s'ils y participeraient eux-mêmes au cas où cette condition serait remplie. Il est sans doute compréhensible que, dans ces circonstances, les pays en voie de développement n'aient pas clairement manifesté leur opinion. Une chose est claire cependant, c'est que ces pays ne sont pas prêts à assumer des responsabilités plus vastes que celles qui leur incombent dans le cadre des systèmes nationaux. Un certain nombre d'entre eux ont notamment indiqué sans équivoque qu'ils ne participeraient pas au système multilatéral s'il s'agissait pour eux de partager les pertes. Certains pays exportateurs de capitaux estiment, par contre, nécessaire que les pays en voie de développement assument une certaine partie des pertes pour que le nouveau système de garantie contribue à assurer aux investissements étrangers un statut

Juridique plus satisfaisant. Je ferai observer à ce propos que la Commission Pearson a exprimé l'opinion que l'institution d'un système multilatéral de garantie des investissements pourrait constituer un complément très utile des systèmes nationaux déjà en vigueur. La Commission mentionne expressément que ce système multilatéral pourrait (a) permettre d'assurer les investissements des sociétés dont le siège est situé dans des pays ne disposant pas actuellement de systèmes bilatéraux, tels que la France et le Royaume-Uni, (b) permettre d'assurer les projets multinationaux, (c) permettre aux petits systèmes d'assurances bilatéraux de réassurer les risques importants, enfin (d) faire participer aux risques à la fois les pays développés et les pays en voie de développement. La Commission mentionne également dans son rapport la possibilité d'établir un lien entre le système multilatéral et la Convention de la Banque Mondiale sur le règlement des différends relatifs aux investissements en offrant des conditions plus favorables pour l'assurance des investissements dans les pays parties à cette Convention.

Un projet de charte pour la constitution d'une institution multilatérale d'assurance, qui serait affiliée à la Banque Mondiale, a été soumis aux Etats membres il y a plus d'un an. Ceux-ci ont été informés que la direction de la Banque, si elle ne recevait pas un nombre suffisant de réponses positives dans un délai de quelques mois, recommanderait l'abandon de ce projet. Sans que ma prédiction se fonde sur des bases très solides, je suis pourtant enclin à penser que nous allons bientôt faire des progrès.

J'en viens maintenant au troisième panneau de ce qu'on pourrait appeler le tryptique des mesures que l'on peut prendre pour protéger les investissements étrangers, c'est-à-dire la création de mécanismes internationaux pour le règlement des différends entre Etats et investisseurs étrangers. En février 1965, je vous ai dit que la Banque Mondiale comptait ouvrir dans quelques mois à la signature la Convention sur le Règlement des Différends relatifs aux Investissements. La Convention a effectivement été ouverte à la signature en mars 1965 et est entrée en vigueur il y a exactement trois ans aujourd'hui.

Elle a été signée jusqu'ici par 62 Etats, dont 52 ont déjà déposé leur instrument de ratification. La Convention crée un Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements. Ce Centre, institution internationale autonome, offre des moyens de conciliation et d'arbitrage pour régler les différends relatifs aux investissements pouvant surgir entre Etats et investisseurs étrangers.

L'objet de la Convention n'est en aucune façon d'exprimer par avance une opinion quelconque sur le fond des différends relatifs aux investissements, mais de fixer la procédure à suivre pour les régler. Elle ne fixe pas de normes pour le traitement par les Etats des biens étrangers, et ne prescrit aucune règle de conduite pour les investisseurs étrangers dans leur relations avec les Etats hôtes. Elle se limite à définir les règles

selon lesquelles sont constitués, sous l'égide du Centre, les commissions de conciliation et les tribunaux d'arbitrage, dont la composition est laissée, au premier chef, aux parties en litige et les règles de droit que les tribunaux d'arbitrage appliqueront, compte tenu du principe de l'autonomie de la volonté des parties.

Il y a lieu de souligner que c'est volontairement que les parties ont recours aux moyens créés par la Convention. Cette dernière n'institue pas un système de conciliation et d'arbitrage obligatoire. Comme dans le cas de la Cour Internationale de Justice, la compétence du Centre repose sur le consentement des parties. Le simple fait qu'un Etat ait ratifié la Convention n'oblige pas cet Etat ou l'un de ses ressortissants à saisir le Centre d'un différend quelconque. Mais, et c'est là un point de la plus haute importance, une fois qu'un Etat contractant et un investisseur ressortissant d'un autre Etat contractant ont d'un commun accord décidé d'avoir recours au Centre, aucune des parties ne peut retirer son consentement unilatéralement. La Convention contient en outre des dispositions destinées à empêcher que la procédure n'échoue à cause du refus de coopérer d'une des parties. Elle prévoit notamment que les conciliateurs ou arbitres peuvent être nommés par le Président de la Banque, en sa qualité de Président d'office du Conseil Administratif du Centre et que le Tribunal peut rendre sa sentence même si une partie fait défaut.

La Convention a également adopté le principe bien établi selon lequel les tribunaux internationaux doivent être juges de leur propre compétence.

En vertu de la Convention, un Tribunal Arbitral est tenu d'appliquer le droit désigné par les parties. A défaut d'un tel accord, le Tribunal doit appliquer le droit de l'Etat partie au différend (sauf si le droit de cet Etat prévoit l'application d'un autre droit), et toute règle de droit international applicable en l'espèce. Enfin, la sentence arbitrale est obligatoire pour toutes les parties. Tout Etat contractant est tenu de reconnaître les sentences rendues aux termes de la Convention comme s'il s'agissait d'un jugement définitif d'un tribunal national et d'assurer l'exécution des obligations pécuniaires imposées par la sentence dans les mêmes conditions, que l'Etat contractant ou l'un de ses ressortissants soit ou non partie au différend.

Toutefois, partout où le principe de l'immunité d'exécution de l'Etat empêche l'exécution forcée, la Convention ne modifie pas ce principe. Tout ce que fait la Convention est de placer une sentence arbitrale sur un pied d'égalité avec un jugement définitif des tribunaux nationaux. Si, en droit interne, ce jugement est exécutoire, il en est de même de la sentence. Si ce jugement ne peut pas être exécuté contre un Etat la sentence ne peut l'être davantage.

La Convention constitue par elle-même la reconnaissance du principe qu'une entité autre qu'un Etat - c'est-à-dire un investisseur - peut citer directement un Etat devant une instance internationale. Corollaire de ce principe, la Convention introduit une autre innovation, voire que l'Etat de l'investisseur ne sera plus habilité à épouser la cause de son ressortissant. La Convention fournit donc un moyen direct de régler, sur le plan juridique, des différends relatifs aux investissements entre l'Etat et l'investisseur étranger et elle isolerait ces différends du domaine de la politique et de la diplomatie.

La pierre de touche du succès du Centre ne sera pas le nombre des cas qui lui seront soumis mais le nombre d'Etats et d'investisseurs qui accepteront de saisir le Centre de leurs litiges lorsque leurs différends ne pourront être réglés à l'amiable. Cette acceptation pourra se manifester de plusieurs manières: en insérant par exemple dans un accord d'investissement une clause prévoyant le recours au Centre pour les différends auxquels l'accord pourrait éventuellement donner lieu ou en concluant un compromis une fois que le différend a surgi en fait. On peut concevoir aussi que les pays en voie de développement désireux d'attirer les investissements privés institueraient par une législation générale leur volonté de soumettre au Centre certaines catégories de différends relatifs aux investissements. On pourrait, enfin, envisager de rendre les procédures prévues par la Convention applicables dans le cadre des accords bilatéraux relatifs aux investissements que plusieurs Etats sont en train de conclure avec les pays en voie de développement.

Quelle a été notre expérience au cours des trois premières années de l'existence du Centre? Aucun différend n'a encore été soumis à la conciliation ou à l'arbitrage mais je suis heureux de constater que nombre d'Etats et d'investisseurs ont utilisé les possibilités offertes par la Convention en suivant les différents moyens que je viens de souligner. D'abord, dans un nombre de cas de plus en plus grand, les accords d'investissements entre Etats et investisseurs étrangers contiennent des clauses prévoyant la soumission des différends pouvant survenir à l'arbitrage prévu par la Convention. Deuxièmement, quatre pays ont spécifiquement prévu dans leur législation relative aux investissements que le règlement des différends relatifs à ces derniers pourra se faire sous les auspices du Centre. Ce sont l'Afghanistan, le Niger, la Tunisie, et tout récemment le Congo Kinshasa. Enfin, aux termes d'un accord bilatéral conclu entre les Pays-Bas et l'Indonésie, une disposition a été introduite prévoyant la soumission à la Convention des différends entre les investisseurs des deux Etats et l'autre Etat. L'accord stipule, en outre, qu'une telle soumission peut être effectuée tant à l'initiative de l'Etat hôte qu'à celle de l'investisseur.

La Convention est le premier accord international traitant spécifiquement, et de manière constructive, du problème des différends entre les Etats et les investisseurs étrangers. Le fait qu'elle est favorablement accueillie dans

beaucoup de pays importateurs de capitaux est un signe particulièrement heureux. Le succès est dû en grande partie à la discrétion de la Banque Mondiale qui s'est résolument abstenu de toute pression visant à obtenir des adhésions à la Convention. Un groupe de pays, toutefois, s'est abstenu, sans exception, d'adhérer à la Convention. Il s'agit des pays d'Amérique Latine et je voudrais, pour terminer, vous dire un mot, toujours "entre nous", de l'attitude de ces pays à l'égard de la protection des biens étrangers. Ils ont expliqué leur opposition par des motifs juridico-philosophiques, la Convention représentant, selon eux, un renoncement illégal à la souveraineté et une atteinte inconstitutionnelle au principe de l'égalité de traitement des citoyens et des étrangers. Derrière ces arguments théoriques, dont la faiblesse est facile à démontrer, se cache une préoccupation plus pratique et plus compréhensible, préoccupation que le Ministre des Finances des Philippines - dont le pays n'a pas non plus signé la Convention de la Banque Mondiale - a exprimée sans ambages dans un discours qu'il a prononcé à Washington pendant la semaine de la réunion annuelle du Conseil des Gouverneurs du Groupe de la Banque Mondiale. Le raisonnement de M. Romualdez, que je crois représentatif de la position réelle de l'Amérique Latine, une fois dépouillé de ses ornements juridico-philosophiques, peut s'énoncer ainsi. Certains pays sont au tout premier stade de leur développement. Il leur faut à tout prix attirer des investissements étrangers. D'autres pays, cependant, sont à mi-chemin sur la voie du développement et leur secteur privé, déjà vigoureux, est actif dans certaines branches de l'industrie. L'octroi de conditions spéciales quelles qu'elles soient, destinées à encourager les investissements étrangers, donnerait à ces investisseurs étrangers un avantage concurrentiel par rapport aux hommes d'affaires locaux. Ce raisonnement s'applique à la situation des Philippines et il est plus approprié encore à la situation de bon nombre de pays d'Amérique Latine. Mais dire que l'attitude de ces pays est compréhensible ne signifie pas qu'elle soit raisonnable ou même de nature à servir leurs propres intérêts. Au contraire, j'estime plutôt que la situation de ces pays demanderait que des mesures destinées à encourager les investissements soient appliquées de manière sélective, uniquement dans les secteurs où il est souhaitable d'attirer les capitaux et les connaissances techniques de l'étranger. Dans ces secteurs, en revanche, tous les types de mesures spéciales devraient en principe être admis. Je crois qu'il serait sage, de la part des pays riches, de reconnaître cette distinction et de mettre l'accent, dans leur dialogue avec les pays d'Amérique Latine, sur l'aspect pratique plutôt qu'idéologique de la question.

Quelle que soit, en fin de compte, l'opinion d'un pays en voie de développement sur l'opportunité d'accueillir de nouveaux investissements étrangers ou même sur l'intérêt que présentent les investissements existants il n'est en aucun cas justifié à ignorer purement et simplement les droits

acquis. Il est donc encourageant de constater que, dans une autre partie du monde, en Afrique, le différend, extrêmement délicat du fait de son caractère politique, qui opposait le Congo Kinshasa à l'Union Minière vient d'être réglé par des négociations directes entre les parties, sans l'aide d'aucune autorité extérieure.

Monsieur le Président, Messieurs, je vous remercie de l'attention que vous m'avez prêtée et je répondrai avec plaisir à toute question que mes observations auraient pu vous suggérer.

WP#L-M-44/pc
ABroches
February 9, 1982



IBRD Article IV, Sections 4 (c) and 7 (a)
IDA Article V, Section 3

MODIFICATION OF TERMS OF LOANS AND CREDITS

by A. BROCHES

January 1982

IBRD Article IV, Sections 4 (c) and 7 (a)
IDA Article V, Section 3

MODIFICATION OF TERMS OF LOANS AND CREDITS

1. Introduction. The Articles of Agreement of both the Bank and the Association contain provisions relating to relaxation or modification of terms of financing.

2. Bank provisions. Article IV, Section 4 (c) provides:

"If a member suffers from an acute exchange stringency, so that the service of any loan contracted by that member or guaranteed by it or by one of its agencies cannot be provided in the stipulated manner, the member concerned may apply to the Bank for a relaxation of the conditions of payment. If the Bank is satisfied that some relaxation is in the interest of the particular member and of the operations of the Bank and of its members as a whole, it may take action under either, or both, of the following paragraphs with respect to the whole or part, of the annual service:

- (i) The Bank may, in its discretion, make arrangements with the member concerned to accept service payments on the loan in the member's currency for periods not to exceed three years upon appropriate terms regarding the use of such currency and the maintenance of its foreign exchange value; and for the repurchase of such currency on appropriate terms.
- (ii) The Bank may modify the terms of amortization or extend the life of the loan, or both."

and Section 7 (a) of Article V provides:

"In cases of default on loan made, participated, or guaranteed by the Bank:

- (a) The Bank shall make such arrangements as may be feasible to adjust the obligations under the loans, including arrangements under or analogous to those provided in Section 4 (c) of this Article."

3. Legislative history of Bank provisions. Early U.S. drafts of the Bank proposal imposed strict financial conditions on borrowers and provided for severe sanctions against defaulters.¹ This was intended to show that the new institution would break with the loose international lending practices of the twenties and thirties. However, an internal U.S. Treasury memorandum dated September 4, 1943 indicates that a redraft would permit reasonable actions to be taken when members were in default through circumstances beyond their control. This was reflected in the Draft Outline published by the U.S. Treasury in November 1943 which contained the following provision:

"Loans participated in or made by the Bank shall contain the following payment provisions:

In the event of an acute exchange stringency the Bank may accept local currency in payment of interest and principal for periods not exceeding three years. The Bank shall arrange with the borrowing country for the repurchase of such local currency over a

1. A draft, marked H.D. White, April 1943, provided: "If the Bank shall declare any member in default, the member countries agree not to extend any financial assistance to that country, nor permit any of its nationals to extend any financial assistance to that country, until the country has paid sums due the Bank."

period of years under appropriate terms that safeguard the value of the Bank's holdings of such currency."²

4. En route to the United States for the Bretton Woods Conference, a number of meetings took place on the S.S. Queen Mary between the British delegation, headed by Lord Keynes, and delegations of the London governments of occupied European countries, leading to the so-called "boat drafts" of the Fund and Bank charters.

5. At a meeting on June 22, 1944 Lord Keynes briefly outlined the reasons which had led him to support a number of changes in the 1943 U.S. Treasury draft. One of the changes he specifically mentioned related to the treatment of borrowers who got into difficulties. According to the Note of the meeting, "[h]e wanted to find a solution of this problem which would minimize the prospect of countries being forced into defaulting upon obligations to an international institution. The revised U.S. draft went some way to meet this point, but the Bank was only left with one method of lessening the burden upon debtors in times of crises. He thought, therefore, that the provisions for relaxation of service charges ought to be extended and that some provision should be

2. Preliminary Draft Outline of a Proposal for a Bank for Reconstruction and Development of the United and Associated Nations (1943), Proceedings and Documents of United Nations Monetary and Financial Conference, Bretton Woods, New Hampshire, July 1 - 22, 1944 [hereafter "Proceedings"] (Washington, D.C. 1948), Vol. II, p. 1616 et seq. at p. 1625, Art. IV, 10(c).

made for stabilization loans."³ The resulting text read as follows:

"(c) In the event of the borrowing country suffering from an acute exchange stringency, so that it is unable to provide the service of the loan in the stipulated manner, it may appeal to the Bank for a relaxation of the conditions of payment. If the Bank is satisfied that some relaxation is in the interests of the borrowing country and of the operations of the Bank and the other member countries as a whole it may take action under all, or any, of the following headings in respect of the whole, or part, of the annual service:

- (i) The Bank may in its judgment accept payments in respect of the service of the loan for periods not exceeding three years at a time in local currency. The Bank shall arrange with the borrowing country for the repurchase of such local currency over a period of years on appropriate terms that safeguard the Bank's holdings of such currency. The Bank may also require that the whole, or part of such currency, may be transferred to another member country in whose hands it shall be freely available to make payments or to purchase exports in the borrowing country (see (9) below).
- (ii) The Bank may re-arrange the installments of amortization so as to increase the amount due in later years or to prolong the life-time of the loan."⁴

6. At the Pre-Conference meeting in Atlantic City with the United States and other delegations Keynes commented that if a country got into difficulties the Bank should come to its aid.

3. U.K. Doc. I.M.C. (44) (General) 5th Meeting, 6/22/1944.

4. U.K. Doc. I.M.C. (44) B 2 Revised, 6/24/1944.

It should aim at restoration rather than to enforce penalties on defaulting.⁵ Bernstein (U.S.) said that the transfer of local currency could operate as a mild sanction against the borrowing country, forcing it to cut down imports and increase exports. Therefore, great discretion would have to be exercised by the Bank in connection with this provision.⁶

7. The "boat draft" of Article IV, Section 4 (c) was incorporated without substantive change in the text of the Bank's Articles submitted to the Bretton Woods Conference.⁷ The differences between the two drafts are shown below, where ---- indicates deletions from, and underscoring indicates additions to the "boat draft":

"(c) In the event of the borrowing country of the borrower suffering from an acute exchange stringency, so that it is unable to provide the service of the loan cannot be provided in the stipulated manner, it the country may appeal to the Bank for a relaxation of the conditions of payment. If the Bank is satisfied that some relaxation is in the interests of the ~~borrowing~~ country of the borrower and of the operations of the Bank and the other members countries as a whole it may take action under ~~all~~ either, or any both, of the following headings in respect of the whole, or part, of the annual service:

(i) The Bank may in its judgement accept payments in respect of the service of the loan for periods not exceeding three years at a time in local currency. The Bank shall arrange with the borrowing country for the

-
5. U.S. Atlantic City Minutes 6/29/1944 p.m., p.1.
 6. Id. 6/30/1944 a.m., p.3. The provision for transfer of local currency service payments did not survive in the final text.
 7. Doc. 169, July 6, 1944, Proceedings pp 199-200.

repurchase of such local currency over a period of years on appropriate terms that safeguard the Bank's holdings of such currency. The Bank may also require that the whole, or part of such currency, may be transferred to another member country in whose hands it shall be freely available to make payments or to purchase exports in the borrowing country.

- (ii) The Bank may re-arrange the installments of amortization so as to increase the amount due in later years or to prolong the lifetime of the loan."

8. The provision was assigned to Committee II but the Proceedings do not record its deliberations. However, the reasons for the changes reflected in the reports of the Drafting Committee⁸ are easy to understand.

9. The first sentence of Article IV, Section 4 (c) was amended to include guaranteed as well as direct loans. Thus:

"(c) If a member suffers from an acute exchange stringency so that the service of any loan contracted by that member or guaranteed by it or by one of its agencies cannot be provided in the stipulated manner, the member concerned may appeal to the Bank for a relaxation of the conditions of payment."

10. The second sentence was amended correspondingly:

"If the Bank is satisfied that some relaxation is in the interests of the particular member and of the operations of the Bank and of its members as a whole, it may take action under either, or both, of the following paragraphs with respect to the whole, or part of the annual service:"

8. Doc. 495, July 20, 1944, Proceedings p. 1025; Doc. 505, July 21, 1944, id. pp. 1058/9.

11. Paragraph (i) was substantially redrafted. While dropping the provision for transfer of the local currency to another member, the "appropriate terms" were amended to cover explicitly both use and maintenance of value of the local currency:

"(i) The Bank may, -in-its-judgement in its discretion, make arrangements with the member concerned to accept service payments in respect of the service of on the loan in the member's currency for periods not exceeding to exceed three years at a time in local currency. The Bank shall arrange with the borrowing-country for the repurchase of such local currency over a period of years upon appropriate terms regarding the use and maintenance of the foreign exchange value of such currency; and for the repurchase of such currency on appropriate terms. The Bank may also require that the whole or part of such currency, may be transferred to another member in whose hands it shall be freely available to make payments or to purchase exports in the borrowing country."

12. Paragraph (ii) was amended to permit the shifting of instalments and the extension of the final maturity to be applied either as alternatives or cumulatively, thus adding flexibility:

"(ii) The Bank may rearrange the installments of amortization modify the terms of amortization so as to increase the amount due in later years or to prolong extend the life-time of the loan, or both."

and conditions on the acceptance of local currency payments. The provision is unusual in expressly giving a borrower a right to apply for a relaxation of loan terms under certain circumstances. Any borrower may, of course, apply to its lender for such relaxation at any time and the lender will be free to grant or withhold such relaxation. The express mention of the borrower's right to make an application would, therefore, seem to indicate necessarily that the Bank, although retaining the right of decision, must at least give serious consideration to the

-
- 8a. Since the Bank has suffered no defaults, there has been no occasion to apply Article IV, Section 7 (a). That provision went through the Bretton Woods Conference without any significant change. In the initial text the arrangements to adjust the obligations under a defaulted loan included "arrangements analogous to those provided in Article IV, Section 4 (c)", while in the final text they included arrangements "under or analogous to" Section 4 (c). However, since Section 7 (a) sensibly provides that the Bank shall make "such arrangements as may be feasible" the mention of certain arrangements cannot be regarded as limitative. See "documents 419 (7/16/44), 462 (7/18/44), 468 (7/19/44), 469 (7/19/44), 495 (7/20/44) and 505 (7/20/44), Proceedings, Vol. I, pp. 701, 819, 847, 860, 1060 and 1026, respectively.

application and may not decline it on the simple ground that it is entitled to insist on punctual performance of the loan agreement and to declare a default. The Bank's first General Counsel (Chester A. McLain 1946-49) considered the provision, if so interpreted, a dangerous one and in the Bank's first U.S. bond issue prospectus which contained detailed references, in quotation or paraphrase, to the Articles of what was then an unknown institution, Article IV, Section 4 (c) was paraphrased as providing that the Bank might in the circumstances defined in the Section in its discretion accept service payments in local currency etc., leaving out any reference to a member's right to apply for such relaxation.⁹ The author of this Note remembers that members of the staff were urged at the time to avoid where possible mention of this right.

14. The 1947 issues were registered with the U.S. Securities and Exchange Commission. In 1949 the Bank's securities were exempted from the Securities Act of 1933 but the SEC was to get seven days prior notice of issues and of the prospectus to be used in connection therewith. The Bank's second prospectus, issued in 1950, does not mention adjustment of loan terms. It contained the following general statement under the heading "Loan Policies and Procedures":

9. Prospectus dated July 11, 1947 for \$100 million Ten Year 2 1/4% Bonds and \$150 million Twenty-Five Year 3% Bonds, p. 10.

"The basic outlines of the Bank's lending policies and procedures are prescribed by the Articles. Within the scope permitted under the Articles, the Bank's loan policies and procedures must necessarily be developed and adjusted in the light of experience and changing conditions. The policies and procedures indicated in this Prospectus are, therefore, subject to change, to the extent permitted under the Articles, as experience and changing conditions may require."¹⁰

15. In 1951, the above-quoted language was supplemented as follows:

"The effect of such changes will not necessarily be limited to loans thereafter granted. The Bank may also relax or modify contract requirements, reduce charges or otherwise waive rights under existing loan agreements, as may be appropriate in relation to changing Bank policies or as may appear advisable because of the economic situation of particular borrowers or guarantors."¹¹

This elaboration was the result of comments by the SEC staff which had stated that it liked to see some reference to the Bank's power to adjust its loan terms in case of acute exchange stringency.¹² What is interesting is that the additional

-
10. Prospectus dated January 25, 1950 for \$100 million 2% serial Bonds of 1950, due 1953-62, p.9.
 11. Prospectus dated February 28, 1951 for \$50 million 3% Twenty-Five Year bonds, p. 9.
 12. Memorandum of March 6, 1968 from Mr. Scott to Mr. Broches in Legal Dept. File India - External Debt. That the SEC staff was not always adverse to statements of the obvious became clear some years later when it went so far as to suggest that Bank prospectuses should mention that since Bank loans constitute foreign exchange obligations for the borrowers, their repayment was subject to the borrowers being able to obtain foreign exchange. The Bank rejected that suggestion.

statement goes far beyond a paraphrase of Art. IV, Section 4 (c) and makes clear that the Bank reserves the right to administer its loans in accordance with its best judgement, which necessarily implies that the Bank interpreted its charter as giving it the power and discretion to do so.

16. Later in 1951, the text was slightly shortened and appeared in the following form in all U.S. Prospectuses until 1960:

"The basic outlines of the Bank's lending policies are prescribed by the Articles. Within the scope permitted by the Articles, these policies must necessarily be developed and adjusted in the light of experience and changing conditions. Changes which may be made from time to time in the Bank's loan policies will not necessarily affect only loans subsequently granted. The Bank may also relax or modify contract requirements, reduce charges or otherwise waive rights under existing loan agreements, as may be appropriate in relation to changing Bank policies or as may appear advisable because of the economic situation of particular borrowers or guarantors."

17. In the 1950's changes in amortization schedules were made in the case of loans to Paraguay (55 PA) and Haiti (141 HA). In both cases, the adjustments were recommended by the Management on project grounds and approved by the Executive Directors on that

basis. No reference was made either in the documents or in the oral discussion to Article IV, Section 4 (c).¹³

18. Article V, Section 3 of the IDA Articles and its Legislative History. Article V, Section 3 provides:

"The Association may, when and to the extent it deems appropriate in the light of all relevant circumstances, including the financial and economic situation and prospects of the member concerned, and on such conditions as it may determine, agree to a relaxation or other modification of the terms on which any of its financing shall have been provided."

This provision appeared in the First Draft of Articles of Agreement for proposed IDA¹⁴ in the same form in which it became part of the final text. The provision was discussed at two of the meetings of the plenary Financial Policy Committee of the Bank's Board to which the draft had been assigned. At the first meeting a Director asked whether "relaxation or other modification" would also cover forgiveness of debt. Mr. Sommers, who was then the Vice President in charge of the IDA project, replied that while the term "relaxation" could be stretched to include forgiving a debt absolutely, it would not be a normal

13. Paraguay: R 58-20, March 6, 1958 (changes in character of project and long delay in loan becoming available for disbursements) and verbatim proceedings of Board meeting March 18, 1958. Haiti: R 59-22, March 23, 1959, (if the amortization scheduled remained unchanged, repayment would have to be made well before the benefit of the project could be felt) and verbatim proceedings of meeting on March 26, 1959. Adjustment of the amortization schedule of Loan 109 IN to ICICI because of delay in utilization of the Loan was approved by the Executive Directors on February 26, 1958 without objections or discussions.

14. Doc. IDA/59-18, 11/20/1959.

interpretation of the language.¹⁵ At a later meeting the question was asked whether the Section enabled the new institution to do anything that it hadn't got the power to do in any event. The answer was that the Section did not. To the further question whether it was "wise in a document of this kind to put a clause in which may encourage borrowers to think that they needn't stand by the terms of their own contracts" and whether in any event its application should not be more carefully circumscribed, Mr. Sommers replied that there was a somewhat parallel provision in the Bank's Articles, although not as broadly drafted as the section under discussion, and that "since our understanding is that IDA will be at least as receptive as the Bank, and probably somewhat more receptive, to proposals of this kind, it would be rather incongruous to have such a provision in the Bank charter and not in the IDA charter."¹⁶

19. Although the discussion centered on the proposed IDA provision rather than the Bank provision, and no particular attention was paid to the substantial differences in wording between the two, the statement that the proposed IDA section was not necessary to give IDA the power to relax or modify the terms of its financing is applicable to the Bank Articles as well. This shows that the emphasis of Article IV, Section 4 (c) of the Bank Articles is on the borrower's right to apply for relaxation

15. Doc. IDA/59-22, 11/20/1959.

16. Doc. IDA/59-38, 12/18/1959 and verbatim transcript of the meeting.

and that the provision must not be seen as a grant of authority to the Bank and the establishment of limits on that authority.

20. Practice relating to Article IV, Section 4 (c) of Bank

Articles Since 1960. From 1960 on the Bank's Prospectuses have no longer contained references to the Bank's power to relax or modify loan terms. The statement quoted in para. 14 above was reduced to its second sentence:

"Within the scope permitted by the Articles, these policies must necessarily be developed and adjusted in the light of experience and changing conditions."¹⁷

The IDA discussions in the Financial Policy Committee had shown that the more elaborate language did no more than state the obvious and when the Bank returned to the New York market in 1960 after a two year absence with a doubled authorized capital it was not difficult to persuade the underwriters to accept the deletion of most of the old language.

21. In December 1963, a second rescheduling of Haiti loan 141-HA was recommended to the Executive Directors.¹⁸ The President's recommendation said among other things: "there is no doubt that the Haitian economy suffers from an acute exchange stringency". No reference was made to Article IV, Section 4 (c). The recommendation was accepted by the Executive Directors without

17. For the first time in the Prospectus for the \$125,000,000 5% Twenty-Five Year Bonds of 1960.

18. R 63-141 of December 11, 1963.

comment or discussions.¹⁹ Shortly thereafter the Executive Directors approved revisions of the amortization schedule of Loan 129 LE to the Litani River Authority (Lebanon) to take account of substantial delays in starting the project²⁰ and in 1964 they approved a readjustment as part of a restructuring of the loans to the Lota and Schwager coal mines in Chile on the ground of "delays in completion of the project and the failure of the market for coal to develop as had been forecast."²¹ In neither case was any provision of the Articles cited in the Management recommendations on Board discussions. In January 1968, the Executive Directors considered a request by Haiti for a third rescheduling relating to "the overall position of the government and of the financial pressure upon it" and the government's "critical cash situation".²² However, again no reference was made to Article IV, Section 4 (c) or any other provision of the Articles of Agreement. The proposal was adopted without objection.

19. Verbatim records of meeting on December 17, 1963.

20. December 24, 1963.

21. R 64-70.

22. R 68-4, January 2, 1968.

22. Only a few weeks later, in February 1968, President Woods proposed that the Bank, subject to satisfactory action by other members of the India consortium, reschedule portions of certain maturities of loans to India.²³ At a meeting on February 27, 1968, several Directors expressed the view that such action could

23. The Indian debt servicing problem had already been brought to the attention of the Executive Directors one year earlier and in July 1967 the President proposed that pending a decision on the Bank's posture with respect to rescheduling of the Indian debt the Bank should make temporary deposits with the Reserve Bank of India to offset the first \$50 million of repayments. The deposits were to be in the principal currencies repaid by India and were not to bear interest. The proposal ran into heavy opposition of a number of Executive Directors who questioned its legality on the ground that the deposit on the terms proposed was a disguised rescheduling and thus the question of the applicability of Article IV, Section 4 (c) was raised. Toward the conclusion of the debate which lasted through three executive sessions Mr. Lester Nurick, Acting General Counsel, made a statement (SecM 67-194) which is attached hereto as Appendix 1, affirming the Bank's power to make the deposits and also commenting on Article IV, Section 4 (c). Meanwhile the President had agreed that the deposits should bear interest and the proposal, thus amended, was adopted with only the French chair voting against. See Sec M 67-183, dated July 7, 1967; R67-115, dated July 20, 1967; R67-115/1, dated July 24, 1967; SM 67-20, dated July 28, 1967 (Executive Session of July 18 of the Committee of the Whole); SM 67-21, dated August 1, 1967 (Executive Session of July 20 of the Committee of the Whole); SM 67-22, dated August 4, 1967 (Executive Session of July 21 of the Committee of the Whole); SM 67-23, dated August 1, 1967 (July 25 meeting of Executive Directors); and the Secretary's notes of the Executive sessions and the verbatim record of the July 25 meeting.

only be validly taken pursuant to Article IV, Section 4 (c), that is to say, on the basis of an application by the member. Mr. Woods, Bank staff and India were all opposed to this for a number of reasons. The Indians said that they were willing and able to meet their debt-service to the Bank in accordance with their contractual obligations; they had not formally requested rescheduling. The staff was opposed because, serious as India's problems might be, there was no question of an acute exchange stringency such as to make debt-service impossible. The Bank's President held very strong views on the question and said that unless the General Counsel (the author of this Note), who was out of the country on the day of the meeting, would advise him otherwise upon his return, he did not intend to subject India to what in his words amounted to "the indignity of a pauper's oath".

23. On March 8, 1968, the President of the Bank transmitted to the Executive Directors a memorandum from the General Counsel on the relevance of Article IV, Section 4 (c) of the Articles to the proposed rescheduling.²⁴ The memorandum concluded that Section 4 (c) did not apply since no application for relief has been made and that in any event the rescheduling could be undertaken under the Bank's general powers to adjust loan terms. General Counsel added that should, contrary to his view, Section 4 (c) be held to apply, this would not create any problem since the proposed

24. Annex I to R 68-39, March 8, 1968, attached hereto as Appendix 2.

rescheduling was consistent with the limits of the debt relief defined by the Section. The Nordic Director and a number of other Directors were opposed to, or at least dubious as to the correctness of, the General Counsel's interpretation, pointing to the difference between project-related and balance of payments related reschedulings. However, the Nordic Director, Mr. Skjerdal, stated that he could vote in favor of the rescheduling, accepting the earlier contracts between the Bank and the Indian government as a substitute for a formal application. The Australian Director also disagreed with General Counsel's opinion but could support the rescheduling since in his view the text of Article IV, Section 4 (c) did not require an application. If the Bank was satisfied on the basis of the circumstances mentioned in the provision that relaxation of payment conditions was in the interests of the particular member and of the operations of the Bank and of its members as a whole, the Bank could take the action with respect to loan service contemplated by the provision on its own motion. However, he wanted the Minutes to show that in approving the rescheduling the Executive Directors were acting under Article IV, Section 4 (c). After some other Directors had spoken in support of the General Counsel's interpretation, the Australian Director amended his proposal to state that the action was taken "in the light of Article IV, Section 4 (c)". The Minutes of the meeting recorded the action as follows:

"The Executive Directors, noting that their action had been taken in the light of Article IV, Section 4 (c) of the Bank's Articles of Agreement, agreed that within the next few months, they should further discuss the legal and policy implications of this decision.²⁵

24. After the meeting, Mr. Skjerdal sent a memorandum dated April 3, 1968 to the President²⁶ and the Executive Directors stating the reasons why he could not accept the opinion of the General Counsel²⁷. Essentially, the difference between the two views was that according to Mr. Skjerdal Article IV, Section 4 (c) would be "superfluous and rather meaningless" if the Bank were free to adjust loan terms for balance of payments reasons in the absence of an acute exchange stringency or otherwise outside the scope of that provision. He did not accept General Counsel's explanation of the purpose of the provision as giving the member country a right to ask for a relaxation of loan terms, which he thought would have been superfluous. He also thought that General Counsel's interpretation would lead to the unreasonable result that a country applying for relief under Article IV, Section 4 (c) might be worse off than a country "referring only

25. SM 68-14.

26. Mr. McNamara, who on April 1 had succeeded Mr. Woods.

27. Sec. M68-96, April 10, 1968, attached hereto as Appendix 3.

to balance of payments difficulties and to the Bank's general power to adjust the terms of its loans". This point could have been answered by stating that this general power could be exercised even if a member invoked Article IV, Section 4 (c). However, Mr. Skjerdal left the Board later in the latter part of 1968 and the further discussions contemplated by the Director's decision never took place.²⁸

25. Bank prospectuses did not mention the rescheduling of the Haitian ICICI and Paraguayan loans on project grounds, or of the Haitian loan on balance of payment grounds. The Indian rescheduling which involved a large borrower and fairly substantial amounts was mentioned in the US prospectus for the Bank's Twenty-Six Year Bonds of 1968 but no reference was made to the authority under which the action had been taken.

26. The Bank's Policy Views on Rescheduling. In the Seventies, both before and after the 1973 oil price crisis, the Bank's management on several occasions expressed itself as being opposed to participation by the Bank in debt rescheduling. This opposition was based on the fact that, unlike governments, the Bank had no taxing power and no assured access to markets.

1968
20
1994 ✓

28. A note dated April 15, 1971 by the Bank's Secretary indicates that this may have been the result of a conversation on the subject between Mr. Skjerdal and General Counsel.

Participation by the Bank in reschedulings was therefore likely to endanger the credit rating of its securities. The management's views were shared by many but not all Executive Directors and were never formally endorsed by them.²⁹

27. When the Bank went to the New York bond market in December 1975, it took account of investors' concern about the position of oil-importing developing countries by new Prospectus language concerning the strains imposed on the balances of payments of these countries and the Bank's monitoring of their creditworthiness. Since that time the Bank's U.S. prospectuses have also contained the statement that the Bank "follows a policy of not taking part in debt rescheduling agreements".

28. The express provisions in the Bank Charter and the Bank's general rescheduling powers give the Bank the right to reschedule but do not oblige it to exercise this right. Nevertheless, the Bank could not properly refuse a rescheduling request without giving reasons. However, the Bank's announced policy not to participate in reschedulings has been amply motivated and, moreover, is not likely to be absolutely inflexible as shown by the Pakistan/Bangladesh debt readjustment.

29. See, e.g., R71-64, March 31, 1971, para. 15 and SD 71-61; R71-178, July 14, 1971 para. 24 and SD 71-29 August 10, 1971; R73-55, March 27, 1973 and SD 73-19; SD 74-32, June 18, 1974, para. 14; and R74-256, December 11, 1974, para. 16.

INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT

APPENDIX 1

CONFIDENTIAL

SecM67-194

FROM: The Secretary

July 24, 1967

India's Debt Servicing Problem

Attached, as requested, is the statement made by the Acting General Counsel at the meeting of the Committee of the Whole (in Executive Session) on July 21, 1967.

Distribution:

Executive Directors and Alternates
President
President's Council
Executive Vice President, IFC
Vice President, IFC
Department Heads, Bank and IFC

July 21, 1967

Statement regarding Legality of Proposed Deposit
with Reserve Bank of India

A question has been raised as to whether or not it is legally within the power of the Bank to make a deposit with the Reserve Bank of India, as proposed in the statement by the Chairman dated July 11, 1967 (SecM67-183), as supplemented by the Memorandum of July 20, 1967 setting forth the particulars of the deposit arrangement (R67-115).

In my opinion the proposal is within the powers of the Bank for the following reasons:

Let us first examine whether or not the Bank can legally make this deposit without taking into account the provisions of Article IV, Section 4(c), which I will come to later. The source of authority for such action by the Bank may be either an expression of specific power granted by the Articles or general powers possessed by the Bank. It is my view that the Bank is an institution whose powers are not limited to those expressly set forth in the Articles. Whether the Bank has or has not a particular power must be determined in the light of the purposes of the Bank set forth in Article I of the Articles of Agreement by which, according to that Article, the Bank must be guided in all its decisions.

For finding that the Bank has such a power, it is enough that to exercise it may further the achievement of its statutory purposes and that it is not prohibited by or inconsistent with the Articles of Agreement. This view has been adopted in the past in cases where the Bank has exercised broad powers, authority for which is not expressly to be found in the Articles, as, for example, in connection

with the Bank's transfers to IDA, the opening of time deposits generally, its technical assistance activities and many other activities of the Bank.

It seems to me that an arrangement designed for the purpose and with the objectives of the proposed deposit is within the purposes of the Bank and is a lawful exercise of power by the Bank.

The next question that arises is whether any particular section of the Articles either requires the Bank to make an arrangement of this kind in a particular way or is inconsistent with the deposit proposal. In this connection, two sections have been referred to: Article IV, Section 4(c), particularly the second part of that section, and Article V, Section 11(a).

Article IV, Section 4(c) provides in effect that if a member suffers from an acute exchange stringency so that the service of any loan contracted or guaranteed by that member cannot be provided in the stipulated manner, the member concerned may apply to the Bank for a relaxation of the conditions of payment. The Bank then can, if it is satisfied that some relaxation is appropriate, either (i) accept local currency (subject to certain restrictions) or (ii) modify the terms of amortization, or both. The question arises whether under the circumstances of this matter the Bank must operate under the provisions of Article IV, Section 4(c) or whether it is free to exercise its general powers independently of that section. I think the answer to that question is that Article IV, Section 4(c) is not intended to be exclusive and that, even assuming that that section is relevant here, it does not prevent the Bank from using other powers otherwise legally

available to it. The fact that a particular power is stated to exist in the Articles does not preclude the Bank from exercising other powers available to it. If it is argued that given a certain exchange stringency situation of a member, the only power that the Bank can exercise is the acceptance of local currency or changes in amortization payments as provided in Article IV, Section 4(c) the reverse could also be argued, namely, that in order to change amortization payments there must also exist the exchange stringency situation described in that section. This kind of an argument could mean that the Bank could only change the amortization provisions of a loan if a member is in the acute exchange situation thus described. In fact the Bank has changed, and properly so, amortization provisions in several cases without any regard to Article IV, Section 4(c) but on grounds related essentially to the project. Similarly here, while an argument might be made that it would be appropriate to use Article IV, Section 4(c), that does not mean that the Bank legally cannot use its other powers if it sees fit. In fact, the Bank is acting outside that section, pending the time when it may want to act under that section or otherwise.

The next question that arises is whether the deposit is affected by Article V, Section 11(a). This section provides as follows:

"(a) Each member shall designate its central bank as a depository for all the Bank's holdings of its currency or, if it has no central bank, it shall designate such other institution as may be acceptable to the Bank."

One question that arises under this section is whether it means that the Bank must deposit all of its holdings in a particular currency with the central bank of the member whose currency is involved

or whether it imposes an obligation on the member to designate the central bank as a depository for all the Bank's holdings of that member's currency, leaving the Bank free to deposit such of that currency in the central bank as it deems appropriate. In the past the Bank has not deposited all its holdings of a particular currency in the central bank of the country concerned. For example, the Bank has a housekeeping account for deposits of dollars with the American Security and Trust Company and furthermore makes time deposits in commercial banks in various countries. Therefore this section has been construed, and I think properly, to mean that while the member has an obligation to designate a depository for all the Bank's holdings of its currency the Bank is not obligated to use that depository for all its holdings of a member's currency. Another possible interpretation of that section which is also consistent with the Bank's practice is to define the term "its currency" to refer only to the currency paid in by the member on account of the 9% proportion of its subscription. Under such interpretation the Bank would be obligated only to use the designated depository for its 9% holdings and in fact the Bank has followed the practice of depositing this currency in central banks. It is not necessary to decide which interpretation to follow for under either interpretation this section would not prohibit the making of the proposed deposit with the Reserve Bank of India.

I have concluded therefore that the proposed deposit arrangement is legally within the powers of the Bank. I should add that this

conclusion is also the view of Mr. Broches, the General Counsel, who was consulted about the matter before he left for his trip to Europe.

Lester Nurick
Deputy General Counsel

INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT

APPENDIX 11

Mr. George D. Woods

A. Broches

Indian Debt Rescheduling

You have asked me to read the record of the proceedings of the Executive Directors of the Bank on February 23rd and 27th, 1968 with regard to the rescheduling of the Indian debt with a view to advising you and the Executive Directors on the questions which have been raised in that connection regarding the Bank's Articles of Agreement, and in particular regarding the applicability of Article IV, Section 4(c).

Section 4(c) reads as follows:

"If a member suffers from an acute exchange stringency, so that the service of any loan contracted by that member or guaranteed by it or by one of its agencies cannot be provided in the stipulated manner, the member concerned may apply to the Bank for a relaxation of the conditions of payment. If the Bank is satisfied that some relaxation is in the interest of the particular member and of the operations of the Bank and of its members as a whole, it may take action under either, or both, of the following paragraphs with respect to the whole, or part, of the annual service:

- (i) The Bank may, in its discretion, make arrangements with the member concerned to accept service payments on the loan in the member's currency for periods not to exceed three years upon appropriate terms regarding the use of such currency and the maintenance of its foreign exchange value; and for the repurchase of such currency on appropriate terms.
- (ii) The Bank may modify the terms of amortization or extend the life of the loan, or both."

The first question to be considered is whether the Bank may reschedule the debt of one of its borrowers otherwise than by application of Article IV, Section 4(c), of the Articles. It is my opinion that while that provision expressly authorizes relaxation of conditions of payment on Bank loans in the circumstances stated in the provision, the Bank may reschedule a borrower's debt whenever it is satisfied that to do so is in the interests of the particular member and of the operations of the Bank and its members as a whole. My opinion is based on the following considerations:

The Bank's powers are not limited to those that are granted in express terms. The fact that an operation or transaction is not expressly authorized or contemplated by a specific provision of the Articles does not mean that

the Bank has no power to undertake it. The Articles give the Bank specific power to make loans. It seems to me that this power necessarily implies the power to administer such loans in accordance with its best judgment and in the light of the Bank's purposes, subject only to such limitations as may be expressly stated in the Articles or necessarily implied therein.

There is nothing in the Articles of Agreement which is in conflict with my view on the inherent power of the Bank to exercise discretion in the administration of its loans. If anything, this view finds support in Article III, Section 4, of the Articles of Agreement entitled "Conditions on which the Bank may guarantee or make loans". Paragraph (v) of that Section provides:

"In making or guaranteeing a loan, the Bank shall pay due regard to the prospects that the borrower, and, if the borrower is not a member, that the guarantor, will be in position to meet its obligations under the loan; and the Bank shall act prudently in the interests both of the particular member in whose territories the project is located and of the members as a whole."

It seems to me that this provision, which deals with the judgments to be arrived at by the Bank when making a loan, necessarily implies that the Bank should continue to act prudently in the administration of that loan and that when prudence dictates a relaxation of loan conditions the Bank has power to agree to such relaxation.

The Bank's practice has been in accordance with the views herein expressed. At the meetings of the Executive Directors reference was made, among other things, to the rescheduling of the Chilean Coal Loans. As was pointed out, the rescheduling of these loans was decided upon not because of balance of payments difficulties of Chile (the Guarantor), but because of project considerations affecting the ability of the borrowers to maintain loan service. There is no provision of the Articles which expressly authorizes rescheduling in such circumstances, but no question was raised either in the staff or in the Board concerning the Bank's legal power to agree to rescheduling.

That the Bank should have flexibility in administering its loans has been recognized from the early days of the Bank's operations, as reflected, for instance, in the Bank's prospectuses for bond issues. As early as 1952 they contained the following language:

"The basic outlines of the Bank's lending policies are prescribed by the Articles. Within the scope permitted by the Articles, these policies must necessarily be developed and adjusted in the light of experience and changing conditions. Changes which may be made from time to time in the Bank's loan policies will not necessarily affect only loans subsequently granted. The Bank may also relax or modify contract requirements, reduce charges or otherwise waive rights under existing loan agreements, as may be appropriate in relation

to changing Bank policies or as may appear advisable because of the economic situations of particular borrowers or guarantors."

This language continued to be used without substantial change through 1958. From 1959 the underscored portion of the statement was omitted since we and our bankers agreed that there was no need to state the obvious.

Having disposed of the question whether the Bank may reschedule debt otherwise than by application of Article IV, Section 4(c), and having answered that question in the affirmative, I now come to the question why, in the light of the foregoing, the drafters of the Articles found it necessary to devote a special provision to a particular case of adjustment of borrowers' obligations, and what significance this provision has for the proposed rescheduling of India's obligations to the Bank.

The legislative history of Article IV, Section 4(c), shows that the provision appeared in the original working documents for the Bretton Woods Conference in substantially the same form as it has now^{1/} and that it does not appear to have given rise to discussion at the Conference. I believe that the very language of the provision explains the reason for its inclusion in the Articles, namely to give a member (whether acting as a borrower or a guarantor) a right to appeal^{2/} to the Bank for relaxation of loan terms, rather than to grant power to the Bank to modify the terms of its loans. It is, of course, true that Section 4(c) after stating that the member may apply for a relaxation of loan terms goes on to say what the Bank may do in response to such an application, and in that connection uses language which may be construed as imposing limitations on the Bank's discretion. Whether it has to be so construed, is a point which I need not discuss in this memorandum since the proposed action is within any such limitation.

The position with respect to the applicability of Section 4(c) to the proposed rescheduling of the Indian debt can now be stated as follows:

- (i) In order for the Section to be applicable there must be an application from the country which seeks relaxation of debt terms.
- (ii) On the facts, I believe that no such application has been received and that the Section is therefore not applicable.

1/ Document 169, Proceedings and Documents of the United Nations Monetary and Financial Conference, Department of State publication 2886, 199-200.

2/ The original draft of the provision at the Bretton Woods Conference used the term "appeal" which was changed in the final text to "apply".

- (iii) As stated above, the Bank has general powers to adjust loan terms.
- (iv) If an application for relaxation had been made under Section 4(c), the Bank would have to be satisfied that there was "an acute exchange stringency" as a result of which loan service "cannot be provided in the stipulated manner".
- (v) In view of what has been said before, if the Bank was not so satisfied, no action could be taken under Section 4(c) but this would in no way limit the Bank's power to consent to the adjustment.
- (vi) Since the action proposed to be taken contemplates modification of terms of amortization and an extension of the life of certain loans, this action would be within the terms of Section 4(c) if, contrary to what has been stated above, it were applicable.

INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT

EFFECTS OF PROPOSED RESCHEDULING OF CERTAIN BANK LOANS TO INDIA

(Expressed in US \$1,000)

Indian Fiscal Year	Existing Amortization Requirements	Amount to be Rescheduled	Proposed Amortization Requirements
1967/68	47,982	-15,000	32,982
1968/69	52,428	-15,000	37,428
1969/70	55,098	-15,000	40,098
1970/71	57,046	-15,000	42,046
1971/72	54,232		54,232
1972/73	49,421		49,421
1973/74	46,956		46,956
1974/75	46,230		46,230
1975/76	45,160		45,160
1976/77	42,638		42,638
1977/78	41,265	+15,000	56,265
1978/79	38,381	+15,000	53,381
1979/80	25,779	+15,000	40,779
1980/81	20,657	+15,000	35,657
	<u>623,273</u>		<u>623,273</u>

CONFIDENTIAL

OFFICE MEMORANDUM

TO: Mr. Robert S. McNamara, President

FROM: Karl Skjerdal

SUBJECT: Adjustment of Bank Loans on the Grounds
of Balance of Payments Difficulties

April 3, 1968

1. The question of the Bank's power to adjust loans on the grounds of balance of payments difficulties was discussed at a meeting of the Executive Directors on March 19, 1968, in the context of the Bank's participation in a debt rescheduling program for India. At that meeting I commented on an interpretation of the Articles of Agreement presented by the Bank's General Counsel, Mr. Broches, on the Bank's power to adjust loans, and stated that I was not in agreement with his interpretation. A number of Directors having suggested that the question of interpretation should be discussed in a separate meeting, I am distributing this statement with my reasons for dissenting from the opinion of the General Counsel.

2. In his memorandum on Indian Debt Rescheduling, attached as Annex I to R68-39, the Bank's General Counsel presented an interpretation of the Articles of Agreement, and in particular of Article IV, Section 4(c), which may be summarized as follows:

- a) The Articles give the Bank specific power to make loans. This power implies the power to administer such loans in accordance with its best judgement and in the light of the Bank's purposes, subject only to such limitations as may be expressly stated in the Articles or necessarily implied therein.
- b) The general power to adjust loan terms, including the power to modify the terms of amortization and/or extend the life of a loan is also applicable when such adjustment is called for by balance of payments difficulties of a borrowing member country.
- c) The reason for Article IV, Section 4(c) is to give a member under the circumstances described therein a right to apply to the Bank for relaxation of loan terms, rather than to stipulate the conditions under which the Bank may modify the loan terms due to balance of payments difficulties.

3. I agree that the Bank's powers are not limited to those that are granted in express terms. I further agree, that inherent in the Bank's power to make loans is the power to administer such loans in accordance

April 3, 1968

with its best judgement and in the light of the Bank's purposes. This is so obvious, that one finds nothing in the Articles of Agreement about this general power to administer given loans.

4. However, this general power to administer loans is not without limits. There are two main qualifications: First, modifications of the terms of existing loans have to be made in the light of the purpose and the form of the loan, and second, such modifications may be subject to limitations stated in the Articles or necessarily implied therein.

5. The purpose of the Bank's lending is stated in Article I and more specifically in Article III, Section 3(vii) which reads as follows: "Loans made or guaranteed by the Bank shall, except in special circumstances, be for the purpose of specific projects of reconstruction and development". It is not within the ordinary competence of the Bank to give a non-project loan in order to strengthen the balance of payments situation of a member country. Although one should not rule out that the Bank might be entitled to do so "in special circumstances", particularly in a situation of reconstruction, such a situation is necessarily exceptional and outside the normal function and purpose of the Bank's lending activity. There is a special international organization, the International Monetary Fund, to deal with balance of payments problems.

6. It follows from the purpose and form of the Bank's lending, that the general "power to administer such loans with its best judgement" is related to the individual project-loan. A modification of the terms of a given loan has to be related to circumstances connected with the individual loan. A difficult balance of payments situation is a general problem, not particularly related to a Bank loan; it relates to all of a country's foreign creditors, and to the overall economic position of the country.

7. On the background of this interpretation, namely, that the unwritten authorization for the Bank to administer its project-loans does not include actions warranted by a country's balance of payments situation, the special provision in Article IV, Section 4(c) presents itself as both logical and necessary. Otherwise, this special provision would be superfluous and rather meaningless. I cannot accept the General Counsel's interpretation, that the essence of this paragraph is to give a member country a right to apply for relaxation of loan terms. It is not necessary to have a special provision to provide a country with such a right, because all member countries are entitled to ask the Bank for modifications. On the other hand, it is necessary to have a special provision stipulating on what conditions the Bank may make arrangements to meet such an application. This is doubly necessary because the provision deals with a special situation that might arise in a number of member countries, all of which should be treated according to the same criteria.

April 3, 1968

8. There is one final test of the interpretation of the question: If the General Counsel should be right in his interpretation, then a country that applies for modification of its debt with reference to Article IV, Section 4(c) could be in a worse position vis-a-vis the Bank, than a country referring only to balance of payments difficulties and to the Bank's general power to adjust the terms of its loans. Such a result would hardly make sense.

9. So far, I have considered the question from the point of view of an interpretation of the Articles of Agreement. However, if one considers the problem as a policy-question, I maintain that the interpretation I have presented will be more suited to the Bank's interest than the General Counsel's more liberal interpretation. The Bank can to a substantial degree control the preparation and implementation of its project-loans, but it is not in a position to exercise any significant control over the factors determining a country's balance of payments situation. Hence, it is reasonable that the Bank should make adjustments of the terms of an individual loan due to circumstances connected with the project. Balance of payments difficulties present an entirely different problem. For these reasons Article IV, Section 4(c) should be considered as providing the exclusive basis for dealing with adjustments of loan terms if a member suffers from an exchange stringency.

s/ Karl Skjerdal